

# Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12367 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

MARDI 30 OCTOBRE 1984

## Solidarité appelle au calme après l'annonce de la mort

### Contre tous les Polonais ?

Qu'un ministre de l'intérieur, un général étroitement associé à l'équipe dirigeante, vienne longuement expliquer à la télévision que des officiers de ses propres services ont enlevé et sans doute assassiné un prêtre catholique, devenu une sorte de héros national et un symbole de l'opposition au régime communiste, voilà qui paraît invraisemblable partout ailleurs qu'en Pologne. Mais ce pays nous a habitués depuis quatre ans à l'insupportable. Et c'est l'une des premières leçons de cette affaire : la normalisation est encore très mystérieuse : la fameuse « normalisation » dont se targue le général Jaruzelski n'est qu'une fine pellicule de glace, fine fragile sur une eau qu'on aurait tort de croire morte.

A priori, la responsabilité avouée de membres de la sécurité devrait constituer un coup très dur pour l'équipe au pouvoir. Dans ce type de régime, la milice et, derrière elle, la police politique ne sont pas seulement un rouage, un instrument, mais d'autres, mais l'un des deux piliers du pouvoir, l'autre étant évidemment l'armée. Au moment même où les soupçons qui pèsent sur la responsabilité des services secrets de l'Est dans l'attentat contre le pape semblent de plus en plus crédibles, l'enlèvement du Père Popieluszko risque de renforcer encore l'avis qu'une bonne partie de la population polonaise sourit à l'égard du régime qui lui est imposé - et donc de rendre plus difficile encore l'issue de la crise.

Les dirigeants de Solidarité, loin de saisir l'occasion de mettre le pouvoir en difficulté, de prendre appui sur la vague d'émotion et de colère qui agite le pays, font pourtant tout ce qu'ils peuvent pour éviter que l'affaire ne dégénère.

Souci d'empêcher une provocation, des affrontements qui seraient suivis d'une nouvelle répression, pour le plus grand profit de ceux qui veulent torquer définitivement le cou au mouvement né en 1980 ? Sans doute. M. Walesa, qui se retrouve une fois de plus en première ligne, a toujours plaidé pour la « voie pacifique », toujours voulu refuser de jouer la politique du père. Mais comment ne pas voir que, en même temps qu'il tend une perche, il rend en fait service au général Jaruzelski en affirmant que cette « saloperie » (l'enlèvement, l'assassinat du prêtre) est dirigée aussi bien contre le chef du gouvernement que contre l'homme de la rue, en un mot contre « tous » les Polonais. C'est accorder par là la thèse, précieuse entre toutes pour l'équipe dirigeante, d'une offensive menée contre elle par des « durs » avides de répression totale.

Que M. Walesa lui-même et les autres dirigeants de l'opposition adhèrent totalement à une thèse aussi simpliste est fort douteux, mais le fait est qu'ils offrent ainsi au général Jaruzelski l'occasion, peut-être unique, de se démarquer clairement des fameux « ultras » du parti et de tenter, à partir de la crédibilité ainsi retrouvée, de renouer un dialogue jusque-là constamment refusé avec la société. Si jamais le « martyr » du Père Popieluszko avait ce résultat, ce serait la preuve que la Pologne n'a pas tort de croire aux miracles.

## du Père Popieluszko

Le ministre polonais de l'intérieur, le général Kiszek, a annoncé, samedi 27 octobre, que l'un des trois ravisseurs du Père Popieluszko avait reconnu avoir tué le prêtre. Alors que l'émotion est très vive en Pologne, les dirigeants de Solidarité s'efforcent de maintenir le calme.

Tout faire pour éviter de tomber dans le piège, d'entrer dans le jeu de mystérieux « provocateurs » : tel semble être le souci essentiel des dirigeants de Solidarité, dix jours après l'enlèvement du Père Jerzy Popieluszko, dont la mort est désormais à peu près certaine.

« Nous ne nous laisserons pas manipuler, nous ne nous mêlons pas aux luttes pour le pouvoir, car nous ne voulons pas le prendre », a déclaré à Gdansk M. Lech Walesa, en ajoutant : « Il n'est pas question de servir de « chair à canon » pour « offrir le pouvoir » aux responsables de cette provocation, de cette « saloperie qu'on nous a faite, à nous tous, du premier ministre [le général Jaruzelski] jusqu'à l'homme de la rue ». Le président de Solidarité, qui avait pris la parole devant quinze mille personnes participant à une messe à l'église Sainte-Brigitte de Gdansk, a fermement dissuadé la

foible d'aller manifester devant le monument aux victimes des répressions passées.

Dimanche soir, à Varsovie, c'est aussi sans le moindre incident que plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées dans et autour de l'église Saint-Stanislas, là où le père Popieluszko célébrait chaque mois ses funérailles « messes pour la patrie ». L'assistance, visiblement choquée, a entendu des extraits des homélies où il dénonçait le mensonge et l'oppression, et rappelait avec une lucidité prémonitoire : « Pour la vérité, il faut parfois payer ».

(Lire la suite page 2.)

## Tollé en Grande-Bretagne

**M. Scargill**  
président du syndicat des mineurs  
reconnait avoir eu des contacts  
avec le régime libyen

LIRE PAGE 44 L'ARTICLE DE FRANCIS CORNU

## Les luttes d'influence dominant la réunion

## du comité central du PCF

Le comité central du Parti communiste, réuni lundi 29 et mardi 30 octobre, examine le projet de résolution qui doit être soumis à la discussion des militants en vue du vingt-cinquième congrès, prévu pour le mois de février prochain.

Ce texte, préparé par une commission dont le rapporteur est M. Paul Laurent, membre du secrétariat, devait traduire, sous une forme plus concise, les orientations du rapport présenté par M. Georges Marchais, le 17 septembre dernier, au comité central.

Les choix faits par la direction du PCF depuis la décision de ne pas participer au gouvernement de M. Laurent Fabius n'apparaissent pas encore avec clarté. L'impression donnée par les quelques informa-

tions et rumeurs, souvent invérifiables, qui ont circulé, depuis un mois, autour du comité central est celle d'une lutte d'influence, dont l'explication de la ligne politique, illustrée par le rapport de M. Marchais, est le terrain plutôt que l'enjeu véritable.

C'est ainsi, par exemple, que la formule du « nouveau rassemblement populaire majoritaire », mise en avant, dans le texte présenté par le secrétaire général, comme définissant « l'objectif central » visé désormais par le PCF, a été corrigée, dans l'« Humanité » du 14 octobre, par M. Roland Leroy, membre du bureau politique, qui parlait de « rassemblement populaire à vocation majoritaire ».

Le directeur de l'« Humanité » traite volontiers avec une certaine ironie la formule qui est censée résumer l'orientation nouvelle des communistes. Il précisait toutefois, dans cet article de l'hebdomadaire central du PCF, qu'il ne s'agit pas d'un retour à l'« union à la base » des années 1978-1981, car, expliquait-il, « alors, nous appelions à unir - en bas - pour permettre un accord - au sommet », alors que la démarche d'aujourd'hui est « tout autre ». Pour M. Leroy et pour ceux qui partagent sa façon de voir, l'essentiel est d'affirmer l'autonomie du PCF

par rapport au PS. Les communistes ne doivent ni régler leur pas sur celui des socialistes ni polémiquer contre eux.

Cette position permet de dénoncer comme périmée non seulement la stratégie du programme commun, abandonnée depuis 1978, mais aussi la tentative qui avait été faite par la direction du parti, depuis lors, pour sortir de cette stratégie. Il s'agit, en même temps, de rassurer ceux qui craignent le retour à un type de confrontation avec le PS, qui avait abouti à priver le PCF d'un quart de son électorat en 1981. En somme, M. Leroy et ses amis se présentent comme les seuls détenteurs d'une stratégie véritablement novatrice, mais dont ils ne se sont pas souciés, jusqu'à maintenant, de préciser le contenu.

Cette lutte d'influence se déroule sous le couvert d'un soutien affiché à la direction du parti et à son secrétaire général. Plusieurs orateurs, lors de la réunion de septembre du comité central, avaient mis en garde ceux qui pouvaient être tentés de voter le rapport de M. Marchais en espérant conserver, ensuite, leur liberté d'action.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 10.)

## UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU SALVADOR

## Le pari de M. Duarte

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — Le président salvadorien a gagné un pari personnel. En se rendant le 15 octobre sans escorte dans une zone de guérilla pour dialoguer avec les représentants de la rébellion, il a impressionné les Salvadoriens très sensibles au panache. Sa cote de popularité est au plus haut ; mais les Escadrons de la Mort l'ont condamné pour « trahison ». Il prend la menace au sérieux, sans plus : « Avant l'élection présidentielle, ils voulaient déjà ma peau ». Napoléon Duarte est une force de la nature, un politicien instinctif doublé d'un fonceur. Pendant l'entretien qu'il nous a accordé au palais présidentiel, nous avons aussi découvert un homme survolté par la volonté de réussir la pacification de son pays.

« En mai, vous disiez : « Pas de discussion avec la rébellion » avant que les conditions de la « sécurité soient rétablies pour tous les Salvadoriens ». C'est donc le cas...

— Oui, je l'ai dit, et je viens de le prouver. Les représentants civils de la rébellion venus de l'étranger par avion ont traversé tout le pays en voiture, depuis l'aéroport jusqu'à la zone du Chalatenango. Ils sont repartis de même. Je ne voulais pas parler avec eux sans être certain que leur sécurité serait assurée...

— Mais les autres Salvadoriens ?

— C'est vrai. On ne peut pas bluffer. La rencontre de La Palma n'aurait pas été possible en mai, ou en juin. Mais il y a encore beaucoup à faire pour que la sécurité soit garantie à tous les citoyens. Nous sommes pourtant sur la bonne voie. Sur la pente descendante de l'insé-

curité. A La Palma, j'ai personnellement pris tous les risques. Le danger pouvait venir de la guérilla et des Escadrons de la Mort. Sans parler des fous hordes. Ce genre d'événement suscite facilement des réactions.

— Les services juridiques de l'archevêché affirment que les activités des Escadrons sont de nouveau en hausse depuis septembre ?

— Je ne crois pas que ce soit vrai. Tout dépend de l'interprétation des chiffres et des témoignages. Les services en question ont tendance à ne recueillir que les témoignages favorables à la gauche. En septembre, trois bombes ont explosé sur un village. On m'a dit, à l'étranger, que les trois bombes s'étaient transformées en cent soixante-huit bombes... Est-ce que les services en question, ont entendu parler du meurtre du maire du village de Dulce-Nombre-de-Maria, dans le Chalatenango, par la guérilla ? Non. Pas plus que de l'assassinat à la mi-octobre, dans la capitale, d'un employé des télécommunications. La violence n'est pas terminée. Il y aura encore des hauts et des bas. Et même peut-être, à court terme, une aggravation provoquée par l'annonce d'un processus de paix.

— Est-ce que la restructuration des services de sécurité de l'Etat, soupçonnés d'excès, est suffisante ?

— Nous avons limogé et muté à la base et au sommet. Plusieurs centaines d'agents ont été touchés.

MARCEL NIEDERGAANG.

(Lire la suite page 8.)

## LA RÉUNION DE L'OPEP

## Bataille pour le prix du pétrole

De notre envoyée spéciale

Genève. — Les principaux acteurs de la scène pétrolière sont tous rassemblés lundi 29 octobre à Genève autour des treize ministres des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunis dans le cadre d'une conférence consultative extraordinaire. Négociants, représentants de grandes compagnies pétrolières, plus nombreux qu'à l'accoutumée, ministres de certains pays producteurs de brut non membres de l'Organisation (Mexique, Égypte) associés aux travaux et observateurs de tout poil guettant dans l'incertitude les décisions de l'Organisation.

L'enjeu est de taille : rien de moins qu'une nouvelle baisse de l'ensemble des prix mondiaux du pétrole, dont le coup d'envoi a été donné il y a deux semaines par les décisions successives de la Norvège, de la Grande-Bretagne et du Nigeria (membre de l'OPEP) de réduire leurs tarifs officiels. Et si l'objectif de l'Organisation — éviter à tout prix cette baisse — est simple, les moyens à mettre en œuvre sont, eux, fort compliqués.

Rarement en effet les treize membres de l'OPEP auront eu à résoudre un problème aussi délicat. La situation est très complexe. Même dans les années 70, quand le marché était très difficile, il n'y en a jamais eu d'analogue. Ce n'est pas explicable », assure un membre de la délégation iranienne. Que l'OPEP soit menacée d'une baisse des prix, à la veille de l'hiver, saison de forte demande, et alors que les stocks des compagnies sont, de l'avis général, relativement bas, que l'escalade militaire dans le Golfe se poursuive et que l'OPEP, selon les statistiques officielles, ait conservé depuis le

moins d'un niveau de production faible, a effectivement de quoi surprendre. « Personne ne s'attendait à cela en cette période de l'année », a reconnu, dimanche 28 octobre, le ministre nigérien du pétrole, M. Tam David-West.

L'origine de cette situation, la plupart des experts s'accordent sur ce point, n'est pas, comme lors des dernières crises, un problème quantitatif d'équilibre entre l'offre et la demande, mais l'inadaptation persis-

tante de la grille des prix relatifs (différentiels) de l'OPEP à la réalité du marché, et les entorses aux prix officiels qui en ont résulté : rabais de tous ordres : accords de troc : faux accords de façonnage, etc. « Le premier point fondamental à régler est le problème des différentiels. Nous ne pouvons pas continuer à faire l'autruche. Le second est la moralité : il faut sincèrement accorder nos actes à nos discours », a assuré M. Tam David-West.

VÉRONIQUE MAURIS.

(Lire la suite page 38.)

Catherine Nay

LE NOIR ET LE ROUGE

ou l'histoire d'une ambition

Grasset

PRIX AUJOURD'HUI

## LES ÉTATS-UNIS A LA VEILLE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

### Regards sur l'Amérique

Lire pages 21 à 24 la première partie de notre supplément

## DANS « LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

- La polémique sur l'emprunt Giscard
- Paribas après son aventure américaine
- La mutation financière aux États-Unis

Lire pages 13 à 15 les articles de PAUL FABRA, FRANÇOIS RENARD et SERGE MARTI



Le Monde

EUROPE

## étranger

## APRÈS L'ANNONCE DE LA MORT DU PÈRE POPIELUSZKO EN POLOGNE

## Solidarité appelle au calme

(Suite de la première page.)

De nombreuses banderoles étaient accrochées aux grilles qui entourent l'église, affirmant par exemple : « Ils ne pourront jamais briser la nation ». Des tracts lancés au-dessus de la foule par des inconnus, portaient ces mots : « Les travailleurs luttent en Pologne pour leurs droits, non comme les gouvernements, par la terreur et la violence, mais de manière pacifique ».

Les colonnes de la Zomo (milice de choc), équipées de canons à eau, qui avaient investi le quartier ne sont pas intervenues.

Au même moment, devant une assistance beaucoup plus réduite, à la cathédrale Saint-Jean, le cardinal Glemp, primat de Pologne, se bornait à « prier pour le père Popieluszko, qu'il se trouve parmi les vivants ou parmi les morts ». Il a comparé le rapt du prêtre à l'attentat contre le pape Jean-Paul II et déclaré qu'il fallait faire face à ces événements extrêmement difficiles, par l'amour du prochain.

De leur côté, les autorités ne ménagent pas leurs efforts pour tenter de déjouer totalement leur responsabilité dans le rapt et le meurtre probable d'un prêtre contre lequel elles avaient multiplié sans succès les pressions et menaces diverses.

## L'intervention du général Kiszczak

Après que le premier secrétaire du parti, le général Jaruzelski, eut demandé à l'unanimité cet acte de « banditisme politique », c'est le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur et membre du bureau politique, qui est intervenu pendant vingt minutes, samedi soir 27 octobre, sur les deux chaînes de la télévision, pour faire le point sur cette affaire, où ses propres services sont gravement compromis.

Le ministre a donné pour la première fois le nom des trois responsables présumés du rapt, tous officiers des services de sécurité. Il s'agit du capitaine Czerwinski, Piotrski, trente-trois ans, du lieutenant Wal-

demar Chmielewski, vingt-neuf ans et du lieutenant Leszek Pekala, trente-deux ans. Le général Kiszczak a désigné le capitaine Piotrski comme l'« organisateur de l'enlèvement ». Ce dernier aurait avoué « avoir tué de ses propres mains » le père Popieluszko. Cependant, a ajouté le ministre, les recherches entreprises à l'endroit indiqué n'ont donné aucun résultat.

Toutefois, l'un des deux autres policiers arrêtés a affirmé, selon le général Kiszczak, avoir laissé le prêtre en vie, dans les environs de Torun. Là aussi, les recherches n'auraient rien donné, et le ministre a insisté sur le caractère contradictoire et changeant des dépositions des trois hommes.

L'assassin présumé aurait, trois jours selon le ministre, affirmé avoir « vu » le père Popieluszko, estimant que « le pouvoir réagissait trop mollement » aux activités du père Popieluszko, qui « semait le désordre ».

Ses deux associés auraient déclaré avoir « obéi aux ordres », en toute « bonne foi ».

Une des hypothèses les plus solides est que le père Popieluszko est mort, a encore déclaré le ministre, en ajoutant que la participation d'autres personnes à l'enlèvement ne pouvait être pour l'instant « ni confirmée ni exclue ».

Parlant sur un ton très grave, le général Kiszczak a déclaré que l'enquête se poursuivait pour savoir s'il y avait un « instigateur secret » derrière cette « provocation menaçant la ligne du renouveau socialiste, et donc la Pologne socialiste ».

Il a lancé à ce propos une mise en garde sévère aux « ennemis de l'Etat » qui seraient tentés de « se nourrir de cette tragédie afin d'amener une partie de la population à se livrer à des activités aux conséquences incalculables ».

L'avertissement est à rapprocher de celui qui avait été lancé la veille, mais en des termes beaucoup plus violents, par l'agence officielle PAP, à certains anciens prisonniers politiques actifs au sein du comité de soutien au père Popieluszko.

Le principal animateur de ce comité, M. Seweryn Jaworski, ancien responsable de Solidarité aux activités de Varsovie, est déjà menacé d'une incrimination : c'est lui qui avait affirmé samedi que le père Popieluszko était toujours en vie et aux mains des membres de la police politique. De son côté, le primat, Mgr Glemp, a demandé aux membres de ce comité de cesser leurs activités dans les locaux de la paroisse de Saint-Stanislas, pour éviter d'irriter les autorités. — (AFP, Reuters, AP, UPI).

## Italie

● La filière bulgare. — Le ministre bulgare des affaires étrangères a convoqué, samedi 27 octobre, l'ambassadeur d'Italie à Sofia, M. Giovanni Battistini, pour lui signifier son « énergique protestation » à la suite de la décision italienne d'inculper trois Bulgares pour complicité dans l'attentat contre le pape Jean-Paul II en mai 1981. D'autre part, le quotidien soviétique les Izvestia, a qualifié dimanche de « farce » orchestrée par la CIA et les services de renseignements italiens, les poursuites engagées contre Sergueï Antonov. Il s'agit de l'« une des plus scandaleuses provocations de notre époque », entrant dans le cadre d'une « campagne antisocialiste ». — (AFP, AP).

## Saint Georges et le dragon

De grands yeux pleins de fièvre, dans un visage aux joues cramoisiées, pâles. Une silhouette avinée soulevée par la soutane. Ce fils de paysan aurait pu jouer les Julien Sorel, dans un pays où l'on peut toujours faire, dans l'église, une assez confortable carrière. Il avait choisi une autre voie, décidée, depuis sa chaire, non de séduire, mais de servir. Pour lui, la morale chrétienne et l'exigence de vérité et de justice qui avait inspiré Solidarité, c'était la même chose. Il le croyait et il ne se lassait pas de le dire. Ce n'était pas vraiment un très grand orateur ni un intellectuel de haut vol. Mais un caractère.

Même si son nom était devenu célèbre en Pologne bien avant son enlèvement, le personnage restait, à trente-huit ans, un peu mystérieux pour le plus grand nombre. Vicaire de la paroisse de Saint-Stanislas, à Varsovie, il était connu, dès août 1980, dans les milieux proches du KOR, qui venait à peine de naître, mais ne s'y était pas vraiment lié. Au sein de sa paroisse, il est plus particulièrement chargé à partir de l'été 1980 de s'occuper du personnel des grandes usines « Varsovie », celles-là mêmes où opposeront les militants syndicaux parmi les plus déterminés : tel ce Seweryn Jaworski, autre figure étonnante, qui semble tout droit sorti d'une galerie de portraits de révolutionnaires du début du siècle, avec, en plus, une croix à la boutonnière du prêtre, à tout naturellement pris le titre de « comité de soutien » aussitôt improvisé.

Pendant la période « légale » de Solidarité, le père Popieluszko organise des débats sur l'enseignement social de l'Eglise, s'engage dans son rôle d'« aumônier » des usines. Mais c'est à l'heure de l'épreuve — après l'arrestation du syndicat, le 13 décembre — qu'il se révèle véritablement.

A partir de mars 1982, en plein « état de guerre », il organise ces fameuses « messes pour la patrie », célébrées depuis chaque dimanche à l'office de la paroisse. Le nom donné à l'office est à lui seul tout un programme : la patrie, la vraie, ce n'est pas celle que prétend représenter un pouvoir officiel, mais bien celle qui a refusé l'autorité en août 1980, et qui survit à décembre 1981, comme elle a survécu à tant d'autres épreuves. On prie pour les prison-

niers politiques, (ils sont alors des milliers), les acteurs récents des poèmes plus audacieux les uns que les autres, le père Popieluszko dénonce la « mensonge », la propagande, l'oppression.

Il évite soigneusement de verser dans la harangue politique, mais le sens est transparent, et ses paroles réchauffent le cœur de l'assistance. Au fil des mois, le foule se fait de plus en plus nombreuse. Une tradition s'établit, qui survit à l'état de guerre, et même à l'annexion.

Ce sont de bien étranges messes, interminables. Des milliers de personnes, qui n'ont pas trouvé de place dans l'église, stationnent sur le parvis et dans les rues avoisinantes — ou plutôt sur les trottoirs, car il ne faut pas donner à la milice le prétexte d'intervenir. Des haut-parleurs déversent vers l'extérieur les paroles de l'homme. Les télévisions occidentales filment, pour la centième fois, les milliers de cloches qui font le « V » — victoire — de la victoire.

Dans des voitures banalisées, les « civils », engoncés dans leurs manteaux, attendent, notent, enregistrent.

Un peu plus loin, à tout hasard, stationnent quelques cars de zornos (la police de choc). Mais le père Popieluszko, s'il n'a pas peur des mots, prend garde de ne pas jouer les agitateurs. A l'issue de ses messes, on ne manifeste pas. Quelqu'un s'y risquerait serait considéré comme un provocateur, il l'a maintes fois répété. L'assistance, docile, se disperse tranquillement.

## Un « martyr » encombrant

Voilà ce que M. Urbant, porte-parole du gouvernement, mais aussi « chroniqueur », qualifie de « scènes de haine », mises en scène par un « fanatisme politique ». « Savoirs de l'anticommunisme ». Ces scènes, y avait-il jamais assisté ? Peu importe : Popieluszko est l'exemple même du « chrétienisme communiste », comme on dit dans les rédactions du comité central — ce comportement intolérable qu'il s'agit de faire cesser.

Les ennemis aïeux commencent. Le prêtre est incriminé d'abus de sacerdoce, convoqué à de multiples reprises à la milice, refuse de s'y rendre. Ses paroissiens,

ouvriers et vieilles dames côte à côte, se constituent en garde du corps. Finalement, en décembre 1983, le prêtre, défilant éberlué par ses supérieurs hiérarchiques, accepte de se rendre à la correction. Aussitôt, on le met aux arrêts. Pendant ce temps, une « perquisition » est opérée dans son appartement (qu'il n'héberge d'ailleurs pas). On « découvre » des milliers de publications clandestines, et même, « des explosifs » ! Une provocation, déjà ?

Dès cette époque, on songe à un mauvais coup de certains services de la police politique.

L'épiscopat s'engage, le prêtre est bientôt libéré. Mais le cardinal Glemp, quelques jours plus tard, réprimande dans son message de Noël ces ecclésiastiques qui accordent trop d'importance à leur engagement social, en un mot, qui font de la politique. Pourtant, le père Popieluszko, auquel le pape avait témoigné sa sympathie personnelle, n'a pas été éloigné de ses paroisses, contrairement à certains autres prêtres trop récents. Cet été encore, le primat lui avait tout de même suggéré de « demander une bourse d'étude » au Vatican. Si c'est un ordre, avait répondu en substance l'abbé, l'abbé, l'abbé. Mais ne comptez pas sur moi pour me porter volontaire.

En juillet, les charges qui pesaient contre lui furent suspendues, dans le cadre de l'amnistie. Mais ni cette clémence soudaine — et conditionnelle — ni les lettres de menaces qu'il disait recevoir par courrier, ne l'inciteront à modifier son comportement. Les messes pour la patrie continuent, et le prêtre, désormais célèbre, était invité à porter la bonne parole ailleurs — comme à Torun, où il devait se rendre le soir de son enlèvement — tandis que son exemple commençait à faire de plus en plus d'émules dans le clergé. Le père Jerzy (Georges) n'a pas terni son « martyr » — même si ses amis ont accouché, à dessein, dimanche soir, dans son église, un tablier représentant la célèbre scène. Du moins s'est-il bien battu. Ceci qui l'ont enlevé et sans doute tué ont-ils songé que, dans un pays comme la Pologne, un « martyr » pouvait se révéler plus encombrant qu'un petit prêtre vivant ?

JAN KRAUZE.

## M. Cheysson : quelque chose d'affreux

L'annonce de la mort du père Popieluszko a provoqué de nombreuses réactions en France. Invité de l'émission de TF 1 « Midi-Press », M. Cheysson a estimé, dimanche 28 octobre, que l'assassinat du prêtre était « quelque chose d'affreux ».

« On peut penser que la responsabilité ne vient pas du plus haut niveau. A propos des relations franco-polonaises, il a indiqué qu'il n'était pas sûr que la mort du père Popieluszko « vienne interférer avec ce qu'on peut faire en Pologne ». Le ministre des relations extérieures a affirmé que « la population polonaise, avec laquelle nous sommes passionnément liés, nous demande notre aide ».

« Nos rapports avec le gouvernement polonais restent nécessairement froids, mais il faut que nous trouvions les moyens de rétablir le contact avec la réalité polonaise, comme nous le demandait Solidarité, comme nous le demandait l'épiscopat polonais ».

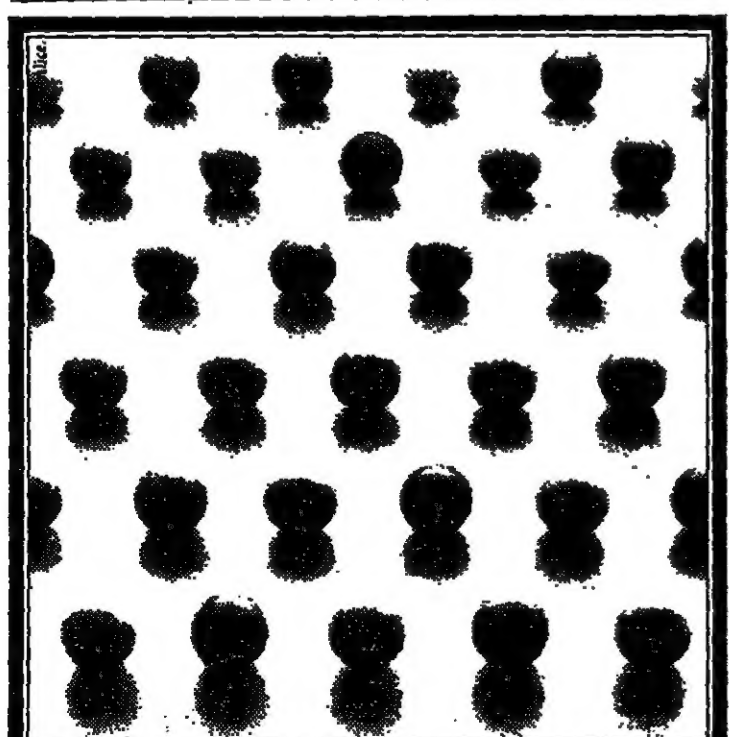
« A l'ouverture de l'Assemblée plénière des évêques français à Lourdes, Mgr Vilain, évêque de Lille et président de la conférence épiscopale, a déclaré au nom de ses collègues : « Nous avons témoigné combien nous partageons une fois de plus les graves soucis de nos frères, et la mort du père Popieluszko nous bouleverse tous. Que le primat de Pologne et Mgr Stroba, ici présent, et par eux, toute la Pologne, sachent combien nous condamnons cet assassinat ».

« Du père Jarlan au père Popieluszko, de l'Afrique du Sud au Vietnam, nos frères chrétiens, laïcs, prêtres, évêques, souffrent et meurent ».

« C'est le temps des assassins », a déclaré de son côté, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris. « Il y a deux armes pour lutter, la vérité et le pardon sans lequel il n'y a pas de justice humaine. La victoire des assassins, ce serait que le reste des hommes oublient le crime ».

« Evoquant le sort du père Popieluszko, Jean-Paul II a surtout exprimé ses inquiétudes pour la paix en Pologne, nous indique notre correspondant à Rome, Philippe Pons. Parant en polonais, le pape a déclaré : « Nous prions encore pour le père Popieluszko et nous remercions tous ceux qui, en Italie et dans le monde, se sont unis à nous ». Puis, d'un ton grave, il a ajouté : « Nous demandons à Dieu qu'il donne la paix à notre patrie et nous espérons que cette nouvelle souffrance renforcera le renouvellement spirituel de notre nation ».

On estime dans les milieux polonais du Vatican que le pape est très préoccupé par les conséquences que pourrait avoir la confirmation de la mort du père Popieluszko. Le secrétaire de la Conférence épiscopale polonaise, Mgr Dabrowski, est à Rome pour informer le pape des résultats des travaux de la commission mixte entre l'Eglise et le pouvoir polonais, qui s'est réunie il y a deux semaines à Varsovie.



## Psychologie sociale

OUVRAGE PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE SERGE MOSCOWICI

La psychologie sociale est encore une science mal connue et peu enseignée. Pourtant, elle se trouve à la base d'un grand nombre de pratiques (sondages, groupes de formation et de créativité, publicité) et de phénomènes allant de l'innovation aux communications de masse, du racisme aux représentations sociales.

Collection "Fondamental", 608 pages - 185 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

## A TRAVERS LE MONDE

## Burkina

● ARRESTATIONS AU SEIN DE LA LIPAD. — Onze personnalités, dont quatre anciens ministres, membres de la Ligue patriotique pour le développement (LIPAD), ont été arrêtées à Ouagadougou, le 27 octobre, dimanche 28 octobre, de très bonne heure. Parmi elles figurent notamment M. Soumaille Touré, secrétaire général de la Confédération des syndicats voltaïques, ainsi que MM. Arba Diallo, Adama Touré, Philippe Ouedraogo et Emmanuel Djedjouri, respectivement ministres des affaires étrangères, de l'information, de l'équipement et de

l'éducation nationale dans le précédent gouvernement (Le Monde du 24 août). — (AFP).

## Bangladesh

● REPORT DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. — Pour la seconde fois depuis son arrivée au pouvoir, le président du Bangladesh, le général Husein Mohammad Ershad, a reporté à une date indéterminée les élections législatives prévues pour le 7 décembre prochain, « compte tenu de la situation actuelle ». L'opposition a estimé que cette série de manifestations pour réclamer l'abrogation de la loi martiale et la mise en place d'un gouvernement de transition avant la tenue des élections. — (Reuters).

## Egypte

● REMANIEMENT À LA TÊTE DU PARTI AU POUVOIR. — Le président Mubarak a nommé jeudi 25 octobre les nouveaux membres du bureau politique de son Parti national démocratique. Le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, ministre de la défense, n'y figure plus, tout en conservant son portefeuille ministériel. — (Reuters).

## Japon

● NOUVEAU MANDAT POUR M. NAKASONE. — Le premier ministre et président du Parti libéral démocrate japonais (PLD, au pouvoir), M. Yasuhiro Nakasone, a été choisi, le dimanche 28 octobre pour rester à la tête du PLD, à l'issue de deux jours d'intenses tractations entre les principaux dirigeants du parti. Le maintien de M. Nakasone pour un nouveau mandat de deux ans à la présidence du parti — fonction traditionnellement liée à la charge de premier ministre — était loin d'être acquis, notent les observateurs. M. Nakasone était en effet soutenu par l'ancien pre-

## Mozambique

● REPRISSE DES NÉGOCIATIONS. — M. « Pit » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, et le général Jacinto Veloso, ministre mozambicain de l'économie, ont eu trois heures d'entretiens, vendredi 26 octobre, à Pretoria, qui ont porté sur l'application du cessez-le-feu entre Maputo et la RNIM (Résistance nationale du Mozambique), qui a fait l'objet d'un accord de principe passé le 3 octobre. Toutefois, aucun représentant de la RNIM n'a participé à cette nouvelle rencontre. — (AFP, Reuters).

## Somalie

● TROUBLES DANS LE NORD. — Selon des voyageurs arrivés samedi 27 octobre à Djibouti, des troubles ont éclaté la semaine dernière dans le nord somalien et les principales villes de la région (Hargeisa, Berbera et Burao) sont isolées par l'armée et soumises à un couvre-feu nocturne. Toutes les liaisons routières se font sous protection militaire. Des partisans de SNM (Mouvement national somalien), rebelle au régime du général Siyad Barre, auraient saqué quatre cantonnements militaires dans la région. — (AFP).

## Le Monde

RÉALISÉ CHAQUE SEMAINE

UNE ÉDITION

INTERNATIONALE

spécialement destinée à ses lecteurs

résidents à l'étranger

Exemplaires spécimens sur demande.

كتاب من الأدب



## DIPLOMATIE

### LE 44<sup>e</sup> SOMMET FRANCO-ALLEMAND

#### Les conséquences de l'affaire Flick pèseront sur la rencontre entre M. Kohl et M. Mitterrand

Ce lundi 29 octobre s'ouvre à Bad-Kreuznach, station thermale de la Rhénanie natale du chancelier Kohl, le quarante-quatrième sommet prévu par le traité de l'Elysée. Ces consultations semestrielles entre Paris et Bonn offrent en principe peu de surprises; d'autant moins qu'elles ne sont désormais plus les seules occasions, pour le président français et le chef du gouvernement allemand, de se rencontrer. Les réunions du conseil européen, d'autres rencontres comme celle de M. Mitterrand et M. Kohl à Verdun fin septembre, sans parler des retrouvailles ministérielles ou encore la prochaine visite à Paris de M. von Weizsäcker, président de la République fédérale, font que le contact est désormais à peu près continu entre la France et la RFA, et que ce nouveau sommet ne devrait être, normalement, qu'une formalité.

#### De Dublin à la Chine

Les sujets techniques ne devraient pas manquer cependant à ce qui serait dans un autre contexte un sommet de routine. Sur le plan européen, avant le conseil des Dix qui aura lieu à Dublin à la fin de l'année, Français et Allemands vont confronter leurs points de vue sur l'augmentation des ressources propres de la Communauté et sur la préparation de la nouvelle convention de Lomé avec les pays des ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). La consultation sera d'ailleurs élargie aux échanges Nord-Sud et à la question de la dette du tiers-monde. En matière diplomatique, les deux délégations feront le point sur les relations Est-Ouest en général et sur la question des euro-missiles américains en particulier. Mais MM. Kohl et Mitterrand doivent aussi se raconter par le menu leurs entrevues respectives avec MM. Chausson et Kaspriske, chefs d'Etat roumain et hongrois ont récemment été reçus à Bonn et à Paris. En outre, M. Genscher, qui se rendra courant novembre à Varsovie, fera avec M. Chyzyński un tour d'horizon de l'« Oispolitik » de la République fédérale et dressera pour ses interlocuteurs français un bilan des relations interallemandes après le report, sur le « conseil » de Moscou, de la visite de M. Honecker devant faire en RFA. Enfin, M. Kohl devrait parler à M. Mitterrand de son voyage en Chine. Quant aux grands dossiers bilatéraux figurant au programme de ce quarante-quatrième sommet, ils sont au nombre de quatre. Il s'agit de la libre circulation des personnes entre les deux pays (l'autorisation de séjour des ressortissants allemands des contrôles à la frontière franco-allemande ?), de la production en commun de certains matériels militaires (l'avion de combat européen, mais aussi l'hélicoptère antichars dont Paris et Bonn avaient arrêté le principe lors du sommet de Rambouillet), de la coopération industrielle - le projet de TGV Paris-Cologne-Bonn nécessitera des études préliminaires jusqu'à la fin de l'année prochaine au moins, et beaucoup de spécialistes se montrent pour le moins réservés - et de la lutte contre la pollution.

Bernard BRIGOLEUX.

#### Les ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays membres de l'UEO se réuniront deux fois par an

Rome. - Ce lundi matin 29 octobre, l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale s'est réunie dans les locaux de la Chambre des députés italiens, sous la présidence de M. Jean-Marie Caro, député UDF du Bas-Rhin. Cette séance exceptionnelle devait prendre acte de la « déclaration de Rome » et du plan de relance de l'organisation adoptée l'avant-veille par les ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays membres (Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, RFA).

Ces décisions ont été prises avec plus d'ensemble qu'on ne pouvait le craindre, même si l'on reconnaît au détour d'une phrase, une concession à tel ou tel des partenaires. Comme celle qui précise à la fin du communiqué technique que « les divers engagements proposés » ne doivent entraîner aucune augmentation du budget ni des effectifs de l'UEO, et qui a dû aller droit au cœur de la délégation britannique.

Les Sept se sont, en principe, interdits toute confusion des genres : si l'Union de l'Europe occidentale est la seule organisation européenne compétente en matière de défense, elle ne saurait se substituer sur le terrain politique à la Communauté. De même, M. Chyzyński l'a rappelé samedi avec une certaine sécheresse - l'extension de la coopération stratégique entre les Sept ne doit pas être interprétée comme un premier pas vers la création d'un commandement militaire intégré, d'ailleurs difficilement compatible avec celui de l'OTAN.

Pourtant la relance de l'UEO s'inscrit dans un processus plus vaste qui, depuis un an et demi environ, et malgré les vicissitudes de la Communauté, incite les Dix (ou du moins une majorité d'entre eux) à chercher un peu à tâtons les voies de l'« Union européenne ». C'est ce terme que M. Genscher, qui présidait la réunion de Rome, a utilisé pour évoquer la finalité politique de l'entreprise. Le ministre allemand a aussi parlé de l'émergence d'une nouvelle « identité européenne ».

Cette volonté a été, il est vrai, sans cesse tempérée par le souci de ne pas laisser croire aux Etats-Unis qu'un groupe de leurs alliés européens était en train de prendre plus ou moins discrètement ses distances.

#### De notre envoyé spécial

M. Genscher a insisté à de nombreuses reprises : il s'agit, a-t-il dit en substance, de renforcer le pilier européen de l'OTAN dans l'intérêt de l'ensemble des membres de l'Alliance, mais sans perdre de vue que la sécurité de toutes les nations qui la composent est indivisible. Y compris bien entendu celle des Etats-Unis et des pays européens n'appartenant pas à l'UEO, qui seront d'ailleurs informés un par un du détail de la réunion de Rome. « Ce ne sont pas, a ajouté M. Genscher, les Américains qui sont trop forts au sein de l'Alliance atlantique, ce sont les Européens qui ne le sont pas assez ».

#### Des moyens modestes

Les moyens qui vont être mis en œuvre paraissent relativement modestes. La formule d'une réunion des ministres des affaires étrangères et de la défense des Sept (jusqu'à présent seuls les premiers se réunissent) va faire école : le conseil des ministres de l'UEO se réunira deux fois par an au lieu d'une, sans compter les sessions informelles tenues en fonction de l'actualité, et sous une présidence annuelle tournante. Ses travaux seront intensifiés, des groupes de travail pourront être mis en place et le secrétariat général sera adapté à ces nouveaux besoins.

Plusieurs rapports sont d'ores et déjà commandés au conseil permanent des armements et de l'Agence pour le contrôle des armements, sur la meilleure utilisation des experts militaires en matière de contrôle, et sur les relations de l'UEO avec les opinions publiques respectives des pays membres. Le secrétariat général devra présenter ses propres propositions de réorganisation. Les relations entre le conseil et l'Assemblée seront sensiblement améliorées, le rôle de la présidence de cette dernière étant renforcé.

Quant à la demande d'adhésion portugaise, la seule qui ait été officiellement formulée (bien que celle de l'Espagne soit très officiellement envisagée), elle a été accueillie avec une sympathie de principe sur le plan politique, mais qui n'exclut pas d'importantes réserves techniques - lesquelles s'appliqueraient sans doute davantage encore à une dé-

marque similaire de la part de Madrid. Sur le fond, l'adhésion portugaise, voire même espagnole, pourrait être un moyen de renforcer ce fameux « flanc sud de l'OTAN » dont les faiblesses réelles ou supposées ont fait l'objet de tant de rapports depuis tant d'années. D'un autre côté, on observe - et M. Chyzyński ne s'en est pas fait faute - que l'une des forces essentielles de l'UEO est de rassembler des pays qui partagent, à peu de chose près, les mêmes orientations en matière de défense - y compris nucléaire - même si le statut des uns et des autres est fort différent à cet égard. Dans ces conditions, n'est-ce pas aller au-devant de sérieux problèmes que d'admettre un ou plusieurs nouveaux membres qui ne seraient pas, sur ce terrain essentiel, sur le même longueur d'ondes ?

Visiblement, cette candidature pose au Sept un problème qu'ils connaissent bien dans un autre cadre : celui de l'Europe communautaire. Et que l'on pourrait résumer en disant qu'on ne peut pas à la fois élargir et approfondir une union politique quelle qu'elle soit. L'un et l'autre sont concevables, mais il faut savoir d'avance, et expliquer, où l'on veut aller. Manifestement l'UEO a décidé d'approfondir. Il restera à un prochain conseil des ministres des Sept, à qui l'examen de cette demande a précédemment été renvoyé, à trouver l'art et la manière de l'expliquer à M. Soares.

B.B.

● L'Agence Tass et la réunion de Rome. - Commentant la session de l'Agence soviétique accusée la RFA de voir « dans le renforcement de cette alliance une possibilité de faire remonter le militarisme allemand après avoir été, grâce à l'intervention de la France, à faire tomber les dernières barrières devant son accession aux armes offensives ». Tass accuse encore la France de vouloir « renforcer son propre rôle dans la solution des problèmes au sein de l'organisation militaire de l'OTAN » et de « passer » une part de son « jeu » des commandes militaires. - (AFP.)

#### Bonn ajourne sa décision sur la construction d'un satellite militaire d'observation

Les Allemands ont demandé aux Français un délai avant de se prononcer sur le projet de satellite militaire construit en commun à des fins d'observation. C'est ce qu'on indiquait, de source autorisée à Paris, avant la réunion du sommet franco-allemand. Ce projet avait été mis à l'étude, lors de la précédente rencontre de mai dernier à Rambouillet, par un groupe de travail issu des cabinets des deux ministres de la défense, MM. Manfred Wörner et Charles Hernu.

Après l'abandon par la France, pour des raisons financières, de son projet SAMRO de satellite militaire de reconnaissance optique, le dessin d'un satellite commun aux deux pays avait été lancé comme étant un témoignage de leur volonté d'approfondir sur la voie d'une coopération accrue en matière militaire. Un groupe de travail mixte avait été constitué pour étudier les besoins des deux pays et la faisabilité du projet.

#### Coopération multilatérale

Récemment, les Allemands ont réaffirmé qu'ils entendaient bénéficier de capacités autonomes d'observation militaire, de façon à n'être pas prisonniers des informations que les Etats-Unis sont censés donner à leurs alliés à partir de leurs propres satellites-espions. Cette autonomie en matière d'observation militaire, reconnaît-on à Bonn, passe par un accord entre Européens, en particulier avec les Français.

Le délai réclamé par les Allemands est interprété, au ministère français de la défense, comme la conséquence d'une volonté de Bonn de mieux fixer les responsabilités de la politique spatiale entre, d'un côté, le ministère ouest-allemand de la recherche et de l'autre, les autorités militaires avec lesquelles il y aurait quelques divergences de point de vue. Des arbitrages seraient nécessaires, tout comme il serait nécessaire, selon le ministère ouest-allemand de la défense, de réexaminer les caractéristiques et les performances du satellite, ainsi que son coût. La part de Bonn dans ce projet est, en effet, évaluée à 1 milliard de marks.

Il semble aussi que, du côté de Bonn, on soit préoccupé du fait que la loi de programmation militaire 1984-1988, adoptée en 1983 par le Parlement français, ne réserve que très peu de crédits d'étude à ce projet de satellite-espion commun.

Si ce programme peut donner l'impression de marquer le pas, il

n'en est pas de même pour tous les autres projets militaires en coopération de part et d'autre du Rhin. Après les avions Alpha-Jet et Transall, les missiles antichars Milan et Hot, et le missile antiaérien Roland, la France et l'Allemagne fédérale ont décidé de relancer d'autres collaborations.

Lors du sommet de Rambouillet, les deux pays ont signé un accord pour la fabrication d'un nouvel hélicoptère de combat qui servira à l'appui des troupes au sol et à la lutte antichars. Précédemment, il avait été décidé de se lancer dans l'étude d'un missile supersonique antinavires, d'une tête explosive améliorée pour le missile antichars Hot, d'une batterie pour torpille et d'un canon automatique à munition sans douille.

Parallèlement, la France a choisi de réaliser avec l'Allemagne fédérale et avec d'autres partenaires européens ou membres de l'alliance atlantique une série de matériels d'armement classique. Il s'agit d'accords de coopération multilatérale où Paris et Bonn jouent souvent un rôle primordial. Avec l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne, la France a signé deux accords portant sur la définition de missiles antichars dits de troisième génération et sur la production d'un viseur infrarouge pour le missile antichars Milan. Avec l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Italie et les Pays-Bas, la France a conclu un accord pour l'étude de certaines techniques propres à la fabrication de radars avancés. Avec ces mêmes pays, auxquels il faut ajouter l'Espagne et le Canada, la France a signé un accord pour l'étude d'une frégate « Post-90 », qui remplacera les frégates actuelles.

Mais le projet de coopération le plus marquant est, sans doute, la décision, le 9 juillet dernier, de commencer l'étude technique et industrielle d'un nouvel avion de combat, dénommé FACE (futur avion de combat européen) entre la France, l'Allemagne fédérale, l'Espagne, le Royaume-Uni et l'Italie. Il s'agit de concevoir plus d'un millier d'appareils.

Côté français a indiqué M. Hernu, le projet, estimé à 80 milliards de francs pour les besoins de l'armée de l'air et de l'aéronavale, est l'un des plus importants jamais conçus.

JACQUES ISNARD.

#### La déclaration de Rome

La déclaration de Rome adoptée samedi 27 octobre par les ministres des affaires étrangères et de la défense des sept pays membres de l'Union de l'Europe Occidentale - indique notamment :

« Conscients de la nécessité constante de renforcer la sécurité occidentale et des dimensions géographiques, politiques, psychologiques et militaires qui sont particulières à l'Europe occidentale, les ministres ont marqué leur résolution de mieux utiliser le cadre de l'UEO en vue d'approfondir la coopération entre les Etats membres dans le domaine de la politique, de la sécurité, et de favoriser le consensus [...].

« Les ministres ont rappelé que, depuis trente-cinq ans, l'alliance atlantique, qui demeure le fondement de la sécurité européenne, a permis de sauvegarder la paix sur le continent. Celle-ci a rendu possible la construction européenne. Les ministres sont convaincus qu'une meilleure utilisation de l'UEO contribuera, non seulement à la sécurité de l'Europe occidentale, mais aussi à l'amélioration de la défense commune de l'ensemble des pays de l'alliance atlantique, et au renforcement des liens de solidarité de ses membres.

#### M. Mubarak s'entretient avec M. Mitterrand du problème palestinien

Le président égyptien, M. Hosni Mubarak, devait s'entretenir ce lundi 29 octobre avec M. François Mitterrand. Après Paris, où il séjournera jusqu'à mardi, le président égyptien doit se rendre à Bonn pour une visite de trois jours. Cette tournée européenne, a indiqué l'ambassade d'Egypte à Paris, « souligne la grande importance que l'Egypte attache au rôle de l'Europe dans la recherche d'une paix juste et durable au Moyen-Orient ». L'ambassade du président Mubarak « survole au moment où l'Egypte déploie tous ses efforts dans la voie d'une solution du problème palestinien, d'un retrait des troupes israéliennes d'occupation du Liban et d'un règlement du conflit israélo-arabe ».

Selon l'Agence (égyptienne) du Moyen-Orient, M. Mubarak souhaiterait convaincre les Européens

de faire pression sur les Etats-Unis pour qu'ils engagent le dialogue avec l'aile modérée de l'OLP, c'est-à-dire la tendance Arafat. Il aimerait, en effet, renforcer la position du président de l'OLP, qui doit affronter une contestation permanente de la part des Palestiniens soutenus par la Syrie.

Pendant son séjour à Paris, M. Mubarak devait discuter également du développement des relations économiques avec la France, notamment du financement d'un accord de coopération nucléaire qui permettrait à la France d'extraire de l'uranium dans le désert égyptien et de former des Egyptiens pour la gestion et l'entretien de centrales nucléaires. Par ailleurs, on indique, au Caire, que la France a autorisé l'Egypte à exporter du matériel militaire de conception française mais assemblé en Egypte. - (AFP, AP.)

Le début de la guerre d'Algérie

# L'Histoire

N° 72  
22 F  
EN VENTE PARTOUT

Les peintres de la Renaissance  
La légende des rois fainéants  
Les chrétiens et la Révolution française  
La sexualité soviétique

LES DEBUTS DE LA GUERRE D'ALGERIE  
par B. Drey

ANTIQUITE : LE SCANDALE DES ENFANTS ABANDONNES  
par P. Chuvp

LA SEXUALITE EN U.R.S.S.  
par M. Werth

LA LEGENDE DES ROIS FAINEANTS  
par M. Rouché

OFFRE SPECIALE D'ABONNEMENT  
Un an : 189 F au lieu de 252 F\*

Etanger : un an 245 F

Je souscris un abonnement d'un an (11 n° dont 2 numéros spéciaux) à L'HISTOIRE au prix de 189 F TTC.

Nom : .....

Profession : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Je règle par ☐ chèque ☐ mandat à l'ordre de L'HISTOIRE 57, rue de Seine - 75280 Paris Cedex 06.

Abonnement Belgique : Soumillion, 22, avenue Massenet - 1190 Bruxelles.

\* Prix de vente au numéro





Editions La Découverte

# Le monde change REPÉRONS-NOUS !

**REPÈRES** : Une nouvelle collection de poche.

**REPÈRES** : Une information complète, récente et rigoureuse sur les grands problèmes économiques et sociaux.

**REPÈRES** : Une remise en cause des idées reçues ; l'état de la recherche : que sait-on mais aussi comment le sait-on ?

**REPÈRES** : Un texte accessible : 128 pages, pas de vocabulaire technique, un plan simple, des idées claires.

**REPÈRES** : Une encyclopédie de poche : les meilleurs spécialistes, une parution régulière, une remise à jour à chaque édition, une couverture progressive de l'ensemble du champ des sciences sociales.

**REPÈRES** : Des livres pratiques : petit format, petit prix, impression soignée.

La collection "Repères" est animée par Patrick Allard, Michel Freyssinet, Olivier Pastre et Jean-Paul Piriou avec la collaboration d'Annick Kervé.

Olivier Pastre

## L'informatisation et l'emploi

Comment l'informatisation va-t-elle transformer le monde du travail ? Comment modifiera-t-elle les conditions de travail ? Une enquête sur les conséquences sociales de la révolution informatique au bureau. L'Education.

Eric Verdier

## La bureautique

Comment la bureautique va-t-elle transformer le monde des bureaux et la vie de ceux qui y travaillent ? Une enquête d'une grande clarté sur les conséquences sociales de la révolution informatique au bureau. L'Education.

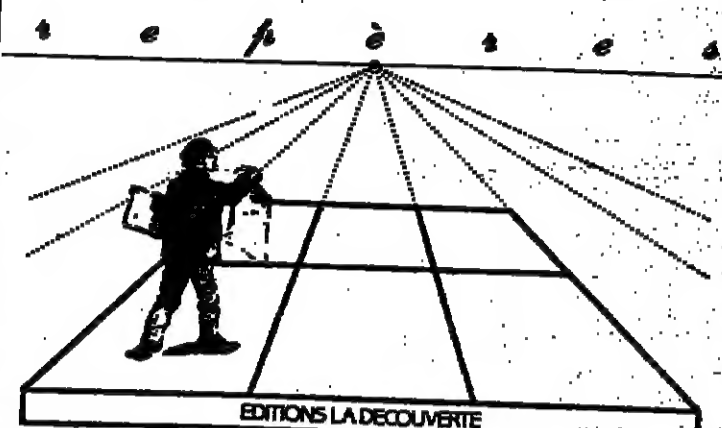
Jacques Fontanel

## L'économie des armes

Comment l'économie des armes se développe-t-elle ? Quels sont les enjeux politiques, économiques et sociaux de cette industrie ? Une enquête d'une grande clarté sur les conséquences sociales de la révolution informatique au bureau. L'Education.

## La dette du tiers monde

Pascal Arnaud



EDITIONS LA DÉCOUVERTE

Michel Durand

## La Bourse

Qu'est-ce que la Bourse, ses différents acteurs et son rôle dans l'économie. Qui épargne en France, et sous quelle forme ? Récent, détaillé, un petit livre qui passionnera ceux qui veulent en savoir plus. Mario-Claire.

J. P. Bertrand

## Le monde du soja

Comment le monde du soja se développe-t-il ? Quels sont les enjeux politiques, économiques et sociaux de cette culture ? Une enquête d'une grande clarté sur les conséquences sociales de la révolution informatique au bureau. L'Education.

Jean-Pierre Angelier

## Le nucléaire

Un ouvrage de spécialiste qui domine son sujet pour le présenter de manière claire et précise. Une synthèse de tout ce qu'il faut savoir sur le nucléaire depuis la première bombe jusqu'à la querelle actuelle sur l'avenir de l'atome civil. Les Echos.

Jacques Fontanel

## Les transferts de technologie

Comment la technologie se transfère-t-elle ? Quels sont les enjeux politiques, économiques et sociaux de cette industrie ? Une enquête d'une grande clarté sur les conséquences sociales de la révolution informatique au bureau. L'Education.

En vente  
chez votre libraire  
Chaque titre :  
128 pages,

**29F**  
seulement

Albano Cordella

## L'immigration

Un petit livre qui traite de tous les aspects de l'immigration en France. Qui épargne en France, et sous quelle forme ? Récent, détaillé, un petit livre qui passionnera ceux qui veulent en savoir plus. Mario-Claire.

Jean-Paul Piriou

## L'indice des prix

"Clair, précis, vivant." Le Nouvel économiste.  
"Un ouvrage que tout militant doit avoir lu avant une négociation salariale." Syndicalisme CFTD.  
"Un remarquable ouvrage, le meilleur sans doute sur ce sujet ardent." Le Monde.

C. de Bonniat

## L'industrie automobile

Comment l'industrie automobile se développe-t-elle ? Quels sont les enjeux politiques, économiques et sociaux de cette industrie ? Une enquête d'une grande clarté sur les conséquences sociales de la révolution informatique au bureau. L'Education.

Philippe Barbet

## Les énergies nouvelles

Combien coûtent-elles ? Sont-elles décentralisées et non polluantes ? A quoi peuvent-elles servir ? Un inventaire détaillé, dans un style clair, jamais trop technique. Jeune Afrique économie.

Benjamin Coriat

## La robotique

Comment la robotique se développe-t-elle ? Quels sont les enjeux politiques, économiques et sociaux de cette industrie ? Une enquête d'une grande clarté sur les conséquences sociales de la révolution informatique au bureau. L'Education.

Pierre Demonque

## Les policiers

"Si vous voulez tout savoir sur la police, c'est ce livre-là qu'il faut acheter. Il est petit, ne tient pas de place et tout y est." L'Humanité Dimanche.  
"Cet opuscule clair nous fait visiter la 'maison'. Ce qu'on aurait dû nous apprendre sur les bancs de l'école." Le Monde.

Guy Groux

## Les cadres

Comment les cadres se développent-ils ? Quels sont les enjeux politiques, économiques et sociaux de cette industrie ? Une enquête d'une grande clarté sur les conséquences sociales de la révolution informatique au bureau. L'Education.

Jacques Sapir

## Travail et travailleurs en URSS

"Une excellente mise au point." Le Figaro.  
"Au-delà des chiffres, le concret du vécu et l'esprit d'initiative des individus pris dans la maille du quotidien." LU.

Marianne Deboux

## Travail et travailleurs aux Etats-Unis

Comment le travail se développe-t-il aux Etats-Unis ? Quels sont les enjeux politiques, économiques et sociaux de cette industrie ? Une enquête d'une grande clarté sur les conséquences sociales de la révolution informatique au bureau. L'Education.

Denis Duclos

## La santé et le travail

"La situation actuelle des accidents et des maladies du travail. Les risques professionnels, les conditions de travail, la pathologie du travail : stress, fatigue, mal de vivre. Un petit livre fort complet." Courrier cadres.

Georges Ribault

## Les cheminots

Comment les cheminots se développent-ils ? Quels sont les enjeux politiques, économiques et sociaux de cette industrie ? Une enquête d'une grande clarté sur les conséquences sociales de la révolution informatique au bureau. L'Education.

Danièle Demoustier

## Les coopératives ouvrières de production

Les coopératives ouvrières de production, des entreprises comme les autres ? Comment sont-elles créées, par qui, pour quoi, dans quel secteur ? Sont-elles autogérées ? Peuvent-elles servir de modèles aux autres entreprises ?

Claude Simon

## Les banques

Comment les banques se développent-elles ? Quels sont les enjeux politiques, économiques et sociaux de cette industrie ? Une enquête d'une grande clarté sur les conséquences sociales de la révolution informatique au bureau. L'Education.

Jacques Freyssinet

## Le chômage

Quel est le coût social du chômage ? Peut-on mesurer le nombre de chômeurs ? Qui sont-ils ? Comment sont-ils indemnisés ? Existe-t-il une explication globale du chômage ? Peut-on le réduire ?

Les travailleurs  
sociaux

**Vous en saurez davantage**

en recevant gratuitement notre catalogue "A la Découverte".

Nom :

Adresse :

**Marcel Drach**  
**La crise dans les  
pays de l'Est**

Les économies d'Europe de l'Est connaissent-elles la récession, le chômage, l'inflation, la pénurie ? Quel est le rôle de la corruption et du travail au noir ? Quels effets ont eu la crise de l'Ouest et les chocs pétroliers ?

Cécilia Casassus Montero

## Travail et travailleurs au Chili

Qui sont et que font les travailleurs au Chili ? Allende avait-il amélioré leur sort ? Que veut dire "travailler sous Pinochet" ? Que faire ?

**Cécilia Casassus Montero**  
**Travail et  
travailleurs  
au Chili**

Qui sont et que font les travailleurs au Chili ? Allende avait-il amélioré leur sort ? Que veut dire "travailler sous Pinochet" ? Que faire ?



Editions La Découverte

1, place Paul Painlevé, Paris V - Tél.: 633.41.16

هكذا من الأصل



## ASIE

JACQUES ABOUCHAR RACONTE

### « La prochaine fois, cela fera beaucoup plus mal »

Exténué, tendu — il sera tout près de craquer, dimanche à Antenne 2-Midi, en découvrant la mobilisation qui s'est faite autour de son cas, Jacques Abouchar garde beaucoup de sang-froid et pas mal d'humour. Assez pour raconter avec flegme, sans en rajouter — en arrivant à Orly samedi soir, — une longue aventure dont il ne cache pas qu'elle a été très dure et au cours de laquelle il a connu quelques-unes de ces peurs qui vous nouent l'estomac.

Le soir de l'embuscade d'abord — le sourire entendu de l'officier soviétique confirme que le groupe était attendu, — quand il a fallu choisir entre faire le mort et se dresser dans les phares des blindés, au risque de se faire faucher par une rafale. Devant ses interrogatoires ensuite, dont il a pu craindre qu'ils ne recroquent à des méthodes musclées pour lui arracher des « aveux ».

Une fois surmontées les premières émotions du combat, pourtant, les choses ne se passent pas trop mal avec les militaires soviétiques qui l'ont fait prisonnier. Jacques Abouchar dit même avoir été traité « avec une certaine gentillesse » par l'officier tankiste qui commandait la patrouille. A Kandahar, où il est conduit, le ton change cependant. Quinze heures d'interrogatoire, « sans brutalité », mais sans non plus un instant de repos.

Direction Kaboul, par avion, et nouvel interrogatoire, toujours par Soviétiques, six heures durant. Schéma ubuesque par moments. L'officier qui l'interroge veut du « concret » — l'organigramme de la CIA en Afghanistan ? — mais partage avec notre confrère d'Antenne 2 un « alcool géorgien » qui a le don de l'exciter, mais endort de plus en plus le prisonnier qui en est à sa troisième nuit sans sommeil. Tourmenter et tourmenter finissent par un souper où le premier trouve de bon goût de célébrer l'amitié franco-soviétique.

Et puis le journaliste français est remis aux Afghans. Moment pénible, raconte Jacques Abouchar, qui se demande « si les choses sérieuses ne vont pas commencer ». Il n'y aura pas, en fait, de violences physiques, mais une longue opération d'usure — vingt jours d'interrogatoire, du marathon. Dure épreuve où, côté afghan, tous les arguments sont bons : sa qualité de journaliste ne

figure pas sur son passeport, on a trouvé dans ses bagages deux fioles de médicament qualifié de « poison », les lettres d'introduction dont il est porteur pour la résistance prévoient des « opérations militaires de caractère historique », enfin l'escarmouche au cours de laquelle il a été capturé aurait fait des victimes côté soviéto-afghan.

Sur la base de ces accusations, on veut que Jacques Abouchar « entre dans un scénario », qu'il « coopère ». Il s'accroche, en fait, à sa qualité de journaliste professionnel, entré légalement en Afghanistan, certes, mais non « espion », et maintient de son mieux cette attitude, aussi bien lors de son procès que — épreuve, dit-il, plus pénible encore — lors de la « conférence de presse » où il est exhibé.

Après, c'est l'attente, à peine coupée par une entrevue très surveillée avec le chargé d'affaires français à Kaboul, M. Barraux. Attente dans des cellules que le journaliste d'Antenne 2 partage avec un nombre variable de codétenus. Surprise : la majorité de ces derniers ne sont pas des membres de la résistance islamique mais des marxistes convaincus, cadres de l'Armée, du PC afghan. Etrange éclairage jeté, dans cette prison de Kaboul, sur quelques réalités politiques mal connues de l'Afghanistan occupé.

Une chose encore : Jacques Abouchar garde de son aventure le sentiment d'un « très net durcissement » des autorités soviéto-afghanes. C'est, lui a-t-on dit, « la première et la dernière fois » que les choses se passent de la sorte. « La prochaine fois, juge-t-il, cela fera beaucoup plus mal ». L'avertissement ne peut être plus clair.

La plupart des membres du Comité pour la libération de Jacques Abouchar étaient présents samedi soir pour accueillir à Orly le journaliste d'Antenne 2, que le premier ministre, M. Fabius, et le président de l'Assemblée nationale, M. Mermoz, attendaient à sa descente d'avion. Présence notée également — discrète au demeurant — de M. Gremetz, responsable des relations internationales au comité central du PCF. Sauf erreur de notre part, les formations de l'opposition n'étaient pas représentées.

A. J.

Chine

### L'archevêque de Manille en visite à Pékin

Pékin (Reuter). — Le cardinal philippin Jaime Sin est arrivé, le samedi 27 octobre, à Pékin, en visite informelle, et a annoncé sa volonté de rencontrer les dirigeants chinois pour discuter de la réconciliation de l'Eglise catholique chinoise avec le Vatican.

Mgr Sin, archevêque de Manille, dont le père chinois avait émigré et s'était marié avec une Philippine, a déclaré que son but principal était de voir ses proches et la terre de son père.

Mais il a ajouté qu'il espérait « rencontrer des dirigeants du gouvernement chinois » avec lesquels les problèmes de la réconciliation entre le Vatican et l'Association catholique patriotique chinoise (qui a rompu avec Rome en 1957 et désigné ses propres évêques) « pourraient être abordés ».

L'Association catholique patriotique chinoise regroupe environ trois millions de fidèles. Mais certains catholiques chinois se rendent aussi à des messes clandestines célébrées par des prêtres fidèles au Vatican.

Dimanche, Mgr Sin a rencontré à l'église de l'Immaculée Conception l'évêque de Pékin, Mgr Fu Tieshan.

• Soutien au général Fabian Ver. — Soixante-huit officiers supérieurs philippins, dont le chef des trois armées, ont réaffirmé leur « soutien total » au général Fabian Ver, ancien chef d'état-major impliqué officiellement dans l'assassinat du dirigeant de l'opposition Benigno Aquino. Le manifeste, publié le 28 octobre par *Bulletin Today*, l'un des trois journaux gouvernementaux, n'a pas été signé par le nouveau chef d'état-major, le général Fidel Ramos. — (Reuter.)

Tchad

### Les pourparlers de Brazzaville sont suspendus « sine die »

### Les Français ont évacué Abéché et Ati

La réunion préparatoire à la conférence de réconciliation entre Tchadiens a été suspendue sine die, samedi 27 octobre dans la soirée, à Brazzaville. Dimanche matin, les Français ont replié sur la capitale tchadienne les éléments encore présents à Abéché, principale ville de l'Est tchadien. Lundi matin, les éléments encore présents à Ati, à 450 km à l'est de N'Djamena, ont été repliés sur la capitale tchadienne. M. Claude Cheysson a estimé que la double opération de retrait franco-libyén se déroulait « pratiquement dans les conditions prévues » et a annoncé que le déploiement des observateurs français et libyens aurait lieu lundi au plus tard.

Selon M. Gouara Lassou, ministre tchadien des affaires étrangères, « la Libye a torpillé » la réunion de Brazzaville. Pour le représentant de l'ancien GUNT (gouvernement d'union nationale de transition de M. Goukouni Oueddei, dont le siège est à Bardai, dans le Nord), N'Djamena porte la responsabilité de l'échec pour avoir refusé de siéger, dans la capitale congolaise, en tant que simple faction tchadienne, et revendiqué la « légitimité » d'un gouvernement. D'autres délégations ont exprimé ce point de vue, partagé, selon l'AFP, par certains officiels congolais, qui ont confié, en privé, leur « déception » face à « l'intransigeance » de N'Djamena.

L'échec de ces pourparlers entre Tchadiens n'a pas empêché les Français de cautionner un retrait militaire qui, en principe, doit prendre fin à la mi-novembre. Les troupes françaises au Tchad sont désormais regroupées à N'Djamena. Le ministre français des relations extérieures a annoncé dimanche, à TF1, que des observateurs français étaient partis le matin même pour la Libye, d'où ils doivent gagner le Nord tchadien. Il a également déclaré que les observateurs libyens arriveraient à N'Djamena lundi.

Les autorités tchadiennes continuent, cependant, d'affirmer que les troupes libyennes « sont toujours présentes en force à Fada, dans le Nord-Est tchadien », ainsi que l'a déclaré samedi, M. Idriss Debi, commandant en chef de l'armée de M. Hissène Habré. N'Djamena s'apaise, entre autres choses, sur les in-

formations livrées par quinze ralliés, membres de la faction du CDR (Conseil démocratique révolutionnaire), qui se sont rebellés contre le GUNT de M. Goukouni. Parmi ces ralliés, nous a déclaré M. Allam-Mi, ambassadeur du Tchad à Paris, figurent deux dirigeants militaires du CDR, qui ont fait état de combats entre leurs partisans et ceux de M. Goukouni Oueddei. Selon leur témoignage, les « ministres » de la défense et de l'information de l'ex-GUNT auraient été blessés au cours de ces combats à Fada.

Radio-Bardai, l'émetteur du GUNT, a aussitôt démenti cette information, tout en reconnaissant qu'une « fusillade » a eu lieu à Fada. « Un groupe d'agitateurs anti-unitaires », a précisé la radio, a lâchement ouvert le feu sur l'assistance au cours d'un meeting ; la riposte a été foudroyante, certains ont été arrêtés et d'autres ont réussi à prendre la fuite pour se réfugier dans la grotte du loup. » Cet aveu de Radio-Bardai confirme l'ampleur des dissensions apparues en août, au sein du GUNT.

J.-C.P.

# GUY MARCHAND



**“LE 31 OCTOBRE PARIS C'EST LA JUNGLE !”**

**LA TÊTE DANS LE SAC**  
UN FILM DE L'AMÉRIQUE

Les vieux singes glissent parfois sur une peau de banane.

## LA NEIGE EST PLUS BLANCHE A NOUVELLES FRONTIERES



# LES ARCS

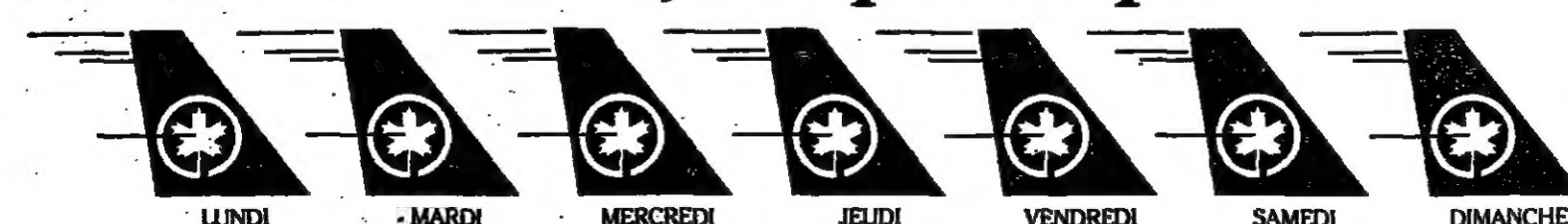
1 semaine tout compris à partir de **1710 F**

## nouvelles frontières

74, rue de la Fédération 75739 Paris Cedex 15 - 273 25 25

PARIS MONTREAL TORONTO

### Air Canada vous reçoit sept sur sept.



A 14 h 25, chaque jour, un avion gros-porteur d'Air Canada décolle vers Montréal (arrivée 16 h 00) et Toronto (arrivée 17 h 55).

Un vol transatlantique partiel dans l'atmosphère unique de la Classe Affaires Intercontinentale Air Canada : fauteuils moelleux, espaces de près d'un mètre, délicieux repas de quatre plats, vins

et liqueurs à discrétion, détente à loisir et petits soins à profusion. Vos affaires vous appellent au Canada ? Entamez-les et concluez-les avec le meilleur des hôtes : le Service Intercontinental.

Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

Photo: Service Relations Air Canada. Ligne Paris-Toronto 14 h 25. Ligne Paris-Montréal 17 h 55. Air Canada ne transporte pas de passagers handicapés.





# AFRIQUE

REÇU A ALGER PAR LE PRÉSIDENT

## M. Barre a été l'objet de nombreuses marques d'attention de la part des dirigeants

De notre correspondant

Alger. - Invité en Algérie par le ministre de l'enseignement supérieur et le recteur de l'université d'Alger pour y prononcer une conférence, M. Raymond Barre a été l'objet de nombreuses marques d'attention, que la presse et la télévision nationales ont rapportées. L'ancien premier ministre a été reçu pendant près d'une heure par le président Chadli, samedi 27 octobre. L'entretien a porté sur la situation internationale et les relations bilatérales, y compris les questions relatives à l'immigration.

M. Barre, qui est arrivé vendredi et repartira mardi, a rencontré plusieurs ministres qui ont offert un dîner en son honneur, samedi, devant être l'hôte à déjeuner du premier ministre, M. Brahimi, ce lundi. Au cours d'une réception à l'ambassade de France, il s'est entretenu avec les représentants élus de la communauté française. Il a aussi rendu visite au cardinal Duval, archevêque d'Alger, et devait se recueillir, lundi, à l'ancien cimetière Saint-Eugène, où sont enterrés de nombreux compatriotes.

« Déséquilibres internationaux et développement économique », thème de la conférence prononcée dimanche après-midi dans un hôtel de la capitale, a permis à M. Barre de parler des politiques les mieux adaptées à une situation de crise

tant dans les pays industrialisés que dans les nations en développement.

Devant un auditoire comprenant des ministres, des étudiants et des professeurs souvent nourris de lectures marxistes, M. Barre a dit, sans ambages, les choses telles qu'il les voit. Des applaudissements ont ponctué ses propos et aussi ceux d'intervenants qui ont exposé avec une franchise égale des vues opposées. Ferme sur ses positions, le conférencier s'est montré plus conciliant et débouaillonné avec le public que ne l'avait été autrefois le premier ministre face à la contradiction.

M. Barre nous a dit que parmi les responsables algériens plusieurs étaient ses anciens élèves. D'autres lui ont confié avoir lu ses ouvrages alors que, militants nationalistes, ils étaient dans les prisons françaises. L'ancien professeur a cru comprendre que certains n'étaient pas mécontents que ses appels au réalisme, au refus de se payer de mots, soient lancés ici, en 1984.

Plusieurs membres du corps diplomatique avaient tenu à assister à la conférence. Sans doute pour observer par eux-mêmes un événement dont chacun comprend qu'il débordait du cadre universitaire.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

**isth** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

**POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR A :**

**HEC-ESCP 2<sup>e</sup> Année**

• ENTRETIENS INDIVIDUELS DE SÉLECTION

• ENSEIGNEMENTS COMPLETS

6 Novembre 1984 au 4 Mai 1985  
7 Janvier au 4 Mai 1985

AUTREUIL, 6 av. Léon-Henney 75016 Paris  
Tél. 224.10.72 +

TOLBIAC, 83 av. d'Ivry 75013 Paris  
Tél. 585.59.35 +

## LA PRÉSENCE DE M. CHEYSSON A ALGER LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

### Les réactions hostiles ne tiennent pas compte de l'intérêt de la France déclare le président Chadli

« Il est dommage que vingt-deux ans après, certains citoyens français - certes minoritaires - n'aient pas encore admis l'indépendance de l'Algérie. Peut-être ont-ils été intoxiqués par la façon dont certains partis relancent ce problème pour de simples raisons électorales. Mais je pense que ces prises de position (hostiles) ne tiennent pas compte de l'intérêt de la France. C'est ce qu'a répondu le président Chadli dans une interview à l'hebdomadaire *Le Point* à propos des réactions provoquées en France par la présence à Alger de M. Claude Cheysson aux cérémonies du 1<sup>er</sup> novembre.

Les réactions d'El Moudjahid, samedi 27 octobre, sont beaucoup plus vives. Le quotidien national estime « indécentes et scandaleuses » ces réactions hostiles d'une partie de la classe politique française. « Tel invoque l'honneur », écrit le journal, qui était, au sein du gouvernement français, l'espion attitré de l'OAS, dont le dessin avait été d'assassiner le chef de ce même gouvernement. Tel autre parle d'« inélégance », qui torturerait à plaisir les patriotes algériens. Un troisième est « troublé », qui s'est accommodé pourtant de toutes les vicissitudes des Républiques françaises successives et fait figure de caméléon politique par excellence.

Et que dire de celui qui n'avait pas dix ans en 1954 et qui s'exclame sur les « cruels souvenirs » et les « souffrances subies » durant la guerre d'Algérie ? Le quotidien rappelle, à ce propos, les souffrances subies par les Algériens et conclut : « Le peuple algérien n'impose à personne d'être son ami. Il a invité tous ceux qu'il pense l'être. »

Interrogé à l'émission de TF1 « Midi-press », dimanche 28 octobre, M. Claude Cheysson a insisté sur les « rapports exceptionnels » qui existent entre les deux pays en soulignant que la France ne pouvait être absente aux cérémonies du 1<sup>er</sup> novembre. « Ce serait une vraie trahison pour ce qui a été fait auparavant (par les Français d'Algérie) si nos disparitions de ce pays en laissent la place aux Américains, aux Italiens, aux Anglais... » Il a

également souligné qu'il ne peut y avoir de politique méditerranéenne sans l'Algérie et rappelé que, dès le 1<sup>er</sup> novembre 1963, le général de Gaulle, par « un geste délibéré », avait présenté ses vœux. Enfin, il a indiqué qu'il comptait « saluer » le 1<sup>er</sup> novembre, les six Français assassinés le jour de l'insurrection.

M. Jacques Roseau, porte-parole de l'organisation de rapatriés du RECOURS, a qualifié de « spectaculaire » le raisonnement de M. Cheysson et d'« inadmissibles » ses justifications. « Rien ne serait plus abominable que d'utiliser maintenant ces victimes (françaises) pour mieux faire passer le geste en faveur de ceux qui furent hier leurs bourreaux », déclare un communiste, qui conclut : « Les Français d'Algérie récusent les flatteries tardives de M. Cheysson à leur égard et ses projets de recueillement sur les assassinats qu'il prétend vouloir saluer. L'ambiguïté de cette formule traduit d'ailleurs le désarroi engendré par ce geste au sein même du gouvernement. »

Par ailleurs, M. Jean-Paul Bataille, sénateur R.I., invite tous les maires du Nord à fleurir les monuments aux morts de leurs communes le 1<sup>er</sup> novembre.

M. Alain Richard, député socialiste du Val-d'Oise et responsable du courant AGIRS (néo-rocardien) au PS, estime que la visite de M. Cheysson « n'était pas nécessaire » et qu'elle est « une indécence pour ceux qui ont souffert de la guerre d'Algérie ». M. Richard, cinq ans RPR, a quitté la séance du conseil municipal, vendredi, parce que le maire socialiste, M. Michel Faucheur, refusait de condamner la visite de M. Cheysson.

« PRÉCISIONS. - M. Jean Vaujour qui était directeur de la sécurité générale en Algérie le 1<sup>er</sup> novembre 1954 précise les déclarations qu'il nous a faites dans le Monde daté 28-29 octobre (page 6). Je vous indique que ce n'est pas lui mais le président du conseil, Pierre Mendès France qui estimait que le gouverneur général Léonard ne pou-

## L'ASSOCIATION FRANCE-ALGERIE : LA VOIE DE LA RÉCONCILIATION

Nous avons reçu de M. Jean-Pierre Gonon, secrétaire général de l'Association France-Algérie une lettre dont voici de larges extraits :

L'Association France-Algérie sera présente à Alger pour la célébration de la fête nationale algérienne. Elle y sera avec une conscience claire du sens et de la portée de son geste, mais aussi déterminée à ne laisser prise à aucune exploitation partisane.

Elle y sera présente non pas, comme certains voudraient le faire croire, avec légèreté ou insouciance, mais avec la gravité qu'impose en ce jour anniversaire du 1<sup>er</sup> novembre 1954 le souvenir des drames terribles qu'ont vécus les deux peuples pendant les années d'affrontement.

Elle y sera aussi présente pour célébrer, aux côtés des représentants du gouvernement français, la vraie victoire que Français et Algériens ont su remporter sur eux-mêmes, celle de s'engager, dès la fin de la guerre, dans la voie de la réconciliation et de l'amitié.

Le souvenir des drames, oui, mais de tous les drames. Celui des Français innocents, victimes d'attentats aveugles et qui n'étaient pas tous, tant s'en faut, des colonialistes, celui de ces Français, aussi, abattus par d'autres Français, perdus simplement parce qu'ils avaient défendu une certaine image de la France, celui de milliers d'Algériens - et pas seulement algériens - et pas seulement algériens, torturés, emprisonnés, disparus parce qu'ils réclamaient une patrie. Le drame des uns et des autres, condamnés par l'obscuration de quelques-uns, à une bien mauvaise guerre. Tous en sont restés marqués.

« Je précise, nous indique-t-il, que les élus à l'Assemblée algérienne qui pour la plupart étaient maires, reprochant à M. Léonard de ne pas les avoir informés de l'importance des risques d'attentats et de ne pas pratiquer une politique d'autorité à l'égard des nationalistes... »

## Ethiopie

### L'AIDE AUX VICTIMES DE LA FAMINE CONTINUE DE FAIRE L'OBJET D'UNE VIVE CONTROVERSE

Les secours continuent de s'organiser pour tenter de sauver les quelque 6 millions d'Éthiopiens menacés de famine dans des régions septentrionales. Selon l'UNICEF, une centaine parmi les quelque 50 000 réfugiés entassés dans les camps de la région de Keren meurent de faim quotidiennement. Mais l'acheminement de l'aide fait l'objet d'une vive controverse entre Addis-Abeba et les pays donateurs.

Les autorités éthiopiennes ont rejeté le principe de la création d'une commission indépendante chargée de veiller à la répartition équitable de l'aide. Alors que deux avions Hercules C-130 de la Royal Air Force attendent, à Chypre, le feu vert d'Addis-Abeba pour participer aux opérations de secours, le gouvernement éthiopien a qualifié d'« ingérence » cette opération et reproché à la communauté internationale de « répondre à des incidents sensationnels, alors que la situation en Éthiopie dure depuis un moment ». Addis-Abeba fait valoir, entre autres choses, que les demandes d'aide d'urgence remontent au printemps. De son côté, la presse et certains gouvernements occidentaux ont reproché aux officiels éthiopiens de n'avoir pas fait de l'aide aux victimes de la sécheresse une priorité. - (AFP, Reuters.)

« Dixième sommet de la CEAO. - Le général Moussa Traoré, président de Mali, a ouvert, samedi 27 octobre, à Bamako, la dixième conférence des chefs d'Etat de la CEAO (Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, qui regroupe le Burkina, ex-Haute-Volta, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal), ainsi que le sixième sommet de l'ANAD (Accord de non-agression et d'assistance en matière de défense, passé par les Etats membres de la CEAO et le Togo). Seuls les chefs d'Etat du Mali et du Togo sont absents. La France est représentée par M. Christian Nucci, ministre délégué au développement et à la coopération. - (AFP.)



## NE PENSEZ PAS ORDINATEUR PERSONNEL SANS PENSER COMMUNICATION

Les ordinateurs personnels sont trop personnels. Ils sont coupés du monde, du monde extraordinairement mobile de la communication.

L'apport des télécommunications au développement de l'informatique est, et sera, de plus en plus fondamental.

ITT XTRA, L'ORDINATEUR PERSONNEL CONÇU PAR LE SPECIALISTE MONDIAL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

ITT XTRA a été conçu par le géant des communications.

ITT, premier fournisseur de terminaux compatibles, se devait de créer l'ordinateur personnel tourné vers le monde de demain.

ITT XTRA, UN VRAI PROFESSIONNEL. L'ordinateur personnel ITT XTRA assure une parfaite compatibilité avec le standard en matière de micro-ordinateurs professionnels.

Cette compatibilité opérationnelle ouvre à l'utilisateur l'accès à une multitude de programmes d'application, ainsi qu'à un grand nombre de périphériques et de matériels d'extension disponibles sur le marché.

ITT XTRA, DOUÉ POUR LA COMMUNICATION. Plus qu'un ordinateur personnel compatible, il est conçu pour l'avenir.

ITT XTRA est doté d'un potentiel d'extensions destinées à favoriser tous les aspects de la communication, caractéristique essentielle du "poste de travail" de demain.

Compatible, évolutif, esthétique, ITT XTRA se devait aussi d'être proche de l'utilisateur.

C'est pourquoi ITT l'a conçu pour être tout particulièrement facile à mettre en œuvre et à utiliser, même sans connaissance préalable.

Sa commodité d'emploi, ses possibilités d'extension et le soutien de tous les services ITT en font un véritable professionnel facile à vivre.

Entrez en communication avec l'avenir, pensez ITT XTRA.

ITT XTRA, ORDINATEUR PERSONNEL



PENSEZ COMMUNICATION. PENSEZ ITT XTRA.

ITT XTRA SYSTEM FRANCE, 100 rue de la République, 92100 Nanterre. Tél. 1 47 11 11 11. Telex 200000 ITTFR.

هكذا من الأصل



مكتبة الامم المتحدة

## AFRIQUE

## PROCHE-ORIENT

Guinée

SIX MOIS APRÈS LE COUP D'ÉTAT

### Pour les militaires, l'heure des choix...

De notre envoyé spécial

Conakry. — Est-ce la fin de l'état de grâce pour les militaires guinéens, qui, voilà six mois, ont ravi le pouvoir, sans mal et sans effusion de sang, à l'entourage divisé et inconséquent de Sekou Touré ? Avec les premiers tests, l'heure des choix est arrivée pour le Comité militaire de redressement national (CMRN) du colonel Lansana Conté. La rentrée scolaire — la première digne de ce nom depuis des années — a lieu dans quelques jours. Depuis le 21 octobre, une deuxième mission du Fonds monétaire international met au point les réformes draconiennes jugées nécessaires pour relancer l'économie. Le CMRN fonde, de son côté, la « loi fondamentale » qui régira la Guinée pendant la période de transition militaire.

Or le flottement est encore sensible. Les Guinéens en sont toujours à évacuer leurs « allergies », selon la formule du bouillant ministre des affaires étrangères, le capitaine Facinet Touré. Allergie au parti : « Je ne veux pas entendre parler de partis, ni même d'associations », résume pour ce qui le concerne le président Conté. Allergie à tout un vocabulaire politique — révolution, socialisme, démocratie populaire, « homme nouveau » — dont il est étroitement par l'« autre » — ainsi qu'on appelle ici Sekou Touré, qui décidément est tombé dans les oubliettes de l'histoire. Allergie aux fonctionnaires, dont les salaires de misère — le « sily », monnaie locale, s'échange, au marché noir, au dixième de sa valeur officielle — expliquent en grande partie la léthargie et la corruption.

#### Un équilibre ethnique difficile

Les Guinéens aspirent pleinement — c'est toujours cela de pris — le grand bol d'oxygène, un peu incertain, qu'on leur sert depuis le 3 avril, date de la prise du pouvoir par le CMRN. Mais ils demeurent partagés, à l'image de leur capitale, grouillante mais noyée sous les orages tropicaux de saison, qui laisse une impression contradictoire de fébrilité et d'engourdissement.

D'importantes décisions ont, certes, été prises. Deux codes ont été adoptés, ceux du commerce et des investissements. Les impôts en nature — très impopulaires chez les paysans — ont été supprimés. Des états généraux de la justice, de la santé et de l'éducation ont été réunis, apparemment dans le meilleur esprit. Près de trois cent mille Guinéens de l'étranger, sur un million ou deux d'entre eux, ont regagné leur pays. Tous les amis de la Guinée — « et nous connaissons nos vrais amis », précise le capitaine Facinet Touré — ont été sollicités. Les investissements, dans ce pays en ruines mais aux ressources fabuleuses, ont repris. Et surtout, étonnant le plus positif de six mois de pouvoir militaire, la paix sociale a

été préservée. « De la lenteur, c'est vrai, mais pas de dérapage », juge un Guinéen, très au fait de ce qui se trame dans les couloirs du pouvoir. Depuis le 3 avril, il n'y a pas eu, c'est exact, d'accident de parcours sérieux. Le colonel Conté lui-même paraît tout à fait lucide sur une stabilité qu'il juge encore « fragile ». « En prenant du recul, je dirais que nous n'avons été bousillés qu'à 50 % », ajoute-t-il. Il n'ignore pas qu'au départ lui-même et les autres membres du CMRN ont dû intervenir, rapidement, pour séparer les successeurs de Sekou Touré. « Ils auraient mis le pays à feu et à sang », dit-il. Il n'oublie pas non plus que d'autres complots étaient en préparation, y compris dans les casernes, et que les appétits de pouvoir sont toujours réels. Intrigues et rumeurs vont bon train. « Je ne sais pas tout ce qui se passe, mais je suis au courant de l'essentiel », répond-il. Il était chef de file, il lui reste à faire comprendre qu'il est le « patron ». Cela aussi, il le sait. « Je n'ai pas voulu du pouvoir, mais, tant que je suis président, je prends mes responsabilités et c'est moi qui commande », rétorque l'officier.

Sous cette présidence soucieuse de paix sociale, jusqu'ici plutôt déboussolée, il est un cas, manquant rarement la sanction, « les Guinéens ne sont sûrement pas malheureux », ainsi, que l'admettent volontiers beaucoup d'entre eux. Mais les cadres de l'ancien régime refont surface, pour défendre leurs propres intérêts. Les petits fonctionnaires se sentent frustrés d'avoir encore affaire, souvent, à des hauts fonctionnaires qui, comme par le passé, forment un écran entre eux et les ministres. Le « problème national » — l'expression est du colonel Conté, — c'est-à-dire la cohabitation entre les principaux groupes ethniques, est un équilibre difficile, tant Sekou Touré avait privilégié les Malinkés, son ethnicité, et semé la division chez les autres, notamment en lançant une guerre ouverte contre les Foulas du Fouta-Djallon.

Ces derniers ont beau être divisés entre eux, ils demeurent, dans l'ensemble, sur la réserve à l'égard de l'expérience qui se développe sous la houlette du président Conté, un Soussou. « Pas de bâtons dans les roues, pas d'engagement non plus », telle paraît être, dans l'immédiat, la ligne de conduite en dépit de la chaleur de l'accueil réservé récemment au chef de l'Etat dans le Fouta-Djallon. Quant aux Malinkés, ils n'ont pas tous renoncé,

tant s'en faut, à jouer les premiers rôles. L'un d'eux, le colonel Diara Traoré, occupe le fauteuil de premier ministre.

Après des années pendant lesquelles la déflation a été la méthode de gouvernement, il ne faut pas s'étonner du poids des méfiances. Les femmes veulent avoir leur mot à dire. Les marabouts — les neuf dixièmes de la population étant musulmans — se méfient un peu de cet Etat laïc. Les employés de dizaines de sociétés d'Etat s'inquiètent des conditions d'une « privatisation » souhaitable et inéluctable. « Il faut que tout le monde se sente à sa place, que personne ne puisse se dire laissé pour compte », rétorque le chef de l'Etat, en parlant de toutes ces tensions latentes. « Il s'agit de ne pas se faire d'illusions », ajoute-t-il.

Au départ, pour ne pas bouleverser les habitudes, les trente-deux ministères existant sous Sekou Touré ont été maintenus. La plupart ont été affectés à des militaires. L'expérience n'est pas concluante et le président Conté exprime l'intention d'y mettre un peu d'ordre. Les ministères vont être regroupés. Déjà, pour donner plus de cohésion à son action, le CMRN a formé un bureau exécutif d'une dizaine de militaires, qui coiffe le gouvernement. A plusieurs reprises, le président Conté est intervenu pour réprimander ceux de ses collaborateurs qui « se conduisent mal » ou font des « déclarations inopportunes », notamment à l'étranger.

#### La reconstruction

Entre autres choses, que le torchon brûle, malgré les démentis, entre le chef de l'Etat et son premier ministre est l'évidence. Tous les deux le démentent. Le colonel Diara Traoré met même les rumeurs de divergences, dans son langage imagé, sur le dos de « bobaristes » et de « détracteurs dans l'ombre ». Mais il reste que le « bicéphalisme » guinéen n'est pas une recette. « Diara a trop d'ambition, nous dira un Guinéen bien introduit, et pour réaliser ses ambitions, il faudrait à la fois renforcer la position du chef de l'Etat et intégrer les ethnies dominantes. » Il n'y a qu'une solution, ajoute-t-il : « Supprimer le poste de premier ministre et le remplacer par quatre ministères d'Etat : celui des finances, celui de l'agriculture, celui de l'industrie et celui de l'énergie. » Mais il n'y a qu'une place égale au soleil. Une telle solution permettrait

de faire davantage de place au capitaine Jean Traoré, brillant ministre des mines, un Forézien qui passe pour le favori du chef de l'Etat.

A Conakry, les officiels n'ont qu'un mot à la bouche : la reconstruction. Et il faut reconnaître qu'en dépit du malaise encore sensible les choses commencent à bouger sérieusement. Les délégations étrangères se succèdent. L'hôtel de l'Indépendance — que Sekou Touré avait fait agrandir en vue d'un sommet de l'Organisation de l'unité africaine auquel son successeur a sagement renoncé — affiche complet. Au milieu des coupures de courant, on parle affaires, dons, assistance, crédits, coopération. Les Français, depuis peu, se sont engagés à jouer les locomotives (le Monde du 24 octobre). On songe à recycler les quelques mille cinq cents diplômés des universités cubaines.

Les Américains ont réalisé leur projet concernant l'extraction du diamant — 500 000 tonnes au bout du compte, contre 30 000 en ce moment par an, ce qui constituerait un beau paquet de devises pour remplir les caisses vides de l'Etat. Le président a fixé l'autosuffisance alimentaire pour objectif, l'an prochain, ce qui éviterait d'importer de 50 000 à 60 000 tonnes de riz par an ou, du moins, de compenser ces importations par des exportations de café et de produits vivriers. « La Guinée peut, effectivement, arrêter d'importer du riz, vendre un peu de café et vivre de ses cultures vivrières », résume, de son côté, un expert français.

Le riche potentiel agricole et minier du pays invite, lui aussi, à un changement de rythme, même s'il faut commencer par une dévaluation brutale du sily, à laquelle les dirigeants ne sont pas hostiles mais dont les conséquences sociales les inquiètent et qu'ils veulent, de toute façon, opérer en connaissance de cause. « Si on demande un ultime sacrifice au peuple, dit à ce propos le capitaine Facinet Touré, il l'acceptera. » Mais, d'un autre côté, il reconnaît qu'il faut que les conditions d'existence des gens changent. Beaucoup de Guinéens sont de cet avis. « Il ne faut plus confondre laisser-faire et liberté », nous ont dit plusieurs d'entre eux.

Sept mois après la mort de Sekou Touré, l'état des lieux n'étant pas encore terminé — et il ne pourrait en être autrement dans cet Etat sans statistiques et sans points de repère, — l'occasion d'opérer un redressement se présente. Le besoin s'en fait sentir et, surtout, la chance est à saisir. « De tempérament, je me sens médecin, pas chirurgien », avoue le président Conté. Avant d'ajouter : « Je crois que l'homme est perfectible, mais il y a une limite. Jusqu'ici, l'explication et, parfois, le menace. Mais, un jour, je vais me fâcher. Vous allez apprendre, bientôt, des choses désagréables. »

JEAN-CLAUDE POMONTI

LU

UN LIVRE D'ERIC ROULEAU

### Les Palestiniens vus de près

Le drame palestinien est l'un de tant de passions qu'il est presque impossible d'en parler sans se passionner soi-même. En contraste avec le livre de Nadia Benjelloun-Olivier dont on a parlé récemment (1), celui d'Eric Rouleau, sans verser pour autant dans le misérabilisme, nous fait entendre à chaque instant, comme s'il parlait, le cri de ce peuple perché hors de sa terre natale, de cette patrie à laquelle, comme tous les autres, il a pourtant droit. « Peuple de trop », pour reprendre l'expression de Bechir Gemayel, elle-même reprise, consciemment ou non, de l'écrivain Rabi. La différence est que ce dernier l'appliquait aux juifs.

La persécution entre les deux destins, palestinien et juif, ne doit certes pas être poussée trop loin. Les Palestiniens sont des Arabes parmi d'autres, avec la même langue, la même culture, les mêmes religions, musulmane ou chrétienne. La spécificité des juifs est fondée sur le concept d'élection divine. Ils peuvent considérer, comme mineurs, en regard des persécutions qu'ils ont eues-mêmes subies, les malheurs des Palestiniens. Reste que l'arabisme des uns n'a pu prendre fin que grâce à l'arabisme des autres, et que le niveau d'éducation atteint par la diaspora palestinienne, comme la valeur de ses idées, créées entre les deux peuples d'incompréhensibles ressemblances.

Mais, contrairement au proverbe célèbre, il ne suffit pas de se rassembler pour s'assembler. Chaque peuple a tendance à pratiquer à l'égard de l'autre la formule également célèbre de l'« être-tel de là que je m'y mette » : seules de petites minorités arrivent, pour le moment, à dépasser la logique de l'affrontement pour admettre l'évidence nécessaire de l'acceptation mutuelle. Rouleau montre, dans son livre, au fil des pages consacrées aux épreuves successives subies par la résistance palestinienne, du Septembre noir jordanien de 1970 à la rupture entre Dames et Arafat, suivie des combats fratricides de Tripoli au Liban, en 1984, que petit à petit le « réalisme » gagne du terrain au sein de l'O.L.P. Mais elle est toujours en quelque sorte en retard d'une négociation. Après avoir cru un moment que tout était possible, elle voit sa réduction considérablement ses atouts. Une action militaire sur place, de type vietnamien, est impossible. Et aucun Etat, fût-il arabe, ne soutient vraiment le mouvement palestinien, même s'il en est beaucoup pour le financer. Les armes arabes ont tué plus de Palestiniens, au total, que les armes israéliennes.

A quoi s'ajoute un évident problème de crédibilité. L'O.L.P. fédère, sous la houlette de Yasser Arafat, des courants parfaitement contradictoires dont il n'arrive à maintenir l'entente qu'au prix de compromis acrobatiques et d'un langage perpétuellement ambigu.

#### La frustration d'un peuple

A vouloir tout à la fois rassurer les durs et les pacifistes de la négociation, il ne parvient le plus souvent qu'à faire douter les uns et les autres de sa propre bonne foi. C'est particulièrement vrai de l'« attitude ambivalente » que reflète, selon Rouleau, la manière dont les fedayin « justifient le terrorisme ». « Le Fath, par exemple, écrit-il, condamne officiellement l'assassinat politique, mais donne sa caution à des crimes abominables. »

Quoi d'étonnant à ce qu'en Israël, et pas seulement en Israël, tant de gens aient tendance à ne voir dans l'O.L.P. qu'une association de terroristes, voire de bandits purs et simples, sans foi ni loi, en tout cas des empêcheurs de danser en rond. Le livre de Rouleau, même s'il peut à l'occasion faire grincer des dents, a le mérite de montrer l'autre côté de la médaille, la longue désespérance et la colère de ce peuple qui se sent rejeté, y compris par ses « frères » arabes, et dont la frustration nourrit, comme il est naturel, des rêves de vengeance.

Pour ce faire, il ne s'est pas contenté de visiter les Palestiniens eux-mêmes, dans leurs camps et dans leur exil, du Liban au Golan, de la Syrie à Israël. Une année sabbatique passée au Council on Foreign Relations de New-York lui a permis de pousser à fond l'étude de la politique américaine dans la région, dont il montre bien à la fois l'ambition et la confusion. Il faudrait cependant la compléter par une étude analogue de la politique soviétique qui n'apparaît guère qu'en filigrane.

De toute façon, il s'agit moins ici d'un ouvrage historique ou d'un travail d'analyse que d'un reportage en plusieurs épisodes, écrit avec le talent journalistique que l'on connaît à notre ami et qui constitue, d'abord, au travers d'innombrables conversations, un incomparable témoignage sur les mentalités et la vie des Palestiniens.

ANDRÉ FONTAINE.

\* Eric Rouleau, Les Palestiniens d'une guerre à l'autre, La Découverte-Le Monde, 228 pages, 72 F.

(1) Le Monde du 7 septembre.

“c'est drôle, c'est très drôle... une lettre (chaudement) recommandée.”

André Brincourt

Lionel Chouchon  
Lettre ouverte  
aux fatigués...

DEJA 50000 EXEMPLAIRES VENDUS!  
...aux assistés  
aux pensionnés  
aux amoindris  
aux avachis...  
Bref: aux Français  
de 1984

Albin Michel

avec CAPEL  
on peut être  
grand fort  
et beau

CAPEL prêt-à-porter hommes grande hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

INÉDIT  
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde  
LA FRANCE  
3<sup>e</sup> SUPERPUSSANCE  
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culture, diplomatie, puissance financière et militaire. Défense, sciences de pointe : les armes, techniques et technologies. Données : 3<sup>e</sup> domaine territorial mondial (sans marine). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'agression française. 356 pages, 78 F. Franco chez l'auteur.  
FRANÇOIS DE PREUIL  
CHATEAU DE PREUIL  
49560 NUEL-SUR-LAYON

PARLER  
AVEC ASSURANCE  
Confiance en soi - Communication  
Méthode audiovisuelle  
Formation continue  
L.F.T.O. (1) 333-97-25

PLANS/CONTRECALQUES  
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT REDUCTION  
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

CAPEL habille  
en long  
comme en large  
CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

PATRICK BRUEL

“LE 31 OCTOBRE  
PARIS  
C'EST LA JUNGLE !”

LA TÊTE DANS LE SAC  
EN FILM DE PATRICK BRUEL

Dans tout collègue  
de bureau il y a  
un croco qui sommeille.

AL-YOM ASSABEH  
Hébdomadaire politique et culturel  
en langue arabe publié à Paris  
Rédacteur en chef:  
BELAL AL-HASSAN  
Dans le numéro d'aujourd'hui:  
Nouvelle étape  
dans les relations  
de l'O.R.S.S.  
avec le Monde Arabe  
Séjour: 85, rue de Tocqueville  
75017 Paris  
Tél: 786.04.23



# PROCHE-ORIENT

Israël

NOUVELLE MANIFESTATION DU TERRORISME JUIF

## Un attentat anti-arabe en plein cœur de Jérusalem a fait un mort et onze blessés

De notre correspondant

Jérusalem. - Le terrorisme juif se manifeste à nouveau. Six mois après le démantèlement d'un réseau clandestin par les services de sécurité israéliens un attentat anti-arabe a été perpétré, dimanche 28 octobre, au cœur de Jérusalem, faisant un mort et onze blessés.

En plein après-midi, l'autobus assurant la liaison Jérusalem-Hébron a été attaqué à la roquette dans la partie juive de la capitale, à quelques dizaines de mètres des remparts de la vieille ville. Une trentaine de passagers arabes se trouvaient à bord lorsque le projectile, une arme anti-chars Tow, a frappé le véhicule à hauteur du toit, au-dessus de la porte arrière. - A 10 centimètres près, soulignera plus tard un enquêteur, le bilan aurait été dix fois plus lourd.

La victime de l'attentat est un jeune homme de vingt ans, Ismaïl Almatir, qui habitait un village proche d'Hébron. La police a arrêté, puis relâché, trois suspects juifs et découvert dans les jardins surplombant la route la lance-roquette meurtrière. Elle a trouvé près de cette arme, facilement dissimulable, une lettre anonyme rédigée en hébreu et revendiquant l'attaque en la déclarant comme un « acte de représailles » après l'assassinat, il y a une semaine dans Bethléem, d'un jeune couple d'étudiants israéliens (Le Monde du 25 octobre).

Ce double meurtre avait suscité une vive émotion parmi les colons juifs de Cisjordanie, prompts à lui donner une portée politique. Son auteur, un réfugié palestinien résidant au camp de Dabehshe, avait agi, selon la police, pour des motifs « nationalistes ». Mais il semble acquis que ce meurtrier est un malade mental. Peu après son arrestation, il a

qualifié son acte de « stupide ». Il avait été traité dans deux hôpitaux psychiatriques, à Amman puis à Bethléem. Après cet assassinat, les représentants des implantations du sud de la Cisjordanie ont préconisé « la destruction des trois premières rangées de maisons du camp de Dabehshe », lequel longe précisément la route Jérusalem-Hébron à une dizaine de kilomètres au sud de la capitale.

Dans leur lettre signée « les vengeurs », les auteurs de l'attentat de dimanche revendiquent la responsabilité d'une attaque à la grenade contre un café de la vieille ville commis le 22 septembre. Ils menacent de frapper à nouveau et citent la liste des armes en leur possession. Le chef du gouvernement, M. Shimon Peres, s'est déclaré « révolté » par l'attentat de dimanche et « déterminé à détruire le terrorisme sous toutes ses formes ». Selon le ministre de la police, M. Haim Bar Lev, les auteurs de l'attaque appartiennent à « un groupe de fanatiques décidés à se faire justice eux-mêmes ». « Nous allons nous occuper d'eux », a-t-il ajouté.

Chef du mouvement Kach, le rabbin et député israélien Meir Kahane a salué l'attaque comme « un acte de vengeance courageux » commis « en raison de l'impuissance du gouvernement à lutter contre les actes terroristes anti-juifs ». « Si les Arabes, a-t-il poursuivi, veulent circuler en toute sécurité, ils n'ont qu'à émigrer ». Le rabbin Kahane est favorable à l'expulsion massive des Arabes d'Israël. Quelques heures avant l'attentat, son mouvement avait fait savoir qu'il « abandonnerait son attitude jusqu'à ce que les lois de la justice soient appliquées ». En mars, certains de ses partisans avaient ouvert le feu près de Ramallah sur un autobus transportant des ouvriers arabes, blessant six d'entre eux.

Fondateur du mouvement annexionniste Gouch Emounim (Bloc de la foi), le rabbin Moshe Levinger a déclaré que « de tels incidents surviennent fatalement quasi tous les jours et que des hommes se lèveront pour faire ce que le gouvernement ne fait pas ». Le réseau terroriste juif, démantelé fin avril après la découverte des charges explosives dans huit autobus de Jérusalem-Est, était animé par des militants du Gouch Emounim. Vingt d'entre eux comparaissent en justice depuis la mi-septembre, et leur procès devrait durer plusieurs mois.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Le comité exécutif de l'OLP a réagi violemment, dimanche 28 octobre, à l'attentat contre un autobus arabe, en affirmant que les Palestiniens « ne resteront pas silencieux face à ces opérations terroristes ». L'OLP ajoute que de pareils attentats, « planifiés et soutenus par les dirigeants sionistes, n'atteindront pas leurs objectifs et ne feront pas trembler notre peuple dans les territoires occupés ». Ces actes, affirme, enfin, l'OLP, « ne vont pas pousser notre peuple à vider les terres mais l'inciteront à s'y attacher, à poursuivre sa résistance contre l'occupation, et le défi au terrorisme ». - (AFP.)

A ses lecteurs qui vivent hors de France

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
**UNE ÉDITION INTERNATIONALE**

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien

(Publicité)

le **M.B.A.** c'est évident : se prépare aux **USA**  
Importante organisation US propose, dans une grande université de Californie ou Floride, une formation intensive cours (à la fois niveau d'anglais, hébergement, repas, DEPART JANVIER. Documentation contre cinq timbres.  
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.  
U.S.A.-French Office, 37, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre. 722.94.94.

# AMÉRIQUES

Etats-Unis

## Le « New York Times » et le « Washington Post » appellent à voter pour M. Mondale

De notre correspondant

Washington. - En dépliant, dimanche 28 octobre, le *New York Times*, M. Mondale a dû avoir un mouvement de lassitude. Un sondage, un de plus, prédisait sa défaite devant M. Reagan, qui le distancierait aujourd'hui de 18 points (53 % contre 35 %) dans les intentions de vote. Cela signifie que la remontée opérée par le candidat démocrate après le premier débat télévisé de la campagne a fait place, après le second, à une nouvelle dégringolade.

**Le prix de popularité**  
Ce mouvement était attendu. Le directeur de campagne de M. Mondale l'en avait averti mercredi dernier, et l'on ne voit maintenant plus ce qui pourrait empêcher M. Reagan d'être réélu, mardi 6 novembre, pour quatre ans.

Si pourtant M. Mondale a poursuivi sa lecture du *New York Times*,

il y aura sans doute trouvé de quoi continuer à se battre - pour l'honneur si ce n'est pour la Maison Blanche. Sous le titre « Mondale président », le plus prestigieux des quotidiens américains y appelait en effet à voter pour lui.

Le contraire eût surpris de la part de ce journal avant tout libéral, mais le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a pas mâché ses mots. « Pourquoi demande le quotidien, après lui avoir reconnu le double mérite d'incarner un large renouveau de fierté dans le pays » et d'avoir amélioré la situation économique de « beaucoup » d'Américains. Réponse : d'abord « parce qu'il a payé notre reprise et sa popularité avec la douleur de millions de per-

sonnes privées d'emplois dans les quatre dernières années, et les centaines de milliards de dollars que le gouvernement devra emprunter dans les quatre prochaines ». Ensuite, « parce que tout le reste de sa politique intérieure est républicain ». M. Reagan a point les doigts (et mis le nez de l'Etat dans les domaines, privés par excellence, de la religion et de la vie de famille) ; parce que enfin, la diplomatie menée par M. Reagan, « inefficace pour la plus grande part, a aussi été dangereuse (puisqu'il a) non seulement échoué à stabiliser la course aux armements mais la conduite vers de nouveaux sommets et n'a aucune stratégie crédible pour en reprendre le contrôle ».

Pour le *New York Times*, l'élection de M. Mondale permettrait en revanche des décisions « plus franches et équilibrées » pour réduire le déficit budgétaire, et amènerait à la Maison Blanche un homme ayant la « volonté » de travailler au contrôle des armements et une « conception éclairée et humaine » du rôle de l'Etat. Ces trois avantages contrebalanceraient largement les quatre « défauts » du candidat démocrate : le « manque de flamme » manifesté dans sa campagne, son incapacité à définir une solution de rechange claire à M. Reagan ; l'absence de l'expérience politique de M. Ferraro par rapport à celle de M. Bush et les « lourdes dettes » contractées par le candidat démocrate auprès des syndicats et des différents groupes qui le soutiennent.

A en croire le sondage publié par le même *New York Times*, la majorité de l'électorat est plus proche en politique étrangère de M. Mondale que de M. Reagan, mais attache moins d'importance à ces questions qu'à la situation économique et aux qualités de leadership du président sortant.

Lundi matin, le *Washington Post* appelait à son tour (« avec enthousiasme et sans sans excuser ») à voter Mondale (1) mais le magazine *Time* accordait à M. Reagan vingt-quatre points d'avance. *Newsweek* dix-sept, et le quotidien *USA Today* vingt-trois. M. Mondale a pris ses collaborateurs de ne pas « faire une fixation » sur les sondages, qu'il démentira le 6 novembre, affirmant-t-il. Sa campagne, dit son porte-parole, se poursuivra jusqu'à la dernière minute et pas seulement pour l'honneur.

BERNARD GUETTA.

(1) D'autres journaux ont également pris position : le *San Francisco Examiner*, le *New York Daily News*, le *Miami Herald*, le *Chicago Tribune* et le *Kansas City Times* pour M. Reagan ; le *Philadelphia Inquirer*, le *Detroit Free Press*, le *Minneapolis Star and Tribune* et le *Milwaukee Journal* pour M. Mondale.

(Lire pages 21 à 24 notre supplément « REGARDS SUR L'AMÉRIQUE ».)

Chili

## LE GOUVERNEMENT FAIT FACE À UNE NOUVELLE « PROTESTATION NATIONALE »

Le gouvernement du général Pinochet s'efforce de limiter l'ampleur de la nouvelle journée de protestation nationale de ce lundi 29 octobre (ainsi que de la grève du mardi 30 octobre), lancée à l'initiative du Commandement national des travailleurs (CNT). Plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées le dimanche dans les bidonvilles de la capitale et notamment des responsables d'organisations politiques au niveau local. En outre, le commandement militaire de Santiago a décidé de censurer, à partir de ce lundi, toutes les informations relatives aux arrestations de travail et aux manifestations politiques.

Des journées nationales de protestation se succèdent au Chili, à raison d'une par mois en moyenne depuis mai 1983. Leur objectif déclaré est d'obtenir le départ du général Pinochet, au pouvoir depuis 1973, et en principe en fonctions jusqu'en 1989 au moins.

Cependant, le Front patriotique Manuel-Rodríguez, une organisation de lutte armée qui a fait son apparition en mars dernier, et que les militaires considèrent comme le bras armé du Parti communiste, a revendiqué l'attentat perpétré le 26 octobre contre le siège de la Junte. Une charge explosive avait détruit six voitures.

Dimanche, un puissant engin a, d'autre part, endommagé un pont routier à Curico, à 200 kilomètres au sud de Santiago, a annoncé la police. - (AFP, Reuters.)

Guatemala

## REGAIN DE VIOLENCE POLITIQUE DANS LA CAPITALE

Guatemala (AFP, Reuters). - Six personnes ont été assassinées en quatre jours dans la capitale guatémaltèque. La violence politique est, depuis trente ans, chose quotidienne dans ce pays où l'extrême droite, en liaison avec les forces de sécurité, traque non seulement une guérilla endémique, mais ses présumés sympathisants - paysans indiens ou citoyens réputés progressistes. Mais, depuis le coup d'Etat du général Rios Montt, en 1982, la capitale avait été relativement préservée - alors que, à l'inverse, la terreur redoublait dans les campagnes.

Ce regain de violence a fait une victime illustre : le doyen de la faculté d'économie de l'université de San-Carlos, principal établissement d'enseignement supérieur du pays. M. Vitalino Giron Coronado a été tué le 27 octobre d'un coup de feu alors qu'il se rendait en voiture aux obsèques d'un autre professeur de San-Carlos. M. Carlos de Leon Guidel, lui-même assassiné jeudi dernier au volant de son véhicule.

Ce même jeudi, un député d'extrême droite, membre du Mouvement de libération nationale (MLN), M. Santos Hernandez, avait été tué, quelques heures plus tôt, par un groupe armé, en compagnie de ses deux gardes du corps.

Enfin, dimanche, un citoyen américain de vingt-sept ans, M. Hasser Wolff, membre du Corps des volontaires de la paix (Peace Corps), a été tué d'une balle dans la tête.

Bolivie

## La grève de la faim du président Siles Zuazo n'est guère soutenue

La décision du président social-démocrate M. Hernan Siles Zuazo d'observer, depuis le 25 octobre, une grève de la faim, après la censure dont il a fait l'objet de la part du Parlement, ne rencontre qu'un faible écho en Bolivie. En particulier, la puissante Centrale ouvrière bolivienne (COB) et l'Eglise, également très influentes, ont affirmé que ce jeûne n'était pas le moyen le plus adéquat pour résoudre les graves problèmes que connaît le pays.

L'opposition conservatrice, ayant, comme il était prévisible, condamné ce geste du chef de l'Etat, il n'y a guère, de fait, que les partis membres de l'actuelle coalition gouvernementale de gauche pour appuyer la démarche de M. Siles Zuazo.

La censure du Congrès (où la droite est majoritaire) est survenue après confirmation que le président responsable bolien de la lutte contre la drogue avait reçu l'aval du président pour rencontrer l'année dernière, M. Roberto Suarez, le « roi de la cocaïne ». Le chef de l'Etat a précisé qu'il s'agissait, en la

circonstance, de mesurer le degré d'armement de l'intérieur avant de lancer contre lui les forces de répression. Cette version, pourtant, a été démentie par le haut fonctionnaire, qui a assuré avoir été chargé d'entreprendre des pourparlers. M. Raphael Otero, M. Suarez, selon la presse bolivienne, aurait proposé de mettre 2 milliards de dollars à la disposition de l'économie nationale en faillite - ce que le chef de l'Etat avait refusé.

L'état de santé du président, qui est âgé de soixante et onze ans, commençait à préoccuper son entourage.

Cependant, une vaste opération de lutte antidroge a été menée la semaine précédente dans le nord-est de la Bolivie, avec la participation des forces de police, de l'armée de l'air et des membres du Bureau des narcotiques des Etats-Unis (DEA). Elle a, selon les sources officielles, permis de s'emparer de 300 kilos de cocaïne dans trois propriétés de M. Roberto Suarez. - (AFP, Reuters.)

El Salvador

## « L'Internationale socialiste comprend mieux ce qui se passe en Amérique centrale » nous déclare le président Duarte

(Suite de la première page.)

Une nouvelle philosophie, une nouvelle méthodologie ont été inculquées à ces services maintenant séparés du commandement de l'armée. Nous avons fait des enquêtes sur les commandants locaux dans les villages, les chefs de la police locale pour mettre bon ordre quand cela était nécessaire.

Une amnistie

Est-ce que la Constitution permet une négociation avec les rebelles en armes ?

La Constitution ne dit rien de précis là-dessus. Ce qui est vrai, c'est qu'on ne peut pas en changer les principes. Je veux le dialogue dans le cadre strict de la Constitution. Mais on peut aussi la modifier légalement, par une action parlementaire. Cela dit, certaines concessions - que l'on peut imaginer dans le cadre d'un processus de négociation, (qui n'a pas, je le précise, commencé) - seraient difficiles sinon impossibles. Il serait inconcevable de dire aux guérilleros : vous vous rendez, vous laissez vos armes, et on vous met en prison. Mais on peut imaginer une amnistie. Les rebelles se seraient plus alors des délinquants.

Le Front Farabundo-Marti affirme vous avoir remis un programme en vingt-neuf points ?

C'est faux. Ils n'ont présenté aucun plan. Et j'ai un besoin de moralité, l'archevêque Monseigneur Rivera y Damas qui était présent. Nous allons publier un communiqué officiel pour la mise au point.

Le major d'Ambrosio (1) dit que la rencontre de La Palma est une « bouffonnerie » parce qu'il n'y a pas eu d'accord de trêve.

Le thème de la trêve n'a pas été abordé du tout, parce qu'il ne pouvait pas l'être. La guérilla ne pouvait pas proposer une trêve sans paraître en position de faiblesse. Quelqu'un dans leur délegation l'a reconnu devant nous.

Les signataires de la déclaration franco-mexicaine de 1981 n'ont-ils pas eu raison trois ans trop tôt ?

Pas du tout. C'était une ingérence étrangère. Ils voulaient intervenir dans nos affaires internes, et

en fait soutenir la gauche. Le contexte est complètement différent aujourd'hui. Nous voulons parler, entre Salvadoriens et régler nos problèmes nous-mêmes.

Mais ils souhaitent que l'opposition armée bénéficie d'une certaine représentativité. Ce que vous êtes en train de lui accorder.

Un dialogue implique nécessairement une représentativité. Qu'il y ait deux personnes, dix ou mille. Mais on ne peut pas reconnaître une association des assassins salvadoriens ou les Escadrons de la mort. Je cherche la paix, et je rencontre ceux qui me paraissent indiqués pour arriver à ce but souhaité par le peuple salvadorien.

L'Internationale socialiste vous a promis une aide ?

Non.

La capitale elle-même, totalement contrôlée par les forces de sécurité ces trois dernières années, est à nouveau le théâtre d'attentats. Une patrouille de police a été prise dans une embuscade au cours de la semaine écoulée. Un garde de l'ambassade des Etats-Unis, citoyen salvadorien, a été tué, le 26 octobre, par trois jeunes gens se proclamant membres des Forces populaires de libération, un des cinq groupes de guérilla membre du Front Farabundo-Marti de libération nationale.

Sur le front oriental, l'incertitude demeure sur les origines de l'accident d'hélicoptère qui, la semaine dernière, a décapité le commandement de la zone, provoquant

la mort de quatorze militaires dont quatre des officiers. La guérilla, qui a, la première, annoncé l'événement, maintient que l'appareil a été abattu par des tirs de mitrailleuses. Les forces armées confirment la thèse de l'accident. Le FMLN déclare que ses hommes ont désormais échappé à l'opération d'encercllement lancée le 19 octobre par deux mille cinq cents gouvernementaux contre son principal front, à l'est du pays. Selon Radio-Venceremos, l'organe d'information et de propagande de la guérilla, les gouvernementaux ont en soixante-huit tués. L'armée, elle, annonce une vingtaine de morts chez les rebelles.

Ceux-ci, enfin, maintiennent leur pression en vue de désorganiser l'économie nationale. Après le sabotage d'une centrale hydro-électrique à Apopa, à une vingtaine de kilomètres de la capitale, au cours duquel au moins douze soldats sont morts, de nombreuses attaques de véhicules privés ont été enregistrées sur les routes du pays.

La guérilla avait, en effet, annoncé, le 17 octobre, qu'elle détruirait tous les camions, autobus et automobiles qu'elle surprendrait à circuler. - (AFP, AP, Reuters.)

(1) Leader de l'extrême droite.

## La guérilla intensifie ses actions

Les combats, qui se sont intensifiés au Salvador dans les quelques heures qui ont suivi la rencontre du 15 octobre à La Palma entre le président Duarte et la guérilla, se sont rapprochés de la capitale, les samedi 27 et dimanche 28 octobre. Les rebelles ont attaqué une base gouvernementale à El-Salto, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de San-Salvador. Selon un porte-parole militaire, les gouvernementaux ont eu deux tués et six blessés.

La capitale elle-même, totalement contrôlée par les forces de sécurité ces trois dernières années, est à nouveau le théâtre d'attentats. Une patrouille de police a été prise dans une embuscade au cours de la semaine écoulée. Un garde de l'ambassade des Etats-Unis, citoyen salvadorien, a été tué, le 26 octobre, par trois jeunes gens se proclamant membres des Forces populaires de libération, un des cinq groupes de guérilla membre du Front Farabundo-Marti de libération nationale.

Sur le front oriental, l'incertitude demeure sur les origines de l'accident d'hélicoptère qui, la semaine dernière, a décapité le commandement de la zone, provoquant

la mort de quatorze militaires dont quatre des officiers. La guérilla, qui a, la première, annoncé l'événement, maintient que l'appareil a été abattu par des tirs de mitrailleuses. Les forces armées confirment la thèse de l'accident. Le FMLN déclare que ses hommes ont désormais échappé à l'opération d'encercllement lancée le 19 octobre par deux mille cinq cents gouvernementaux contre son principal front, à l'est du pays. Selon Radio-Venceremos, l'organe d'information et de propagande de la guérilla, les gouvernementaux ont en soixante-huit tués. L'armée, elle, annonce une vingtaine de morts chez les rebelles.

Ceux-ci, enfin, maintiennent leur pression en vue de désorganiser l'économie nationale. Après le sabotage d'une centrale hydro-électrique à Apopa, à une vingtaine de kilomètres de la capitale, au cours duquel au moins douze soldats sont morts, de nombreuses attaques de véhicules privés ont été enregistrées sur les routes du pays. La guérilla avait, en effet, annoncé, le 17 octobre, qu'elle détruirait tous les camions, autobus et automobiles qu'elle surprendrait à circuler. - (AFP, AP, Reuters.)

مكتبة الأصل







## POLITIQUE

## RÉUNI EN CONSEIL NATIONAL

## Le CNIP rend publiques « cent propositions pour les cent premiers jours de l'alternance »

Plus de cinq cents délégués ont participé, samedi 27 et dimanche 28 octobre, aux travaux du conseil national extraordinaire du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), réuni à Nohy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Le président du parti, M. Philippe Malaud, membre de l'Assemblée européenne, a rendu publiques « cent propositions pour les cent premiers jours de l'alternance ».

Ce programme, beaucoup plus détaillé que celui des autres formations de droite, s'inspire dans le domaine économique et social d'options ultra-libérales empruntées souvent aux économistes réactionnaires et rejoint, dans le projet de société qu'il esquisse, certaines des orientations radicales prises par le Front national, que le CNIP souhaite associer à une union de l'opposition.

Dans ses choix économiques, le parti de M. Malaud propose notamment d'abroger les quatre ordonnances de 1945 relatives au contrôle des prix, aux infractions à la législation économique, à la réglementation des changes et au placement des travailleurs, pour les remplacer par quatre projets de loi : instaurant comme principe fondamental la liberté dans le domaine des prix, des changes, du crédit et de l'embauche.

Dans ses choix sociaux, il préconise la suppression du monopole syndical de présentation des candidats aux élections des comités d'entreprise, la limitation du droit de grève (en prévoyant notamment de rendre « illicites » les grèves « politiques et idéologiques »), la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, l'abrogation ou la modification des lois Auroux, l'abrogation de l'ordonnance de 1982 ayant fixé à trente-neuf heures la durée légale hebdomadaire du temps de travail, la suppression de la taxe professionnelle, la fiscalisation des allocations familiales.

Dans le domaine fiscal, le CNIP se déclare partisan d'une réduction massive de l'impôt direct - sur la partie investie du revenu -, de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, de l'impôt sur les plus-values, des droits de succession pour les biens investis dans les activités de production.

Partisan d'une « sécurité accrue », la formation de M. Malaud propose notamment de rétablir la peine de mort, d'augmenter les effectifs de police, de créer une police de l'immigration. Pour réduire le nombre des immigrés, elle préconise la création d'une « banque de données » sur les étrangers, l'octroi d'aides au retour, la modification du code du travail (« afin de rétablir l'obligation de lire et écrire le français pour qu'un travailleur étranger puisse être éligible aux institutions représentatives du personnel »), l'expulsion immédiate de tous les étrangers ayant commis un délit, la suppression de l'article du

code de nationalité « qui dispose qu'un enfant né en France de parents étrangers est automatiquement français », etc.

Favorable à l'organisation d'un référendum sur un projet de réforme du statut de la fonction publique, le CNIP estime que la grille des rémunérations des fonctionnaires doit être supprimée et que le traitement des fonctionnaires doit être établi « au moins pour moitié en fonction du travail effectif, du rendement, de la qualité du service rendu et des économies réalisées ». Plaidant pour une démocratie « mieux équilibrée », le CNIP opte en outre pour l'instauration d'un mode de scrutin proportionnel aux élections législatives « avec un seuil de 5 % » et pour la révision de la Constitution de 1958, « afin de donner au Sénat les moyens d'exercer réellement sa part du pouvoir législatif ». Il préconise à ce sujet qu'une majorité qualifiée de deux tiers des députés devrait être requise à l'Assemblée nationale pour l'adoption de certains des projets de loi rejetés par les sénateurs.

M. Malaud espère que ces cent propositions seront examinées par les autres formations de droite et contribueront à la définition d'une « plate-forme commune » de l'opposition avant les élections législatives de 1986.

Le CNIP proposera, d'autre part, aux autres formations de l'opposition « une procédure de décantation des candidatures et de présélection d'un candidat unique de la droite » à l'élection présidentielle de 1988. « Les préférences », dit M. Malaud, « doivent s'incliner devant l'impérieuse nécessité de débarrasser une fois pour toutes notre pays des sangsues socialistes ». Les échanges de vues ont été suivis par les représentants des autres formations et de différents clubs de l'opposition (UNIR, CAR, Avenir et libérés. Cercle de la cité), ainsi que par une délégation de la CSI et le président de la Fédération pour l'unité des rapatriés, M. Joseph Ortiz.

## LES RADICAUX VALOISIENS A LYON

## Une mobilisation difficile pour l'« alternance raisonnable »

De notre correspondant régional

Lyon. - Le Parti radical a organisé, samedi 27 octobre, une « rencontre inter régionale » en vue de la préparation du congrès des valaisiens qui se tiendra à Nancy du 23 au 25 novembre. Premier constat : la mobilisation des troupes paraît difficile. A peine cent militants pour un rassemblement concernant quatre régions, et non des moindres, Rhône-Alpes, Bourgogne, Franche-Comté et Auvergne... L'« alternance raisonnable » proposée par le président du Parti radical, M. André Rossinot, le choix réitéré d'une voie « médiane, pluraliste et républicaine » ne semble pas mobiliser un nombre significatif de militants.

Sur le plan politique, les distances paraissent de plus en plus marquées par rapport à l'UDF. « Le Parti radical a vocation à retrouver son identité. Nous ne sommes pas à l'UDF pour l'éternité », a indiqué M. Rossinot, au cours d'une conférence de presse. Si, « pour le moment », les radicaux sont favorables à un dialogue « intra-UDF », le souci est grand de se démarquer par rapport aux autres formations de l'opposition dont on souligne l'absence de projets.

Après la phase de « survie », puis celle de l'« organisation », les radicaux veulent aborder le stade de l'« expression ». Il y a, a estimé M. Rossinot, au cours d'une conférence de presse, de leur « responsabilité historique ». Au centre gauche, le Parti radical a choisi d'occuper un « espace libre ». Là où sont oubliés « le machinisme politique et le machinisme des personnes qui telescopent leurs problèmes personnels et les problèmes de fond ». Même si sa

formation entend participer, en 1986, à la sanction de l'« échec » des socialistes, ceux-ci « ne sont pas des pestiférés ».

M. Rossinot a enfin entériné définitivement la nomination de M. Jean-Charles Lignel, PDG du Progrès de Lyon, à la tête de la fédération du Rhône du Parti radical. Ce dernier a justifié son adhésion par la « tradition » radicale qui avait « fait » l'élection à la mairie de Lyon de l'illustre ancêtre Edouard Herriot. Il semble peu soucieux des remous locaux - « qui ont été provoqués par sa prise de pouvoir ultra-rapide. Peu enclin à se laisser encombrer par les « problèmes » - qui pose son engagement, au sein du Progrès comme à l'intérieur de la majorité municipale où siège - en tant qu'adhérent direct de... l'UDF - son ennemi intime, l'avocat André Soulier. Celui-ci, premier adjoint, sera toujours interdit de citation et de photographie dans le Progrès. Si un manquement à cet interdit était constaté - il y aurait des sanctions immédiates », a averti M. Lignel, qui ne pardonne pas à M. Soulier « d'être l'avocat du Dauphin libéré après avoir été pendant cinq ans celui du Progrès ».

Les réunions du bureau départemental de l'UDF promettent d'être animées... Paradoxe supplémentaire, M. Lignel se trouve aujourd'hui dans le même camp politique que son rival M. Robert Hersant à qui il livre un combat commercial - et judiciaire - farouche.

CLAUDE RÉGENT.

## LA « MARCHÉ POUR LA PAIX » A PARIS

## Un rassemblement très inférieur à ceux des années 1982 et 1983

La « marche pour la paix », organisée à Paris, le dimanche 21 octobre, par l'Appel des cent et le Mouvement de la paix, a réuni de trente mille à trente-cinq mille personnes, selon la police, trois cent cinquante mille personnes selon M. Georges Séguin, animateur de l'Appel des cent. Deux cortèges, partis l'un de la place d'Italie, l'autre de la place de Clichy, ont convergé vers la place de la République, où a été donné, vers 18 heures, un spectacle « son et lumière ».

Le comédien Pierre Santini, signataire de l'Appel des Cent, a donné lecture d'un message affirmant, notamment : « Par-delà nos différences, la diversité de nos sensibilités et de nos positions sociales, nous voulons interdire, ensemble, de tout notre poids, de toute notre volonté, que la négociation se substitue à l'escalade nucléaire, pour que les richesses dilapidées à l'Est comme à l'Ouest, dans le goulfe du surarmement soient consacrées aux œuvres de vie, au combat contre les fléaux du sous-développement, tel que la faim dans le monde ».

En tête des cortèges, à côté des animateurs de l'Appel des cent (M. Séguin, l'écrivain Suzanne Prou, le comédien Claude Piéplu, entre autres), plusieurs dirigeants du Parti communiste étaient présents : M. Georges Marchais, MM. Maxime Gremetz, André Lajoie et Paul Laurent, membres du secrétariat ; M. Guy Herminet, M. François Lemaire, membres du bureau politique ; M. Jack Ralite, membre du comité central, ancien ministre. La CGT était représentée par M. Bernard Lacombe, membre du secrétariat confédéral.

## Quatre élections cantonales

MANCHE : canton de Bréthel (deuxième tour). Inscr. 6 680 ; vot., 3 484 ; suff. expr., 3 324. MM. Rolland, s. étiq., 1 832. ELLU ; Messagne, s. étiq., 1 492.

Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Jean Grot (div. d.). Celui-ci avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1979 avec 2 991 voix contre 696 à M. Lecourtier, PS, et 333 à M. Maupetit, PC, pour 4 026 suffrages exprimés, 4 143 votants et 6 241 inscrits.

La victoire de M. Bernard Rolland, premier adjoint au maire de Bréthel, ne constitue pas une surprise, puisqu'il était arrivé largement en tête au premier tour de ce scrutin partiel avec 31,60 % des suffrages. Il en a recueilli 56,11 % au second. M. Rolland, qui se présentait sous étiquette mais se situe dans l'opposition, a confirmé son avance sur M. Messagne, adjoint au maire d'Hédouville, autre candidat sans étiquette d'opposition.

La gauche ne participait pas à ce second tour. Son unique représentant, M. Maupetit, PC, avait été éliminé à l'issue du premier tour. Le PS, pour sa part, ne présentait pas de candidat.

Les résultats du premier tour de cette élection partielle avaient été les suivants :

Inscr. : 6 679 ; vot., 3 464 ; suff. expr., 3 325. MM. Rolland, 1 051 ; Messagne, 879 ; Adam, s. étiq., 583 ; Hérad, s. étiq., 463 ; Tribhien, s. étiq., 208 ; Maupetit, PC, 166 ; Roussel, s. étiq., 55.

HAUTE-MARNE : canton de Chevillon (deuxième tour). Inscr., 5 140 ; vot., 3 133 ; suff. expr., 2 836 - MM. Kaltenbach, RPR, 1 474, élu ; Bozek, div. d., 1 362.

M. Kaltenbach succède à René Rolland, UDF, décédé au septième tour. Celui-ci avait été élu conseiller général de ce canton et président de l'Assemblée départementale de la Haute-Marne. René Rolland avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1982 avec 2 217 voix contre 812 au candidat socialiste, M. Porcar, et 560 au candidat communiste, M. Gallot, pour 3 589 suffrages exprimés et 5 123 électeurs inscrits.

M. Jean Kaltenbach était arrivé en tête du scrutin de ballottage avec 35,88 % des suffrages exprimés. Tout comme dans le canton de Bréthel (Manche), ce second tour de scrutin se résumait à l'affrontement de deux candidats d'opposition, les autres candidats du premier tour n'ayant pas atteint le seuil nécessaire pour se présenter au second (10 % des inscrits). Les résultats du premier tour avaient été décevants au PS, qui avait enregistré une perte de plus de 14 points par rapport au scrutin de 1982. Le PC en revanche avait réussi à maintenir ses positions. Ces résultats avaient été les suivants :

Inscr., 5 132 ; vot., 3 064 ; suff. expr., 2 937 - MM. Kaltenbach, 1 054 ; Bozek, 708 ; Roche, div. d., 492 ; Gallot, PC, 431 ; Porcar, PS, 252.

CHER : canton d'Argent-sur-Sauldre (deuxième tour)

## La réunion du comité central du PCF

(Suite de la première page.)

L'un de ceux qui avaient tenu ce langage est M. Pierre Blotin, premier secrétaire de la fédération du Val-d'Oise. M. Blotin a précisé sa pensée, par la suite, dans un débat reproduit par l'hebdomadaire *Révolution* (daté 19-25 octobre).

La situation actuelle du PCF, expliquait-il, résulte non d'une « mauvaise gestion » de la « politique d'union par des accords de sommet », mais du fait que « cette politique (...) n'était pas la bonne ». En d'autres termes, la direction actuelle n'est pas responsable de l'affaiblissement du parti, et ceux qui l'ont critiqué veulent, en réalité, mettre le PCF « à la remorque du gouvernement Fabius ». Pourtant, dans le même débat, M. Blotin observait que le PCF était resté tributaire de sa stratégie antérieure, officielle ou non, abandonnée en 1979, remarque qui était dans le cadre de la semaine de l'ONU pour le désarmement.

La mobilisation obtenue pour cette manifestation a été très inférieure à celle qui avait répondu aux précédentes initiatives patronnées par l'Appel des cent, en juin 1982 et en juin 1983. Il s'agissait, alors, de s'opposer à l'implantation de nouvelles missiles nucléaires américaines en Europe de l'Ouest, destinés à équilibrer ceux qu'avaient mis en place, de leur côté, les Soviétiques. Le mouvement pacifiste français avait pu, bien que nettement plus faible, s'appuyer sur celui qui se développait en Allemagne fédérale. L'affaire des euro-missiles était, au contraire, beaucoup moins connue, et le rassemblement, relativement modeste en regard des moyens mis en œuvre, qu'ils ont réalisés dimanche.

P. J.

Celle-ci est donc suspecte, aux yeux des uns, de fuir dans l'union à la base. Les conséquences de son incapacité à tirer avantage de son retour à l'union avec le PS de 1981 à 1984 : les autres lui reprochent de ne pas avoir su dégrader le PCF, à partir de 1979, de la politique d'union qu'il avait pratiquée auparavant et qui avait abouti à la rupture de 1977 avec le PS.

Les conditions de cet affrontement sont telles qu'il ne traduit que peu ou pas un sein des fédérations. Les enquêtes de nos correspondants dans le Nord, en Lorraine et en Loire-Atlantique font apparaître comme marginale la persistance des critiques qui s'étaient exprimées au mois de juin.

Aucun problème, peut affirmer en substance M. Alain Boquet, député, premier secrétaire de la fédération du Nord. « Le peu d'ouverture admise au mois de juin a été vite compensé par un verrouillage pendant les vacances », observe un militant anonyme. Lui-même juge le rapport présenté par M. Marchais en septembre « assez intéressant pour ce qui est de l'analyse de la situation française, y compris les erreurs d'orientation du gouvernement », mais il n'est pas d'accord avec les explications données sur le recul du parti et sur son changement d'attitude vis-à-vis du gouvernement et du PS. Pour ce militant, « les communistes auraient dû quitter le gouvernement dès le moment où on a parlé d'« alternance ». Quant au « rassemblement populaire », il souligne que c'est là le b, a, ba de tout militant communiste.

## Un peu d'autocritique

Autre écho à Nantes, où un vieux militant, minoritaire mais fidèle, isolé mais entouré de ses camarades, affirme : « En Loire-Atlantique, aujourd'hui, on peut se passer d'analyse officielle sans se faire excommunié ». Aussi n'hésite-t-il pas à se déclarer en désaccord avec l'idée selon laquelle l'expérience du programme commun entre le PCF et le PS « a été source d'illusions, de confusion, de reculs ». « Au contraire, dit-il, cette période d'avant 1977 a été unitaire et mobilisatrice. On a connu un mouvement de masse, un rassemblement des forces populaires, dans lequel les communistes étaient au premier rang. Si l'on avait poursuivi le développement des luttes dans le cadre du programme commun, le mouvement populaire serait arrivé, en 1981, sur une position supérieure, comparable à celle de 1936 ou de 1945 ».

En Lorraine, M. Roland Favaro précise qu'il s'exprime en tant que l'un des responsables régionaux du comité central d'appuyer l'attitude de la direction électorale qu'elle aura arrêtée. Toutefois, le fait-pas qu'elle a commis, dans cette affaire, est susceptible de fournir un nouvel argument à ceux qui, de façon feutrée, mettent en cause sa responsabilité dans les déboires du PCF.

PATRICK JARREAU.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES HANDICAPÉS

Envoyer 30 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dautin, 75014 Paris, en adressant le dossier demandé ou 120 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie) qui donne droit à l'annuel gratuit de ce numéro.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS

288-73-59 et 288-58-06

- Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

- S'il n'y figure pas : nous offrons gratuitement votre demande après d'un retour de correspondants : vous recevrez des propositions de livres et des conseils de nos libraires et de nos vendeurs.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

مكتبة العصر



مكتبة النجدي

Le Monde

# société

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE FRANÇAISE

## Mgr Vilnet met en garde les chrétiens contre « la montée des idéologies élitistes »

L'assemblée des évêques français réunie à Lourdes devait se terminer lundi 29 octobre. A la veille de cette clôture, Mgr Jean Vilnet, recteur de la Conférence épiscopale pour trois ans, a fait une déclaration sur plusieurs sujets d'actualité, dénonçant l'incapacité en Afrique du Sud de l'archevêque de Durban, Mgr Denis Hurley, se félicitant de la libération de Jacques Abovich, et exprimant son émotion à propos de l'assassinat du Père Popieluszko (voir page 2). Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il aborde plusieurs autres thèmes, dont celui du racisme en France.

« Vous avez dit ici à Lourdes que l'Eglise « place inévitablement d'un certain poids politique » et vous avez dénoncé « la montée d'idéologies élitistes » qui sont « l'antithèse de l'évangile ». Que répondez-vous à ceux qui vous reprochent de « faire de la politique » ?

« Depuis deux ans, les évêques sont intervenus fréquemment. Leurs interventions ont été parfois contestées, mais leur opportunité et leur valeur évangélique ont été reconnues plus tard. L'appel aux chrétiens, par exemple, pour envisager « de nouveaux modes de vie », et pour les plus fortunés, de partager avec les plus démunis. Certains ont vu dans ce texte un appel à la révolte ou à la passivité face au combat légitime pour la production. Or il ne s'agissait pas de cela, et aujourd'hui nous sommes davantage écoutés.

« La commission épiscopale pour les migrations a récemment révéillé la conscience des catholiques, en associant aux déclarations de solidarité, pour la défense des droits des familles immigrées et pour résister à toutes les formes de xénophobie. Ce langage, qui suscite des oppositions chez certains, trouve un écho chez un nombre croissant de nos concitoyens soucieux du respect de l'étranger et de l'équilibre d'un pays pluriethnique, comme la France.

« La commission sociale de l'épiscopat, exprimant à haute voix ce que constataient depuis longtemps les œuvres sociales et caritatives chrétiennes, a, dernièrement, lancé un cri d'alarme sur la marée montante de la pauvreté, qui marginalise, de plus en plus, dans notre population. Pauvreté très réelle, quoique souvent cachée. Cette fois, l'écho m'a semblé large et positif.

« J'ai estimé nécessaire de mettre en garde contre la montée de thèses, et donc d'idéologies, qui voudraient imposer que l'étranger doit vivre à l'étranger ; qu'il n'y a pas de devoirs réciproques entre populations d'origine, voire de couleur, différentes — quand on ne va pas jusqu'à laisser entendre, comme d'autres l'ont fait, que les étrangers sont des êtres inférieurs, et des races de valeur inférieure.

### BOMBAGE RACISTE

Vienne. — Curieuse procède. Ou plutôt, curieuse audience. Il n'est pas si fréquent de retrouver à la barre des prévenus un homme surpris en flagrant délit de « bombage » d'inscriptions racistes. Il était pourtant bien là, Alain Serpillet, trente-cinq ans, chômeur, auteur démasqué par un « renseignement anonyme » d'une inscription abjecte sur un mur de la ville de Vienne : « Les Arabes au four. Vive... » (suivent une croix gammée). Il était là et... personne ne lui a rien demandé : pas de questions sur ses motivations, aucune curiosité sur son itinéraire politique. Les faits ont été établis, sa culpabilité retenue : c'en était assez, semble-t-il, pour écarter l'opinion du tribunal de grande instance qui le jugeait le 22 octobre, en compagnie des auteurs d'un tract anonyme distribué la même nuit par des militants du RPR.

Serpillet, lui, avait adhéré au Front national, après un meeting « chaud » présidé par M. Le Pen, trois mois auparavant à Lyon. Il était devenu recruteur-traitant du mouvement dans la région. Il sera exclu dix jours après son exploit nocturne.

En l'absence de curiosité de la présidence du tribunal, il faudra se contenter d'informations glanées au cours des plaidoiries des parties civiles — dont l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés — ou de la défense, présentée avec des pincettes, par une avocate commis d'office. On apprendra ainsi que l'auteur des inscriptions était accompagné par un « guerrier » membre du RPR qui, depuis, assure n'avoir rien vu.

Le substitut a requis une peine de six mois d'emprisonnement avec sursis — dont cinq semaines fermes — contre Serpillet. Jugement le 18 décembre. — (Corresp.)

« L'Eglise porte en elle un message sur le respect de tout homme, sur l'émancipation de chaque personne et sur les chances égales de réussite dans la vie, dans tous les domaines, y compris spirituel. Voilà pourquoi les chrétiens doivent résister à la montée de ce que j'ai appelé des « idéologies élitistes », avec tout ce qu'elles comportent de risques redoutables pour la vie sociale d'une nation.

« L'Eglise, dans un pays comme le nôtre, ne peut pas être insensible. Les mois récents en ont apporté la preuve ! L'appelle « politique » la vie et les relations d'une société vraiment démocratique. La langue française donne un sens sensiblement différent à la phrase « faire de la politique ». Pour la défense de causes qui relèvent des libertés publiques, les évêques se sont manifestés selon les modes d'expression acceptés dans les relations politiques de notre démocratie. Mais l'Eglise n'a pas sollicité le concours particulier et inévitablement partiel de certains partis politiques face à d'autres partis politiques.

« L'Eglise doit veiller, lorsqu'elle agit pour défendre des droits essentiels, à ne pas la faire dans une perspective corporatiste, pour son seul intérêt, et encore moins en risquant de déséquilibrer la nation. Mais, en pareille circonstance, elle attend de l'Etat, des gouvernants, du législateur et des organisations politiques que l'on comprenne, et éventuellement que l'on protège, les points de droit qu'elle rappelle ou revendique lorsqu'ils paraissent menacés.

### Une déclaration sur l'euthanasie

« La déclaration « Gagner la paix » votée par l'assemblée plénière à Lourdes l'année dernière a fait couler beaucoup d'encre. Vous avez dit, à l'époque, que le débat était ouvert et devait se poursuivre. Y a-t-il eu des suites importantes à cette prise de position ?

« Cette déclaration, publiée en novembre 1983, avait soulevé de vives réactions. Elle paraissait propre à l'Eglise qui est en France, et indépendante des prises de position des autres épiscopats sur le même sujet. Ce n'était pas le cas. Des contacts avaient notamment été pris avec les évêques des Etats-Unis et d'Allemagne. Dans ces deux pays, la question de l'armement nucléaire se pose différemment, selon les politiques militaires de chacun.

« A peine la déclaration des évêques français était-elle rendue publique que le synode national de l'Eglise réformée de France prenait, à La Rochelle, une position nettement différente. Depuis lors, une large réflexion se poursuit dans les milieux chrétiens. On prépare un document élaboré par des protestants et des catholiques, qui fera, je crois, progresser la réflexion sur les problèmes de l'armement, de l'équilibre international et aussi de la non-violence.

« On parle beaucoup des questions éthiques qui se posent aujourd'hui de façon plus aiguë dans le domaine de la médecine. L'épiscopat prépare-t-il une intervention à ce sujet ?

« L'Eglise a instauré un dialogue entre les socialistes chrétiens et les chercheurs. Les évêques avaient pris la décision, voici deux ans, de se doter d'un « centre éthique » pour suivre ces questions.

« La commission épiscopale chargée des questions familiales sera sans doute amenée à donner prochainement le point de vue de la morale catholique sur l'euthanasie, les manipulations génétiques et les pratiques nouvelles de fécondation artificielle. L'enjeu pour l'homme est de trop grande importance pour que l'Eglise, soucieuse de l'homme, de son épanouissement, de sa liberté, de sa vocation divine, y soit indifférente.

### Catéchèse et calomnie

« Vous avez exprimé l'hypothèse que la querelle scolaire est « dépassée », en ajoutant que le débat s'est déplacé vers les « vraies questions », touchant la réforme du système scolaire.

« La querelle scolaire qui a secoué la France ces derniers mois est-elle « dépassée » ? Je tends à le croire. Lorsque une maison scolaire, marquée par l'usure du temps, est secouée par un cyclone, il faut évidemment veiller dans l'immédiat à ce qu'elle ne s'écroule pas. Dès que le cyclone s'est éloigné, il faut, sans attendre, faire appel à tous les corps de métier pour stabiliser et améliorer l'édifice. L'édifice dont je parle ici est celui de tout le système scolaire dont dispose la France pour l'éducation de ses fils. Autrement dit, reprenons les séquelles du cyclone et mobilisons-nous tous pour

l'amélioration, unanimement attendue, de cet édifice. C'est une œuvre nationale urgente et de grande envergure, dans le respect des droits de tous et avec le concours des parents, de l'Etat, des enseignants et aussi des grandes familles spirituelles.

« Ce n'est pas un secret pour personne que le renouveau de la catéchèse en France a provoqué une controverse, jusque dans l'épiscopat lui-même. Vous avez même parlé de « calomnie » à propos de certaines campagnes de dénigrement. Quel est le véritable enjeu de cette « querelle des catéchistes », et n'est-ce pas finalement les enfants qui risquent d'en pâtir ?

« Si j'ai parlé de calomnie, c'est parce que depuis de longues années certaines campagnes de dénigrement continuent à l'encontre des efforts considérables fournis par toute l'Eglise en France pour l'éducation de la foi des enfants. Je voulais rendre justice à tous ceux, très nombreux, qui contribuent à un tel effort, dans la fidélité à la foi et dans une totale loyauté envers l'Eglise.

« Querelle des catéchistes ? Certains semblent l'entretenir, mais il ne faut pas grossir ce genre de prise de position.

« Quant à l'épiscopat, il n'est pas traversé par une controverse qui le diviserait. Le résultat des travaux de l'assemblée qui s'achève le prouve, où les évêques sont préoccupés de fournir aux enfants de France, pour qui les parents veulent une éducation chrétienne, un cadre et un contenu d'instruction, et donc de nourriture de la foi, qui soient authentiques, substantiels et fidèles au message du Christ. Il faut et aussi que les enfants dont l'éveil à la culture passe par une pédagogie scolaire profondément renouvelée et par des

moyens d'information et de formation qui débordent de toutes parts le cadre de l'école. Et les enfants, ne l'oublions pas, grandissent dans un milieu familial et social qui, dans une énorme proportion, ne lui parle en rien du message chrétien.

« Tel est donc l'enjeu, paradoxal et extraordinairement difficile, qui se propose à l'Eglise pour dire Jésus-Christ à des centaines de milliers d'enfants et de jeunes, avec le concours actuellement de quelque 220 000 catéchistes.

« La variété et la qualité des livres sur lesquels s'appuiera cette transmission de la foi sont d'une importance exceptionnelle. Le livre « Petites vies » est de ceux-là. Le million d'exemplaires déjà répandus révèle son importance.

« Tout doit être mis en œuvre pour que cet ouvrage soit de la plus excellente qualité. Voilà pourquoi il vient de faire, de la part des évêques français, en lien avec Rome, l'objet des soins les plus méticuleux. »

Propos recueillis par ALAIN WOODROW.

EN CALIFORNIE

## Un cœur de babouin a été greffé sur un bébé

La petite fille âgée de deux semaines à laquelle une équipe chirurgicale de l'hôpital de Loma Linda en Californie a greffé, vendredi 26 octobre, le cœur d'un jeune babouin se trouve, selon le porte-parole de cet hôpital, dans un état stationnaire.

Ancienne d'une malformation cardiaque incompatible avec la vie, la

petite fille a été opérée par le docteur Leonard Bailey, qui mise sur le fait que le système immunitaire commandant les réactions de rejet n'est pratiquement pas opérant à l'aube de l'existence. Aucun cœur d'enfant n'était disponible, et l'équipe californienne estime que l'enfant était, sans la greffe, condamnée à très brève échéance.

### Une solution désespérée

Les greffes d'organes interspécies sont, plus encore que celles que l'on pratique d'un être humain à un autre, soumises aux lois du rejet. A trois reprises seulement, de telles greffes ont été tentées chez l'homme, notamment par le professeur Barnard en 1977 et en 1978 ; elles s'étaient traduites par des échecs. L'équipe californienne bénéficie de l'assistance d'un nouveau médicament, la cyclosporine A, qui pour-

rait, cette fois, faciliter les suites opératoires. Il n'est pas exclu qu'elle ait choisi cette solution désespérée dans l'attente d'un cœur humain disponible. Un bébé âgé de dix jours avait subi une greffe cardiaque humaine, le 30 juillet dernier à Londres, et n'avait survécu que quelques jours à cette tentative très diversément appréciée par les milieux spécialisés en raison de son caractère expérimental.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS-12<sup>e</sup> ☎ 347 21 32

**FANNY BASTIEN**



**« LE 31 OCTOBRE PARIS C'EST LA JUNGLE ! »**

**LA TÊTE DANS LE SAC**

**Elle sort la nuit et distille son venin.**

**AUSTIN ROVER**

**Pense Castrol**

**PRIX SPÉCIAUX SALON SUR MODÈLES 85**

**PROLONGATION APRÈS LE SALON CHEZ LES CONCESSIONNAIRES ET AGENTS**

**DU 15 AU 31 OCTOBRE**

**31.000 F**  
(soit - 2.600 F)

**35.500 F**  
(soit - 2.800 F)

**47.000 F**  
(soit - 4.000 F)

**51.000 F**  
(soit - 4.000 F)

**85.000 F**  
(soit - 6.700 F)

**33.600\***  
AUSTIN MINI E

**38.300\***  
METRO E

**51.000\***  
MAESTRO LE

**91.700\***  
ROVER 2000 S

Et beaucoup d'autres prix spéciaux Salon chez Austin Rover.  
Par exemple METRO TURBO 49.800 F au lieu de 57.800 F (soit - 7.900 F).  
Offre valable pour toute commande du 15.10 au 31.10.  
\* Prix tarif au 31.07.84 sur modèles 85, peinture métallisée en option.

75 : PARIS 6<sup>e</sup> 195, rue St-Jacques, 325.88.10 ■ 75 : PARIS 6<sup>e</sup> 11-13, rue Lohmeu, 326.94.08 ■ 75 : PARIS 12<sup>e</sup> 12, place d'Alligre, 343.55.00 ■ 75 : PARIS 14<sup>e</sup> 25 bis, rue Boulevard, 322.35.50 ■ 75 : PARIS 15<sup>e</sup> 56, rue Fondary, 579.81.51 ■ 75 : PARIS 16<sup>e</sup> 82, rue St-Didier, 553.88.00 ■ 75 : PARIS 16<sup>e</sup> 21, avenue Kléber, 500.85.19 ■ 75 : PARIS 17<sup>e</sup> 30, rue de Thiers, 380.55.11 ■ 75 : PARIS 17<sup>e</sup> 11-13, rue Bouraoui, 293.65.65 ■ 75 : PARIS 17<sup>e</sup> 53-55, av. de St-Ouen, 229.30.70 ■ 75 : PARIS 17<sup>e</sup> 237, bd Perle, 574.82.80 ■ 75 : PARIS 18<sup>e</sup> 42, quai de la Loire, 807.15.03 ■ 75 : PARIS 20<sup>e</sup> 54, rue Belgrand, 364.81.00 ■ 77 : FONTAINEBLEAU 111, rue de France, 422.81.88 ■ 77 : MEAUX 20, rue Henri-Dunant, 025.25.11 ■ 77 : MEAUX 9, route de Nangis, 439.31.61 ■ 77 : TONCAY, 47, rue de Paris, 025.35.59 ■ 78 : CONFLANS-SUR-ROSGNY, 25, rue d'Herby, 819.74.21 ■ 78 : LE PERRAY-SUR-YVELINES, 15, rue de Chartres, 484.97.01 ■ 78 : MANTES-LE-VALE, 14 bis, rue de la Mairie, 042.05.32 ■ 78 : MANTES-LE-VALE, 14 bis, rue de la Mairie, 477.26.08 ■ 78 : MAUREPAS, 28, rue de Chevreuse, 050.04.83 ■ 91 : ÉTAMPES, Route de Villeneuve, 049.00.00 ■ 91 : JUVISY-SUR-ORGE, R.N. 2, 4 bis, av. de la Cour de France, 921.55.20 ■ 92 : BOULOGNE-SUR-SEINE, 77, av. Pierre Grenier, 609.15.32 ■ 92 : CHARENTAY-MALABRY, 63, av. de la Division Lapierre, 661.04.10 ■ 92 : COURBEVOIE, 88, bd de la Mission Marchand, 789.76.00 ■ 92 : LA GARENNE-COLOMBES, 46, bd de la République, 781.91.81 ■ 92 : LEVALLOIS-PERRET, 25, rue P. Vaillant-Couturier, 757.90.24 ■ 92 : LEVALLOIS-PERRET, 116, rue du Pdt Wilson, 739.92.50 ■ 92 : MALAKOFF, 186, av. P. Broca, 055.52.10 ■ 92 : NANTERRE, 36, av. Lénine, 724.64.91 ■ 93 : AULNAY-SOUS-BOIS, 10-14, rue Jules Prinot, 886.60.08 ■ 93 : PANTIN, 55, av. Edouard Vaillant, 845.27.37 ■ 93 : VILLEMONAIE, 13, av. Gallieni, 629.31.11 ■ 94 : ALFORTVILLE, 173, rue Véro, 575.16.58 ■ 94 : IVRY-SUR-SEINE, 39-49, av. de Verdun, 672.13.45 ■ 94 : LA VARENNE-ST-HILAIRE, 4, av. du Château, 853.15.58 ■ 94 : LE PERREUX, 82, bd d'Alsace-Lorraine, 324.41.85 ■ 94 : ROCHET-SUR-MAINE, 44, Grande-Rue Charles de Gaulle, 873.69.50 ■ 94 : SAINT-MAUR, 25 bis, av. de la Varenne, 853.06.68 ■ 94 : VILLENEUVE-ST-GEORGES, 190, rue de Paris, 382.02.86 ■ 94 : VINCENNES, 16, av. de Paris, 326.94.55 ■ 14, rue du Lieutenant Quennehen, 328.70.58 ■ 95 : ARGENTEUIL, 98, bd Jean Allemand, 980.70.74 ■ 95 : MONTMORENCY, 12, av. G. Clemenceau, 954.21.83 ■ 95 : PONTAISE, 10, rue Séré Depon, 032.55.55 ■ 95 : SAINT-OUEN-L'AUMOISE, 16, rue de Paris, 037.00.72 ■ 95 : CENTRE COMMERCIAL, 10, rue de l'Arcade, 305.18.18, Crêtal Soliel, 207.50.80 ■ 95 : pour les autres départements : 94, 93, 92, 91, 90, 89, 88, 87, 86, 85, 84, 83, 82, 81, 80, 79, 78, 77, 76, 75, 74, 73, 72, 71, 70, 69, 68, 67, 66, 65, 64, 63, 62, 61, 60, 59, 58, 57, 56, 55, 54, 53, 52, 51, 50, 49, 48, 47, 46, 45, 44, 43, 42, 41, 40, 39, 38, 37, 36, 35, 34, 33, 32, 31, 30, 29, 28, 27, 26, 25, 24, 23, 22, 21, 20, 19, 18, 17, 16, 15, 14, 13, 12, 11, 10, 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, 1, 0.



# ÉDUCATION

## A quoi sert l'école ?

### Le « malmenage » des jeunes cerveaux

Et si l'école n'était pas faite pour les enfants ? Les observations des médecins sont à cet égard des plus instructives. L'école ne tient pas compte du rythme de vie des enfants, des étapes de leur développement, du cheminement de la maturité des uns et des autres. C'est la cause, pour beaucoup, de troubles physiques et de retards scolaires. Avec le professeur Robert Debré, qui avait attiré l'attention sur le « malmenage » scolaire, le docteur Guy Vermeil (qui vient de prendre sa retraite de chef de service de pédiatrie au centre hospitalier d'Orsay) est, en tant que médecin, l'un des grands spécialistes des répercussions du système scolaire sur la santé et l'équilibre mental des écoliers. Il a notamment attiré l'attention sur l'absurdité des rythmes scolaires (1). En vain.

Pourtant, son expérience de médecin est riche en enseignements dont il veut convaincre l'opinion publique.

Ainsi, notre système scolaire ne tient-il pas suffisamment compte de la maturité de chaque enfant. L'erreur fondamentale, estime le docteur Vermeil, a été de confondre démocratisation de l'enseignement et uniformisation. « Puisque tous les élèves n'ont pas la même maturité au moment où ils entrent à l'école, il faut accepter que certains abordent la lecture à cinq ans, d'autres à huit et la plupart à sept ans. Cela veut dire que l'entrée en sixième se fera entre dix et quatorze ans, précise le Dr Vermeil. Pour lui, l'important n'est pas que les enfants commencent et terminent l'apprentissage en même temps, mais qu'ils aillent « au même endroit », c'est-à-dire au maximum de leurs capacités. L'homogénéité des classes en matière de niveau scolaire n'aurait alors de meilleure garantie que l'hétérogénéité des âges des élèves.

Le médecin apporte une autre preuve à l'appui de cette démonstration : l'avance scolaire des filles sur les garçons qu'explique une maturité physiologique plus avancée. Or, la « maturité que confère la maturité sexuelle est importante ». Elle intervient sur les centres d'intérêt, la compréhension des phénomènes sociaux, des sciences sociales, de la littérature. C'est elle qui permet de comprendre, par exemple, le personnage de Phèdre. On distingue ainsi du point de vue de la maturité deux périodes-clés dans la vie de l'écolier : le début de la scolarité obligatoire et la puberté avec les deux années qui la précèdent. Un défaut de maturité peut alors compromettre toute une scolarité. Pourtant, l'école méconnaît trop souvent les étapes du développement de l'enfant et surtout la grande dispersion de ces étapes au sein de chaque enfant. Cette méconnaissance explique, selon le docteur Vermeil, un tiers des échecs scolaires.

Il raconte, à titre d'expérience, qu'on a contrôlé le quotient intellectuel (QI) d'enfants jugés aptes à passer dans la classe supérieure : il atteignait 115 à 120 alors que des élèves dits en difficulté obtenaient un QI de 100, considéré comme normal.

Au redoublement (« absurdité pédagogique »), à la « réduction » (« processus monstrueux qui remplace l'apprentissage par la dressage »), le docteur Vermeil suggère de substituer la méthode du « tâtonnement » avec retour en arrière si nécessaire. Après tout, ce n'est pas un déshonneur si cela est bien expliqué à l'enfant mais surtout à l'opinion publique — parents en tête —.

« Rentrée agitée au centre universitaire Saint-Charles. — La rentrée est agitée au centre Saint-Charles (Paris 15), siège de l'UER d'arts plastiques et de sciences de l'art de l'université de Paris-I (Paris-Sorbonne). Le conseil de l'UER a donné — collectivement — sa démission pour protester contre l'insuffisance des moyens attribués à cet enseignement dispensé dans les locaux d'une usine désaffectée, peu adaptés aux disciplines artistiques. Enseignants et étudiants réclament aussi le paiement des salaires de l'ensemble du personnel, notamment des vacataires, nombreux à intervenir au centre Saint-Charles, et qui n'ont pas été rémunérés depuis plusieurs mois.

qui renforce les défauts du système scolaire en demandant toujours plus et toujours plus vite aux écoliers. Or, ajoute le docteur Vermeil « on n'a pas le droit de demander à un enfant quelque chose qu'il ne peut pas donner. C'est criminel ». Il ne conteste pas pour autant l'accent mis sur le sens de l'effort, voire le travail pendant les vacances, trop longues en outre en raison du déséquilibre des rythmes scolaires (journal, semaine, année). A condition que cet effort soit « rentable ».

De toute façon, « l'alimentation intellectuelle se prend par petites bouchées en quantités raisonnables ». Le professeur Debré avait déjà démontré la nécessité de respecter au cours d'une même journée plusieurs alternances : « Sommeil et veille, fait et satisfait, repos et activité, mouvement et immobilité, silence et bruit, obscurité et lumière, affection et agression, activités de travail et activités de jeu, goût de la nouveauté et goût de la répétition (2) ». Un enfant privé de sommeil ou de jeu en semaine ne récupérera pas le dimanche, estiment les pédiatres, c'est, disent-ils, « antiphysiologique ». En revanche, quand le temps consacré au travail dépasse sa capacité d'attention (trois quarts d'heure d'attention au maximum et beaucoup moins pour les plus jeunes) il « déconnecte ».

Au total, seulement 30 % des écoliers français seraient à l'aise dans le système actuel. Les autres n'étant pas pour autant incapables d'apprendre, on mesure tout le gâchis engendré par une telle méconnaissance du développement de l'enfant. Pourtant, la physiologie du cerveau nous apprend, explique le même pédiatre, que les stimulations reçues par l'enfant contribuent à construire son « organisation cérébrale », c'est-à-dire les « connexions des cellules du cerveau ». Si celles-ci ne servent pas, elles disparaissent. Si, au contraire, elles sont stimulées elles vont se développer. Ainsi l'enfant issu d'un milieu stimulant bénéficiera d'un « réseau plus dense » qui le rend « apte à apprendre plus facilement ». Pour rattraper leur « retard », les autres doivent être soumis aux mêmes stimulations « afin de ne pas commencer à un niveau cérébral qui ne leur permette pas de suivre ».

Autre enseignement : les deux hémisphères du cerveau, le gauche (celui de « l'intellect », de « l'émancipation des connaissances », de l'abstraction) et le droit (celui qui permet l'imagination, le sens social, le contrôle des humeurs...). « se fécondent mutuellement ». Or nous avons trop tendance à instruire les enfants comme s'il n'y avait que le seul hémisphère gauche, en d'autres termes de les rendre « pour des entonnoirs à connaissances ».

De même, l'équilibre entre le corps et l'esprit est indispensable aux yeux du médecin. La course à pied ou la musique loin de faire per-

dre du temps dans les apprentissages dit fondamentaux les renforcent au contraire indirectement.

Entre la transmission des connaissances et l'épanouissement de l'enfant, le docteur Vermeil ne choisit pas. S'il donne raison à ceux qui veulent revenir à l'idée que l'enfant doit apprendre à « exercer » sa mémoire, pratiquer une « gymnastique intellectuelle », moyennant « quelques coups de pied aux fesses de temps en temps », c'est à condition de ne pas oublier que « l'on n'apprend que si on y prend plaisir ». Et de cela tout le monde ou presque est capable. « Le gâchis de l'école, conclut-il, est de remplacer le plaisir d'apprendre par le dressage sans plaisir. » « Nous tuons la curiosité, ajoute-t-il, à force de répondre aux questions que les enfants ne posent pas et de ne pas répondre aux questions qu'ils posent. »

CATHERINE ARDITTI.

(1) La Fatigue à l'école. Editions ESF.  
(2) R. Debré et D. Doudry, La Fatigue des écoliers français dans le système scolaire actuel. Rapport au conseil de la recherche pédagogique du 18 janvier 1962.

## EN BREF

### La révocation de la police de M. Gandossi est annulée

Le tribunal administratif de Paris a annulé, le 5 octobre, l'arrêté signé le 8 juin 1983 par M. Gaston Defferre et révoquant de la police M. Didier Gandossi, alors président de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, extrême droite). Cette révocation avait suivi une manifestation policière organisée le 3 juin dans les rues de Paris et au cours de laquelle plusieurs ministres avaient été pris à partie.

Pour annuler cette révocation, le tribunal estime que le ministre de l'intérieur a commis une « erreur manifeste d'appréciation ». Il souligne que rien ne prouve que M. Gandossi ait été directement à l'origine des faits qui lui ont valu sa révocation. Il est aujourd'hui directeur de la police municipale de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), créée par le maire (RPR) de cette commune, M. Patrick Balkany. Jusqu'en janvier 1983, M. Gandossi était gardien de la paix. Il était devenu ensuite permanent de la FPIP, mais n'appartenait plus à ce syndicat, explique-t-il, en raison de « divergences », qui l'opposent aux nouveaux dirigeants de cette organisation.

## NON-LIEU POUR SUICIDE, MODE D'EMPLOI APPEL

Rien dans la loi française en vigueur ne permet de censurer le livre *SUICIDE, MODE D'EMPLOI* ni à plus forte raison de condamner ceux qui l'ont écrit, édité ou diffusé. L'inculpation de l'un des auteurs, Yves LE BONNIEC, pour « non-assistance à personne en danger » et « homicide involontaire », équivaut à criminaliser la revendication du droit au suicide. La manœuvre consiste à prétendre que les informations contenues dans un livre en vente libre tomberaient sous le coup de la loi dès lors que reproduites dans une correspondance privée.

Dans cette affaire, c'est la liberté de penser, d'écrire et d'éditer qui est remise en cause.

Nous demandons que les poursuites judiciaires engagées contre Yves LE BONNIEC soient abandonnées et qu'un non-lieu soit prononcé.

Bernard BAISSET, docteur  
Catherine BAKER, docteur  
Simone de BEAUVOR, docteur  
George CASALIS, ethnologue  
Alain DEMAZON, docteur  
François d'ARNAUD, docteur  
Félix GUATTARI, psychanalyste  
Daniel GUÉZEN, médecin  
Jeanne HUMBERT, docteur  
Pierre LANCE, rédacteur en chef de l'Ebu nouvelle  
Gabriel MATZNEFF, docteur  
Frank MINTZ, docteur  
Christiane ROCHFORT, docteur  
Francis RONAN, professeur d'université  
Odette THIBAUT, biologiste  
Jacques VALLET, rédacteur en chef de l'Ebu parole

SYNDICAT DES ÉCRIVAINS DE LANGUE FRANÇAISE (SELF)

Les auteurs de *Suicide, mode d'emploi*, Yves LE BONNIEC et Claude GUILLON, ainsi que leur éditeur Alain MOREAU, remercient les 208 personnalités, lectrices et lecteurs qui se sont d'ores et déjà associés au texte ci-dessus.

Ils adressent également leurs remerciements aux 981 adhérents de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMID) qui leur ont fait part de leur soutien.

Les signatures peuvent être adressées aux  
ÉDITIONS ALAIN MOREAU  
5, RUE EGONHARD  
75004 PARIS

**DRIT Sciences Eco.**  
Documentation sur demande  
Stage session septembre  
Stage de pré-rentree  
Soutien annuel  
IPEC Enseignement supérieur privé  
46, bd Saint-Michel, Paris 6  
Téléphone : 633.81.23/23.83.71/23.84.45.97

# MÉDECINE

## LE VINGTIÈME ANNIVERSAIRE DE L'INSERM

### La recherche : un investissement pour l'humanité

La recherche, et singulièrement la recherche médicale, peut-elle, doit-elle, être définie comme des priorités par des sociétés où s'accumulent les difficultés économiques ? A cette question qu'il a posée d'emblée en clôturant, dimanche 28 octobre à la Sorbonne, le colloque international organisé par l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), M. Laurent Fabius a apporté une réponse sans équivoque. La recherche, a déclaré le premier ministre, « est un investissement : il n'en est pas de plus décisif, de plus positif... ».

« Priorité majeure », pour des raisons qui sont tout aussi « philosophiques que politiques, économiques et sanitaires », elle ne doit pas pour autant reposer entièrement sur l'impulsion de l'Etat : les progrès de la recherche, a souligné M. Fabius, ne se feront pas sans l'industrie, c'est-à-dire sans une étroite association « de l'évolution des connaissances » et « de la production des biens ».

Mais ils ne se feront pas non plus

n'est pas possible de progresser en ce domaine de la recherche dans les pays industrialisés « au détriment de la satisfaction des besoins fondamentaux de santé des trois quarts de l'humanité : il s'agit d'ailleurs d'un seul et même devoir. (...) Car si la lutte pour le développement a un sens et des chances de réussite, c'est bien dans le large champ de l'action pour la vie ».

## Faux débat

C'est sur ce thème, précisément, que les chercheurs et moralistes réunis par l'INSERM (1) avaient axé les conclusions de leurs travaux. A la fin de ce siècle, a souligné le professeur André Capron (Lille), huit individus sur dix vivront dans les pays en voie de développement, un milliard d'êtres humains seront affamés et autant souffriront du paludisme, en l'état actuel de nos prévisions. Et pourtant, a-t-il ajouté, le débat entre sciences fondamentales et recherche appliquée au développement apparaît comme un « faux débat » : « Comment prétendre que puissent être éradiquées, ou du moins contrôlées, certaines des grandes endémies parasitaires sans l'apport décisif que constituent les techniques les plus performantes de la biologie cellulaire et moléculaire ? Comment, en revanche, innover que la découverte la plus

remarquable de la biologie, celle d'un vaccin contre le paludisme par exemple, puisse avoir quelque chance d'application étendue sans que soient pris en compte la stratégie vaccinale, les facteurs économiques et la réalité du terrain ? Il s'agit, à ce propos, de songer que, même à une époque où la plupart des grandes maladies bactériennes et virales peuvent faire l'objet d'une transmission préventive, il peine un sixième de la population du globe peut avoir accès aux vaccinations... ».

C'est en ce sens aussi que s'est exprimé le professeur Jean Hamburger, rappelant la « dérision grotesque » dont l'histoire contemporaine multiplie les exemples : d'ici à l'an 2000, la faim aura tué autant d'êtres humains que la médecine aura sauvé d'endémies ; les effets positifs de la réanimation et de l'application des antibiotiques auront sans doute équilibré — en termes purement numériques — en quarante ans l'impact dévastateur de la seconde guerre mondiale... Aussi est-ce sur l'interrogation des moralistes que s'est achevé le colloque de la Sorbonne : « L'achèvement, a déclaré le professeur Hamburger, les scientifiques ont cru qu'il leur suffisait de découvrir, abandonnant à d'autres le soin de décider de l'usage qui est fait de leurs découvertes. » Ces temps sont révolus. « Une nouvelle responsabilité est née. »

Une nouvelle responsabilité et une nouvelle angoisse, comme l'a souligné pour sa part le philosophe Michel Serres. Jusqu'à présent, a-t-il dit, « nous n'avons pu grandir que parce que nous avons fait de la langue notre nourriture ». La langue, le langage, la parole qui dit et, de ce fait, structure. Aujourd'hui, « la morale s'adapte à la recherche et à ses applications », non l'inverse : elle a cessé de précéder le mouvement même de la pensée. « N'allons-nous pas, alors, changer le temps, notre temps ? »

CLAUDE BRISSET.

(1) Au cours de la dernière « table ronde » organisée lors de ce colloque célébrant son vingtième anniversaire, l'INSERM avait réuni autour du professeur Jean Ros, MM. Mohamed Abdelmoumene (Organisation mondiale de la santé), André Capron, Richard Doll (Grande-Bretagne), le Dr Claudine Herrlich et Nicole Mospiński, MM. Ramakrishna (Inde) et Marc Senécal.

C. V.

## CARNET DU Monde

### Naissances

— Corinne Van der Linden et Marc Dussault ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Martin, Simon,

le 20 octobre 1984, à 8 h 50.

3, rue Jacques-Duclos, 94800 Villejuif.

### Décès

— M. et M<sup>me</sup> André Gribinski, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Marc Vezet, ses petits-enfants, M<sup>me</sup> Pauline Wargnier, sa sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Paul DELSAUX, ingénieur I.D.N.,

survécu à Paris le 20 octobre 1984, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

L'inhumation aura lieu le mercredi 31 octobre 1984.

On se réunira au monument funéraire du cimetière du Père-Lachaise, à 13 h 15.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

7, rue Collignon, 75006 Paris.

### Remerciements

— M<sup>me</sup> Bernard Cartier, M. Gilles Carier, M. et M<sup>me</sup> Michel Esiau, M. et M<sup>me</sup> Laurent Bouteau Et toute la famille,

très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Bernard CARTIER,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

### Anniversaires

— Pour le huitième anniversaire de la mort de

Serges CHAMBEILLANT DE MAILLY,

le 29 octobre, une pensée éternelle est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— A l'occasion du huitième anniversaire de la disparition de

M. G. M. FAKRA,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu, estimé, aimé.

— Marcel MINGAM,

prêtre, est né à la Vie éternelle, le 30 octobre 1962.

Loures : « Pain rompu pour un monde nouveau. » Priés pour lui.

1954 l'appel de l'abbé PIERRE  
1984 le nouvel appel de l'abbé PIERRE

**EMMAÜS OU VENGES L'HOMME**  
entretiens de l'abbé Pierre avec Bernard Chevalier

Editions du Centurion

هكذا من الأصل







## Paribas optimiste malgré l'écroulement de son rêve américain

(Suite de la page 13.)

Le nouveau président se lance dans un développement à tout va, notamment dans des secteurs où il ne connaissait rien, comme les valeurs à revenu fixe, ce qui entraîne le départ de nombreux cadres supérieurs, excédés par les prétentions de l'« Ira-Tollah », comme ils l'appelaient. Ils furent remplacés par d'autres spécialistes, dont certains recrutés fort cher, comme il est de règle à New-York, où une « diva » très performante se paie les yeux de la tête.

Pour couronner le tout, M. Wender, après mai 1981 en France et la nationalisation de Paribas, ne se sentit plus en France, et déclara tout de go : « Nous ne pouvons pas conserver comme partenaire une société devenue la propriété d'un gouvernement quel qu'il soit. Vous ne prenez pas un pays étranger comme associé dans vos affaires : vous vous bornez à lui faire avec lui. » (Le Monde du 17 septembre 1981.)

### La clause du « grand-père »

Hélas pour lui le marasme des marchés financiers américains et l'effet de sa propre gestion furent, pour la première fois, perdre de l'argent à Becker au premier semestre 1982, ce qui eut pour conséquence la prise de contrôle total de la firme par Paribas et Warburg en juillet 1982, et le départ de l'« Ira-Tollah ». Warburg revendait ses parts en mars 1983, comme il a été dit. Paribas se retrouvait seul à la barre, et se décidait à prendre le pouvoir en envoyant comme président un de ses directeurs parisiens, M. Hervé Pinet. Hélas ! il était bien tard. Au surplus, M. Pinet était bien mal entouré, notamment par M. John Heilmann, ancien contrôleur général en juin 1983, qualifié de « danseur » à Wall Street.

La-dessus, la crise s'abattit sur le marché financier de New-York, mettant en difficulté un certain nombre de firmes de courtage et d'investissement banking, notamment Shearson Loeb Rhoades et surtout

Lehman Brothers, toutes deux rachetées par un American Express aux dents longues (voir l'article de Serge Marti).

En avril, Becker, qui, comme la plupart de ses semblables, entre ses activités de courtage par et simple, s'engageait ferme sur le marché, se trouva pris à contre-pied par la hausse des taux américains au printemps 1984, car la firme avait pris position à la baisse. Dès lors, une mécanique infernale s'engendrait. En juin, Paribas dut porter sa participation dans Becker de 57 % à 100 % en rachetant ses parts au personnel, qui en était propriétaire depuis de longues années, et menaçait de quitter le navire.

Malgré une injection de fonds propres supplémentaires, la situation ne pouvait plus être redressée, les pertes devenaient trop lourdes et Paribas dut se résigner à arrêter les frais le plus rapidement possible. « Il nous a manqué un an, le temps de faire les évictions et les recrutements nécessaires », estime-t-on rue d'Antin. C'est possible, et non vérifiable, mais l'affaire a révélé cruellement qu'aux Etats-Unis tout n'est pas en or, et qu'une entreprise étrangère peut y laisser des plumes.

Pour Paribas, maintenant, il s'agit de remonter le courant en s'appuyant sur sa première implantation aux Etats-Unis, Paribas Corporation, qui, avec seize autres groupes bancaires, bénéficie de la clause du « grand-père », c'est-à-dire de la possibilité de jouer le rôle de banque universelle, c'est-à-dire d'exercer conjointement les activités de banque commerciale et de banque d'affaires, pratique normalement interdite par le Glass Steagall Act, édicté en 1933 pendant la grande crise. Cette filiale américaine va devenir le « noyau dur » pour les opérations financières du groupe aux Etats-Unis, en y ajoutant les opérations commerciales de la banque (huit implantations, 4 milliards de dollars de bilan, deux cent cinquante personnes et une grande spécialité, le financement du négoce pétrolier).

### Une bonne année pour le marché international

Au-delà de l'accident Becker, d'autant plus ressemblant que cette aventure américaine avait été montée en épingle les années précédentes, on se montre, rue d'Antin, résolument optimiste pour l'avenir, au point que son président, M. Jean-Yves Haberer, resté volontairement discret à l'égard des médias pendant les trois années qui suivirent sa nomination en février 1982, à la place de M. Pierre Moussa, dans des circonstances dramatiques, veut maintenant se manifester publiquement et montrer que Paribas se porte bien.

Il veut souligner, d'abord, que dans les participations industrielles du groupe, après une période très

dure, où les mauvaises nouvelles avaient été bien plus nombreuses que les bonnes, la tendance semble s'inverser, pour la première fois depuis 1981. Les dossiers « brûlants » n'affectent guère Paribas. Crenat-Laire ? « Nous n'avons que 3 % des engagements sur cette société, donc très peu. » La Chapelle-Darblay ? « Nous ne sommes plus que prête-nom pour des concours extérieurs, essentiellement publics ». Recte, tout de même, l'affaire AMREP, épineuse affaire, dont on ne peut pas dire, pour l'honneur propre du groupe, dont les représentants, aux côtés de ceux du groupe Total, ont été tenus par M. Miller, président de la firme, dans une ignorance assez stupéfiante sur la situation financière, et le dépôt de bilan, on le sait, les deux groupes actionnaires d'AMREP ont engagé une partie de bras de fer avec la société Bouygues, accusée de bluff, mais qui a obtenu ce qu'elle convoitait, à savoir la location-gérance d'une partie des activités de la société défallante : c'est la dure loi des affaires. Pour les autres participations en difficulté, Générale de fonderie, SCOA, après épuisement brutale de dirigeants vieillissants à qui « la confiance avait été trop longtemps accordée », les « plans industriels mûrent ».

### La reconquête

Quant aux activités bancaires, Paribas estime avoir le vent en poupe. Sur le marché financier international, l'année 1984 est un bon cru, avec la direction de onze émissions (1126 millions de dollars) au 30 septembre, contre huit émissions et 602 millions de dollars pour toute l'année 1983, et le lancement de cinq émissions garanties par des bons du Trésor pour des banques américaines d'épargne et de prêts

(Savings and Loans Associations), devenus, désormais, une des spécialités du groupe.

En ce qui concerne la filiale étrangère et, notamment, ce « trésor » qu'est Paribas-Suisse - 20 % des actifs étrangers du groupe et un bénéfice de 230 millions de francs en 1983, supérieur à celui de la banque maison mère (175 millions de francs la même année). - l'opération « reconquête » est terminée. A l'automne 1981, Paribas avait perdu le contrôle de cette filiale au profit de la société holding Paragex, qui regroupait des associés étrangers, notamment le groupe belge Frère-Bougeois. Son président d'alors, M. Moussa, dans le souci de préserver les liens avec les associés étrangers avait cédé 35 % des actions de la filiale à ladite Paragex qui, grâce à une OPA complémentaire, avait réussi à en détenir 55 %. L'affaire lui avait coûté son poste. En outre, elle n'était, en définitive, pas très profitable pour Paribas, car l'essentiel des opérations de Paribas-Suisse se faisait, au travers du groupe et avec sa caution.

Tôt ou tard, l'acquéreur était venu à « traiter », et c'est ce qu'il a fait, puisqu'en mai 1984 Paribas redevenait majoritaire à 70 % dans la filiale helvétique, moyennant un habillage juridique de nature à ne pas effrayer les milieux financiers suisses. Naturellement, le rachat s'est effectué à un prix très supérieur à celui de la vente de 1981, assez bas, vu les circonstances, mais, selon la rue d'Antin, il a été « correct » et bien inférieur à ce qu'il aurait pu être s'il avait fallu acheter normalement une banque suisse : les Japonais en savent quelque chose, qui ont payé les yeux de la tête la Banco del Gottardo après la faillite de la banque Ambrosiano.

Quant à la banque Paribas elle-même, son bénéfice a augmenté de

40 % en 1983 malgré des provisions en accroissement de 42 %, et son produit brut a doublé en deux ans, avec des perspectives jugées favorables. Mais le fait majeur, souligné avec une jubilation discrète par M. Jean-Yves Haberer, est que, après « dix ans de souffrance », Paribas va pouvoir, enfin, utiliser au mieux ses capacités en hommes, ses qualifications et son savoir-faire, manuellement reconnus, même par les concurrents.

### Chacun son tour

On sait qu'en période d'inflation, et donc de taux élevés, les établissements bancaires collecteurs de dépôts, dont une part n'est pas rémunérée (35 % en moyenne actuellement, contre 50 % il y a dix ans), voient leurs marges bénéficiaires augmenter grâce à l'écart qui se creuse entre le coût global de leurs ressources (6 % à 8 % pour les dépôts dits « gratuits » par exemple) et le taux des crédits qu'ils consentent, de plus en plus élevé (14 % actuellement, pour un taux de base revenu à 12 %).

Pour les établissements sans véritable réseau, comme Paribas, et qui s'alimentent par emprunts sur le marché financier, la vie a été souvent dure depuis dix ans : lorsque le coût des ressources monte rapidement, comme cela a été le cas, celui des emplois suit avec retard, surtout si le taux des crédits consentis augmente à un rythme supérieur à celui des dépôts. Un tel processus peut, évidemment, s'inverser... C'est ce qui est en train de se passer sous nos yeux en France, avec la baisse de l'inflation et celle du taux d'intérêt qui en résulte. Une telle baisse, la première véritable depuis 1972, risque d'avoir des conséquences incalculables pour l'équilibre du système bancaire, pénalisant les établissements avec réseau collecteur

de dépôts, et privilégiant ceux qui n'en ont pas. Chacun son tour.

Suivant un rapport du commissariat au Plan (Le Monde du 3 octobre), « le coût du crédit en France ne saurait, à l'inflation nulle, descendre en dessous de 7 % à 7,5 % sans mettre en difficulté les banques » (en fait les banques de dépôts). En clair, cela veut dire que, pour les trois grandes (BNP, Crédit lyonnais et Société générale), sans compter les autres, leur taux de base étant de 12 % actuellement, les difficultés commencent à 11 % tandis qu'à 10 %, les comptes d'exploitation entrent dans le rouge, avec l'obligation, au surplus, de constituer des provisions pour dépenses éventuelles en forte augmentation, à l'étranger comme en France. Moralité : il faudra faire payer les services bancaires, notamment les chèques. C'est bien l'expression par la voix du secrétaire général de la fédération, M. Douroux, au congrès de Deauville.

### Recrutement

Tout cela fait parfaitement l'affaire de Paribas, expert en services, qui compte 29 % de cadres contre 13 % pour le moyen des banques, gagne beaucoup plus par tête d'employé, et estime être le seul, ou l'un des seuls établissements à faire du recrutement : + 8 % à 9 % en ce moment. « Nous avons de la matière grise à en revendre, et nous allons pouvoir l'utiliser à plein », annonce-t-on rue d'Antin.

Une chose est sûre, en tout cas : la banque française est à un tournant décisif de son évolution, et Paribas, riche de ses structures et de ses cadres, entend bien en profiter.

FRANÇOIS RENARD.

## L'EXEMPLE DU PORT DE DALIAN

## Les impatiences des autorités locales chinoises face à la tutelle encore très lourde du pouvoir central

Quatre ports ont été choisis par les autorités chinoises pour attirer les capitaux étrangers et donner corps à la politique d'ouverture sur le monde extérieur. Qu'il existe une volonté d'adaptation aux méthodes de l'économie de marché, la décision récente d'introduire plus de concurrence et donc d'autonomie de gestion pour les entreprises (y compris pour la détermination des prix, pièce essentielle de toute économie libérée de la contrainte de l'Etat)

Du haut d'une colline on peut voir des champs de maïs, de sorgho et d'arachide, des vergers traversés par des chemins bordés de peupliers. « Après la récolte, tout sera rasé, les collines seront nivelées pour remblayer la mer », nous dit un responsable de la Compagnie de développement et de construction de la zone de développement économique de Dalian, le grand port qui sert de débouché à la Mandchourie, l'ancien Dairen ou Port-Arthur. Et de nous décrire les grandes artères à huit, six et quatre voies, la nouvelle gare, le port, les usines, bureaux et habitations qui, d'ici quelques années, auront vu le jour dans cette ancienne zone rurale.

Située à 33 kilomètres du centre de Dalian - plus d'une heure de voiture par une route étroite et encombrée de camions, - la zone devrait s'étendre en 1990 sur 50 kilomètres carrés, dit M. Sun Baotun, chargé des relations publiques. Pour le moment, la première phase concerne 5 kilomètres carrés où, après 1985, devraient être installées une centaine d'usines employant vingt mille ouvriers spécialisés dans la chimie, l'électronique, l'équipement de précision, la métallurgie fine, le textile et l'alimentation. Un budget de 500 millions de yuans (1) a été consacré à cette phase par le gouvernement de la ville, qui n'a pas reçu un sou de Pékin ; sur cette somme, 200 millions ont été fournis par les entreprises existantes de Dalian.

La contribution de l'Etat sera la construction d'un port et de voies ferrées de raccordement. Mais les enquêtes préliminaires ne devraient pas commencer avant l'an prochain, alors que la première phase devrait être achevée fin 1985. Dalian fait partie des quatre ports choisis par la Chine comme lieux privilégiés pour attirer les capitaux étrangers. Moins connus que Canton ou Shanghai, il n'en est pas moins le deuxième port de Chine - et le premier port pétrolier - avec 35 millions de tonnes en 1983. D'abord développé par les Russes, puis par les Japonais, qui l'occupèrent jusqu'en 1945, Dalian a été très tôt doté d'importantes bases industrielles (sidérurgie, construction de machines, locomotives, textile, chantiers navals...). La ville se compose de quartiers résidentiels à petites maisons basses, des bâtiments pastiches de style occidental, comme les douanes, véritable château féodal en briques. Les Japonais n'ont pas laissé

derrière eux de nombreux secteurs de l'industrie en fournissant une nouvelle preuve. Cependant la portée de cette décision reste encore à préciser. De même est-il convenu que les ports désignés par les autorités pour accueillir les opérations de « joint ventures » avec des sociétés du monde capitaliste jouiront d'un statut particulier. Mais les textes d'application manquent souvent encore, comme c'est le cas à Dalian.

Que de bons souvenirs et le développement des échanges économiques a, au début, été durement ressenti par la population, reconnaissant officiellement.

### Un lieu de villégiature aussi

Dalian est aussi un lieu de villégiature, avec ses plages, ses vergers de poiriers. « Ville de congrès », l'été, elle reçoit de nombreuses conférences et - coïncidence ? - bien des hauts dirigeants y viennent en inspection l'été : une demi-douzaine de membres du bureau politique du PC, dont M. Deng Xiaoping, en un an. Le maire de la ville, le très dynamique M. Wei Hai (en chinois, son prénom signifie « Richesses de la mer »), en a sans doute profité pour les persuader de faire de sa ville le pôle des « quatre modernisations » dans le Nord-Est. A proximité de la ville se trouve par ailleurs la grande base navale de Lida.

Plus que les grandes métropoles, Dalian est un bon exemple de la nouvelle politique chinoise d'ouverture vers le monde extérieur - préconisée par M. Deng, et dont l'étape la plus récente a été, en mars dernier, le choix de ces quatre ports. Comme toujours, la décision politique a précédé les réalisations concrètes. La législation, sous sa forme affirmée à Dalian, sera « pratiquement » la même que dans la zone franche de Shenzhen qui jouxte Hongkong ; mais les textes n'ont pas encore été publiés. On sait seulement que le montant des taxes serait de 15 %, que les « joint ventures » comme les opérations purement étrangères seraient autorisées.

Toujours est-il que Dalian, comme les autres, et peut-être plus, s'est lancé à corps perdu dans la bataille, au point de négliger un peu trop la campagne de « rectification » idéologique en cours ; Pékin le lui a fait remarquer. Ce port veut tirer avantage de la décentralisation qui s'ancre pour accroître ses prérogatives et seconder autant que faire se peut la tutelle du gouvernement central. Déjà Dalian a obtenu les mêmes prérogatives qu'une province pour la planification et de plus importantes pour sa « politique de portes ouvertes » : la municipalité peut conclure des accords d'un montant de 10 millions de dollars sans en référer à quiconque.

(ex-Port-Arthur, en Mandchourie), qui permettrait de définir concrètement le cadre dans lequel les futures entreprises créées en association avec des capitalistes américains, japonais et peut-être européens opéreraient. Les limites de la nouvelle politique de libéralisation, on en prend conscience en devenant l'impitoyable des autorités locales désireuses de secouer la tutelle encore très lourde, semblée, de la bureaucratie centrale.

On sent fort bien, entre les lignes, l'impitoyable des autorités et des industriels locaux, y compris du secteur étatique. La municipalité est plus qu'avant associée aux projets de modernisation ; mais elle voudrait aussi avoir son mot à dire, et même participer activement à la gestion du port - qui dépend du ministère des transports - ou des grandes usines.

M. Gao Yongchen, directeur de l'usine textile de Jizhou, en grande banlieue, modernisée par l'achat de machines suisses, allemandes et italiennes, est obligé d'acheter ses fibres de polyester en Malaisie « au raison des nécessités du commerce international » et de la décision des ministères de l'industrie textile et du commerce extérieur. Apparaissant, la première première venue en pensée de Chine, il regrette de n'avoir « que très peu de contacts avec le monde extérieur » et de devoir passer par le ministère du commerce extérieur.

### Des dizaines de projets qui se recourent

L'ouverture des quatre ports signifie l'espérance de la Chine de voir s'installer, par centaines des usines de main-d'œuvre, mais aussi, et surtout, des usines ultra-modernes, qui lui permettront d'accroître sa révolution industrielle. En ce moment, provinces et municipalités rivalisent en invitations, en conférences de presse où elles étalent des listes invraisemblables de dizaines de projets, depuis les camions vidéo jusqu'à la fabrication de « micro » ; ces listes se ressemblent souvent. Mais à Dalian, on semble plus réaliste. Le maire, qui a visité la France au printemps, à l'invitation de la BNP, semble avoir plus la tête sur les épaules. Il est conscient des avantages de sa ville - situation, ancienne base industrielle, main-d'œuvre formée, proximité de matières premières - mais aussi de ses faiblesses, de la nécessité de moderniser un outil vieillissant et peu productif. Sur tout, nous a-t-il semblé, dans le secteur d'Etat, géré de loin par Pékin selon des méthodes fortement bureaucratiques. La politique de responsabilisation des ouvriers - « A chacun selon son travail », ou bien, comme on aime à dire de manière plus imagée, « l'on casse la grande marmite en fer où tout le monde a mangé », ou tout le monde a mangé - a été généralisée dans ce secteur. « On considère comme des gens courageux ceux qui quit-

tent les entreprises d'Etat pour le secteur collectif ou privé », où les garanties sont moins importantes, mais où l'on peut gagner plus, dit M. Cai Jizhou, du comité municipal pour le commerce et les relations étrangères.

### L'Etat se décharge sur les « corporations »

La réponse, ce sont les « corporations » qui se multiplient dans le pays, et sur lesquelles l'Etat se décharge de nombreuses tâches. A capitaux le plus souvent publics (Etat, provinces, villes, entreprises), elles gèrent, comme de bonnes sociétés capitalistes, tirant profit de leurs bénéfices ; mais responsables de leurs pertes. Car, et M. Cai est un peu plus clair, le socialisme d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier, et surtout pas celui de la révolution culturelle homérique. A la suite de celle-ci, qui avait conduit l'économie - dans une situation très dangereuse, le comité central du parti a décidé d'arrêter la lutte de classes et la lutte idéologique et de mettre l'accent sur la construction économique ». De là est né le système du « contrat », en fait la responsabilisation de l'individu ou de l'entreprise.

Si l'ouverture de Dalian se concrétise après ces premières balbutiements, dans plusieurs années - il faudra pour cela que l'infrastructure suive, - elle se fera, évidemment, au profit des Japonais, proches voisins, et des Américains. Ceux-ci apportent leur aide à un institut de gestion. Les Européens ne sont pas très présents, et parmi eux les Français. A voir l'enthousiasme, parfois excessif, mais toujours gentil et fort accueillant, des responsables et un certain dynamisme qui change de l'engourdissement pékinois, Dalian fait sans doute partie des ports qui ont leurs chances. Mais ce n'est pas le moindre paradoxe de la politique actuelle de développement chinois, outre son aspect bien peu socialiste - celui-ci semblant se réduire à son élément bureaucratique, - que de compter sur des ports qui furent longtemps sous domination étrangère, soit par occupation militaire comme Dalian, soit sous la forme de « concessions » comme Tianjin, Shanghai ou Canton.

PATRICIE DE BEER.

(1) Un yuán vaut, au change officiel, 3,62.

12 mois sur 12  
COURS  
HUBERT LE FÉAL :  
DÉPASSER  
LE TRAC,  
S'AFFIRMER  
DANS LA  
PAROLE.  
documentation  
sans engagement  
887 25 00

La crise... Le chômage...  
La crise  
Le chômage  
Le point  
sur les deux problèmes  
de la rentrée : théories,  
débat, scénarios.  
Critiques de l'économie politique  
Editions La Découverte

Dans le cadre de sa collection  
« ANALYSES DE SECTEURS »  
Le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur :  
LE COMMERCE DE GROS  
DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE  
Ce secteur connaît depuis plusieurs années un développement remarquable :  
- du fait de la place de plus en plus importante prise par cette catégorie de matériel dans l'activité économique ;  
- du fait de la part croissante prise par le canal grossiste dans la diffusion de ce matériel (57 % actuellement contre 35 % en 1977). La progression la plus forte a été celle des grossistes indépendants de la production qui représentent plus du tiers des ventes des grossistes, contre moins d'un quart en 1977, notamment dans la distribution des composants électroniques professionnels et du matériel électrique.  
Ses caractéristiques dominantes sont :  
- une assez bonne productivité apparente du travail,  
- une charge financière relativement importante, notamment dans les filiales de ventes des constructeurs, due au financement d'un épécours commercial élevé. Ainsi, le besoin en fonds de roulement est en jours de chiffre d'affaires deux fois plus élevé qu'il ne l'est dans le commerce de gros en général.  
La part des entreprises affiliées à un groupe tend à augmenter. On remarquera notamment la part prise sur différents marchés par la CDME, cotée au second marché depuis fin 1983.  
Trente entreprises ont été analysées dont :  
- dix-neuf grossistes indépendants de la production,  
- onze filiales de vente.  
Malgré un taux de marque plus important, les résultats des filiales de vente sont moins favorables à cause de l'importance des charges extérieures et des frais financiers. Quant aux grossistes indépendants de la production, plusieurs de ceux qui ont de bons résultats sont de plus en plus engagés dans la diffusion de produits électroniques.  
Le prix de cette étude est de 6000 F HT - 6420 F TTC  
Cette étude est disponible à DAFSA,  
7, rue Bergère, 75009 PARIS - Tél. : 233-21-23

كتاب من الأصل



## Croissances comparées de la production agricole et de la population

par DANIEL VITRY (\*)

**M**ALTHUS a donné dans son *Essai sur la population* (1798) une formulation terrifiante de l'évolution relative de la production agricole et de la population. La production agricole évolue à un rythme constant, mais alors que la population évoluerait comme les chiffres 1, 2, 4, 8; ainsi l'écart irait croissant et la consommation par tête serait de plus en plus réduite. Cette question a été reprise cette question dans un article paru dans le *Journal of Economic Literature* : « L'évolution de la production agricole mondiale; les interactions entre le développement, l'emploi et la consommation agricole » (1).

L'évolution récente de la production des denrées alimentaires de base a trois caractéristiques. La première est une grande différence entre les régions; cependant, globalement, la production de denrées de base des pays en développement a augmenté légèrement plus vite que la population. Les pays d'Amérique latine ont enregistré la plus forte croissance de la période 1961-1977, sauf en Afrique sud-saharienne où la situation s'est beaucoup dégradée. La deuxième caractéristique est le développement considérable des importations de denrées de base par les pays industrialisés. Les importations ont augmenté de 1,5 % des productions locales au milieu des années 50, puis 5 % dix ans plus tard; les prévisions pour l'an 2000 sont de 8,5 %.

## L'erreur des experts néo-keynésiens et marxistes

A cela s'ajoute le fait que l'URSS, exportatrice de céréales dans les années 60, est devenue grosse importatrice. La consommation de produits alimentaires de base a donc pu fortement augmenter surtout du fait des importations ; mais il faut les payer ! La troisième caractéristique est que l'amélioration des récoltes provient essentiellement de l'accroissement des rendements et peu de l'accroissement des surfaces cultivées.

La question la plus délicate est celle de la stratégie de développement à mener. Beaucoup d'économistes sous-développés connaissent le dualisme, c'est-à-dire un secteur rural dominant très peu productif et un secteur moderne très capitaliste employant peu de monde. Une population à forte croissance trouve peu à s'employer dans de telles

conditions. Après la guerre, beaucoup d'experts, aussi bien néo-keynésiens que marxistes, ont préconisé des stratégies de concentration du capital disponible, transposant sans précautions des théories pour économies développées aux pays en voie de développement. Les résultats ont été désastreux, car le dualisme des économies s'est accru et l'agri-

culture a été négligée. L'intensité capitalisatrice a été plus forte que prévu, mais le taux de croissance plus faible que ce qui était attendu. Les pays en développement ont fortement pesé sur les importations des productions traditionnellement exportables.

Les pays qui ont connu une évolution positive ont tous créé une infrastructure rurale, développé la recherche agricole et l'approvisionnement en semences adaptés, mis sur pied un système éducatif de qualité. L'expérience de l'Asie de l'Est est la plus convaincante. Les pays qui sont très capables d'améliorer graduellement leur productivité; cela, ve contre la thèse favorable aux rendements d'échelle en agriculture qui a conduit à la création de très grands domaines, a été analysée dans les études économiques sociales.

Deux articles portant sur les contrôles exercés par l'Etat, sont parus récemment. Dans le *Journal of Money, Credit and Banking*, A. Cukierman et L. Liederman se sont intéressés à la question : « le contrôle des prix et la variabilité des prix relatifs » (2). Il s'agit d'analyser l'impact sur la variabilité d'un certain nombre de prix, les autres étant fixés sur des marchés libres. Si l'on considère l'ensemble du système des prix, la dispersion des prix relatifs (la variance) peut alors être imputée à la fois aux prix contrôlés par l'Etat, aux prix sur des marchés libres, aux relations des deux types de prix. L'originalité de l'article est qu'il analyse l'impact sur la variabilité de chaque prix de marché libre des modifications apportées sur les prix contrôlés. Les hypothèses sur l'information des agents économiques, les auteurs supposent que chaque marché libre les offrira et les demandeurs disposent d'une information complète concernant le produit en cause, mais qu'ils n'ont pas toutes les informations sur tous les autres. On suppose, souvent, l'information n'est donc que partielle. Naturellement, tous les prix contrôlés par

L'Etat sont connus de tous, ce qui implique en particulier que les hausses de ces prix sont immédiatement répercutées dans toute l'économie. Ces hypothèses sur l'information sont importantes pour procéder aux estimations de niveau général des prix.

Les auteurs sont en mesure d'estimer la variabilité des prix relatifs du secteur libre en utilisant des données mensuelles de l'économie israélienne de la période 1966-1980. Cette période a deux caractéristiques importantes : la première est que l'inflation a beaucoup varié : à peu près nulle pendant les années 1966-1970 et 1975-1978, et de 10 à 30 % pendant 1971-1974 et 1979-1980. La seconde est que l'Etat israélien contrôle les prix d'un très grand nombre de produits. Des tests statistiques, il résulte que la présence d'un ensemble de prix contrôlés par l'Etat explique une partie non négligeable de l'évolution des prix relatifs des marchés libres. Cependant, les auteurs se nient pas que d'autres variables, telles que les coûts d'ajustement, jouent un rôle bien sûr, mais de moindre importance. Ils recommandent d'ailleurs de poursuivre ces recherches.

Le comportement de spéculation et de précaution des banques du Royaume-Uni en situation de concurrence et de contrôle du crédit », est paru dans l'*Economic Journal* sous la plume de P. Spencer (3). La période d'analyse va de 1960 à 1970, c'est-à-dire la période bancaire de l'époque prévoyant que les banques devaient respecter un certain nombre de coefficients de réserve en fonction de leurs engagements. En cas de non-respect de leurs obligations, les banques avaient des pénalités diverses à supporter (amendes, limitations de crédit, etc.). Les résultats financiers. De ce fait, une partie des postes du bilan des banques ne dépend pas de leurs propres décisions. Si l'on suppose que les banques ont pour objectif le profit, qu'elles vont chercher à rendre maximum comme l'importance que leur confère la réglementation, il est alors de déterminer leurs demandes de titres sur le marché financier, compte tenu de l'objectif et des contraintes institutionnelles. L'originalité du modèle présenté est qu'il intègre le coût des pénalités en cas de non-respect de la réglementation. L'un des résultats les plus importants de l'étude est de montrer qu'il faut distinguer la réaction immédiate des banques aux retraits et les

mouvements pour retrouver une structure d'équilibre ; ce ne sont pas les mêmes postes de leur bilan qui sont touchés.

L'extension des marchés à terme est considérable depuis une quinzaine d'années; Chicago est le grand centre de ce type d'opérations qui permettent à des entreprises de se couvrir contre les variations de cours des produits qu'elles ont à acheter ou à vendre. Les opérateurs réalisent des plus-values ou des moins-values. Cependant, il s'agit là d'une conséquence de l'existence des marchés à terme plus que d'un facteur de leur développement. On ne peut pas sur cette question. Dans le *Journal of Political Economy*, qui est le journal de l'Université de Chicago, A. Marcus et D. Modest ont publié un article : « Les marchés à terme et les décisions de production » (1).

Les auteurs raisonnent sur le cas d'un agriculteur ou plutôt d'une entreprise agricole à la dimension des États-Unis, dont la production est incertaine jusqu'au jour de la récolte. Le marché à terme a un très grand avantage dans ce cas puisqu'il permet de vendre à l'avance le produit déterminé avant de l'avoir fait. A la limite, l'entrepreneur peut vendre sa récolte le jour des semences. On suppose que l'agriculteur a pour objectif de maximiser la valeur de son exploitation. Combien doit-il alors produire ? La réponse est simple : il faut augmenter sa récolte tant que la valeur existante du supplément de récolte dépasse le coût supplémentaire des semences. Reste à évaluer la récolte : c'est là qu'intervient le marché à terme. L'intérêt de l'article est double. D'abord, il démontre que la décision concernant le niveau de la production ne dépend pas de l'attitude du décideur face au risque ; ensuite, il démontre que, si la production agricole est traitée comme une variable aléatoire, la règle traditionnelle de l'égalisation des risques et des rendements doit être remplacée par la règle suivante : tout franc investi à la marge doit entraîner une augmentation de la valeur prévue de la récolte de un franc. Des tests économétriques montrent que l'adoption de la règle traditionnelle implique que les agriculteurs ont tendance à restreindre la production d'un demi à dix pour cent.

\* Professeur à l'université de Paris-IV.

Le second article porte sur la question très controversée du rôle stabilisateur ou déstabilisateur que les marchés à terme exercent sur les marchés au comptant. Les études théoriques insistent sur l'information que les marchés à terme fournissent au marché au comptant ; elles ne concluent pas toutes de la même façon. Les études empiriques reposent sur des comparaisons entre les marchés au comptant et à terme avant et après création d'un marché à terme ; elles concluent généralement à un rôle stabilisateur du marché à terme. R. Fosyette, T. Pallrey et R. Plott ont eu l'idée peu courante de tester la stabilité du marché à terme, comme on en fait en physique ou en chimie, pour faire avancer la question. Ils publient leurs résultats dans un article du *Journal of Finance* : « *Markets à terme et stabilité de l'information : examen de laboratoires* » (5).

L'expérience a consisté à mettre des étudiants dans une situation sur neuf marchés. Les « armées » sont divisées en deux sous-périodes, A et B, de sept minutes chacune ; il y a donc deux marchés au comptant et un marché à terme par an. L'expérience dure sept « ans », de suite. Les titres ont une durée de vie de deux ans. Les étudiants ne dépendent du nombre de titres qu'ils vont détenir en fin de chacune des sous-périodes.

Le prix d'équilibre entre l'offre et la demande de titres dépend de la façon dont se forment les anticipations. Les auteurs ont pu tester deux types de formation des anticipations.

Le premier relève des anticipations naïves : les opérateurs estiment que les titres qu'ils ont achetés à la fin d'une sous-période A à une sous-période B, il n'y aura de transactions en période B que si les opérateurs s'aperçoivent à ce moment qu'ils se sont trompés. Le second type de formation des anticipations relève des anticipations rationnelles.

La différence la plus importante entre les deux types de formation des anticipations se décide en fonction du cours qui s'est réellement fixé pendant chaque période sans penser que le cours restera identique d'une sous-période sur l'autre. Les tests sont faits d'abord sans marché à terme, puis avec un marché à terme qui a pour effet d'augmenter l'information disponible pour les opé-

Les résultats sont clairs. L'hypothèse des anticipations rationnelles

permet beaucoup mieux que l'hypothèse des anticipations nées de prévoir les cours des marchés au comptant en l'absence de marché à terme. La présence de marché à terme contribue beaucoup à la stabilisation rapide des cours vers le niveau prévu par l'hypothèse des anticipations rationnelles. Cela provient de ce que les marchés à terme permettent de mieux informer les opérateurs des marchés au comptant des conditions d'offre et de demande futures. Ainsi les expériences de laboratoire vont dans le même sens que les études statistiques.

- (1) John W. Mellor and Bruce F. Johnston: 'The World Food Equation', *Journal of Economic Literature*, June 1981, p. 531-574.
- (2) Alex Cukierman and Leonardo Lora: 'Exchange Controls and the Variability of Relative Prices', *Journal of Money, Credit and Banking*, Sept 1983, p. 271-284.
- (3) Peter J. Spear: 'Precautionary Speculation: Aspects of the Behaviour of Banks in the United Kingdom under Competition and Credit Control 1972-1980', *The Economic Journal*, 1981, p. 179-190.
- (4) Alno J. Marcus and David M. Modest: 'Futures Markets and Production Decisions', *Journal of Political Economy* 1984, vol. 92, p. 3, p. 409-426.
- (5) Robert Froyth, Thomas R. Palfrey and Charles R. Plott: 'Futures Markets and Informational Efficiency: A Laboratory Experiment', *Journal of Finance*, Sept. 1984, p. 955-981.

## LES AUTEURS

John W. Mellor : International Food Policy Research Institute, Washington, États-Unis.  
Bruce P. Johnston : Food Research Institute de l'Université Stanford, E.-U.  
Robert Forsythe : Université d'Iowa, E.-U.  
Thomas R. Paulsen : Carnegie-Mellon University, E.-U.  
Charles R. Flott : California Institute of Technology, E.-U.  
Alex Calderman : Professeur associé à l'Université de Tel-Aviv, Israël.  
Leonardo Leiderman : Lecteur au département d'économie de l'Université de Tel-Aviv.  
Peter D. Spencer : Administrateur de la recherche agricole.  
Alan J. Marcus : Université de Boston, E.-U.  
David M. Modest : Columbia University, E.-U.

Créateurs d'entreprises,  
vive l'énergie!  
Votre énergie d'entreprendre.

**VIVE** A l'Agence Nationale pour la  
Création d'Entreprises, nous mettons  
toute notre énergie en œuvre  
pour vous aider à passer de l'idée à la réalisation.

**L'ENERGIE!**

Toute l'énergie des responsables de nos POINTS ACCUEIL  
qui, partout en France, vous  
conseillent et vous orientent afin de vous permettre  
de concrétiser vos projets.

Vive l'énergie! Vivent les créateurs d'entreprises!

**AGENCE NATIONALE  
POUR LA CREATION D'ENTREPRISES**

142, rue du Bac - 75007 Paris

## POINTS ACCUEIL

### des Créateurs d'entreprises

**ouverts au 12/10/84**

[illegible]



Le Monde

## sports

## AU MARATHON DE NEW-YORK

## Les 55 000 foulées d'Orlando Pizzolato

Le quinzième marathon de New-York, dimanche 28 octobre, a été marqué par le décès d'un participant, M. Jacques Bussereau, quarante-huit ans, de Périgueux. Ce type d'accident s'explique probablement en grande partie par la chaleur et l'humidité enregistrées durant la course à New-York.

La délégation française comptait 835 participants sur les 18 365 personnes qui ont couru 42,195 kilomètres (à compléter éventuel-

lement). Les conditions particulièrement pénibles de la course ont affecté les favoris, qui ont laissé gagner Orlando Pizzolato, un étudiant italien de vingt-six ans, dans le temps très modeste de 2 h 14 min 53 sec. Aucun vainqueur n'avait été aussi « lent » à New-York depuis 1975.

Chez les dames, la Norvégienne Grete Waitz, championne du monde et vice-championne olympique, s'est imposée plus

facilement, pour la sixième fois, en 2 h 29 min. 30 sec. La course pédestre Paris-Versailles, qui avait été le théâtre d'un accident mortel l'an passé, a, en revanche, été disputée dans des conditions climatiques idéales par plus de 20 000 concurrents. La victoire est revenue au Britannique Karl Harrison, qui a couvert les 17,2 kilomètres en 50 min. 51 sec. et a précédé ses compatriotes Tootell et Gasser ainsi que le Français Alex Gonzalez.

## De notre envoyé spécial

considère le marathon de la « Grosse Pomme » (surnom affectueux donné par ses habitants à New-York). Comme Noël ou Yom Kippour : une cérémonie, un rite, l'un des grands événements de l'année.

Pour la quinzième édition de ce marathon, 18 365 participants lui ont donné raison. Parqués confortablement durant trois heures sur une vaste prairie de Staten-Island (l'une des cinq communes de New-York), ils ont pris le départ à 10 h 45 sur l'immense pont du Verrazano entre ciel et terre. Un départ de rêve américain pour tout dire, moyennant la brume. Une brume déjà prête à craquer sous l'acidité du soleil.

Quelque 55 000 foulées plus tard, l'italien Orlando Pizzolato remportait sa première grande victoire sur cette distance en 2 h 14 min 53 s. Un temps modeste qui s'explique par la chaleur poissée et humide qui a régné après que la ville s'est débarrassée de son fog matinal. La grande Norvégienne Grete Waitz, médaillée de Los Angeles, finissait ainsi en 2 h 29 min 30 s, son plus mauvais

temps au marathon de New-York depuis qu'elle a pris un véritable abonnement à la victoire, sa sixième depuis 1978.

Mais qu'importe les temps ! New-York a savouré son marathon dans la clameur. La ville était dehors, les pépés en maillot de corps dans l'encadrement des fenêtres, les couples de jeunes gens enlacés, les familles aux sacs à dos, les familles, bouteilles de soda à la main, sur les trottoirs, les pasteurs sur le seuil de leur temple. Et chacun de soutenir l'effort suant de ces marathoniens et marathoniennes en leur jetant des gobelets d'eau au visage.

## Le profil du coureur

La plupart des 835 participants français, sous les couleurs d'un tee-shirt au sigle de l'Amicale française des coureurs de fond et de Voplat, s'étaient promis de courir et de regarder. Ils ont vu. Vu Brooklyn, la « ville en papier », avec ses maisons basses payées à crédit. Vu Queens, banlieue sans borne, ses maisons de briques, son accueil chaviré. Vu le Bronx (juste un petit tour) avec une pensée émise pour Maribel, douze ans, le treizième enfant à s'être suicidé ici cette année. Vu Manhattan, l'espace de Central Park, le bois de Boulogne new-yorkais.

Sur la ligne d'arrivée, au cœur de Manhattan, le Tout-New-York s'était donné rendez-vous. Si la délégation française avait sa « star » avec M. François Léotard, venu oublier les jeux politiques français pour courir le marathon avec « Jis copains des Félus », les États-Unis avaient les leurs : les maires de Boston, Denver et Anchorage, les acteurs Burt Young, Roger Bourban, etc. Car le marathon de la « Grosse Pomme » est aussi ce qu'il est parce qu'il intègre ce qu'il faut de schisme, d'ingrédients bon chic bon genre.

Les ordinateurs ont calculé, avec la science que l'on devine, le profil type du coureur de marathon à New-York. Pris de 15 000 personnes, les 18 365 participants ont fait des études supérieures. Parmi elles se bousculent les dirigeants d'entreprise, les avocats, les ingénieurs, les chercheurs et les enseignants. Des notables portant la quarantaine, prêts à sacrifier ce qu'il faut au dieu de la forme.

## PARIS-VERSAILLES LA RANÇON DU SUCCÈS

Deuxième des courses sur route de la capitale, Paris-Versailles était toujours classée comme un modèle d'organisation. Les départs échelonnés par vagues de trois mille concurrents toutes les trois minutes permettaient un écoulement fluide des coureurs. L'absence de chronométrage officiel qui se déroulait pour la masse déconcertait les tri- cheurs, qui auraient voulu se targuer d'un « chrono » flatter à l'arrivée pour « épater » leur entourage.

Malheureusement, les organisateurs ont été déborder par le succès comme dans les deux autres grandes épreuves parisiennes sur route. Ils attendaient quelque dix-sept mille concurrents. Il y en avait plus de vingt mille sous la tour Eiffel, dimanche 11 novembre, pour prendre le départ en début de temps froid. Vingt mille concurrents virent se joindre en chemin des centaines de resquilleurs. De ses débordements naquit une pagaille infernale qui n'a rien eue à la beauté de la capitale. Les organisateurs, le britannique Karl Harrison : le coureur de Manchester, âgé de vingt-huit ans, a surmonté une dure défaillance à trois kilomètres de l'arrivée pour finir en boulet de canon sous le nez de deux de ses compatriotes beaucoup plus expérimentés.

A. G.

## JUDO

## Les Français retrouvent le panache

L'équipe de France de judo a conservé, le 28 octobre, le titre de championne d'Europe qu'elle avait conquis pour la sixième fois en 1982 à Milan. Elle a battu, en finale, comme il y a deux ans, la formation soviétique. Mais alors qu'il avait fallu des barrages à Milan pour départager les combattants, au Palais omnisports de Bercy, à Paris, la domination des canarades de Paris a été beaucoup plus nette, quatre victoires à une et deux matches nuls.

Marc Alexandre a été surclassé « Poppey » par ses camarades de l'équipe de France de judo. Il est loin d'être le plus grand et le plus fort d'entre eux. En fait, c'est un poids mi-léger. Mais la puissance de ses avant-bras constitue une arme particulièrement redoutable sur un tatami. Allié à une technique très

pure, celle-ci lui a permis de devenir champion d'Europe au printemps dernier et de gagner ensuite une médaille de bronze aux Jeux d'été. Toutefois, à l'inverse du célèbre marin qui se remplit la panse d'épaves pour décupler sa force avant de se battre, Marc Alexandre n'a pas pu manger pendant cinquante-huit heures d'est-à-dire près de deux jours et demi, avant de se présenter à la pesée dimanche matin.

Trois jours avant les championnats d'Europe par équipe, il accusait encore sur la balance 4 kilogrammes de trop. « Après Los Angeles, je ne me suis pas assez surveillé, a-t-il reconnu. Cela a été très dur pour combattre. Mais avec le soutien de l'équipe et du public je me suis senti de mieux en mieux. » Effectivement, Alexandre a produit un véritable régal tout au long de la journée comme on pourrait le croire et on a vu de très belles choses. Au premier tour, le successeur de Thierry Rey dans cette catégorie des moins de 65 kilos est un champion de grand talent.

Pourtant, la manière dont il a rempli son « contrat » en équipe nationale n'aurait pas été imaginable il y a quelques mois encore. Jamais les entraîneurs nationaux n'auraient pris le risque de laisser un combattant avec un tel excédent de poids si peu de temps avant une compétition internationale qu'il était important de gagner.

Que s'est-il donc passé rue des Plantes, au siège de la fédération ? On n'est pas tombé d'un encois de rigueur dans un état de léthargie, comme on pourrait le croire et on examine tout rapidement la situation. Le succès continu des judokas français a fait que l'organisation de ce sport est devenue l'étalon de la réussite pour les autres. Autrement dit, une situation en point de mire qui prête à la critique des jaloux et des mécontents quand les résultats sont un peu moins bons. Cela a été le cas précisément à Los Angeles. Trois médailles, dont aucune d'or, sur huit sélectionnés, cela aurait constitué une victoire pour n'importe quelle fédération. Pas pour celle de judo, qui avait rapporté quatre médailles, dont deux d'or de Moscou, quatre ans auparavant.

## Horlogerie

Une fois apaisée la colère provoquée par un arbitrage défectueux qui avait pénalisé les combattants nationaux, il restait aux responsables techniques nationaux à faire leur autocritique. Les moyens mis en œuvre pour préparer Los Angeles avaient été très importants. Les sélectionnés étaient entraînés plus que ceux n'avaient jamais été fait encore. Il leur avait pourtant manqué la petite étincelle qui fait la différence lors du tournoi olympique. Le mieux n'avait-il pas été l'ennemi du bien comme le suggère la sagesse populaire ? Après avoir pris en charge l'entraînement avec un souci du détail relevant presque de l'horlogerie, les responsables techniques ont donc décidé de redonner à chacun une plus grande autonomie. Ils ont aussi fait appel à des combattants plus instinctifs, moins calculateurs, pour remplacer des titulaires vieillissants.

C'est ce retour au naturel qu'ont pu apprécier les quelque dix mille spectateurs du Palais des sports. Il y avait le rythme et l'enthousiasme des grands jours. En dépit de l'absence des deux Allemands, la tâche des Français n'était pas facile. A vrai dire ils n'étaient pas réellement favorisés de la finale contre les Soviétiques. Ceux-ci avaient une double revanche à prendre à Paris : celle de 1982 où ils ne s'étaient inclinés qu'après barrages contre les Français ; celle de la « non-participation » aux Jeux olympiques. Pour cela, ils avaient composé une équipe mélangeant leurs champions confirmés avec des combattants qui n'avaient pas encore fait leurs preuves dans les tournois internationaux. En finale, ils alignèrent essentiellement ceux-ci en espérant, sans doute, bénéficier de l'effet de surprise.

En fait de surprise, c'étaient les Français qui leur en réservaient les plus belles. Ils étaient parvenus à ce stade de la compétition un peu plus laborieusement en concédant trois défaites pour aucune dans le camp soviétique. Successivement Douet, Alexandre, Melillo et Vachon ont bousculé leurs adversaires. Seul Nowak, médaillé de bronze en poids moyen, a été battu après avoir mené le combat mais, à sa décharge, il faut dire qu'il souffrait d'une entorse depuis le premier combat. Canu et Parisi ont, pour leur part, contrôlé des assauts difficiles assurant le nul. Et, au bout du compte, cela donnait une victoire à panache qui a rendu confiance à la fédération et a cloué le bec aux détracteurs de ses méthodes.

ALAIN GIRAUDO.

## ATHLÉTISME

## M. Alain Calmat va intervenir dans le conflit Godard-Perrin

Le ministre délégué à la jeunesse et au sport, M. Alain Calmat, doit examiner, lundi 29 octobre, le problème posé par le conflit entre le nouveau directeur technique national (DTN) de la Fédération d'athlétisme, M. Alain Godard, et l'entraîneur national de saut à la perche, M. Jean-Claude Perrin (le Monde du 27 octobre).

Après avoir participé à l'épreuve pédestre Paris-Versailles, l'entraîneur olympique Pierre Quilès a rencontré, le 28 octobre, la DTN au siège de la fédération. « Alain Godard m'a confirmé, a-t-il déclaré, ce que je pensais : je suis éliminé de toutes responsabilités nationales. Il m'a proposé de faire partie de vagues commissions, de mouvements de recherches... C'est une mise au placard. »

## CYCLISME

## Vernet et Duclos-Lassalle en prélude aux Six Jours

Les championnats de France sur piste, qui ont eu lieu le 27 octobre à Grenoble, ont été dévalués par l'absence des deux meilleurs coureurs nationaux, Yvon Godard en vitesse et Alain Boudais en poursuite.

Dans la première discipline, Philippe Vernet, professionnel de fraîche date, a obtenu un succès logique puisqu'il était le seul spécialiste du journal et qu'il se trouvait confronté à des routiers. Détenant une médaille de bronze depuis les Jeux olympiques de Los Angeles, le jeune Parisien n'eut pas à forcer son talent pour battre en finale Jean-François Rault, qui avait lui-même éliminé Yvon Berrin.

En poursuite, le match qui opposa Gilbert Duclos-Lassalle à Bernard Vallet fut plus serré, mais le matériel a sans doute fait (ou accentué) la différence : 3 secondes pour un temps honoré (16 m 7 s 37) sur les 3 kilomètres. Duclos-Lassalle, chevronné, en effet, une bicyclette futuriste (petite roue avant, roue arrière lenticulaire, et guidon plat retourné), alors que son adversaire utilisait un vélo classique. Cependant, la victoire qu'il a obtenue pour ses débuts en poursuite confirme l'indiscutable retour en forme du coureur béarnais.

Les championnats de France sur piste constituaient, en quelque sorte, un prologue des Six Jours de Grenoble, organisés du 31 octobre au 6 novembre. A l'image du Tour de France, ils accueillent, pour la première fois, des féminines, en particulier Jeanne Longo, nouvelle detentrice du record de France du kilomètre lancé en 1 m 9 s 27.

## JEUX OLYMPIQUES

## Le partage des bénéfices de Los Angeles en question

Le comité d'organisation des Jeux olympiques de Los Angeles (LAOOC) a réalisé un bénéfice de dix fois supérieur à ses prévisions : 150 millions de dollars au lieu des 15 millions espérés. Les bénéfices réels ont été prévus dans le contrat liant le LAOOC au comité olympique des États-Unis (USOC), contrat aux termes duquel l'USOC devait toucher 60 millions de dollars (40 %), le LAOOC 60 millions de dollars (40 %) et les trente-huit fédérations sportives amateurs des États-Unis se répartir les 30 millions de dollars restants (20 %).

Pour remonter les pays du tiers-monde d'avoir participé aux Jeux en dépit de l'appel à la « non-participation » de l'Union soviétique, le comité d'organisation a cependant suggéré que 3 à 5 millions de dollars soient prélevés sur ces bénéfices « afin d'être reversés aux organismes sportifs de ces pays. Cette proposition n'a pas été du goût des dirigeants du comité olympique américain : « Je ne suis pas contre le fait d'aider les pays du tiers-monde mais nous devons avoir des priorités, et nous devons respecter nos engagements », a déclaré, le 27 octobre à Orlando, M. William Simon, président de l'USOC. Une commission a donc été créée pour étudier le problème.

J. A.

## Basket-ball

## CHAMPIONNAT DE FRANCE NATIONALE 1

(Cinquième tour aller)  
\*Villeneuve b. EB Orthez 86-80  
\*Antibes b. JA Vichy 98-88  
\*Tours-BC et AS Monaco 65-63  
SCM Le Mans b. \*Mulhouse-BC 101-97  
CSP Limoges b. \*ESM Châlons 114-99  
\*Stade Français b. ES Avignon 115-91  
La rencontre Caen-BC, CA Saint-Etienne a été reportée au 24 novembre.

Classement. - 1. Antibes, Le Mans, Limoges, Stade Français et Villeneuve, 13 points, etc.

## Football

## CHAMPIONNAT DE FRANCE Division I

Quatorzième journée (suite)  
\*Bordeaux b. Sochaux 1-0  
\*Paris-SG b. Rouen 3-2  
\*Tours b. Metz 2-1

Classement. - 1. Bordeaux, 23 pts ; 2. Nantes, 22 ; 3. Auxerre, 19 ; 4. Monaco, 16 ; 5. Laval, 16, etc.

## Division II

## Dixième journée (suite)

Groupe A  
\*Quimper b. Reims 5-0  
\*Châteauroux et Besançon 1-1  
\*Amiens et Abbeville 1-1  
\*Orléans et Red Star 0-0  
\*Valenciennes b. Dunkerque 2-0  
Le Havre b. Angers 3-1  
\*Rennes b. Caen 4-1  
\*Sedan b. Stade Français 1-0

Classement. - 1. Mulhouse, 18 pts ; 2. Reims, 17 ; 3. Orléans, 17, etc.

## Groupe B

\*AEP La Roche b. Lyon 2-0  
Nîmes b. \*Limoges 3-2  
\*Gueugnon et Le Puy 1-1  
\*Cannes b. Marignac 1-0  
\*Béziers et Cusaux-Loubans 2-2  
Classement. - 1. Nîmes, 19 pts ; 2. Montpellier, 18 ; 3. Cannes, 16, etc.

## LES RÉSULTATS

## Hockey-sur-glace

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

## (Huitième tour)

\*Megève b. Grenoble 8-4  
Saint-Gervais b. \*Amiens 8-4  
\*Gap b. Français Volants 8-4  
\*Tours b. Chamonix 7-1  
\*Villard-de-Lans b. Viry 4-3  
\*Briançon b. Caen 8-4  
Classement. - 1. Saint-Gervais, 16 pts ; 2. Grenoble, 13 ; 3. Megève, 11, etc.

## Planche à voile

## COUPE DU MONDE DE FUNBOARD

La Française Nathalie Le Lièvre, âgée de dix-sept ans et originaire de Hyères, a gagné la Coupe du monde de funboard 1984 (circuit professionnel).

qui s'est achevée le 28 octobre au Japon. Dans l'épreuve masculine, la victoire finale est revenue à l'Américain Robby Naish qui appartient à la même « école » que la Française.

## Rugby

## CHAMPIONNAT DE FRANCE

## Division 1 - Groupe A

## (Sixième journée)

\*Narbonne b. Toulon 29-3  
\*Aurillac b. Racing CF 27-0  
\*Stade Toulousain b. Montauban 21-9  
Béziers b. \*Aix-sur-Adour 13-6  
\*Toulon b. Carcassonne 30-12  
Classement. - 1. Stade Toulousain, 18 pts ; 2. Béziers, 16 ; 3. Aurillac, 14, etc.

## Poule 2

\*Valence b. Oloron 20-10  
\*Bordeaux b. Romans 20-12  
\*Béziers b. Agen 10-9  
\*Dax b. Bègles-Bordeaux 27-11  
\*La Rochelle b. Hyères 6-3

Classement. - 1. Biarritz, 15 pts ; 2. Agen, Dax, Le Boucau, 14, etc.

## Poule 3

\*Pau b. Le Cressat 17-6  
\*Lourdes b. Bèze 32-14  
\*Angoulême b. Bayonne 6-0  
\*Grenoble et La Voulte 6-6  
\*Montfermeil b. Bayonne 36-6

Classement. - 1. Montfermeil, 17 pts ; 2. Lourdes, 16 ; 3. Pau, 14, etc.

## Poule 4

\*Mont-de-Marsan b. \*Nîmes 25-22  
Bordeaux b. \*Albi 43-12  
\*Toulon b. Graillet 21-15  
Nîmes b. \*Tulle 13-6  
\*Perpignan b. \*Castres 19-9

Classement. - 1. Nîmes, Toulon, 18 pts ; 3. Graillet, Mont-de-Marsan, 13, etc.

## Ski nautique

## RECORD DU MONDE

Le Français Patrice Martin a amélioré, par deux fois, le 28 octobre, sur le plan d'eau de l'étang de Berre à Martigues, le record du monde des figures.

مكتبة من الكتب



مكتبة المتحف

Le Monde

culture

THÉÂTRE

« L'OUEST, LE VRAI », de Sam Shepard

Un cauchemar très climatisé

Paris, Texas, le film de Wim Wenders, Palme d'or 84 à Cannes, alimente les conversations des accrochés du cinéma. Or l'auteur du scénario de Paris, Texas, l'Américain Sam Shepard, écrit surtout des pièces de théâtre : l'une des plus récentes, *L'Ouest, le vrai*, un succès aux Etats-Unis, tente sa chance à Paris, au Théâtre de l'Athénée, dans une adaptation de Rudi Couper.

C'est une histoire de scénario, justement. Retiré momentanément dans l'Ouest, dans la maison vide et isolée de sa maman, pour terminer la rédaction d'un scénario, Austin voit soudain débarquer là son frère Lee, qu'il n'a pas vu depuis plusieurs années.

Austin est un intello-plutôt doux, aux muscles peu survoltés, un type à scrupules, un brin timide, ce qui n'est pas étonnant pour convaincre les producteurs lorsqu'il veut caser un « scénario ».

Lee est une force de la nature. Une sombre brute, pour un peu. Braqué à mort contre l'établissement. Vivant de vols avec effraction. Il attaque, d'entrée, son frère. L'insulte. L'empêche de travailler. Traîne dans la boue les scénaristes, ces ordres qui ramassent un fric fou en scribouillant des impies.

Il donne des coups dans les meubles, manipule des laines, boit comme un trou. A vue de nez, sa violence n'a pas de sens. Il fait peur à son frère Austin, égaré par ce discours aussi aberrant qu'embrouillé.

Arrive le producteur, un intermédiaire escroquant des producteurs, qui vient têter un peu le scénario d'Austin. Et là, Lee change de ton, reste grossier et agressif quand même mais mêlant cela à un tel retour-dedans, malin comme tout, que le producteur commande, illico, forme, contre une avance cash, un scénario à Lee, remettant à plus tard celui d'Austin. Néanmoins, comme Lee n'écrit pas, c'est Austin qui devra taper à la machine ce scénario de Lee, sous

sa dictée (on rendrait habiles les idées de Lee).

Dès que le producteur a tourné les pieds, Lee redevient la brute sauvage, terrorisante, du premier acte. Austin meurt de trouille. Et doit s'exécuter, taper à la machine les énonciations de Lee, un western, « un vrai ». Evidemment, les choses dégénèrent. Injure. Puis les coups. Dans la bagarre, les deux frères démolissent pratiquement, de fond en comble, la maison de la maman, qui arrive impromptu de l'Alaska.

Telle était en tout cas la violence, la sauvagerie incroyables de cette pièce dans la mise en scène américaine, et surtout dans son adaptation télévisuelle, très remarquable. Et, tout en restant une œuvre de boulevard bien élevée, cette pièce de Sam Shepard donnait une charge énorme contre le cinéma américain, le trafic des scénarios, les incohérences des productions, cela se mêlant intimement à une histoire éternelle de « frères ennemis ». C'était aussi une étude curieuse de la fragilité des caractères, parce que Sam Shepard laissait deviner que les personnalités de ces deux frères, si absolument contraires, pouvaient devenir interchangeables, pour un peu.

Au Théâtre de l'Athénée, ce spectacle reste attachant, surtout parce que les comédiens, Roland Blanche (Austin), Richard Bohringer (Lee), Michel Béro (l'intermédiaire des producteurs), Louba Guerschikoff (la maman), bien construits par les metteurs en scène Luc Bérand et Jean-Michel Ribes, mènent la danse avec beaucoup d'acuité et de chaleur. Mais la violence américaine a été considérablement gommée. Lee ne fait plus vraiment peur, les deux frères ne réduisent pas sous nos yeux la baraque en bouillie. C'est mille fois plus moucheté, et aussi plus drôle.

MICHEL COURNOT.  
\* Théâtre de l'Athénée. Consulter les programmes, les horaires variant selon les soirs.

MUSIQUE

LE « COSI », de Luc Bondy à Lille

Mozart disloqué

On ne peut que se réjouir de voir si bien collaborer (au lieu de se jalouser) la capitale de la Belgique et celle des Flandres françaises. Depuis des années, les grands événements du Festival de Lille attirent nos voisins d'outre-Quadrant, et depuis que Gérard Mortier a entrepris sa miraculeuse résurrection de la Monnaie, nombreux sont les Lillois (et même des Parisiens, grâce à un train spécial) qui vont contempler la vérité lyrique bruxelloise.

Cette fois, c'est le Festival qui a invité la Monnaie pour quatre représentations de *Così fan tutte* : elles sont les bienvenues à l'Opéra du Nord pour étoffer le programme que Humbert Camerlot et son équipe ont réussi à élaborer malgré les difficultés financières que l'on sait. D'autant que ce *Così*, mis en scène par Luc Bondy, est un spectacle moderne et ambitieux, qui a obtenu en juin à Bruxelles des louanges unanimales et des critiques hyperboliques, y compris dans la presse française, célébrant la cruauté, l'humour, la sensualité exacerbée, la profondeur, la lucidité de cette mise en scène qui transformerait radicalement notre compréhension de l'œuvre.

Sortant de l'Opéra de Lille, nous sommes éberlués, n'ayant pas vu grand-chose de tout cela. Sur le plan scénique, il y a certes des originalités et des beautés, mais elles sont le plus souvent à côté de Mozart et superficielles. Prenons les décors de Karl Ernst Herrmann (celui qui avait monté à la Monnaie cette très belle *Clémentine de Titus*, si contestable). Dispositif ingénieux : c'est une vaste toile peinte de 11 mètres de haut et de 190 mètres de large, que se déroule vers la gauche, amenant, à divers moments de l'action, un nouveau tableau derrière une vaste terrasse où se déroule l'action : une mer brumeuse avec une île magique tandis que le jour se lève ; les caps rocheux se déplaçant comme des cuirassés et amenant une profonde forêt, laquelle cédera ensuite la place à une nouvelle vision maritime dominée par une falaise, puis, au moment le plus dramatique, un superbe rideau de pluie où volent

des mouettes. Une mer qu'aurait pu peindre Turner, une forêt où les groupes et les éclairages évoquent Watteau, on, dans le final, une fête nocturne de Lancret, c'est bien.

Mais l'unique indication mozartienne est la baie de Naples : les lieux sont totalement arbitraires, et il est impossible que toute l'action se passe en plein air, sans la moindre allusion à un salon, à une maison, à une ville pour cette comédie nobile ou bonapartiste, qui présente des jeunes gens désœuvrés dont la seule occupation est dans les jeux débauchés ou cruels de l'amour.

Luc Bondy, qui a obtenu l'année passée le Prix du Syndicat de la critique dramatique, a déjà réalisé à Hambourg *Lulu* et *Wozzeck* : c'est la première fois qu'il aborde Mozart, ce qui n'est pas forcément un handicap, comme le témoignage la merveilleuse *Flauto Magico* de Gilles Bourdet au dernier Festival d'Aix.

Mais *Così* est redoutable, car tout est dit dans la musique : on ne peut rien ajouter, ni retrancher, on ne peut que l'interpréter en se coulant à l'intérieur, comme l'ont prouvé récemment les merveilleuses mises en scène de Ponnelle au Théâtre des Champs-Élysées, ou de Michael Hamepe à Salzbourg (et, à contrario, l'échec du même Ponnelle dans ses dernières *Noces de Figaro*).

Jeux de groupes

Or Luc Bondy casse le rythme musical, on ne peut que constater les réticences qu'il ramène, détaille, manie, observe de silences ; il invente une multitude de jeux de scène, souvent contestables et déconcertants, qui, en tout cas, disloquent le génie dramatique de Mozart, ses jeux de groupes, ses symétries, sa logique implacable. Mille détails, ainsi, distraient l'attention, redoublent la musique qui a déjà tout dit.

Prenons, au hasard, le début du deuxième acte : Despina lave les jambes de ses danseuses et monnaie des sous ; deux ou trois fois, elle tourne comme des toupies maniées. La scène s'annonce, d'un ton sort un énorme rocher. Tandis que, comme menace cette admirable musique, Fiordiligi et Dorabella font le ménage qui en avait grand besoin : quel dénivelé trivial ! Les hommes chantent en coulisse. Pendant la présentation d'Alfonso, les femmes se roulent à terre en se tordant de rire ;

quand Despina les pousse vers les hommes, elles sont tout près de les embrasser. Ils s'enfuient au loin. Grand silence. Fiordiligi, l'air stupide : « Oh, che bella giornata ! » grand silence ; Dorabella rit comme une bécasse. Plus tard, elle donnera elle-même le médaillon à Guglielmo, à plat ventre sur le gros rocher, sur lequel Fiordiligi, à son tour, chantera *Per Pizia*, terminant le bras en l'air comme la statue de la Liberté.

Le talent de Luc Bondy n'est pas en cause, mais sa mise en scène est bizarre, bicoque, et ne nous apprend rien de nouveau sur Mozart ou la psychologie des personnages. C'est, dans l'ensemble, une mauvaise farce bien trébuchée, qui atteint une réelle émotion dans le duo de Ferrando et de Fiordiligi (mais il faudrait être dépourvu d'entrailles pour ne pas y céder), encore que Guglielmo et Alfonso soient vraiment trop près de l'action pour conserver un minimum de vraisemblance.

Du point de vue musical, on se déçoit pas un niveau honorable. L'orchestre de la Monnaie, de belle qualité sonore, est agréablement dirigé par un jeune chef d'orchestre, Michael Schönwandt, qui ne s'élève cependant jamais au sublime et joue en général un ton au-dessous de l'intensité requise.

La distribution, très jeune, sympathique et techniquement solide, manque souvent de charme et de rêve, encore trop verte pour la perfection du style mozartien. La voix de Barbara Madra (Fiordiligi) reste toujours un peu dure, avec une émission abrupte qui lui prive d'auréole le joli timbre de Patricia Schuman (Dorabella) mériterait une voix plus assoupie et scintillante ; Elizabeth Semyka campe une Despina insupportable comme un méchant gamin et amusante, dans un registre commun ; Marcel Vanaud est un Guglielmo assez monocorde, nullement pétillant, tandis que Jérôme Prêtre (Ferrando) a un jeu plus varié et étonnant qu'il estompe un timbre de qualité moyenne ; enfin, Claudio Nicolai défend avec talent ce personnage surprenant d'un Alfonso déguisé comme une vieille sorcière, la perruque échelonnée, accolée par les uns plutôt que par les autres « philosophes » assez copie.

JACQUES LONGCHAMPT  
\* Prochaines représentations à l'Opéra de Lille, les 30 octobre et 2 novembre (à 19 h 30), 4 novembre (15 heures).

EXPOSITIONS

LA CLOTURE DE LA FIAC  
Points de vente

Dimanche 28 octobre, dernier jour de la Foire internationale de l'art contemporain, dernières heures. La foule se presse aux portes du Grand Palais, s'embourbe avec celle venue pour le Douanier Rousseau. Voitures, embouteillages. Sous la verrière, les visiteurs arpentent les allées, s'agglutinent ici et là, les stands regorgent de monde. Au guichet « Informations », un écriteau annonce que le catalogue est épuisé et ne sera pas réédité (tiré à 7 500 exemplaires, vendu 100 F, il n'y en a plus depuis vendredi soir). Les organisateurs sont contents, le cap des 100 000 visiteurs est dépassé : la fin de la soirée, les derniers calculs prédisent d'estimer à 15 ou 20 % de plus que l'année dernière la moyenne journalière de fréquentation.

Les marchands sont fatigués par leurs dix jours de bain de foule, mais comme eux aussi, ils ont vu défiler un public très diversifié, intéressé souvent, curieux des prix. Ils ont bien vendu. Tous ont profité, on ne peut bien sûr pas trop généraliser. Les points rouges, signes d'achat, ponctuent en tous cas de nombreuses ciasses, et l'on sait bien que tous les marchands n'affichent pas ainsi le succès de leurs artistes.

Ils ont bien vendu, mais à qui ? La question ne reçoit pas forcément de réponse, pas plus que celles : quel ? et à combien ? Le collectionneur est quelqu'un de discret qui n'aime pas se faire connaître (fisc et psychologie ici font bon ménage), et la moindre des choses, pour le marchand, c'est de lui assurer l'anonymat. On peut presque redire cela pour les deux autres interrogations.

Cependant, bien des déclarations se recoupent, et l'on apprend notamment que, si l'année dernière la FIAC avait bien marché en partie grâce à l'Etat et aux FRAC, les fonds régionaux d'achat, cette année les marchands ont surtout traité avec le privé, et pas seulement des collectionneurs étrangers. Beaucoup d'entre eux font la remarque qu'il y a plus de collectionneurs en France qu'on ne le dit

généralment, qu'ils ont vu cette année de jeunes amateurs déterminés à se monter une collection en achetant des jeunes artistes, et des œuvres à des prix raisonnables - leur fourchette étant à peu près de 15 000 à 45 000 F (le prix des Paszko, poulin de la galerie Le Dessin, ou de Cavallo, celui de Karl Finkler).

Petits et gros mensonges

Du côté des grandes galeries riches, s'il n'est pas sûr que Sidney Janis ait vendu un seul des trois ou quatre Léger qu'il proposait à des hauts prix (autour de 700 000 dollars, ce qui n'est pas si terriblement lorsqu'on sait qu'à New York, lors de la vente aux enchères du 31 octobre, chez Christie's, un Hockney sera mis à prix à plus de 250 000 dollars !), en revanche, la galerie Waddington de Londres, qui proposait des œuvres rares et chères de Calder, de Matise, de Picasso, de Léger, de Cézanne, de Klee, de Miró..., déclare tout à fait ouvertement qu'elle a fait 30 % de chiffre d'affaires de mieux que l'année dernière. Et que c'est mieux que Bille.

Il reste, bien sûr quelques points noirs, notamment du côté des galeries de promotion étrangères. Une galerie comme celle de Lucrezia de Dominio n'a peut-être pas pu rentrer dans ses frais avec son « one man show » Beuys, pas plus que les galeries autrichiennes avec leurs artistes. Cependant, Bischofberger, le redoutable marchand de Zurich, qui représente plusieurs vedettes de l'actualité internationale, comme Clemente, David Salle, Cucchi, J.-M. Basquiat, serait content de sa première participation à la foire cette année, et décidé à revenir l'année prochaine.

Pest-on faire un bilan de la FIAC ? Evidemment que non, car il n'y a pas que les chiffres avoués, mais aussi les succès, les petits et gros mensonges sur les ventes effectuées. La FIAC est aussi un lieu d'échanges, de rendez-vous, de contacts, de projets d'exposition entre marchands pour l'année à venir : des retombées qui se mesurent mal, encore plus mal que les ventes qui vont se poursuivre maintenant en galerie, grâce à la FIAC on pas.

GENEVIÈVE BRÉNETTE.

**PETIT MARIGNY**  
A partir du jeudi 8

**PATRICK PRÉJEAN CLAIRE MAURIER PIERRE VERNIER**

**LA BERLUE**  
de BRICAIRE et LASAYGUES

Mise en scène: René Clermont - Décor: J.-P. Seher  
DENISE VIRIEUX - OLIVIER RODIER

LOCATION : 225.20.74 et agences

« ORPHÉE AUX ENFERS », à l'Espace Cardin  
Une bouffonnerie efficace

Le grand succès remporté par *Orphée aux enfers* lors de la première, mercredi, à l'Espace Cardin, semble annoncer une brillante carrière. L'œuvre d'Offenbach garde son efficacité comique, même si elle a perdu de son actualité et sacrilège, dans sa caricature de la société impériale et de l'Orphée de Gluck, voire dans son message d'une mythologie réduite de nos jours à des lambeaux.

Pourtant, on ne saurait dire que le spectacle réponde entièrement aux discours accueillis sur la réhabilitation de l'opéra. A côté du petit chef-d'œuvre parisiens qu'est l'Épilogue de Clavier à l'Opéra-Comique, c'est une agréable production de série, mise en scène avec entrain, mais sans grande originalité, par Jorge Lavelli (à qui l'on ferait mieux, en France, d'offrir des œuvres plus ambitieuses, dignes de son talent), jouée avec pitoyable par une troupe solide, dépourvue de subtilité, et un orchestre quelconque que Gianfranco Rivoli s'efforce de tenir en main. On regrette que la bouffonnerie estompée à l'excès dans cette production le poète et le charme d'une partition si joliment écrite.

Max Sigaux n'a pas semblé très intéressé non plus dans ses décors : une tente pour le berger Aristée, un minuscule champ de blé au premier acte ; les gros nusages en barbe-à-papa sur lesquels dorment les dieux de l'Olympe, tous sous la même couverture devant une jolie façade de temple où les dieux nous prouvent leur docteur : quatre gros potes sur le vestibule de l'enfer, et une troyenne compliquée, rouge comme une voiture de pompiers, pour l'entraîner joyeux de Pluton.

Dieux, bécottes et démons s'agitent beaucoup, jusqu'au milieu des spectateurs, ainsi que le superbe Astéon changé en oie, un des clous du spectacle. Les danseurs et le can-can sur le plancher font un bruit... d'enfer. Le violon solo donne une idée assez médiocre de l'enseignement dans l'opéra théâtral et rend vraisemblable le mépris d'Eurydice.

ANTONIONI A PONTALIER.  
- Le club-club Jacques-Becker à Pontalier consacre sa rétrospective annuelle à Antonin. Dix-neuf films sont projetés, à partir de ce lundi 29 octobre et jusqu'au 4 novembre.

pour le génie de son époux ; elle n'a guère plus de chance avec John Syre, qui lui a été à plein nez et déclare son amour d'une voix rauque, avec des efforts gros comme une maison. L'opinion publique de Bernadette Antoine, savoureuse virago, courbe les têtes sur le passage de son fauteur roulant. Jupiter (Maurice Sleyse) et Pluton (Bernard Sinclair) sont, comme il se doit, des mâles avantageux et un peu lourds, Jupiter finit transformé en mouche avec un casque d'astérisque à la Marne.

Tout ce petit monde charmant honnêtement, sans finesse particulière, à l'exception du révisant Orphée, visage de Pierrot rêveur (Marion Koningberger) et de Ghislaine Rafanell. Sans donner une dimension particulière à son Eurydice, petite-bourgeoise avide de plaisirs trivieux, celle-ci se révèle du moins véritablement cantatrice, avec une technique brillante et même éclectique, et une belle voix vocale, à peine brouillée dans l'aigu. On mentionnera encore le fort charmant Cupidon de l'air des baisers et le Vénus de Florence Raynal, sans oublier le numéro de Mercure monté sur une bicyclette de clown en deux morceaux.

J. L.

\* Chaque jour, sauf le lundi, à 20 h 30 (le dimanche à 15 heures) jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier.

galerie framond

**FRANCISCO BORÉS**

ALEXANDRE GARBELL

CEUVRES SUR PAPIER  
JUSQU'AU 31 OCTOBRE

13 rue des Minimes - 75004 Paris

Le Cantal et le cinéma

En 1979, le département du Cantal ne comptait plus que trois salles de cinéma. Si leur nombre est passé à huit, le mérite en revient à l'association « Rencontres cinéma et monde rural », qui a créé un festival international, au circuit de projections dans vingt-cinq villages, relayant le septième art dans la région.

Le cinquième festival, qui s'est terminé le 28 octobre, a accueilli une cinquantaine de films, dont onze inédits, vue par mille spectateurs. *Bigas*, de Georges Benquerit a lancé la manifestation et provoqué des débats passionnés dans les foyers ruraux. Le Grand prix a été décerné à *Jours de tourmente* de Paul Zoumbar (Haut-Volta) ; deux mentions sont allées à *Jardins modifiés* de Pal Schiffer (Hongrie) et à *La Guerre des demoiselles* de Jacques Nichot (France).

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, présent à Aurillac, rendu hommage aux jeunes animateurs canniels. Un protocole en cinq actes a été signé avec le ministre de l'Agriculture dans l'esprit de ces rencontres : accès des ruraux à la vie culturelle, aide en équipements, formation, soutien à la vie associative et mise en valeur du patrimoine rural. (Corresp.)

Banque, danse et mécénat

M. Jacques Mayoux, président de la Société générale, a remis à la bibliothèque-musée de l'Opéra de Paris deux maquettes de Léon Bakst, rachetées lors de la vente Serge Lizar à Londres en juin dernier. Elles concernent le *Martyre de saint Sébastien* et *Thamar*, drames chorégraphiques créés par les Ballets russes de Diaghilev au Châtelet en 1911 et 1912. Cette initiative constitue une forme de mécénat originale et importante pour la conservation du patrimoine français.

Inquiétude des responsables culturels

Le syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (SYNDRAC) a manifesté dans un communiqué sa préoccupation devant le budget de la culture pour 1985 « non actualisé globalement », de la part « sans cesse grandissante » des grands travaux, tout en étant « conscient de la solidarité financière » nécessaire au développement. Le SYNDRAC s'indigne d'autre part que la CGT ait mis en cause la gestion de certaines entreprises d'action culturelle (le Monde du 13 octobre), et « déploré la création artificielle de tensions vis-à-vis d'un certain nombre de responsables ».

Sigma a vingt ans

Le XXI<sup>e</sup> Sigma de Bordeaux se tient du 5 au 17 novembre. Vingt ans sous la direction de Roger Lafosse. Un anniversaire, une occasion de faire le point sur l'évolution du festival et sa fidélité à ses principes : connaissance et confrontation des arts contemporains, y compris ceux de la technologie. En vingt ans, Sigma - qui n'est plus symbole de scandale comme au temps des happenings - a modifié la vie artistique bordelaise en éveillant la curiosité et l'intérêt des différents publics pour ce qui se fait, ce qui se passe aujourd'hui.

Sigma présente des spectacles dans plusieurs lieux et dispose des Entrepreneurs Laité, avec le groupe Farver et Balchard, qui coproduit une création théâtrale. *Ma vie, ma mort*, de Pier Paolo Pasolini, un texte de Kathy Acker mis en scène par Richard Foreman, New Yorkais, architecte ironique des angoisses et des schizophrénies de notre civilisation. Pour le théâtre, on verra également le *Peuple des faibles théâtraux*, par Jean Fabre, l'*Espace de silence*, par le Théâtre della Valdora, le *Pêcheur névrosé* par le marionnettiste néerlandais Josef Van den Bergh. On espère la compagnie polonaise Str avec les *Portes du paradis*. Il y aura également des Français, et trois soirées réservées aux troupes régionales. En danse : Jean-Claude Gallota (*Il y a Vaffan*) et le Ballet Théâtre Epiphane. En musique, un programme très fourni, dont Giovanni Martini, la compagnie Labat et Michel Legrand, qui dirige l'Orchestre Bordeaux-Aquitaine.

Au cinéma, pour la première fois, une rétrospective de John Cassavetes, des « peplum », du fantastique, les meilleurs moments de la nouvelle vague et un thème - modes et look - panorama des mœurs adolescentes, depuis *Le Fureur de vivre* jusqu'à Bob Marley et le Bal d'Etore Scola. D'après le spectacle du Campagnol.







مكتبة

## SPECTACLES

## RADIO-TELEVISION

Lundi 29 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

### Retrouvez la passion et la haine de Dynasty

13,50 F

20 h 35 Cinéma : le Mors aux dents.  
Film français de L. Heynemann (1979), avec J. Dauron, M. Piccoli, M. Galabru, C. Gérard, N. Garcia (Kodifusion).  
Un jeune homme des cabinets ministériels manipule un joueur professionnel des tirés tirés, pour cacher la perte d'un industriel détenant des dossiers compromettants. Magouilles des champs de courses et machination politique.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Des centaines de milliers de lecteurs ont déjà pleuré et souri en lisant **Mabrouk** de Jean-Pierre Hulin Robert Laffont

20 h 35 Soirée INA : la Boutique internet de Denis Diderot.  
Une soirée préparée par Jérôme Prieur et réalisée par

Nicolas Stern, Henry Colomer, Olivier Gillon et Philippe Le Guay. A l'occasion du 200<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Diderot.

Près de trois heures de spectacle, une émission géante, composée d'un enchaînement de récits courts (3 min.), plus longs (20 min.), de séquences, pour conter, à la manière d'un petit dictionnaire en images, les thèmes majeurs de l'œuvre de Diderot. (Le Monde du 27 octobre).

23 h 20 Journal  
23 h 35 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma (cycle : le Grand Frisson) Mon-nieur Saint-louis.  
Film américain de J. Lee-Thompson (1976), avec C. Bronson, J. Bisset, J. Houseman, M. Schell, H. Guadagnoli.

Un ancien journaliste qui a besoin d'argent accepte une mission de « détective privé » : récupérer des livres de comptes volés. Il est entraîné dans une dangereuse affaire. La présence de Bronson, massif et coriace, ne suffit pas à sauver ce « thriller » anémique.

22 h 10 Journal.  
22 h 35 Thalassa. Magazine de la mer, de G. Pernoud. Le pont aux souples (le pont qui va relater l'île de Ré à la terre).  
23 h 20 Vidéo à la chaîne. Vidéo-Souvenir.  
23 h 35 Prélude à la nuit.  
« Passacaille », de Haendel, par les Douze Violons de France.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Humour-humour : 17 h 10, Flamenco ; 17 h 25, Musique verte ; 17 h 40, Chansons puzzle ; 17 h 55, Histoire d'eau ; 18 h 5, dessin animé : Inspecteur Gadget (et à 18 h 55) ; 18 h 30, Sports ; 19 h, Les tritons récupèrent ; 19 h 15, Informations ; 19 h 30, Alouf PIC.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 La rencontre à Mayence avec la mort, de H. Kasper. Avec G. Tréjean, C. Sellier, J.-P. Leroux et C. Scapuzzo-Maurin.  
21 h 45 L'été des musiques traditionnelles.  
22 h 30 Nuits magiques : magazine « Ça m'a son cours ».

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Musique de chambre - Concert en direct du Grand Auditorium de Radio France : « Suite persane », de Caplet, « Octuor », de Mendelssohn, « Distour à vents », op. 14 d'Enesco, « Suite pour vent », en si bémol majeur de Stravinsky, par l'Ensemble d'instrument à vent Maurice Bourgue.  
22 h 30 Les sélections de France-Musique : Darius Milhaud ; à 23 h, la musique de chambre : œuvres de Bach, Purcell, Stockhausen, Mozart, Vivaldi, par Jean-Claude Veilhan, flûte.

Mardi 30 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 20 TF1 Vision plus.  
11 h 50 La une chez vous.  
12 h Feuilleton : Gorri le diable.  
12 h 30 Variétés : La bouteille à la mer.  
13 h Journal.  
13 h 45 A pleine vie.  
17 h 5 Croque vacances.  
17 h 55 Mini-journal pour les jeunes.  
18 h 10 Le village dans les nuages.  
18 h 30 Séries : Danse avec moi. Feuilleton brésilien.  
19 h 15 Émissions régionales.  
19 h 40 Cocorococoboy.  
20 h Journal.  
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).  
20 h 35 Les grandes expéditions de l'équipe Courtesau.  
Autour des dugongs et des lamantins, mammifères (in-factifs) des herbivores en grande partie massacrés que l'on trouve encore en Floride et à l'embouchure de quelques grands fleuves.  
21 h 35 Magazine : Saga.  
Émission proposée par Michel Tréguer.  
La dimension lumineuse : Le petit journal : Matière à réflexion (avec la présentation des prix Nobel 1984 de physique).  
22 h 35 Concert.  
« Partita n° 3 », de Bach, « Duo en sol majeur », de Mozart, par Yehudi Menuhin et les solistes de son école.  
23 h 10 Journal.  
23 h 30 C'est à lire.  
23 h 35 Clignotant.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 Antiope.  
12 h Journal et météo.  
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.  
12 h 45 Journal.  
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.  
14 h 45 Aujourd'hui la vie. Idées en marche.  
14 h 50 Séries : Timide et sans complexe.  
16 h 40 Reprise : La chasse aux trésors.  
An Zaire (diffusé le 28 octobre).  
16 h 45 Le journal d'un siècle. De L. Berio.  
Édition 1889 : la tour Eiffel à la une. Clou de l'Exposition universelle, pour le centenaire de la Révolution, la tour Eiffel illustrait à cette époque les capacités technologiques de l'expansion industrielle occidentale.  
17 h 45 Récit A 2.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 15 Émissions régionales.  
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.  
20 h Journal.  
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).  
20 h 40 Cinéma : Hestari.  
Film américain de H. Hawks (1961), avec J. Wayne, H. Kruger, E. Martinelli, R. Buttons, G. Blain.  
Au Tanganyika, une équipe de casse-cou chasse des animaux sauvages pour les coqs. Deux femmes, dont l'une est photographe de presse, se trouvent mêlées à la vie de l'équipe. L'univers de Hawks à l'état pur.  
23 h 10 Chets-d'œuvre en péril.  
Émission de P. de Lagarde.  
L'art naïf : l'œuvre du facteur Cheval à Hauterives, dans la Drôme, la maison de Raymond Isidore, dit le « Picassette », à Chartres.  
23 h 40 Journal.  
23 h 55 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.  
Programmes autonomes des douze régions.  
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.  
20 h 5 Les Jeux.  
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).  
20 h 35 Cinéma : le Bohémien.  
Film américain de J.-W. Horne et C. Rogers (1936).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 29 OCTOBRE

— M<sup>me</sup> Simone Veil, présidente du groupe libéral à l'Assemblée européenne, est l'invitée de « Face au public » de France-Inter, à 19 h 20.

LE VOL DU SPHINX (Fr.) : Marignan, 3<sup>e</sup> (329-92-82) ; Paramount City Triomphe, 3<sup>e</sup> (562-45-76) ; Paramount Opéra, 3<sup>e</sup> (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14<sup>e</sup> (329-90-10) ; Pathe Clichy, 18<sup>e</sup> (322-46-01).  
VOLS ENTRE RÊVE ET RÉALITÉ (Sov., v.o.) : Comma, 6 (544-28-80).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (\*) : Châtelet Victoria, 1<sup>er</sup> (508-94-14) ; République Cinéma, 11<sup>e</sup> (805-51-33) ; Espace Galté, 14<sup>e</sup> (327-95-94).

ALICE DANS LES VILLES (AIL, v.o.) : 14 Juillet Parisien, 6 (326-58-00).

L'AMI AMÉRICAIN (AIL, v.o.) : Rêflex Quartier Latin, 9 (326-84-63) ; Action Christine Bis, 6 (329-11-30) ; Marbut, 8 (561-94-95) ; Action Lafayette, 9 (329-79-89).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Boite à films, 17<sup>e</sup> (622-44-21).

LES ARISTOCHATS (A., v.o.) : Napoléon, 17<sup>e</sup> (267-63-42).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Georges V, 8 (562-41-46) ; V.I. : Capri, 2<sup>e</sup> (308-11-69) ; Parassiana, 14<sup>e</sup> (320-30-19).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (554-46-85) ; Boite à films, 17<sup>e</sup> (622-44-21).

BLOQUEFARRE (Fr.) : Olympe Estreph, 14<sup>e</sup> (544-43-14).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 9 (354-72-71).

BLANCHE-NEIGE (A., v.o.) : Napoléon, 17<sup>e</sup> (267-63-42).

BORIS GODOUNOV (Sov., v.o.) : Cinéma Présent, 19 (203-02-53).

LE CHAT QUI VENAIT DE L'ESPACE (A., v.o.) : UGC Opéra, 2 (574-93-05) ; Napoléon, 17<sup>e</sup> (267-63-42).

LES CHAUSSONS ROUGES (A., v.o.) : Balzac, 9 (561-10-60).

LES CENT JOURS DE PALERME (Fr.) : Paris Lésias, Boyling, 18<sup>e</sup> (606-64-88).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) : Champco, 5 (354-51-60).

LA CINQUIÈME COLONNE (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6 (329-11-30).

LA CORDE (A., v.o.) : Forum, 1<sup>er</sup> (297-23-97) ; Rêflex Média, 9 (633-25-97) ; Action Christine, 6 (329-11-30) ; Lincain, 9 (339-36-14) ; Georges V, 8 (562-41-46) ; Action Lafayette, 9 (329-79-89) ; 14 Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (357-60-11) ; Parassiana, 14<sup>e</sup> (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenolle, 15<sup>e</sup> (573-79-79) ; V.I. : Paramount Mari-vant, 2 (296-80-40) ; UGC Opéra, 2 (574-93-05) ; Paramount Galande, 13<sup>e</sup> (707-12-28) ; Montparnasse Pathe, 14<sup>e</sup> (320-12-66) ; Mirel, 14<sup>e</sup> (339-32-43) ; Pathe Clichy, 18<sup>e</sup> (322-46-01).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 3 (339-44-40).

LE CHI (IL, v.o.) : Studio Bertrand, 7 (783-44-66).

LES DAMNÉS (IL, v.o.) : Champco, 5 (354-51-60).

DE L'AUTRE CÔTÉ DE L'IMAGE (Fr.) : Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (554-46-85) ; Radio, 9 (607-67-61).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Box-A, v.o.) : Capri, 2<sup>e</sup> (308-11-69).

DON GIOVANNI (IL, v.o.) : Champco, 5 (354-51-60).

EMMANUELLE (Fr.) (\*) : Paramount City, 9 (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Randolph, 19<sup>e</sup> (288-44-44).

L'ENIGME DE KASPAR HAUSER (AIL, v.o.) : St-Ambroise, 11<sup>e</sup> (700-89-16).

L'ESPOIR (Fr.) : Lésias, 4 (278-47-84).

L'ÉTAT DES CHOSES (A., v.o.) : St-Ambroise, 11<sup>e</sup> (700-89-16).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Opéra Night, 2<sup>e</sup> (296-62-56).

LA FEMME FLAMÉE (A., v.o.) (\*) : Radio, 19<sup>e</sup> (607-67-61).

FARREQUO (Fr.) : Olympe Estreph, 14<sup>e</sup> (544-43-14).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7 (783-44-66).

GRAINE DE VIOLENCE (A., v.o.) : André Bazin, 13<sup>e</sup> (337-74-30).

L'HÉRITIÈRE (A., v.o.) : Épis de Bois, 5 (337-57-47).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A., v.o.) : Logos-1, 5 (354-42-34).

HOTEL DU NORD (Fr.) : Studio Bertrand, 7 (783-44-66).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (\*) : Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (554-46-85) ; Boite à films (h.s.), 17<sup>e</sup> (622-44-21).

L'IMPOSSIBLE MR. BEBE (A., v.o.) : Rêflex quartier Latin, 9 (326-84-63).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A., v.o.) : St-Ambroise, 11<sup>e</sup> (700-89-16).

JESUS DE NAZARETH (IL) : Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (554-46-85).

LA KHOVANTCHINA (Sov., v.o.) : Cinéma Présent, 19 (203-02-53).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Randolph, 19<sup>e</sup> (288-44-44).

LIQUID SKY (A., v.o.) : Champco, 5 (354-51-60).

LILI MARLEEN (AIL, v.o.) : Rivoli, 4 (272-63-32).

LA MAIN AU COLLET (A., v.o.) : Saint-Michel, 9 (326-79-17).

LA MAIN ET LA FUTURE (Fr.) : Olympe Estreph, 14<sup>e</sup> (544-43-14).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.o.) : Napoléon, 17<sup>e</sup> (267-63-42).

METROPOLIS (AIL) : Saint-Germain-Huchette, 5 (633-63-20) ; 14 Juillet-Parisien, 6 (329-11-30) ; Élysees Lincain, 9 (339-36-14).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (\*) : Capri, 2<sup>e</sup> (308-11-69).

LA MORT EN CE JARDIN (Fr.) : Logos II, 5 (354-42-34).

NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Rêflex Quartier Latin, 9 (326-84-63).

L'OMME DU DOUTE (A., v.o.) : Action Christine, 6 (329-11-30).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (\*) : Galande (h.s.), 13<sup>e</sup> (354-72-71) ; Calypso, 17<sup>e</sup> (380-30-11) ; V.I. : Arcades, 2 (233-56-30).

PARSIFAL (AIL, v.o.) : Calypso, 17<sup>e</sup> (380-30-11).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (\*) : Châtelet Victoria (h.s.), 1<sup>er</sup> (508-94-14).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Club de l'Étoile, 17<sup>e</sup> (380-42-05).

LA POURSUITE INTERNALE (A., v.o.) : Contrepoint, 9 (325-78-37).

RASHOMON (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15<sup>e</sup> (532-91-68).

ROCKY II LA REVANCHE (A., v.o.) : Ciné-13 Première (sam., dim.), 18<sup>e</sup> (259-62-75).

RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (554-46-85).

LA SOUPE AU CANARD (A., v.o.) : Cinéma, 2 (633-79-38).

SCUSCIA (IL, v.o.) : Logos I, 5 (354-42-34).

SUNSET BOULEVARD (A., v.o.) : Temples (h.s.), 3 (272-94-56).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (\*) : Boite à films, 17<sup>e</sup> (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Épis de Bois, 5 (337-57-47).

TOM JONES (Angl., v.o.) : Olympe Estreph, 14<sup>e</sup> (544-43-14).

ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Épis de Bois, 5 (337-57-47).

ZELAG (A.) : Radio, 19<sup>e</sup> (607-67-61).

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE MADE IN USA (A., v.o.) : Olympe Estreph, 14<sup>e</sup> (544-43-14).

ADIEU MA JOLIE (A., v.o.) : Olympe Estreph, 14<sup>e</sup> (544-43-14).

AMERICAN GIGOLO (\*) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1<sup>er</sup> (508-94-14).

CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Boite à films, 17<sup>e</sup> (622-44-21), 20 h 15.

CUL DE SAC (Pol., v.o.) : Olympe Estreph, 14<sup>e</sup> (544-43-14).

LE MONDE SELON GARP (v.o.) : Boite à films, 17<sup>e</sup> (622-44-21), 12 h et 24 h.

PROVIDENCE (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1<sup>er</sup> (508-94-14).

LES SEPT SAMOURAIS (Jap., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1<sup>er</sup> (508-94-14).

VIVRE VITE (Esp., v.o.) : République Cinéma, 11<sup>e</sup> (700-89-16).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (\*) (A., v.o.) : Boite à films, 17<sup>e</sup> (622-44-21), 21 h 20.

Les festivals

CINÉ FLENGUE (v.o.) : Olympe Estreph, 14<sup>e</sup> (544-43-14).

LE FESTIVAL DE LA CROIX DE CHAISE : Les films aux bras d'été : Ça commence à Vera Cruz ; les Ruelles du malin.

ERIC ROEMER, Dufort, 14<sup>e</sup> (521-41-01) : Perceval le Gallois ; la Femme de l'artiste ; le Cœur de Cléopâtre.

LE GRAND VICTOIRE DE LAUREL ET HARDY (v.o.) : Action Christine, 6 (329-11-30).

MARKET MONROE (v.o.) : Action Christine, 6 (329-11-30).

MARLENE STORY (v.o.) : Olympe Estreph, 14<sup>e</sup> (544-43-14).

RETA BAYWORTH (v.o.) : Mao-Mahon, 17<sup>e</sup> (380-30-11) : O toi ma chérie.

ROBERTO ROSELLINI : LE CINÉMA RÉVÉLÉ (v.o.) : Studio 43, 9 (770-63-40) : la Caméra, la Prise de vue, voir par Louis XIV, Logos d'histoire.

## DU TRÈS GRAND CINÉMA ! (Le Figaro)

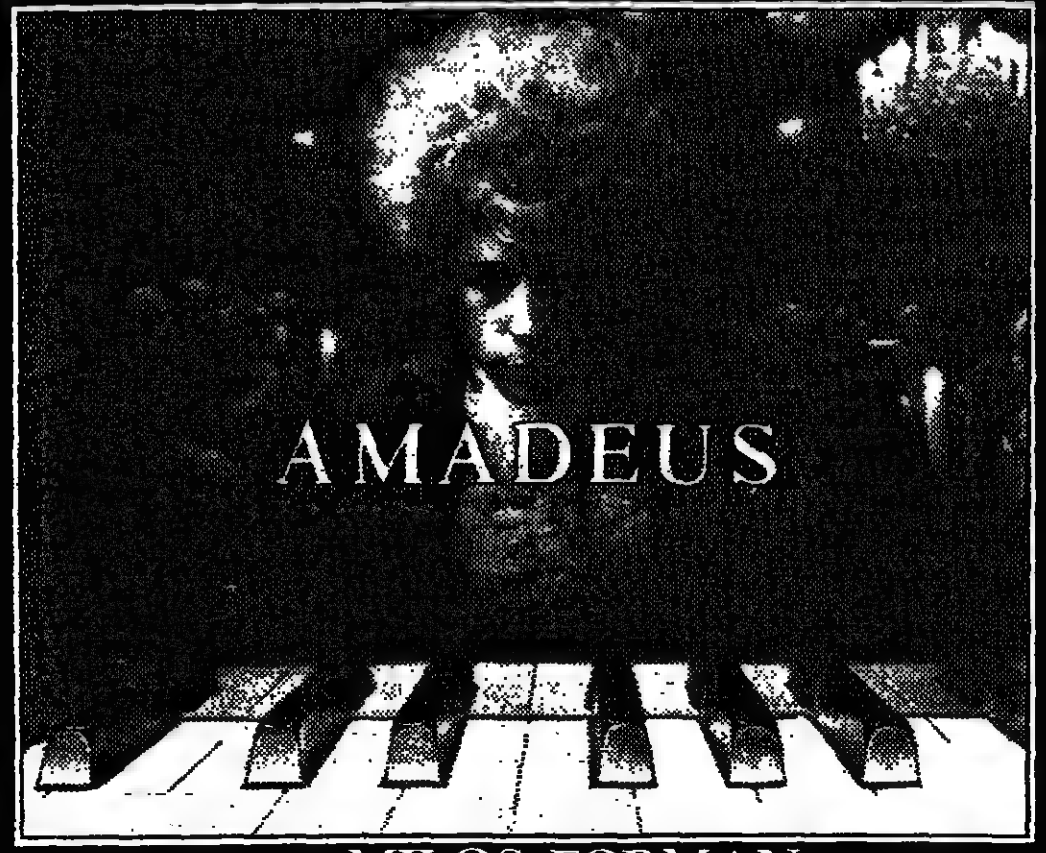
# GREYSTOKE LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES

Distribué par WARNER-COLUMBIA FILM

FROM WARNER BROS. A WARNER COMMUNICATIONS COMPANY

ATTENTION : HORAIRES SPÉCIAUX

MERCREDI



MILOS FORMAN

SAUL ZWISLOCKY, ANTHONY PETER SHELPER, MILOS FORMAN, PAUL KRAUS, ADRIAN KRAUS, TOM RUTZ, ELIZABETH MURPHY, MICHAEL KATZ, CHRISTOPHER YOUNG, JEFFREY JONES, CHARLES KAY, MICHAEL HAN, SAM BELL, WILSON, MICHAEL J. O'NEILL, NEVILLE MARRINER, PETER SHAFER, SAUL ZWISLOCKY, MILOS FORMAN, PATRICIA CONRAD, STEVE TAYLOR, CHARLIE

Les yeux la bouche



# COMMUNICATION

AUX VI<sup>es</sup> JOURNÉES INTERNATIONALES DE L'IDATE

## L'Europe face aux défis de la déréglementation

De notre envoyé spécial

Montpellier. - L'abandon du monopole des télécommunications aux Etats-Unis commence à faire ressentir ses effets en Europe. La Grande-Bretagne, qui a déjà introduit la concurrence dans ce domaine devenu stratégique, s'apprête à privatiser British Telecom. La France ne peut pas rester à l'abri de ce mouvement de déréglementation et devra imaginer de nouvelles parades. Tel est l'un des principaux enseignements des journées de l'IDATE - qui ont été organisées du 24 au 26 octobre à Montpellier - consacrées, cette année, au « Prix des nouvelles médias ; quelles ressources pour quelles affaires ? » (le Monde du 24 octobre).

Au caractère tranquille que l'on connaît aux hommes d'affaires américains, M. William B. Mac Gowan ajoute volontiers des accents messianiques. Lorsque cet apôtre de la déréglementation aux Etats-Unis s'installe à la tribune qui surplombe les quelque quatre cents participants des journées de l'IDATE - situées dans la grande salle de la mairie de Montpellier - chacun retient son souffle et les couverts cessent de cliquer dans les assiettes.

Calmement, le chairman de MCI, ce tribuon dont les assauts sont mis fin au monopole d'ATT, l'une des toutes premières entreprises de la planète, explique qu'une « révolution » est en cours, défiant « les structures de statu quo dans la plupart des économies de marché du monde ». Cette révolution, poursuit-il, contraint chacun dans le monde des affaires - les entrepreneurs comme les monopoles - à repenser ce que sont les télécommunications, comme à ce qu'elles sont susceptibles de devenir.

L'avertissement asséné entre la poire et le fromage a-t-il été entendu ?

Repenser les télécommunications, en France ? Pourquoi ? Avec son chiffre d'affaires de plus de 60 milliards de francs et une force d'investissement dépassant les 30 milliards, la direction générale des télécommunications (DGT) n'est-elle pas l'une des structures les plus performantes de tout l'Hexagone ? A quel bon y toucher ?

La réalité est moins rassurante. Ça et là les craquements se font entendre de plus en plus nombreux dans la vieille Europe, semblant confirmer le verdict de M. Mac Gowan. Mais l'apostrophe adressée par ce dernier aux spécialistes de la communication, réunis dans la capi-

tale languedocienne, n'était que le lever de rideau annonçant d'autres rebondissement.

Entrant, le lendemain, dans le vif du sujet, l'intervention de M. André Caruso, secrétaire général de la jeune organisation européenne de télécommunications par satellites, Eutelsat, est l'occasion d'une véritable passe d'armes. « Je serai franc et provocateur », lance M. Caruso au même auditoire soudain saisi.

### « Faites attention ! »

« Ce n'est pas de désordre dont nous avons besoin en Europe et dans le monde des télécommunications, mais plutôt du contrôle [...]. La privatisation [...] provoquerait une course effrénée à l'armement », du trafic et à l'abandon consécutif et progressif de la mission première des services publics de télécommunications : la mission sociale [...]. Aux responsables des télécommunications internationales, tout particulièrement au niveau gouvernemental, je dis : « faites attention ».

Ayant, au passage, stigmatisé « l'avidité des candidats à l'exploitation privée », et, notamment, la société américaine Coromet - dont une filiale est toujours en principe, en voie de constitution au Luxembourg pour le projet de satellites GDL - M. Caruso provoque une vive réplique de son représentant présent dans la salle. « Vous nous accusez de vouloir semer le trouble, s'indigne M. Mario Hirsch. Mais, c'est vous qui avez une conception très extensive de vos missions de télécommunications en diffusant des émissions de télévision ».

(NDRL : celles de Sky Channel et de TV 5, notamment, à destination de réseaux câblés ou réseaux d'immeubles, par l'intermédiaire du satellite ECS I-F).

Mouvements dans les trêves, brouhahas, confusion... Concurrence ou privatisation, quels sont les enjeux de ce mouvement de déréglementation, né à l'étranger, pour la France en particulier ?

Les prérogatives des PTT - ou de l'ATT aux Etats-Unis, qui jouait naguère un rôle similaire aux administrations - concernent plus ou moins différents maillons d'une chaîne, autrefois confondus, mais que l'apparition des nouvelles technologies de l'information a contribué à différencier : le transport des messages (voix ou données informatiques) sur les réseaux ; les services intermédiaires à valeur ajoutée (stockages, tris, regroupements, etc.) ; les équipements (lignes, centraux de commutation ou de transit) ; les terminaux (téléphones, centraux d'entreprises, etc.).

En France, le transport est, à de rares exceptions près, du ressort exclusif des PTT et les équipements réservés, pour l'essentiel, aux constructeurs nationaux. Les terminaux sont ouverts au marché libre, mais soumis à un « agrément », les services, quant à eux, ont fait l'objet d'une ouverture de la part de la DGT, trop récente encore pour s'être traduite dans les faits. Une situation parfaitement maîtrisée jusqu'à présent, mais que vient bouleverser de nombreux facteurs : le développement de l'audiovisuel de statut privé, les réseaux câblés, les perspectives de moyens de télécommunications portatifs, les satellites étrangers militaires et... les pressions aux frontières sur les réseaux traditionnels.

La guerre des tarifs engagée par des sociétés américaines sur l'Atlantique-nord a contraint la France à s'aligner. Puis de hausses également, comme l'expliquait, lors d'une table « ronde », M. Jean-Jacques Damblanc, représentant le ministère délégué aux PTT, ses tarifs avec les Antilles, puis avec l'Afrique. Les télécommunications forment un ensemble cohérent depuis les réseaux internationaux aux sous-ensembles locaux, en passant par le trafic interurbain : « Nous ne sommes plus libres, aujourd'hui, de fixer nos tarifs sans tenir compte de l'attitude de nos voisins ».

Globalement, le « simple statu quo n'est plus possible » a commenté M. Damblanc, en représentant, sans le savoir, l'expression du président de MCI. Mais, à la différence de celui-ci, il a ajouté : « Avant de revoir la réglementation, il nous faut d'abord dégager les choix fondamentaux qui doivent la sous-tendre ». Un véritable débat est en effet devenu urgent. C'est l'effort à consentir pour sortir d'un moule aujourd'hui dépassé. Avant que s'en impose un autre qui ne serait pas choisi.

ERIC RONDE.

## SIGNATURE D'UN ACCORD FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LE CÂBLE

Un accord de coopération vient d'être signé entre la Caisse des dépôts et consignations et Vidéotron, principale société québécoise d'exploitation de réseaux câblés, à l'annonce vendredi 26 octobre, à Paris, la filiale de la Caisse des dépôts spécialisée dans ce domaine, la Caisse Dépôt Développement (CDD).

L'accord porte sur plusieurs années et prévoit, en particulier, un échange en matière de formation de personnel. Dans l'avenir, a précisé la CDD, la coopération entre les deux sociétés pourrait être élargie à d'autres domaines dans la télévision par câble.

Vidéotron, qui a participé à l'équipement de six cent mille abonnés au Québec, n'est pas producteur de programme et ne participera pas, en tant que tel, aux réseaux câblés français.

● Un sondage sur Canal Plus. - L'hébdomadaire le Point publie le 29 octobre un sondage réalisé par IPSOS auprès d'un échantillon de mille cinq personnes âgées de quinze ans et plus, du 12 au 16 octobre. 79 % des personnes interrogées jugent excessif le prix à payer pour Canal Plus, contre 13 % qui l'estiment raisonnable et 1 % peu élevé. Ces chiffres ne devraient pas surprendre les promoteurs de la nouvelle chaîne, qui misent sur un potentiel de deux millions d'abonnés. Le même sondage révèle que 75 % des Français ne considèrent pas le lancement de la quatrième chaîne comme un événement important, 29 % pariant pour un succès de Canal Plus, 32 % pour un échec de la chaîne payante.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## TOUSSAINT

### Les services ouverts ou fermés

**PRESSE.** - Les quotidiens paraîtront normalement le 1<sup>er</sup> novembre.

**BANQUES.** - Elles seront fermées le 31 octobre, à partir de 11 h 45 ou de 12 heures selon les cas et le 1<sup>er</sup> novembre.

**BUREAUX DE POSTE.** - Pas de distribution de courrier à domicile. Seront ouverts les bureaux qui fonctionnent normalement les dimanches et jours fériés.

**SNCF, RATP.** - Service des dimanches et jours fériés.

**SÉCURITÉ SOCIALE.** - Guichets fermés le 31 octobre à partir de 15 h 30 et le 1<sup>er</sup> novembre.

**ALLOCATIONS FAMILIALES.** - Guichets fermés le 31 octobre à partir de 12 heures et le 1<sup>er</sup> novembre.

**ARCHIVES NATIONALES.** - Fermées le 1<sup>er</sup> novembre.

**BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.** - Fermée les 1<sup>er</sup> et 2 novembre.

**GRANDS MAGASINS.** - Le Bazar de l'Hôtel de Ville et la Samaritaine seront ouverts l'après-midi.

**MUSÉES.** - A Paris seront ouverts le 1<sup>er</sup> novembre : les musées Beaubourg, de l'Holographie, Rodin, Marmottan, des Arts décoratifs (exposition Picasso et le Palais de la découverte). Ile-de-France, seront ouverts Chantilly, la Malmaison, Fontainebleau.

## SERVICE NATIONAL

### APPEL SOUS LES DRAPEAUX DU CONTINGENT 1984/12

Le ministère de la défense communique :

La fraction du contingent 1984/12 comprendra, s'ils ont été reconnus aptes au service, les jeunes gens :

a) Dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1<sup>er</sup> décembre 1984 ;

b) Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1<sup>er</sup> décembre 1984 ;

c) Volontaires pour être appelés le 1<sup>er</sup> décembre 1984 et qui, à cet effet, ont, avant le 1<sup>er</sup> octobre 1984, déposé une demande d'appel avancé ;

d) Volontaires pour être appelés le 1<sup>er</sup> décembre 1984 et qui, à cet effet, ont, avant le 1<sup>er</sup> octobre 1984, fait parvenir leur réclamation de report d'incorporation.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 3 décembre 1984.

## DOCUMENTATION - LE BOTTIN ADMINISTRATIF 1984

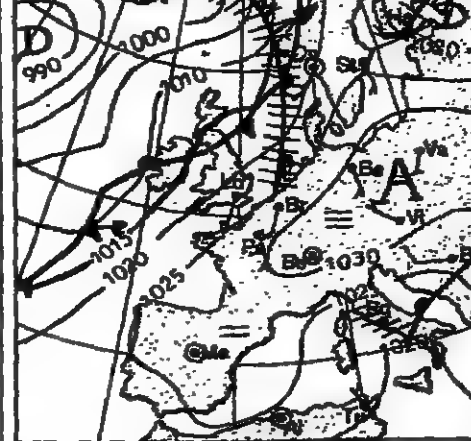
L'édition 1984 du Bottin administratif actualisée vient de paraître.

25 000 bureaux et services compétents sur le plan national, régional et local y sont répertoriés. Plus de 50 000 fonctionnaires et personnels y sont cités, avec la définition précise de leurs responsabilités. Un sommaire analytique, une table alphabétique des matières, et une table des sigles en rendent la consultation rapide et facile. La table alphabétique des noms cités renvoie aux différents services concernés.

● On peut se procurer cet ouvrage à la librairie Bottin, 28, rue du Docteur Finlay, 75015 Paris. Tél. : 578-61-66 (Prix TTC 427 F).

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 29-10 A 0 h GMT.



Evolution probable des temps en France entre le mardi 29 octobre à 0 heure et le mercredi 30 octobre à 24 heures.

Les hautes pressions de l'Europe centrale débordent sur la France, repoussant sur l'océan les perturbations circulant de Terre-Neuve aux îles Britanniques.

Mardi, situation anticyclonique d'automne sur une grande partie du pays avec beaucoup de brume ou de brouillard des régions du Nord-Est et de l'Est au Massif Central et à l'Aquitaine. Sur ces régions, des températures encore assez basses, 4 à 6 degrés au lever du jour.

De la Bretagne à la Vendée, et des Charentes au Bassin parisien, à la Normandie et à la Picardie, ciel nuageux mais assez doux, 10 à 12 degrés au début de matinée.

Dans le Sud, des Landes et des Pyrénées au bord de la Méditerranée, beau temps ensoleillé, un peu plus de 10 degrés au lever du jour. Dans l'après-midi, sur la moitié sud, il fera beau, ciel bien dégagé, soleil et températures de 20 à 22 degrés.

Sur la moitié nord, ciel encore assez nuageux mais quelques belles éclaircies se développeront plutôt dans l'après-midi. Les températures ne dépasseront pas 15 degrés au meilleur moment de l'après-midi. Les vents resteront modérés ou faibles, ils souffleront de l'est sur les régions méridionales et de sud-ouest l'océan à la Manche.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 29 octobre à 7 heures de 1027,7 millibars, soit 770,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 28 octobre au 29 octobre) : Ajaccio, 20 et 8 degrés ;

Alger, 22 et 13 ; Amsterdam, 11 et 11 ;

Barcelone, 22 et 8 ; Bordeaux, 21 et 6 ;

Bourges, 12 et 5 ; Bruxelles, 12 et 11 ; Le Caire, 26 et 15 ; Casablanca, 28 et 19 ;

Clermont-Ferrand, 16 et 2 ; Dijon, 8 et 6 ; Grenoble-St-M.-H., 17 et 4 ;

Grenoble-St-Gervais, 12 et 4 ; Lille, 11 et 11 ; Lyon, 10 et 6 ; Marseille-Marseille, 18 et 6 ; Nancy, 6 et 3 ; Nantes, 17 et 14 ;

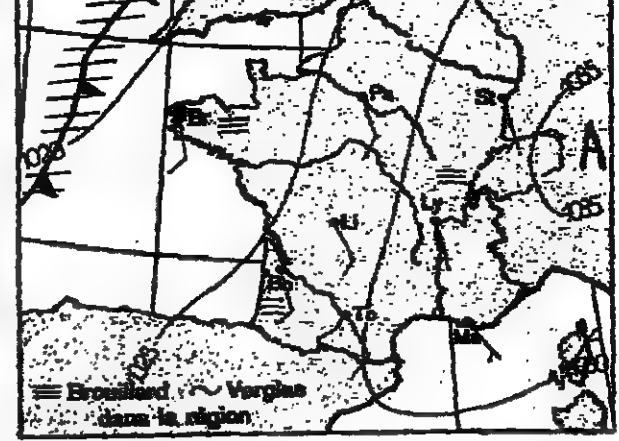
Nice-Côte d'Azur, 20 et 12 ; Paris-Montsouris, 13 et 11 ; Paris-Orly, 13 et 11 ; Pau, 22 et 6 ; Perpignan, 23 et 5 ;

Rennes, 15 et 15 ; Strasbourg, 13 et 5 ; Tours, 15 et 12 ; Toulouse, 19 et 4 ;

Pointe-à-Pitre, 31 et 23 ;

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 13 ; Amsterdam, 11 et 11 ;

### PRÉVISIONS POUR LE 30-10 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable des temps en France entre le mercredi 30 octobre à 0 heure et le jeudi 1<sup>er</sup> novembre à 24 heures.

Les hautes pressions de l'Europe centrale débordent sur la France, repoussant sur l'océan les perturbations circulant de Terre-Neuve aux îles Britanniques.

Mardi, situation anticyclonique d'automne sur une grande partie du pays avec beaucoup de brume ou de brouillard des régions du Nord-Est et de l'Est au Massif Central et à l'Aquitaine. Sur ces régions, des températures encore assez basses, 4 à 6 degrés au lever du jour.

De la Bretagne à la Vendée, et des Charentes au Bassin parisien, à la Normandie et à la Picardie, ciel nuageux mais assez doux, 10 à 12 degrés au début de matinée.

Dans le Sud, des Landes et des Pyrénées au bord de la Méditerranée, beau temps ensoleillé, un peu plus de 10 degrés au lever du jour. Dans l'après-midi, sur la moitié sud, il fera beau, ciel bien dégagé, soleil et températures de 20 à 22 degrés.

Sur la moitié nord, ciel encore assez nuageux mais quelques belles éclaircies se développeront plutôt dans l'après-midi. Les températures ne dépasseront pas 15 degrés au meilleur moment de l'après-midi. Les vents resteront modérés ou faibles, ils souffleront de l'est sur les régions méridionales et de sud-ouest l'océan à la Manche.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 29 octobre à 7 heures de 1027,7 millibars, soit 770,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 28 octobre au 29 octobre) : Ajaccio, 20 et 8 degrés ;

Alger, 22 et 13 ; Amsterdam, 11 et 11 ;

Barcelone, 22 et 8 ; Bordeaux, 21 et 6 ;

Bourges, 12 et 5 ; Bruxelles, 12 et 11 ; Le Caire, 26 et 15 ; Casablanca, 28 et 19 ;

Clermont-Ferrand, 16 et 2 ; Dijon, 8 et 6 ; Grenoble-St-M.-H., 17 et 4 ;

Grenoble-St-Gervais, 12 et 4 ; Lille, 11 et 11 ; Lyon, 10 et 6 ; Marseille-Marseille, 18 et 6 ;

Nancy, 6 et 3 ; Nantes, 17 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 12 ; Paris-Montsouris, 13 et 11 ;

Paris-Orly, 13 et 11 ; Pau, 22 et 6 ; Perpignan, 23 et 5 ; Rennes, 15 et 15 ;

Strasbourg, 13 et 5 ; Tours, 15 et 12 ; Toulouse, 19 et 4 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 23 ;

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 13 ; Amsterdam, 11 et 11 ;

## PARIS EN VISITES

MERCREDI 31 OCTOBRE

« Le musée Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne, M<sup>o</sup> Aliz.

« Un hôtel du dix-septième siècle », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>o</sup> Bouquet des Champs.

« Musée de l'œuvre de Notre-Dame », 15 heures, 10, rue du Cloître-Notre-Dame, M<sup>o</sup> Zola.

« Le donateur Rousseau », 17 heures, vestibule du Grand Palais, M<sup>o</sup> Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).

« Tombes célèbres du cimetière de Pantin », 14 à 30, à l'entrée (Approche de l'art).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 à 30, devant le poste (Arcus).

« De la place des Vosges aux hôtels Rohan-Soubise », 14 à 30, métro Pont-Marie (les Filles-du-Caval).

« La Sorbonne et le quartier Latin », 14 à 30, devant l'église de la Sorbonne (la France et son passé).

« De l'église Saint-Julien-le-Pauvre au cimetière du collège des Bernardins », 15 heures, devant l'église (M<sup>o</sup> Lasserre).

« Passages et jardins de la Montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, portail de l'église Saint-Médard (Paris et son histoire).

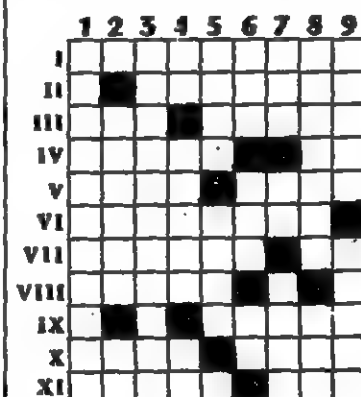
« Watzon », 20 heures, au Grand Palais (M<sup>o</sup> Rojo).

« Le couvent des Carmes », 15 heures, 70, rue de Valenciennes (Tourisme culturel).

« Conférences », 18 heures, université de Paris VII, amph. 24, M. Gu Meisheng : « Réflexions sur quelques chapitres du Dao De Jing ».

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3829



### HORIZONTALEMENT

I. Peut facilement manger des briques. - II. Vieille, c'est une sorte de fosse. - III. Où il n'y a rien à prendre. Faire sortir de la pièce. - IV. Pas un. La moitié de rien. - V. N'est parfois qu'une paille. Comme un serpent qui va s'élever. - VI. Qualifie l'air de celui qui vient d'être mordu. - VII. Tout à fait naturelle. Possessif. - VIII. Comme la porte, quand on se casse le nez. - IX. Il faut l'arrondir pour qu'il n'y ait pas de poussières. - X. Qui n'a donc pas été mis dans le bain. Est en état de besoin quand il est petit. - XI. Baguettes. N'est pas accessible aux piétons.

### VERTICALEMENT

1. Etait plus dur que la tôle. - 2. Un pistolet qu'il faut garder

## PROBLÈME N° 3828

Suprès de soi quand on craint un accident. Adverbe. - 3. Auguel on se peut pas échapper. - 4. Un agrément, on Russie. C'est parfois une planche. Article. - 5. Quand elle est fixe, on dément. Entourée de feuillage, quand ils sont fleuronnés. - 6. Fait perdre bien des boutons. Qui a donc pu nous enrichir. Langue. - 7. Canton de Suisse. On en fait parfois des ponts. Prouve qu'on a été touché. - 8. Qui risquent d'exploser. Un petit grain. - 9. Finis parfois au rabais. Bien aimable.

### Solution du problème n° 3828

Horizontalement

I. Architecte. Amas. - II. Rôle. Allègement. - III. Duel. Ris. Avise. - IV. Obidionale. - V. Il. Cent. Krak. - VI. Sapin. Phœbus. - VII. Eructation. - VIII. Dru. Esquivant. - IX. Te. Lloyd. Na. - X. Atlas. Agence. - XI. Dérivatoire. - XII. Carie. Planteurs. - XIII. Ecure. Sa. Coq. - XIV. Visé. Trés. Chou. - XV. En. SS. Sûre. Pène.

### Verticalement

I. Ardoises. Ta. Cave. - 2. Roublarde. Da. In. - 3. Cils. Pur. Aérés. - 4. Héliciculture. - 5. Dentellères. - 6. Tatin. OAS. - 7. Eliot. Ysopets. - 8. Clan. Pied. Il. Ru. - 9. Té. Athos. Araser. - 10. Egal. Ontogénèse. - 11. Eve. Est. - 12. Ami. Kelvin. CP. - 13. Mesure. Couche. - 14. Ane. Anomé. Roon. - 15. Steaks. Tarasque.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 28 octobre :

### DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 27 janvier 1970 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires des catégories C et D.

● Portant organisation administrative et financière de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts.

● Instituant l'Ecole nationale supérieure de création industrielle.

### UNE LISTE

● De classement des auditeurs de justice de la promotion 1983.

## EXPORTER EN ARABIE

Peuvent servir francs-rouffins, longes, épaves, trépanation commerciale et industrielle AFABE/GOLF, de charge de vos pièces, industrie vos meilleurs paramètres, etc.

SAMIC, 10bis, rue des Poissonniers, 92200 Nanterre - 747-96-28

**Conditions spéciales SALON DE L'AUTO**  
Offre valable jusqu'au 31 octobre

Stock permanent de 500 véhicules

**PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER**  
M. GÉRARD 821.60.21  
227, bd Anatole France ST DENIS Métro : Maine de St-Ouen

هكذا من العمل



Les Etats-Unis  
à la veille  
de l'élection  
présidentielle

## Regards sur



## l'Amérique

QUATRE années de présidence Reagan ont-elles rendu l'Amérique plus forte ou plus faible ? Sous les coups de boutoir de l'administration très conservatrice mise en place au début de 1981 par l'ancien gouverneur de Californie, la société américaine s'est-elle transformée en profondeur et l'expérience, comme l'assurent certains, est-elle transposable ailleurs et, en particulier, en France ?

Le président des Etats-Unis n'est certes pas un M. Chrysanthème. Mais ce serait assurément surestimer son rôle dans le système institutionnel américain que de croire qu'il peut tout. Dans certains domaines relevant de la morale individuelle ou des libertés, M. Reagan et le parti républicain ont dû

se contenter de lancer leurs idées, mais jusqu'à maintenant sans grand succès. Un deuxième mandat lui donnerait, de ce point de vue, de plus grandes chances d'imprimer plus durablement sa marque dans la législation américaine. Mais c'est aussi sur ces questions que l'opinion, y compris dans son propre électorat, malgré l'influence des groupes religieux fondamentalistes, est la moins disposée à le suivre.

La ligne dure et dure, prônée par le président républicain, à long terme de discours, ne relève-t-elle alors que de la rhétorique ? Certes pas, mais certaines orientations prises pas tonnes - pourrions-nous l'hypothèse d'une victoire du démocrate Walter

Mondale être plus ou moins rapidement révisées. Ce serait le cas, notamment, en politique étrangère et, en premier lieu, pour ce qui est de la confrontation stratégique avec l'URSS. Le retour des démocrates au pouvoir porterait, sans aucun doute, un coup au lobby politico-militaire qui a eu, depuis quatre ans, les mains libres pour faire passer des programmes d'armements coûteux et douteux, quant à leur efficacité, si l'on en croit leurs adversaires.

Mais c'est, sans aucun doute, dans le domaine social et économique que la société américaine a connu, ces quatre dernières années, les chocs les plus directs. Qu'il s'agisse de la protection sociale, de l'environnement, des arts, les vertus de rentabilité et de mobilité, de privatisation sont proclamées sur tous

les tons. Notions acceptables en elles-mêmes, mais qui, poussées à l'extrême, favorisent les forts et sont impitoyables aux faibles.

Le président Reagan peut se présenter devant les électeurs avec les résultats d'une relance économique et d'une diminution du chômage et de l'inflation. Mais, outre que, sur ce terrain, l'ouvrage doit sans cesse être remis sur le métier, le bilan, pour être complet, doit tenir compte de la terrible dégradation subie par le tissu économique et social au début du mandat présidentiel. Déjà très rude avant l'arrivée au pouvoir de M. Reagan, la société américaine n'est pas devenue, sous son règne, moins dure.

M. L.

UN ENTRETEN AVEC L'HISTORIEN ARNO MAYER

## Ombres et lumières, les facettes d'un empire...

Alors que les Etats-Unis ont à leur tête un président ultra-conservateur et la France un chef d'Etat socialiste, les traditions malentendues entre les deux pays paraissent s'être estompées. Paradoxe momentané ou tendance durable ? Un historien américain, Arno Mayer, professeur à l'université de Princeton auteur de l'ouvrage *La Persistance de l'Ancien Régime* (1), y voit plutôt, quant à lui, le résultat d'une double faillite inéluctable en Occident et dans le monde soviétique.

« Le président Reagan est en passe d'être réélu. Certains intellectuels de gauche en France considèrent cela comme une catastrophe car ils voient en Reagan une sorte de fasciste. Et vous d'accord avec un tel jugement ? Qu'est-ce que vous leur diriez pour expliquer que Reagan est un produit de la société américaine et non un monstre de l'histoire ?

« C'est un produit de la société américaine, mais plutôt un mauvais produit. Ce que les Français malentendent dans cette affaire, c'est que les rapports entre l'Amérique et la France sur le plan politique, mais surtout culturel, sont comparables à ce qu'étaient peut-être les rapports entre Rome et Athènes dans l'Antiquité. Ce qu'ils n'arrivent pas à admettre, c'est que l'Amérique n'est pas un pays impérialiste, mais un pays impérial qui arrive à s'approprier absolument tout et à reformuler tout à sa façon à elle. Les Français sont choqués quand ils voient la manière avec laquelle les Américains dénaturent les aspects les plus fins de la culture européenne, et en particulier de la culture française.

« Je crois que l'Amérique a toujours des difficultés à l'accepter, mais en ce moment une telle tentative n'existe pas, ni au niveau gouvernemental - il suffit d'observer l'attitude des Français et l'attitude de M. Mitterrand en la matière - ni dans le domaine culturel. Je crois donc qu'il s'agit d'un moment plutôt privilégié dans les rapports entre la France et l'Amérique dans la mesure où les différences entre les deux pays se sont estompées. Quand M. Mitterrand a paru chercher une troisième voie avec le dialogue Nord-Sud, cela n'est pas allé au-delà d'une certaine rhétorique. Quant à la troisième voie qu'il a cherchée en Amérique centrale à travers l'Internationale socialiste, ce n'est pas allé très loin non plus, et les Américains ne se font pas trop de soucis à ce sujet.

« Est-ce qu'on assisterait alors à un déplacement du sentiment anti-américain de la France vers l'Allemagne ?

« J'aurais tendance à penser que c'est cela qui est en train de se passer. Parce que l'Allemagne, à cause de sa situation géographique et de la division Est-Ouest, veut tout de même essayer de reconstruire quelque chose. Il lui faut prendre une certaine distance par rapport aux Etats-Unis et je ne vois pas que le même besoin existe en ce moment en France. Il n'y a plus de contraintes intérieures qui forcent le gouvernement français à suivre une politique absolument contraire à ce que veulent les Américains. Qu'il y ait des nuances, c'est évident, mais les Américains sont beaucoup plus à même de les digérer que les Soviétiques à l'intérieur de leur empire.

« La participation des communistes au gouvernement a-t-elle malgré tout dû à avaler pour Washington ?

« Au début, il y a eu malaise plutôt que méfiance. Les Américains, du moins beaucoup d'entre eux, ont à l'égard du PC la même attitude que les anciens membres du Parti en France : ils ont d'abord moi exagéré le danger de l'appartenance des communistes à ce gouvernement. Mais très vite ils se sont rendus compte qu'il y avait en politique étrangère un effort de la part des socialistes pour se rapprocher de Washington. Ensuite, ils ont admis que le problème n'était pas si dramatique, et l'émotion première a disparu. Je ne crois pas qu'il y ait en ce moment la moindre inquiétude concernant une défection de la France, que ce soit en politique étrangère ou dans le domaine économique. Bien sûr, depuis le départ des communistes, il y a encore moins de raisons de se faire du souci.

### Les séductions culturelles

« Donc au sommet on se rapproche. Mais qu'en est-il des peuples ? Les Français restent très méfiants envers ces Américains qu'ils continuent à ne pas très bien comprendre...

« C'est exactement le contraire. Surtout pour les jeunes Français, l'Amérique est aujourd'hui un pays très séduisant : en raison d'un certain mode de vie social, de l'activité culturelle et artistique. C'est par ce biais-là que les Américains ont réussi - peut-être sans le vouloir - à désamorcer dans la jeunesse française l'anti-américanisme. Et au fur et à mesure que ces jeunes accèdent à des positions plus importantes dans votre pays, ils apportent une plus grande ouverture d'esprit sur le monde américain. Je crois que c'est un des phénomènes de l'après-68. On a beau dire avec raison que 1968 c'est, comme 1848, un tournant dans l'histoire qui n'a pas tourné, il y a quand même eu un changement et en particulier entre l'Amérique et la France, sa jeunesse, ses intellectuels. De nombreux intellectuels français passent beaucoup de temps dans des universités américaines, ils sont inévitablement séduits, et même ceux qui étaient les plus anti-américains à l'arrivée sont complètement transformés au bout de six mois.

« On parle d'anti-américanisme. Mais qu'est-ce que c'est pour vous exactement ? C'est une valeur positive en elle-même ? C'est le rejet d'une certaine politique étrangère, d'une politique économique ?

« Il faut distinguer entre la politique et le culturel. Il me semble qu'en ce moment les Français feraient mieux d'être plus critiques de la politique étrangère américaine qu'ils ne le sont, et qu'ils ne devraient pas se mettre d'une manière aussi totale à la remorque d'un gouvernement qui a à sa tête un président selon moi dangereux, parce qu'il ne domine pas ses docteurs et qu'il est tout de même un peu gâté. Qui dirige en ce moment à Washington ? Si votre président était gâté, ce ne serait pas trop grave, parce qu'il n'est pas le chef d'une superpuissance, mais pour l'Amérique, c'est très grave. D'autre part, la difficulté d'être anti-américain dans le domaine économique, c'est qu'on peut être opposé aux Etats-Unis sur des points particuliers, mais il n'existe pas de formule de réchange. On est analysé sur le système capitaliste international à l'heure actuelle ? Il y a en France, comme aux Etats-Unis, une faillite intellectuelle. Nous n'avons pas de théorie qui nous permettrait de saisir où en est le monde occidental.

« Depuis le coup de poing de Nixon en 1971, le monde est en crise du dollar. Vous ne pensez pas que c'est une

des sources évidentes de mécontentement à l'égard de la politique américaine ?

« Une des raisons pour lesquelles les Américains ne se sentent pas obligés d'agir en ce domaine, c'est qu'ils savent qu'ils ont l'Europe et le monde entier dans leur poche. Vous parlez du dollar-roi, cela n'a rien à voir avec M. Reagan, absolument rien. Je suis persuadé que M. Mondale, sauf contraintes intérieures ou extérieures, continuerait exactement la même politique.

« Finalement, la suprématie actuelle des conservateurs aux Etats-Unis, est-ce que ce n'est pas surtout la faillite des libéraux ? Est-ce qu'il n'y a pas une crise du libéralisme américain qui a inévitablement des prolongements en Europe ?

« Absolument. Cette faillite traverse l'ensemble du monde occidental et c'est une des raisons pour lesquelles on entend tellement bien en ce moment.

« Mais enfin, pourquoi les démocrates n'ont-ils pas cherché M. Mondale, qui ne leur offre qu'une répétition des années 30 ?

« J'étais aux Etats-Unis il y a dix jours, c'est une question qui revient sans cesse dans le débat. Peut-être les démocrates n'ont-ils pas encore trouvé leur Fabius. Peut-être faut-il que les Mondale reviennent au pouvoir parce que si, irrésistiblement, les démocrates se proposent pas une autre politique, c'est parce qu'eux-

mêmes ont été piégés par toutes les théories sur le monétarisme et le libéralisme économique. Or on sait très bien que c'est là un discours fondamentalement malhonnête. Il n'est pas vrai que l'économie américaine soit une économie libérale. Elle se trouve beaucoup plus sous le contrôle de l'Etat qu'on ne le pense. Les Américains le savent, mais les Européens, eux, ne le savent pas.

« Le mythe...

« Oui, c'est effectivement le mythe, mais face à ce mythe perpétué et accentué par les républicains, le seul autre mythe à opposer c'est celui des années 30.

### Une machine de guerre

« Dans ces conditions, vous parlez d'un véritable débat du libéralisme en France comme nous le faisons actuellement en nous inspirant de l'exemple américain ?

« Vous devez me pardonner de vous critiquer, vous, Français. Avec l'esprit cartésien qui est le vôtre, vous devriez être les premiers à dire halte, le message est tellement grossier que nous ne marchons plus. Mais, dans votre pays, ce genre de débat, c'est encore pire, parce que cela devient une machine de guerre, non seulement contre le libéralisme politique, mais en plus une machine de guerre anticomuniste, ce qui n'est plus le cas aux Etats-Unis.

« Est-ce que ce n'est pas cela le fond du problème ? Si un cer-

tain nombre d'intellectuels français sont tentés par l'idéologie américaine, n'est-ce pas aussi parce que la solution socialiste est devenue aléatoire ?

« Effectivement. L'une des contributions positives de l'Union soviétique, si je puis dire, était, dans les années 50 et 60, qu'on avait tellement peur qu'elle ne gagne des positions dans le tiers-monde qu'on a fait des choses, à commencer par le programme de Truman en 1947-1949. Mais, aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Il y a une double faillite dans le monde : celle, intellectuelle, idéologique, du monde occidental, et celle, pire encore, du monde soviétique. Et c'est pour cela que les Américains n'ont plus peur du tout d'une percée communiste dans certains pays du tiers-monde et qu'ils ne font plus rien. Le déséquilibre, en ce moment, est énorme entre l'Amérique et l'URSS. Le danger consiste non pas dans la force des Soviétiques, mais dans leur faiblesse.

« Est-ce qu'il y a pour vous dans les valeurs américaines des éléments qui répondent aux questions que vous posez ?

« Il existe un phénomène positif dans l'expérience américaine, c'est ce qu'on appelle le « self-government ».

JACQUES AMALRIC  
et MANUEL LUCBERT.

(1) Flammarion, 1983.  
(Lire la suite page 24.)

## Jours tranquilles à Denver

### I. - « Nous, gens de l'Ouest »

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

Il y a sans doute plus triste, mais ce n'est à coup sûr pas difficile de trouver plus gai. Denver, Colorado : ah ! l'Amérique profonde, parlons-en. Il faut vraiment être au service commandé pour aller se perdre dans un trou pareil. Et, qui plus est, sans le moindre espoir de trouver une bonne et croquante pépite sous ses bottes. Finis, la grande aventure, épuisée, le filon, les larmes ne servent plus à trier le rayon de lumière de la seule infime « Go West, young man, go West ». Le conseil d'Horace Greeley a connu le succès que l'on sait. Mais au Colorado, lorsque l'appel fut lancé en 1859 dans la *New York Tribune*, ce ne fut pas la bousculade. Il ne faut pas confondre Denver et la Californie. D'ailleurs, à l'époque, Denver, on connaissait à peine. On avait surtout entendu parler de Montana - ah oui, les Rocheuses pointaient déjà leur nez de ce côté-là, il y a un siècle ! - et d'Auraria, la bien nommée. Et puis encore d'un coin appelé, on ne sait trop pourquoi, Saint-Charles. Jusqu'au jour où un chercheur d'or, que le bispéisme n'effrayait pas, déclara qu'il avait « pas encore vu de saints » à Saint-Charles. Avec un sens tactique consommé, l'occasion fut saisie au vol par un général qui campait depuis quelques mois sur ces arpent de terre plantés de tentes et de cahutes sommaires : ainsi naquit Denver-City, un rassemblement hétéroclite de types bizarres, qui passaient leur temps à gratter le sol dans les parages de Cherry Creek et de la South Platte River, plus au nord, et qui s'étaient installés là avec leurs bûches de poudrière à fusil et trois gallons de brandy : provision indispensable pour affronter les maladies, les jours de pluie et pour fêter dignement le 4 juillet, le jour de l'Indépendance. Quelques années plus tard, James W. Denver, gouverneur du territoire du Kansas, qui avait très involontairement contribué à la renommée des lieux, rendit pour la première fois visite à ces colons attirés par les grands espaces et l'appât du gain rapide.

De cette époque héroïque, il ne reste plus grand-chose aujourd'hui à Denver, sinon le Brown Palace, ainsi nommé non pas à cause de sa façade de briques, mais parce qu'il fut construit en 1892 par Henry Cordie Brown, riche propriétaire terrien, dont le portrait orne les murs du Capitole de la ville à côté de ceux d'autres célébrités locales. Et puis aussi la Molly Brown House, une solide villa victorienne en pierre de taille, à veranda et balcon ajouré, rendue célèbre par *l'insubmersible* - Molly, la flamboyante épouse d'un certain James Brown (aucun lien de parenté avec le président), tout cela parce qu'elle avait échappé au naufrage du *Titanic*...

### Des « booms » en série

De nos jours, l'or noir a remplacé les métaux - l'or jaune et l'argent - dans la fortune de Denver, la plus jeune des grandes villes américaines. Dans cette cité, d'un peu moins de cinq cent mille habitants, on compte que deux mille sociétés qui travaillent dans les secteurs pétrolier et charbonnier et les services qui leur sont affiliés. Cela faisait vingt et un emplois en 1977, mais vingt et un mille en 1982. Ce « boom » est le moteur le plus récent de la croissance dans la région. Dans les années 50 et 60, le Colorado a connu le « boom » de l'industrie de défense : la société Martin Marietta s'établissait ici en 1956 pour fabriquer la fusée intercontinentale Titan. Elle est toujours l'un des plus importants fournisseurs d'emplois (10 000).

Les activités de la « cité-reine du plateau » se diversifient sans cesse. Il fallut très rapidement, au début des années 70, doter le centre ville d'immeubles de bureaux en mesure d'accueillir les futures vagues d'hommes d'affaires venus de l'Est. Un véritable vent de folie souffla : la valeur des permis de constructions industrielles et commerciales passa de 52 millions de dollars en 1970 à 166 millions en 1980. Denver rivalisait avec Houston dans les offres de « business offices ».

Les nouveaux arrivants faisaient surtout dans la « chip », la « puce » électronique. Quelques-uns des plus grands noms de cette branche industrielle en plein essor s'établissaient à Denver et dans ses environs : ATT (9 400 emplois), Storage Techno-

logy (9 000), IBM (6 000), Hewlett-Packard (9 000), Eastmann Kodak, etc. Une nouvelle ruée, à tel point que certains crurent pouvoir prédire la naissance d'une nouvelle Silicon Valley.

Espoirs prématurés, mais suffisamment forts pour drainer vers la ville et ses *suburbs* (faubourgs) un flux ininterrompu de population. De 1970 à 1980, l'augmentation du nombre des habitants à Denver comme dans tout l'Etat du Colorado a été de 30 %, soit trois fois plus importante que pour l'ensemble des Etats-Unis (+ 11 %). Les deux tiers de cet accroissement sont dus à l'implémentation d'arrivants, souvent des hommes seuls, venus d'autres Etats du pays et avertis des possibilités de trouver ici un job plus facilement. Une invasion pas toujours vue d'un bon œil par les résidents plus anciens. Des badges, avec l'inscription *new natives*, ont fait leur apparition, puis d'autres affichant *semi-natives*. Même lorsqu'elle ne remonte qu'à deux ou trois générations, l'antériorité ici est bien portée. En réaction contre ce phénomène de rejet, certains « immigrants » ont alors arboré des médailles - « aliens » - proclamant leur statut d'« étrangers ». A quoi, d'autres, plus déçus de ces querelles de certifiants d'origine bien mesquines dans un pays où la mobilité est de règle, ont pourvu à eux un clin d'œil : « Who cares ? » (« Ça intéresse qui ? »). L'allusion des « j'm'en foutistes » n'est évidemment comprise que des initiés...

### Les partisans de la non-croissance

Cette « guerre des badges » est plus qu'un jeu. Besoin de se donner des racines ? Sans doute. Mais aussi crainte d'être entraînés dans un engrenage infernal, dont on finira par être victime, parce qu'on ne pourra plus le maîtriser. Mais l'espace apparemment infini qui s'offre à eux, les gens de l'Ouest sont particulièrement sensibles aux périls écologiques que colporte avec elle la société industrielle. Et ce n'est peut-être pas un hasard si celui qui fut le plus menaçant adversaire de

M. Mondale dans la course à l'investiture démocrate, M. Gary Hart, est précisément un sénateur du Colorado, encore que lui-même ne soit pas un authentique *native* (il est né dans l'Etat du Kansas).

Tout l'établissement démocrate de l'Etat a fait sa carrière sur le thème des dangers de la croissance. Jusqu'à maintenant avec un succès évident. Le représentant le plus original de cette assemblée particulière de démocrates est le gouverneur de l'Etat, M. Richard Lamm. Son pessimisme invétéré lui valut le surnom de « governor gloom », le gouverneur Cassandre en quelque sorte. La percée politique de cet homme, dont la taille, l'absence d'humour et les interrogations inquiètes sur le destin du monde ne sont pas sans rappeler l'ancien président Jimmy Carter, remonte au début des années 70. Alors qu'il n'était à l'époque que simple député au Parlement du Colorado, Richard Lamm partit en guerre, avec la sainte énergie du croisé, contre le projet d'organiser, en 1976, les Jeux olympiques d'hiver à Denver. L'endroit était rêvé. Les sommets blancs des Rocheuses, les Rocky Mountains, sont à portée de vue depuis la ville. Les stations d'Aspen et de Colorado Springs, que les salomons Steve et Phil Mahre devaient rendre célèbres quelques années plus tard, sont par la route rapidement accessibles.

Mais Richard Lamm ne l'entendait pas de cette oreille. Pour lui, le « cirque blanc » olympique était avant tout porteur de nuisances : bruit, pollution atmosphérique, présence d'étrangers à la région, constructions inutilitaires et incontrôlées. Les jours tranquilles de la cité risquaient d'en être durablement troublés. Non seulement Dick, comme on le surnomme ici, réussit à écarter le projet, mais, encore, en 1974, il se faisait élire gouverneur de l'Etat, poste qu'il occupa trois jours. Gary Hart et Patricia Schroeder, la plus ancienne représentante (démocrate) à la Chambre, issus eux aussi de ce mouvement, ne sont pas loin d'être également des adeptes de la non-croissance, en tous cas d'une croissance sévèrement mesurée et peu suspecte écologiquement.

(Lire la suite page 22.)



## Moins de chômage... et davantage de pauvreté

PLUS de six millions d'emplois ont été créés en moins de deux ans, le taux de chômage a été ramené de 11 % à 7 %, l'économie connaît le « boom » le plus rapide depuis la seconde guerre mondiale, et pourtant jamais en plus de vingt ans le nombre des « pauvres » n'a été aussi élevé aux États-Unis.

En août dernier, le bureau de recensement à Washington faisait connaître que plus de trente-cinq millions d'Américains avaient vécu, en 1983, au-dessous du seuil officiel de pauvreté, fixé à 10 178 dollars (environ 95 000 F) par an pour une famille de quatre personnes, avec une augmentation de neuf cent mille personnes cette année-là. Ce sont donc 15,2 % des Américains qui sont déclarés « pauvres », taux en augmentation régulière depuis les 11,4 % de 1978, et le plus élevé depuis les 17,3 % de 1965.

Sans doute, une controverse fait rage outre-Atlantique sur la véracité de ces chiffres : l'assistance gouvernementale aux déshérités sous forme de services sociaux sans versement d'argent liquide a fortement augmenté depuis le milieu des années 60, lorsque le président Johnson déclara la guerre à la pauvreté : bons alimentaires (food stamps), logements à loyer modéré, et, surtout, aide médicale gratuite (medicaid), cette catégorie d'assistance étant celle qui a le plus progressé, passant de 2,2 milliards de dollars par an en 1965 à plus de 80 milliards de dollars actuellement, soit 60 % de l'aide publique.

Or l'aide médicale gratuite n'est pas incluse dans le revenu des ménages, calculé pour déterminer le seuil de pauvreté, de même que ne l'est pas l'ensemble des services sociaux, et certains statisticiens proposent de réintroduire ces prestations dans ledit revenu. En ce cas, et suivant les méthodes, de la plus timide à la

plus audacieuse, la moins « sociale », le nombre des « pauvres » pourrait être réduit de 10 % peut-être même de 40 %.

### Divorces

Mais tout de même, avec le moins « social » des modes de calcul, près de vingt millions d'Américains vivent au-dessous du seuil acceptable dans un pays en pleine reprise économique. Comment expliquer ce divorce entre un retour indiscutable à une prospérité d'ensemble, et une « paupérisation » non moins indiscutable, dont les signes deviennent patents aux États-Unis : soupes populaires, sans-abri, etc., comme ils commencent, d'ailleurs, à le devenir en Europe, mais, hélas, sans reprise économique ?

Est-ce une conséquence normale des méthodes expéditives du patronat d'outre-Atlantique, avec ses licenciements massifs et spectaculaires, qui renforcent l'image d'une Amérique dure aux faibles et aux déshérités ? Est-ce l'effet de la politique Reagan de désengagement des pouvoirs publics en matière d'assistance et de réhabilitation de la prise en charge de leurs risques par les citoyens eux-mêmes ?

Comme on peut le soupçonner, et contre l'attente de ceux qui, viscéralement, rejettent le modèle américain, la réponse n'est pas simple.

Toutefois, elle peut se résumer à une constatation majeure : sous l'impact de la crise et de la concurrence mondiale, les États-Unis sont engagés dans une formidable mutation qui se traduit par un processus très net de désindustrialisation et une modification en profondeur du marché du travail.

Sans doute, la dernière crise a-t-elle conduit à des licenciements massifs, traditionnels dans un pays où la décision de comprimer

les effectifs d'une entreprise reste à l'entière discrétion de l'employeur, même dans les secteurs où les syndicats sont puissants, comme dans l'automobile ou la sidérurgie. Tout le monde conserve à l'esprit la mise à pied de dizaines de milliers d'employés, annoncée sans préavis par Chrysler ou Boeing, sans compter les innombrables décisions de ce genre prises quasi journalièrement de l'autre côté de l'Atlantique au nom de la « respiration » des affaires. Une entreprise ou une filiale ne marche pas, tel produit ne se vend plus, telle campagne publicitaire a échoué ? Le bistouri est manié sans retard.

On sait également que la protection sociale est réduite au minimum, fondée sur la notion de secours temporaire, avec des allocations qui varient suivant les États (de 100 à 180 dollars par semaine, 900 francs à 1 600 francs), d'une durée générale plafonnée à six mois (vingt-six semaines), avec, ces dernières années, des prolongations exceptionnelles et limitées dans le temps : jusqu'à mai 1983, la durée d'indemnisation put atteindre quinze mois dans les États les plus touchés par le chômage.

### Rebouches massives

Mais on sait aussi que dans les entreprises qui procédaient aux mises à pied les plus massives, notamment l'automobile, les rebouches ont été non moins massives pour répondre à un « boom » de la demande. D'autre part, le taux de chômage a reculé spectaculairement, comme on l'a vu, et des milliers d'emplois ont été créés.

Une série de facteurs sont venus successivement peser sur la structure réelle de l'emploi et des ressources des ménages.

D'abord, l'administration Reagan a entrepris de réduire l'aide sociale, notamment l'aide au loge-

ment, dont le montant annuel est tombé de 27 milliards de dollars à environ 10 milliards de dollars. Ensuite, la population active continue d'augmenter, notamment du fait de l'immigration, le plus souvent clandestine, d'origine latino-américaine, mais aussi en raison de l'accroissement du travail féminin et des dernières vagues du baby-boom, des années 60.

Enfin et surtout, les emplois perdus dans l'industrie pendant la crise n'ont pas tous été regagnés, loin de là : la productivité a fortement augmenté, avec une robotisation croissante (automobile par exemple), et l'industrie elle-même, essentiellement dans les secteurs lourds, a perdu de la substance, irrémédiablement semble-t-il. De novembre 1982 à juin 1984, la mécanique n'a retrouvé que 37 % des emplois perdus, la production primaire des métaux, 22 %, tandis que la sidérurgie ne regagnait rien du tout après une chute de 33 %.

### Emplois dans les services

En revanche, les services non seulement ont traversé sans dommage toute la crise, mais encore ont augmenté de 21 % leurs emplois, que ce soit les banques, les assurances, l'hôtellerie, la restauration, la santé et la réparation automobile.

On pourrait caricaturer la reprise économique américaine en estimant qu'elle s'est faite, pour une bonne part, sur l'ouverture de fast-food et le recrutement de gardiens d'immeuble. Mais une chose est certaine : il s'est produit un formidable transfert d'emplois vers le tertiaire et les services en tout genre, la haute technologie n'ayant pris qu'une place mineure, car même dans la Silicon Valley, s'il y a beaucoup de créations d'entreprises, il y a aussi beaucoup de disparitions.

Or il faut avoir à l'esprit un fait capital. Dans les services, notamment ceux rendus aux particuliers, beaucoup d'emplois sont non qualifiés, souvent à mi-temps, et, souvent, moins bien rémunérés : secrétaires, aides-soignantes, gardiens d'immeuble, vendeurs, caissiers, etc.

Autre fait capital, le taux de syndicalisation, déjà faible aux États-Unis (15 % en 1983) et en

moulin des démocrates qui, avec le candidat Mondale, accusent le président Reagan d'enrichir les riches et d'appauvrir les pauvres.

Ce dernier pourra répondre qu'on ne gagne rien à appauvrir tout le monde et que, effectivement, l'Amérique s'est remise au travail, avec une chute verticale du chômage. Il pourra aussi faire valoir que les aides sociales deviennent un fardeau impossible

### Comparaisons

|  | ÉTATS-UNIS                      | FRANCE                    |
|--|---------------------------------|---------------------------|
| Population totale                          | 232,1 millions                  | 54 millions               |
| Femmes                                     | 119 millions                    | 27,5 millions             |
| Hommes                                     | 112,5 millions                  | 26,5 millions             |
| Noirs                                      | 27,6 millions                   | 4 millions                |
| Hispaniques                                | 12 millions                     |                           |
| Expérance de vie                           |                                 |                           |
| Femmes                                     | 78,2 ans                        | 78 ans                    |
| Hommes                                     | 70,8 ans                        | 70 ans                    |
| Divorces sur 1 000 mariages (1980)         | 226                             | 247                       |
| PDI global                                 | 3 073 milliards de dollars      | 3 549 milliards de francs |
| par habitant                               | 13 239 dollars                  | 70 000 francs             |
| Inflation                                  |                                 |                           |
| soit 1984/soit 1983                        | +4,2 %                          | +7,4 %                    |
| Production industrielle                    |                                 |                           |
| soit 1984/soit 1983                        | +9,4 %                          | +2,1 %                    |
| Chômage par rapport à la population active | 7 %                             | 9 %                       |
|  | (Sources : Statistics Abstract) | (Sources : INSEE)         |

décroissance très nette depuis les 23 % de 1973, est quasi nul dans le plupart des services, où, d'autre part, la rotation des effectifs peut être rapide s'il s'agit d'emplois non qualifiés. Si un salarié veut obtenir des garanties solides pour la sécurité de son emploi, il doit s'adresser aux vieilles industries à forte et traditionnelle implantation syndicale.

A cet égard, il est tout à fait significatif de constater que, dans l'accord conclu récemment entre le géant General Motors et le syndicat unifié de l'automobile, la priorité est donnée à une plus grande sécurité de l'emploi, au-delà de la rémunération, qui ne suivra pas la hausse des prix. Alléluia, c'est la loi du plus fort.

Pour l'économiste américain Anthony Carnevale, « il y aura de moins en moins de bons postes et de plus en plus de petites situations ». Le principal économiste de la centrale syndicale AFL-CIO ajoute : « On va avoir une masse de laissés-pour-compte du progrès, dont le niveau de vie baissera et des taux de chômage élevés partout où les seuls emplois disponibles seraient très mal payés ».

A ces laissés-pour-compte, il faut ajouter tous ceux qui arrivent au bout de leurs vingt-cinq semaines d'assurance-chômage, et qui n'ont pas tous, tant s'en faut, d'assurance complémentaire privée, les minorités, noires et hispaniques, les « paumés », les femmes abandonnées avec une kyrielle d'enfants, le tout sur fond de diminution des aides publiques. Ce tableau peut apparaître assez sombre, et apporter de l'eau au

à supporter et qu'elles favorisent le chômage professionnel et le parasitisme.

### Passer du Nord au Sud

L'hôte de la Maison Blanche, et les républicains avec lui, pourront, enfin, soutenir que le marché de l'emploi est vaste aux États-Unis et que, s'il s'en donne le mal, chacun peut y trouver son compte. De fait, l'image selon laquelle l'Américain qui perd son emploi prend sa voiture pour passer de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud est toujours véridique, et elle l'est même davantage en période de « boom » économique.

A cet égard, les États-Unis offrent toujours un spectacle étonnant, et le plus souvent incompréhensible au Français qui veut travailler et vivre « au pays » à l'Européenne, pour qui changer d'Etat est, la plupart du temps, une impossibilité « un traumatisme ». Tout cela est un vieux débat que, de ce côté-ci de l'eau, on tranche avec autorité en affirmant que « chez nous, tout cela n'est pas possible, ou pas applicable ». Vraie. Est-on bien sûr que ce qui se passe aux États-Unis ne soit pas la préfiguration de ce qui pourrait se passer chez nous, la reprise économique en moins ?

FRANÇOIS RENARD.

## Jours tranquilles à Denver

(Suite de la page 21.)

« Nous, gens de l'Ouest, ne sommes pas des Américains comme les autres », nous dit, de sa voix légèrement trébuchante, Gene Arnold, billettiste au Rocky Mountain News, l'un des deux quotidiens d'information de Denver, qui se livrent depuis toujours une lutte au couteau. Gene, lui, est natif, un vrai de vrai. Son père régnait en maître sur la gare centrale des chemins de fer. De Cherry Hills Village, l'espace résidentiel ultra-chic, dans le sud, avec police privée et gentilhommières cousues, abritées des regards indiscrets derrière des rideaux d'arbres, à La Casita, quartier hispanique où s'alignent, uniformément semblables, de modestes villas en bois aux façades délavées, Gene la connaît bien sa ville et il l'aime tout autant.

« Tout bien considéré, nous dirais, Denver est encore un des meilleurs endroits au monde où vivre et fonder une famille. »

Aux dernières élections présidentielles, en 1980, ce sceptique au regard doux et un peu blasé — il a débarqué en Normandie en 1944 et il a, ensuite, « couvert » la guerre de Corée — avait voté pour John Anderson, le candidat indépendant. Le choix entre Carter et Reagan lui semblait vraiment être une malédiction. Cette année, il n'est pas beaucoup plus emballé, mais il donnera quand même son bulletin à Mondale « sans enthousiasme » et en sachant que ce dernier n'a aucune chance, « heureusement, peut-être », d'être élu.

### Le juste combat de Gary Hart

Dans le camp démocrate, l'exaltation n'est pas au rendez-vous, c'est le moins qu'on puisse dire. Vis-à-vis du candidat Mondale, la distance, généralement, est marquée, sans méchanceté, juste un brin de condescendance et une pointe de regret. L'affrontement avec Gary Hart, pendant les primaires démocrates, a laissé des traces. « Nous avons mené le juste combat », nous dit nonchalamment Kip Cheroute, lui aussi un enfant du pays, qui a préféré abandonner Washington et ses intrigues — « une vie de fou » — pour retrouver son Colorado natal.

Nous sommes installés à la terrasse d'un restaurant « français » de la zone piétonne. Le cadre est pimpant, un des rares endroits un peu humains du centre-ville, toujours plus écrasé par les immeubles de bureaux de quarante ou cinquante étages — l'un d'eux se termine même en forme de tiroir-caisse, rien d'étonnant, c'est une banque. Le



carillon d'un bâtiment public, tout près, égrène ses notes claires. Le temps est clair, le ciel d'un bleu d'azur : à Denver, le soleil brille trois cents jours sur trois cent soixante-cinq.

« Personne ne pensait que Hart briserait aussi loin, qu'il aurait un tel écho dans le Parti démocrate », reprend Kip mezzavoice. Car il n'est pas lié, lui, aux intérêts spécifiques de tel ou tel groupe. Il n'est pas allé voir les syndicats pour solliciter leur soutien. Il n'est pas allé non plus quémander auprès des associations pour les droits civiques, et pourtant sur ce point il n'a absolument rien à se reprocher. Non, il a préféré chercher à élargir la base de l'électorat démocrate. Enfin, Kip sait au moins, aujourd'hui, depuis qu'il a vu les candidats débattre à la télévision, qu'il ne votera « pas contre Reagan, mais pour Mondale ».

L'attitude de Kip en dit long sur le handicap avec lequel Fritz Mondale est parti dans la course à la Maison Blanche. Car, après tout, malgré son air d'étudiant dégingandé et sa Volkswagen antédiluvienne, Kip, qui appartient au staff local de la représentante Pat Schroeder, est presque un apparatchik.

Le gouverneur Lamm, guère plus convaincu que le cheval démocrate soit le bon, est encore plus direct : « Je ne suis pas d'accord du tout avec Mondale dans sa défense pure et simple du système que nous avons mis sur pied dans les années 30. Chez lui, c'est une affaire de conviction. Mais l'idée qu'on ne peut pas toucher au système de protection sociale n'est pas juste. Le Medicaid (le système de couverture médicale) explose, il échappe au contrôle. Il vaudrait

mieux que les démocrates modifient leurs vues sur ce point. » Et d'ajouter, le plus sérieusement du monde : « Moi, je pense, par exemple, que nous devrions élever l'âge de la retraite ». On comprend évidemment que la Confédération syndicale (AFL-CIO) ait soutenu à fond et dès le début Walter Mondale.

### Toujours plus d'impôts !

Alors le parti démocrate n'est pas adapté aux défis du temps ? Il traverse une phase de transition ? « C'est tout à fait mon avis », répond sans hésitation Dick Lamm. Je mentionnerai seulement trois points : le Parti démocrate a été un parti créateur de bien-être et de justice sociale, un peu comme le Parti socialiste en France. Mais, aujourd'hui, notre pays subit des attaques économiques de la part d'États comme le Japon, la Corée du Sud, Taiwan, Singapour. Nous devons nous soucier de créer des emplois pour l'avenir. Ensuite, nous sommes trop liés aux intérêts particuliers. Nous demandons ce que les professeurs demandent, nous réclamons ce que les ouvriers réclament. Ça ne va pas, nous n'avons plus de vision large, dépassant ces objectifs limités. Enfin, le parti démocrate ne prend pas assez au sérieux le fait que le gouvernement central échappe au contrôle. Certes, les dépenses militaires sont trop élevées, mais les réduire ne serait pas suffisant. Il faut aussi faire des coupes ailleurs et augmenter les impôts. Sur ce dernier point, au moins, le gouverneur rejoint le candidat de son parti. Comme s'il voulait donner raison aux républicains qui affirment que leurs rivaux n'ont qu'un mot à la bouche : toujours plus d'impôts !

Décidément, chez les démocrates, ce n'est pas la joie, ni l'unité sans faille. L'amertume se double du sentiment d'être complètement oublié par la candidate Mondale. Depuis qu'en 1908, la convention démocrate se réunissait à Denver — pour la première fois, dans une ville de l'Ouest — pour désigner Bryan contre William Taft (c'est ce dernier qui fut élu), beaucoup de neige est tombée sur les pics des Montagnes Rocheuses. Si Harry Truman et sa femme Bess, dont un frère vivait dans la ville, étaient appréciés des habitants de Denver, faisant oublier l'indifférence manifestée auparavant par Franklin Roosevelt, le plus aimé des présidents n'en reste pas moins Dwight Eisenhower.

C'est de Denver que l'ancien commandant en chef des troupes de débarquement allié lança sa candidature à la présidence, et c'est encore dans cette ville, dont il appréciait le climat et la tranquillité, qu'il fut victime, en 1955, d'un accident cardiaque qui le contraignit à y passer plusieurs semaines de convalescence. Aussi, lorsqu'une électricienne rouennaise nous confia que c'était à Eisenhower que le personnage de Ronald Reagan lui faisait penser, le message, plus que toute autre considération, était clair : même s'il commet des erreurs, même s'il ne connaît pas ses dossiers, cela n'a pas d'importance, Ronald Reagan a le fit avec ceux qui sont prêts à accepter ses discours, son message est clair, simple, bref, il passe la rampe. Et ses électeurs y trouvent au moins des raisons de voter pour lui, au moment même où ceux de Mondale continuent de couper les cheveux en quatre et vont se rendre à l'évidence : pas obliques, comme des crabes.

MANUEL LUCHNIET.  
(A suivre.)

**Halte au Vol**

1 serrure à 5 points  
+ d'autres marques

**PICARD**  
Matériel GARANTI 5 ANS

+ 1 blindage acier 15/10°

+ 4 goujons d'acier anti-dégorgement

+ 3 cornières anti-pince

à l'extérieur sur le pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

**3.600 F TTC**  
Pose et démol. comp. PARIS-BANLIEUE

**Sté S.P.P.**  
11, rue Minard  
92130 Issy-les-Moulineaux  
☎ 554.88.08  
554.41.95

FACILITES DE PAIEMENT

**ski de fond en FINLANDE**

**Noël et Nouvel An au Paradis de la Neige**

**Hôtel Ounasvaara (en Laponie)**  
23 déc - 2 janv.  
F. 8.095

**La ferme de l'éleveur de rennes (en Laponie)**  
21 - 29 déc.  
F. 5.530  
28 déc. - 2 janv.  
F. 4.690

**Parc d'Aulanko**  
28 déc. - 2 janv.  
F. 3.950

demandez la brochure "destination Finlande Laponie" à votre agent de voyages ou

**ALANT'S TOURS**  
5, rue Danielle Casanova  
75001 Paris  
☎ 296.59.78



مكنا من الدخول



## Comment dit-on «cocorico» en anglais ?

**L**A scène se déroule le 26 octobre 1983 à Charleston (Caroline-du-Sud), et c'est par excellence l'image que les manuels d'histoire devraient retenir du premier mandat de M. Reagan.

L'avion militaire ramenant de la Grenade le premier contingent d'étudiants américains « sauvés » par l'opération « Urgent Fury » vient d'atterrir. L'un d'entre eux, Jeff Geller, vingt-quatre ans à l'époque et tout de blanc vêtu, s'agenouille et embrasse le sol de la patrie avant de lever, en signe d'hommage, deux poings fermés devant trois massifs soldats en treillis qui en rient de plaisir. « J'ai toujours été une colombe », va déclarer M. Geller, mais j'insiste à quiconque de dire un seul mot contre l'armée américaine.

Tout est là. Cet agenouillement de musulman en prière et ce baiser à la terre évoquant celui du pape lorsque ses pèlerins le reçoivent dans un nouveau pays, mêlent patriotisme et religion. L'étudiant payant tribut à son armée efface d'un coup la vieille identification entre jeunesse et contestation. L'enthousiasme de cette ancienne « colombe » originaire de l'Etat (démocrate) de New-York dit enfin à quel point l'Amérique sous M. Reagan se plaie à ne plus douter d'elle-même et se montre fière de son drapeau, sûr de ses valeurs et de son bon droit.

Aux lendemains du Noël suivant, un gros fabricant de poupées militaires indique que son chiffre d'affaires est, en un an, passé de 45 à 85 millions de dollars. Il n'est pas le seul heureux de la profession, dont un porte-parole explique que les parents « ne tombent plus dans la même hystérie qu'il y a dix ans à l'idée que leurs enfants aient pour jouets des pistolets ou de petits soldats ». « C'est l'état d'esprit du pays, ce nouveau patriotisme, qui est en l'espèce le principal facteur,

explique-t-il, car, nous ne décidons pas des tendances mais répondons à la demande. »

Et cette attitude est forte. A en croire le secrétaire adjoint à la défense, M. Lawrence Korb, l'armée n'a « jamais eu de meilleurs candidats ». Leur nombre aurait augmenté de 10 % après l'opération de la Grenade, pour tant précédée de la sanglante boucherie de Beyrouth. Ce n'est pas le colonel Mauley Rogers, directeur du recrutement à la prestigieuse académie militaire de Westpoint, qui le contredira. Il a dû faire face, l'année dernière, à 12 700 demandes d'admission pour 1 443 places. « De nouveau », dit-il, jeunes gens et jeunes filles voient un honneur dans le service de la patrie ; les blessures et le martyre endurés pendant la guerre du Vietnam — de la fin des années 60 au début des années 70 — sont apaisés. »

### Bannières étoilées et tenues camouflées

C'est peu dire, car les enfants et les cadets de la génération qui voulait « faire l'amour, pas la guerre » semblent avoir pris l'exact contre-pied. En développement spectaculaire il y a deux décennies, le pourcentage des femmes américaines ayant eu des relations sexuelles prémaritales avait atteint les 80 % en 1975. Il s'est réduit aujourd'hui de près d'un tiers, et ce n'est pas seulement la terreur suscitée par l'herpès ou le SIDA qui explique le spectaculaire déclin des lieux de rencontres ou d'orgies dans les grandes métropoles de l'Union.

« Le comportement sexuel », explique le docteur Clatworthy, professeur de sociologie à l'université de l'Etat de l'Ohio, est modifié par une évolution générale vers le conservatisme. »

Outre les producteurs de mitraillettes en plastique et, bien

sûr, les fournisseurs du Pentagone, ce sont aujourd'hui les fabricants de bannières étoilées et de tenues camouflées pour enfants qui font fortune. Les uns et les autres se voient partout dans les rues du pays, et, de passage dans la mère patrie, un correspondant à l'étranger du *New York Times* disait, il y a un an, sur dix pages du magazine dominical du quotidien, sa stupéfaction d'avoir « vu de Dallas à Cleveland, en passant par Boston, plus de drapeaux déployés et de plus grande taille » que tous ceux qu'il avait vus dans son enfance.

Qu'aurait-il dit s'il avait assisté, l'été dernier, aux conventions des deux grands partis ? Voulant cou-

vrir « ne pas éprouver le besoin d'accuser l'Amérique ». Quel fut le grand moment lyrique du discours de M. Reagan ? Une longue évocation des foules rassemblées par la flamme olympique sur la route des Jeux de Los Angeles, où la communion nationaliste fut telle qu'on eût cru que c'était une guerre qu'y gagnaient les Etats-Unis.

Attention pourtant aux contre-sens. De même que M. Reagan est beaucoup moins « gâchette rapide » que ne le disent les démocrates, ce nationalisme est très peu belliciste. Le débarquement à la Grenade a ravi les Américains parce qu'il a coûté peu de pertes ;

ment, de leur président le rappel de leurs « marines ». Tous les sondages le montrent : même avec un Congrès qui lui serait plus favorable, M. Reagan aurait demain du mal à convaincre son opinion qu'il faille débarquer au Nicaragua, pourtant sandiniste et tout sauf populaire.

Les républicains aiment à souligner que c'est sous des présidents démocrates que l'Amérique s'est engagée dans la deuxième guerre mondiale, puis dans celles de Corée et du Vietnam. Il y a là plus qu'un piètre argument de polémique électorale. Ce constat porte dans l'opinion publique. Après vingt années de bonheurs relatifs, mais spectaculaires, du mouvement des droits civiques, les assassinats politiques, la révolution des mœurs, la guerre du Vietnam, le Watergate, la récession, la crise iranienne et les questions trop compliquées que M. Carter lui posait, l'Amérique veut la paix.

### Une paix très armée

Oui, la paix : une paix solidement armée à l'intérieur des frontières, bien défendues et à l'abri desquelles elle puisse enfin se retrouver. Le président est un « nice guy », un « brave homme », auquel chacun peut s'identifier jusque dans la simplicité des idées et le mépris des complexités. L'armée peut à nouveau être aimée et complétement. Dieu et la morale sont remis à l'honneur, et les Noirs et les « Bruns » (hispaniques) priés de se débrouiller seuls ou de se faire oublier.

Ce qui caractérise le « nouveau nationalisme » de l'Amérique, ce n'est pas du tout le bellicisme, mais l'égoïsme sacré d'une nation puissante et de tous ceux de ses nombreux enfants qui partagent sa prospérité. 56 % des Blancs américains se disent « très nationalistes », mais ce n'est le cas que de 35 % des Noirs, qui savent que

ce bonheur n'est pas encore le leur.

Peut-être l'Amérique ignore-t-elle, même si ce n'est pas le cas de ses dirigeants, que la reprise de l'économie coûte très cher au tiers-monde et même à l'Europe, mais elle préfère de loin cette situation à l'époque où M. Carter expliquait que la politique de l'OPEP impliquait d'inévitables sacrifices.

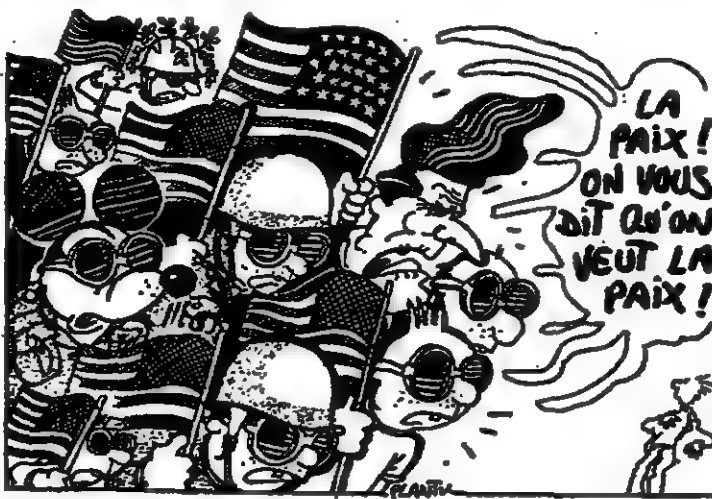
Il est difficile de savoir si M. Reagan croit réellement que l'Amérique pourrait être un jour dotée d'un système de protection antimissiles si complètement étanche qu'il la mettrait à l'abri à la fois du danger et de la peur inhérente à la dissuasion. Le fait est, pourtant, que ce fantasme symbolise bien l'Amérique d'aujourd'hui. Il y a cinq ans, des ayatollahs en furie la ridiculisaient et la qualifiaient à la face du monde de « Grand Satan ». Elle a maintenant proclamé, par la bouche de M. Reagan, que l'URSS était « l'empire du mal », ce qui signifie essentiellement — la prémisse ne garantissant pas l'exactitude de la conclusion — qu'elle serait, elle, l'empire du bien.

Lors de son débat télévisé avec le vice-président Bush, M. Ferraro avait tenté de s'attaquer à la racine du reaganisme. « Le patriotisme », avait-elle dit, ce n'est pas seulement tirer fier du pays tel qu'il est, c'est tirer fier d'un pays assez fort pour relever les défis du futur. »

M. Reagan lui avait à l'avance répondu, début septembre, lorsqu'il s'était rendu à Nashville, capitale de la country music, pour y entonner : « Je suis fier d'être américain », avant de laisser tomber sous les hurras : « Tout ce qu'ils [les démocrates] savent faire, c'est chanter le blues. »

Comment dit-on « cocorico » en anglais ?

BERNARD GUETTA.



Dessin de PLANTU.

per l'herbe sous le pied à leurs adversaires, les démocrates agitaient à San-Francisco au moins autant de drapeaux qu'il y avait de délégués. Peine perdue : ceux de Dallas étaient des drapeaux vivants, et M. Kirkpatrick, la représentante de M. Reagan aux Nations unies, pourfendait les libéraux pour toujours « accuser l'Amérique en premier ». Les Etats-Unis étaient chantés en technicolor ; un orateur remerciait sous les ovations le président

# 90% DES DIPLOMATES IGNORENT QUEL JEU EST INTERDIT EN URSS.

ESTIMATION GREY  
SEPTEMBRE 84

RÉPONSE:  
LE MONOPOLY

Histoire, littérature, cinéma,  
etc... Remue-Méninges, le nouveau jeu qui met votre culture en questions. 6000 colles pour déchaîner les passions.

Remue-Méninges

La version française de  
Trivial Pursuit



© Copyright 1984 Horn Abbot International Ltd. Un jeu Horn Abbot sous licence de la marque déposée "Trivial Pursuit". Fabriqué et distribué par CPG Products Corp. Distribué en France par l'intermédiaire de General Mills Jeux et Jouets - 93500 Pantin.





## L'argent privé a pris le relais des fonds publics dans le financement des arts et lettres

Il y a quatre ans, le candidat Reagan déclarait que l'Etat n'avait pas à se mêler de culture. Parmi les premiers organismes atteints par les coupes budgétaires de la nouvelle administration figurèrent le National Endowment for the Arts (NEA) - Fonds national pour les arts - et le National Endowment for the Humanities (NEH) - Fonds national pour les lettres - les deux principales agences fédérales créées à l'instigation du président Kennedy pour subventionner les activités culturelles.

Cette année, si le discours présidentiel demeure inchangé sur les nécessaires réductions des dépenses de l'Etat, les artistes ne semblent plus visés. Ce n'est pas parce que les budgets ont été réduits au minimum. Au contraire, quelques jours avant que la session parlementaire ne s'achève et que députés et sénateurs ne partent en campagne électorale, ceux-ci ont voté des budgets en nette progression tant pour les « arts et lettres » que pour la radio-télévision publique.

La NEA bénéficiera en 1985 de 169 millions de dollars, le NEH de 157 millions de dollars et la Corporation for Public Broadcasting - la Compagnie de radiodiffusion publique - de 200 millions de dollars pour 1987, de 225 millions pour 1988 et de 250 millions de dollars pour 1989. Ces budgets sont en effet votés plusieurs années à l'avance afin d'isoler au maximum radio et télévision des influences politiques et de permettre le développement de programmes à long terme. Des réductions peuvent néanmoins être votées annuellement. Cette année, la télévision publique a pu bénéficier de fonds supplémentaires grâce à un amendement à une loi d'aide au Salvador.

C'est dans une large mesure grâce aux succès du lobby que les organisations artistiques ont mis sur pied qu'elles ont pu continuer à bénéficier des deniers publics. Elles ont su convaincre à Washington comme au niveau local.

Selon M<sup>me</sup> Laurel Dickranian, directrice du développement aux Los Angeles Philharmonie, « les institutions culturelles savent aujourd'hui

se battre pour trouver de l'argent dans un environnement très compétitif ». « Si les décisions du président Reagan ont eu un impact négatif en termes de subventions distribuées, elles ont eu un effet inattendu et bénéfique : l'union des institutions culturelles en une coalition viable et unie », dit M. Douglas Edwards, responsable des expositions et rétrospectives à l'Academy of Motion Picture Arts and Sciences.

Cette concurrence, dit M. Wally Smith, directeur de la station universitaire KUSC de Los Angeles, rendra peut-être les organisations artistiques plus fortes et plus saines, au détriment néanmoins des plus petites d'entre elles, sans doute les plus créatives. Le défi est pour les institutions reconnues de trouver un moyen de ne pas étouffer les petites de talents qui constituent les jeunes groupes et d'encourager leur croissance.

### Pas de pitié pour les petits

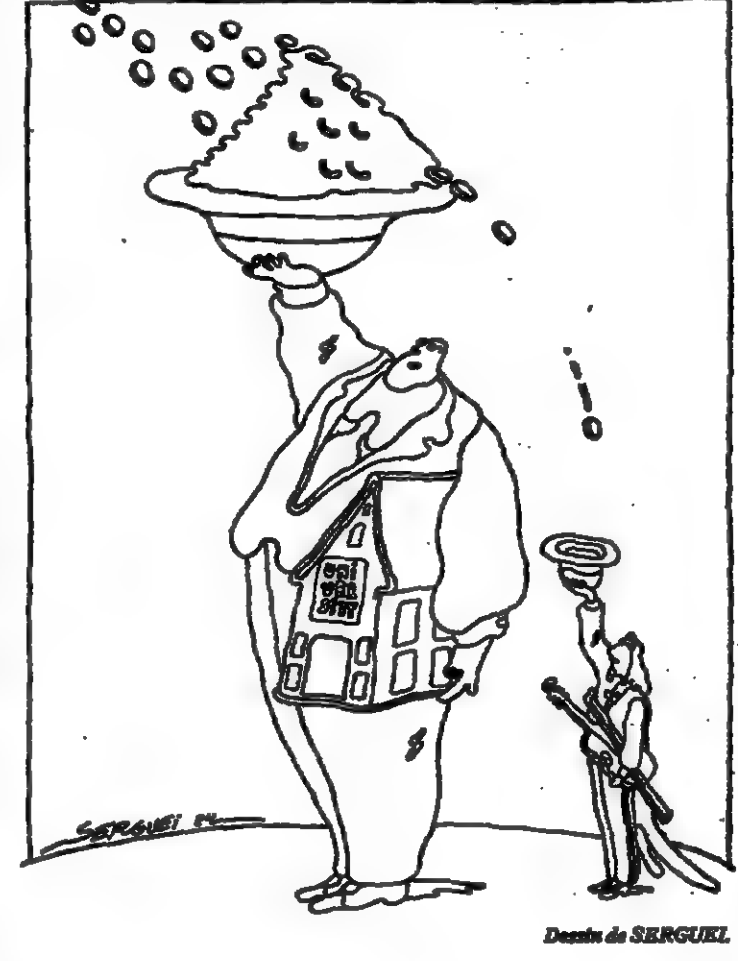
Si les institutions reconnues ont su se faire entendre et compenser par d'autres moyens la baisse de leurs subventions, les petites organisations ont souffert. « Pour une petite association, 2 000 ou 3 000 dollars font toute la différence », dit Mme Juse Chulwich, directrice de la California Confederation for the Arts. M. Randall Bourscheidt, conseiller culturel adjoint de la ville de New-York, regrette les effets psychologiques de cette « rhétorique sur les coupes budgétaires ». Selon lui, « aujourd'hui, les petites organisations renoncent même à déposer un dossier auprès des pouvoirs publics ».

Ce découragement est partagé par d'autres. Mme Peg Yorkin, par exemple, directrice de Los Angeles Public Theatre, qui a abandonné les représentations gratuites de Shakespeare dans le parc pour louer un théâtre commercial. « Le temps et l'effort que nous consacrons à concevoir un programme susceptible d'être subventionné n'en valent

pas la peine, explique-t-elle. En fin de compte, cela nous créait plus de problèmes que d'avantages ». Pour M. Alan Rich, le critique musical de *Newweek*, « l'aide des pouvoirs publics est tellement faible par rapport aux besoins réels qu'elle en devient presque une nuisance ». « Cela fait longtemps, ajoute-t-il, que la politique n'attire plus les meilleurs. La seule aristocratie aujourd'hui est dans les affaires ».

Tout au long de son mandat, M. Reagan a encouragé entreprises et particuliers à assumer une part

plus importante des dépenses de la nation dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la culture. Le bilan, après quatre ans, est partagé. Des services de première nécessité ayant été contraints de trouver ailleurs le financement qui leur était refusé par les pouvoirs publics, les organisations artistiques sont passées au second plan. « L'entreprise qui veut se donner une bonne image civique aura, du mal, explique M. Wally Smith, à refuser de l'argent à un hôpital pour en donner à



Dessin de SERGUEI

l'opéra. La fragile reprise économique n'a pas, comme l'espérait l'administration, amené les entreprises à augmenter leurs budgets philanthropiques. Les entreprises ont, dit M. Randall Bourscheidt, deux fois plus de demandes, mais un budget en stagnation. Le secteur privé doit donc choisir. Et l'entreprise préférera financer la planification prestigieuse qui va toucher un public nombreux plutôt que les recherches d'un jeune musicien. Le riche particulier aimera financer la construction d'un musée ou d'une université et voir celui-ci porter son nom, plutôt que de contribuer aux frais de fonctionnement d'une association.

Mais les pouvoirs publics peuvent alors intervenir pour donner une direction possible au secteur privé. Une subvention publique, aussi petite soit-elle, peut aider considérablement son bénéficiaire à trouver de l'argent privé. Le National Endowment for the Arts estime, par exemple, que ses « subventions-défini » permettent en fait aux associations de recevoir 7 dollars « privés » pour 1 dollar « public ».

### L'argent du « Mercado »

Les financements privés sont aujourd'hui de rigueur. Prenons l'exemple du Théâtre Mark Taper Forum de Los Angeles. Les pouvoirs publics contribuent pour 7,5 % environ au budget total de 8 millions de dollars, avec une subvention fédérale de 300 000 dollars, une aide de l'Etat de 200 000 dollars, du comté de 60 000 dollars et de la ville de 50 000 dollars. L'essentiel du financement provient de la vente de billets et des sommes récoltées par le Music Center dont fait partie le théâtre. Le Music Center a, cette année, recueilli près de 8 millions de dollars, dont 44 % en provenance de particuliers, 43 % d'entreprises et 13 % de « fondations et divers ».

Parmi ces revenus divers figure, par exemple, le « Mercado », organisé tous les deux ans. Des objets donnés ou vendus à des conditions avantageuses par des commerçants ou des entreprises, sont ensuite

vendus aux enchères lors d'une grande fête publique. Cette année, le bénéfice net a été de 700 000 dollars.

Ce type d'activités sera sans doute amené à prendre de plus en plus d'importance. Une association de Los Angeles, le Grassroots Center, organise même des cours destinés aux administrateurs d'associations à but non lucratif afin de leur apprendre à se lancer légalement dans des opérations commerciales.

Le financement de l'American Cinematheque, qui ouvre ses portes à Los Angeles fin 1986, est particulièrement intéressant. Cette cinémathèque sera située dans un parc appartenant au comté de Los Angeles et occupera un tiers du bâtiment central, un prestigieux auditorium aujourd'hui désaffecté. Le reste de l'édifice sera loué à une entreprise privée qui, après avoir pris à sa charge les travaux de rénovation, y installera un hôtel, des bureaux et des boutiques. Le loyer servira à l'entretien du parc, et l'événement sera versé à la cinémathèque.

Il faut, pour finir, insister sur la diversité des situations. Certaines villes, certaines Etats, sont plus riches que d'autres, ou ont à leur tête, en particulier, des contributeurs, des citoyens plus enclins à procéder à leur charge des dépenses culturelles. La ville de New-York vient en tête dans ce domaine avec un budget culturel de près de 85 millions de dollars. A Minneapolis, c'est grâce aux efforts d'entreprises qui ont décidé d'accorder 5 % de leurs profits à la ville. Ce qui représente plus de 10 millions de dollars. L'Alaska Repertory Theatre a reçu 1 million de dollars de l'Etat et le Visual Arts Center d'Anchorage, 235 000 dollars sur un budget de 600 000 dollars. Ce qui représente plus de 40 % du budget. Le directeur de l'Alaska, c'est quand même étrange que ce soit aux responsables des « endowments » de défendre un budget en diminution, et au Parlement de leur accorder davantage. FREDÉRIC DE GOLOSCHMIDT.

## RELIGION

### Le rigorisme puritain au service d'une mission salvatrice

Il faudrait remonter aux crises et aux controverses que l'Angleterre traversa sous les Stuart pour mesurer ce qu'est d'exceptionnel l'exode puritain vers la Nouvelle-Angleterre, entre 1629 et 1642. Ce fut, pour l'époque, un modèle d'émigration et d'implantation. Sans rompre officiellement avec la mère patrie, mais en gardant habilement ses distances, même sous Cromwell, John Winthrop, le premier gouverneur de la colonie du Massachusetts, assisté d'une équipe de subordonnés et de pasteurs remarquables, créa de toutes pièces une société qui, tout en se réclamant ardemment de la Bible, ne relevait d'aucune conception prétablée, et dont les vestiges, altérés, bien sûr, par les vicissitudes de l'histoire, restent encore tangibles de nos jours.

On a tellement écrit sur ce sujet aux Etats-Unis qu'il est difficile de donner une idée d'ensemble de ce qui fait l'originalité de cette expérience qui se voulait unique, mais non utopique. Y observait-on, pour reprendre l'expression du grand maître des études puritaines, Perry Miller, une « piété augustiniennne », ou bien ne fut-elle, sans peut-être s'en rendre compte, qu'une importation du modèle anglais de la paroisse rurale en y superposant un rigorisme et un exclusivisme dont on débat encore aujourd'hui, et qui valut à l'aventure puritaine, à certains moments, une réputation de théocratie et d'obscurantisme ?

Ce qui est sûr, c'est que, pour la première fois, dans l'histoire anglaise en tout cas, pouvoir spirituel et pouvoir temporel étaient clairement distingués (quoique fréquemment conjugués) et que, à l'idée d'un Christ embrassant tous les membres d'une collectivité, succédait celle de la « congrégation » indépendante, choisissant elle-même son pasteur et bientôt ses propres fidèles, soumis à des confessions publiques. Bien que toute autorité dérivât en principe de la Bible, d'abord interprétée selon les règles de la logique non scolastique et non abandonnée à l'inspiration de tout un chacun (d'où une hostilité farouche à l'égard des quakers et des illuminés de toutes sortes), et que le péché originel doublé d'une prédestination temporelle empêchât la création de céder à l'orgueil de ses accomplissements, il n'est pas certain que les prédicateurs de la première génération - ils étaient en majorité sortis des universités britanniques ou de Harvard, fondée

en 1636, - n'aient pas assigné à la Nouvelle-Angleterre un rôle de redémption universelle qui servirait de référence à toute une littérature de glorification des Etats-Unis et de leur mission salvatrice.

Avant guerre, un savant anglo-américain releva que, de toute la chrétienté réformée, c'était l'Angleterre qui s'était le plus profondément pénétrée de l'ancien Testament jusqu'à s'identifier au peuple d'Israël. Ce qui ne veut pas dire qu'avec réserve pour l'Angleterre même s'appliquent les sermons prêchés en Nouvelle-Angleterre et, plus tard, dans toutes les colonies tombant par contagion dans sa mouvance oratoire, où l'allusion à Israël dépeint de beaucoup le simple figure de style.

Sans doute le clergé de la Nouvelle-Angleterre se méfiait-il des visionnaires isolés qu'il traquait sans pitié, et les sermons ne sont-ils que de maigres ressources pour juger de la religion telle qu'elle est vécue par les fidèles. On se tromperait également si, en se fiant à l'optimisme débordant des années 50, on s'imaginait que, aux Etats-Unis, la pratique religieuse a été, sans interruption, plus continue et plus intense qu'en Europe. S'il n'y avait pas eu de temps de désaffection, les révéls, si fréquents dans l'histoire religieuse américaine - au point qu'ils servent à « périodiser » celle-ci, - n'auraient pas eu tant de retentissement. Le Grand Réveil de 1740, auquel collaborèrent successivement un Allemand, un Irlandais et un anglais venu de Londres, le célèbre George Whitefield, est considéré sérieusement comme le premier « événement » intercolonial, et, bien que l'on puisse arguer qu'il reste sans lendemain, il s'est trouvé un historien pour vouloir prouver, sous une surabondance de textes, qu'il avait apporté au mouvement pour l'indépendance américaine non seulement des vocations d'apôtres pendant la guerre, mais des justifications spirituelles.

Pourtant il est connu que l'époque de la Révolution est l'une de celles où seule une minorité d'Américains adhéraient à un groupe religieux. Les pères fondateurs ne se sont jamais perdus en oraisons. Pourtant, même en ces temps de basses eaux, il y avait des limites à ne pas dépasser. L'athée militant était mis au ban de la société. Ethan Allen, le héros de la bataille de Ticonderoga, publiée en 1784 une attaque contre le

christianisme, qui fit scandale. De même, Thomas Paine, qui, avec *Common Sense*, avait publié un best-seller, le premier en territoire américain, fut reçu froidement quand parut son *Age of Reason*, qui s'en prenait à la Révolution et à la Bible. Tout le monde lui tourna le dos et il mourut en 1809 dans la solitude et la misère. D'après son biographe, il eut encore quelques lecteurs sur la « frontière » (le Tennessee, le Kentucky), mais celle-ci allait bientôt être reconquise par le second Réveil, qui vit méthodistes et baptistes convertir en masse, durant des camps meetings d'été, des milliers de gens qui avaient jusqu'alors été préoccupés davantage que le salut de leur âme.

### Les mormons, puritains singuliers

Plus au nord, le trop-plein humain de la Nouvelle-Angleterre se mettait en marche vers l'ouest, et c'est du plus déshérité des Etats, le Vermont, que vint le fondateur de cette croissance singulière du puritanisme que constituent les mormons - équipés sans exemple par elle se permettant d'ajouter un livre saint aux Ecritures canoniques. Aussi la secte fut-elle partout persécutée, et Joseph Smith, lynché par une foule qui ne tolérât pas la « dissidence » qu'il avait mise sur pied. Après maintes tribulations, il ne trouva la paix qu'au milieu du désert. Le mormonisme a survécu à ces épreuves. Il a même prospéré, sans renoncer pour autant à son écotisme et à son autoritarisme. Même auprès des gens frustes qui chasseraient les mormons, le Réveil et ce qui en émanait avait fait œuvre : peu importait l'appartenance à telle ou telle « dénomination », la nouvelle République, qui n'avait pas connu d'âge des Lumières comparable à celui qui avait dominé le dix-huitième siècle européen, ne se concevait que sous l'égide du protestantisme et sous la coupe de sa morale dans sa forme la plus sévère.

Aussi le catholicisme entra-t-il, après l'indépendance, dans une sorte d'exil. Déjà déchiré des départs - ou l'arrivée - par les luttes de tendances entre croyants de diverses origines ethniques, il fut de plus à supporter l'ostacisme du milieu américain, brisé depuis toujours contre le papisme. Il fut également à supporter la longue suspicion du Vatican à l'endroit de ses sympathies démocratiques, ce qui l'enferma pendant des généra-

tions dans un ghetto d'où il n'émergea qu'au milieu de ce siècle. Aujourd'hui, ses temps difficiles ne sont plus qu'un souvenir. Washington a enfin noué des relations diplomatiques avec le Saint-Siège et les ordres religieux - jadis objet d'opprobre pour le protestantisme américain - participent pleinement à la vie culturelle du pays.

S'il fallait une preuve supplémentaire de l'influence persistante de la religion sur les mœurs, ou du moins sur l'imaginaire des Etats-Unis, on la trouverait dans ce qui est advenu aux Noirs après la guerre de Sécession.

Peu à peu lâchés par leurs « libérateurs » blancs, ils se firent une religion à eux, plus ou moins dérivée des courants qui étaient entrés en contact avec eux au temps de l'esclavage. Mais, tout comme les Blancs, ils ne sont pas fondus dans une Eglise unique. Méthodistes et baptistes noirs se subdivisent en plusieurs Eglises. Ils ont leurs collèges et leurs séminaires, qui doivent souvent leur fondation et leur survie à la philanthropie du Nord. Et il est tout à fait significatif de cette christianisation - qui, d'ailleurs, elle est inspirée à un historien américain un des rares livres à travers les pages duquel on sente palpiter, une véritable émotion religieuse. Nous voulons parler de l'œuvre d'Eugene Genovese, *Routes des Noirs*, Jourd'hui (1).

Les Noirs ne sont pas seuls, au Sud, à pratiquer avec ferveur. Qu'on se rappelle l'infortuné Jimmy Carter, sans oublier ni sa mère, qui, à l'âge de la retraite, s'engagea dans la Peace Corps, ni sa sœur, Ruth Carter-Stapleton, qui, avec ses livres sur « la guérison intérieure », préconisait une sorte d'auto-psychanalyse, qui lui valut une certaine réputation. Avec Ronald Reagan, apologiste touchant des pertes viles de son enfance du Middle-West, celles où il y avait, où il y a toujours, plus d'Eglise que de bâtiments publics, et Fritz Mondale, fils de pasteur, nous ne quittons pas le terroir de l'histoire religieuse américaine, même si les Eglises n'ont plus d'autre message à délivrer que celui de l'édification par le succès et du vote populaire.

ALAIN CLÉMENT.

(1) *Roll, Jordan, Roll*. Ed. Vintage Books, 1972.

On peut se reporter utilement, pour une plus ample présentation, à l'excellent tableau des Eglises aux Etats-Unis, de Claude-Jean Bertrand, paru en 1975 aux Presses universitaires de France (« Que sais-je ? »).

## Les facettes d'un empire...

(Suite de la page 21.)

« Vous avez pris conscience en France de l'importance de cette idée avec la décentralisation, mais ce sont des mots parce que c'est tellement contraire à votre histoire, à votre mentalité, que vous n'avez pas pu l'arriver. Mais aux Etats-Unis, la décentralisation, le « localisme », est quelque chose de très fondamental. Certes, il peut servir de la une idéologie populiste de droite, mais je pense pour ma part que ce pourrait être un élément important d'une reconstruction idéologique dans un sens démocratique et libérateur.

Mais cette carte, c'est M. Reagan qui la joue, même s'il l'aide. Les démocrates, chez vous, apparaissent comme très centralisateurs, non ?

Certes, mais ce n'est pas moins un élément fondamental. Prenez par exemple la manière selon laquelle sont organisées les universités ou dont fonctionne la vie culturelle. La grande contradiction que l'Amérique est en train de vivre, c'est précisément qu'il existe des éléments d'une renaissance démocratique à un moment où le pays est porteur de responsabilités énormes. Il existe aux Etats-Unis un groupe de jeunes penseurs qui ont été influencés par l'œuvre de Marx et qui ont retenu des concepts qui renvoient à la tradition démocratique. Je pense par exemple au concept d'autonomie, d'émancipation, qui se trouvent dans le domaine culturel, mais aussi dans le domaine politique. Il y a, selon moi, dans certains domaines - intellectuel, scientifique, culturel - une vie beaucoup plus riche, beaucoup plus expérimentale aux Etats-Unis qu'en France.

### Un choix ou une malédiction ?

Cet « empire », pour vous, c'est le résultat d'un choix ou une malédiction ?

Je ne suis pas persuadé qu'il y ait véritablement un choix. C'est quelque chose qui nous est tombé dessus, mais, en même temps, cela a été une certaine malédiction. Les valeurs démocratiques qui ont fait de ce pays ce qu'il est se sont perpétuées. Mais l'empire, selon moi, est beaucoup plus immense qu'on ne le dit. Et il a été acquis au rabais, grâce aux deux guerres mondiales, qui ne nous ont rien coûté - laissons de côté les morts, je pense aux aspects matériels, économiques, intellectuels. Quand on devient riche du jour au lendemain, cela ressemble toujours à une malédiction. Mais on ne peut pas dire non plus que c'était innocent, surtout si vous regardez notre politique en Amérique centrale et de Sud. La politique du « gros baton » date d'avant la première guerre mondiale.

En vous entendant, on a parfois le sentiment que vous at-

tendez de la part des intellectuels européens, français, des réponses à la crise qui frappe le monde occidental ?

Peut-être. Prenons, par exemple, le système de protection sociale. Est-ce qu'il faut le maintenir en l'état ou l'adapter ?

Je comprends qu'on puisse poser le problème en ces termes en France où la protection sociale est développée. Mais aux Etats-Unis, ce n'est pas le cas. Il faudrait au contraire se demander si on ne peut pas mettre sur pied un système de sécurité sociale comparable à ceux qui existent dans la plupart des pays européens. Donc, si un Gary Hart considère que notre système de garantie sociale pose des problèmes comparables à ceux qui existent dans les pays européens, je dis qu'il se trompe. Il est tout à fait absurde qu'un pays aussi riche que l'Amérique, le plus riche peut-être dans l'histoire du monde, connaisse encore des poches de pauvreté et de misère.

Il me semble par ailleurs que les discussions que vous avez sur les conditions de licenciement des salariés, qui consistent en quelque sorte à faire du capitalisme à visage humain, sont très intéressantes. J'ai à l'esprit, entre autres, l'accord récemment conclu chez Renault, où il est question de créer un fonds pour la formation des personnels, en particulier des jeunes. Ces questions-là devraient être débattues aux Etats-Unis. Or je vois qu'il n'en est rien, bien au contraire. Chez nous, on développe le secteur tertiaire, dans le quel on peut embaucher des jeunes sans aucune qualification. On engage des caissiers qui ne savent même pas comment rendre la monnaie. D'un autre côté, il y a les exemples négatifs. Je pense au domaine universitaire, qui est chez nous complètement figé. On se demande comment un pays comme la France, qui a la prétention d'apporter des valeurs culturelles à l'ensemble du monde, peut continuer à fonctionner avec un tel système universitaire, digne de l'Ancien Régime.

Donc, il est abusif de faire trop de comparaisons entre les deux pays.

Oui, c'est justement la raison pour laquelle tout le débat sur le libéralisme est mal engagé. Si l'on reprend le thème de la décentralisation, peut-être est-il souhaitable qu'en France, une société où tout est tellement rigide, souffre un vent d'émancipation. Mais aux Etats-Unis, où la décentralisation existe déjà, vouloir accentuer cette tendance risque de mener trop loin.

JACQUES AMALRIC et MANUEL LUCBERT.

La suite de notre supplément « Regards sur l'Amérique » paraîtra demain (numéro daté 31 octobre).



مكتبة النسخ

REPRODUCTION INTERDITE

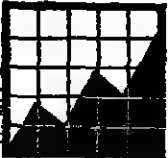
... LE MONDE - Mardi 30 octobre 1984 - Page 25

|                     | La ligne | La ligne TTC |
|---------------------|----------|--------------|
| OFFRES D'EMPLOI     | 50,00    | 106,74       |
| DEMANDES D'EMPLOI   | 27,00    | 32,02        |
| IMMOBILIER          | 60,00    | 71,16        |
| AUTOMOBILES         | 60,00    | 71,16        |
| AGENDA              | 60,00    | 71,16        |
| PROP. COMM. CAPITAL | 177,00   | 206,92       |

## ANNONCES CLASSEES

|                    | La ligne | La ligne TTC |
|--------------------|----------|--------------|
| ANNONCES ENCADREES | 51,00    | 60,48        |
| OFFRES D'EMPLOI    | 15,00    | 17,79        |
| DEMANDES D'EMPLOI  | 39,00    | 46,25        |
| IMMOBILIER         | 39,00    | 46,25        |
| AUTOMOBILES        | 39,00    | 46,25        |
| AGENDA             | 39,00    | 46,25        |

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### Home improvement

#### DIRECTEUR COMMERCIAL

Premiers de notre profession, membre d'un groupe international, nous recherchons un professionnel de la commercialisation pour développer la vente de nos produits actuels (CA 130 MF) et introduire en France des produits complémentaires et leaders des autres Sociétés du Groupe. Membre du Comité de Direction, il dirige, organise et anime l'ensemble des services commerciaux (30 personnes). Soutenu par la notoriété et la qualité des produits, il prend part personnellement à l'action commerciale et au développement des marchés. Il a la pratique de la vente aux professionnels et au grand public, par exemple outillage, produits de second œuvre du bâtiment, produits d'entretien, etc. De formation supérieure, il doit pratiquer couramment l'anglais. Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo, salaire actuel, sous réf. 2387 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTEXTE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINTEL (1) 286.10.65

#### directeur administratif et financier, région nord

Le directeur général d'une entreprise fabriquant et commercialisant des produits techniques destinés à l'industrie et à la grande distribution (100 MF de C.A. dont une bonne part à l'export) et liée à un groupe international souhaite accueillir un tel directeur (250.000 F/an +).

Sa mission : améliorer la rentabilité par un meilleur contrôle de la gestion (achats, stocks, trésorerie, frais divers), développer l'outil budgétaire et bien sûr fournir tous les documents comptables et de gestion liés à sa fonction.

Assisté d'un groupe de collaborateurs, il a autorité sur tout ce qui est comptabilité, gestion, finances, administration commerciale, personnel, achats, informatique (IBM 34).

A 35 ans minimum, de formation Sup de Co + DECS, vous avez acquis une solide expérience de la fonction en milieu industriel et apportez fermeté et rigueur dans votre action quotidienne. La connaissance de l'allemand ou de l'anglais est un atout.

Notre consultant, Mme M. C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4576 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Cabinet de Conseil International  
recherche pour

#### Afrique de l'Est Francophone

- Directeur de la Planification Réf. 11
- Directeur Technique Réf. 12
- Responsable Contrôle Gestion & Budgets Réf. 13

Les candidats devront justifier au minimum, 5 années d'expérience professionnelle dans leur domaine et ce, de préférence, au sein d'une grande entreprise de Chemins de Fer.

Un séjour professionnel en Afrique constituera un atout important. Une rémunération tout à fait substantielle et un cadre d'expatriation confortable seront offerts au candidat retenu.

Envoyer votre CV sous référence du poste souhaité à PLEIN CADRE 350, rue de Vaugirard 75015 Paris qui transmettra

PLEIN CADRE

Société Internationale de Conseils  
recherche pour

#### Afrique de l'Est Francophone

- Directeur Organisation Réf. 21
- Directeurs et Méthodes Réf. 22
- Directeur Commercial Réf. 23
- Chef de Service Trésorerie & Budgets Réf. 23

Les candidats justifieront d'une expérience d'au moins 5 années, de préférence, dans une importante entreprise de Distribution d'Electricité. Un séjour professionnel en Afrique constituera un atout important. La rémunération sera très stimulante et les conditions d'expatriation excellentes.

Envoyer votre CV sous référence du poste souhaité à PLEIN CADRE 350, rue de Vaugirard 75015 Paris qui transmettra

PLEIN CADRE



#### emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Grand Groupe Alimentaire International  
recherche pour le

#### cameroun

#### responsable commercial

Chargé d'unifier, de gérer, de contrôler la force de vente d'une région. Le candidat diplômé d'une Grande Ecole Commerciale, homme de terrain ayant au moins 5 ans d'expérience devra démontrer des qualités certaines de réalisme et de dynamisme. Une connaissance de la gestion d'entrepôt, de la vente et de la distribution des produits de grande consommation au milieu africain serait souhaitée. Toutes les conditions de contrat expatrié sont assurées. Logement et véhicule de fonction.

Ecrire avec CV détaillé sous N° 9104 à PARFRANCE ANNONCES 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

## Data General

DATA GENERAL FRANCE, seconde filiale européenne de DATA GENERAL, constructeur de mini-ordinateurs, est en pleine expansion (chiffre d'affaires en progression de 48 % cette année).

Notre Directeur du Personnel est promu au siège européen et, en conséquence, nous recherchons le(la)

### Directeur du personnel

Membre à part entière du Comité de Direction, il(elle) développe, applique et anime une politique sociale globale qui joue un rôle fondamental dans notre « success story ». Particulièrement au fait des grandes orientations de la filiale, il(elle) conçoit la conduite des ressources humaines qui réalisera la subtile alliance des attentes de nos collaborateurs avec celles de nos clients.

Une formation supérieure, une expérience minimum de 5 ans de la fonction en milieu de haute technologie, une maîtrise parfaite de l'anglais sont des atouts maîtres.

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions à Jean MOULEYRE, Directeur Général - DATA GENERAL FRANCE - La Boursière - Porte L - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

Join the winning team

Data General  
a Generation ahead.

#### Directeur technique Télécom à Cannes/Sophia Antipolis

300 000 F

Nous intervenons dans le domaine des télécommunications auprès d'organismes privés et publics pour des installations techniques souvent complexes (220 personnes, 10 000 clients). La qualité de notre matériel et de nos services nous a permis d'acquiescer 20% du marché régional avec des références de tout premier plan. Afin de structurer notre développement, nous créons le poste de Directeur Technique.

Rapportant directement au Directeur Général, vous analysez et argumentez les choix techniques à court terme et proposez les options technologiques de développement de la Société à moyen et long terme. Par la mise en place de méthodes et procédures de contrôle de qualité, vous veillez à l'adaptation de nos équipements aux exigences de performance des clients. Vous organisez et supervisez notre plate-forme de réparation et dirigez notre service achat.

Diplômé d'une école d'ingénieur (E.N.S.T., E.S.E. ou équivalent) vous avez acquis une première expérience formatrice, de 5 années environ, à l'orientation Télécom dans un groupe de dimension internationale, en responsabilité de projet par exemple ou dans un service méthodes voire sur le terrain en DOT, DRT. L'envergure du poste nécessite une grande aisance relationnelle, du caractère, de la présence, de l'autorité, tout ce qui fait votre maturité, mais aussi le sens de l'humour pour avoir le « fit » avec notre D.G.

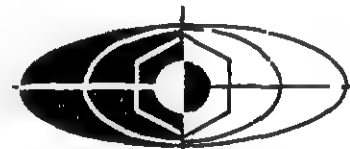
L'évolution du poste est de nature à intéresser les meilleurs d'entre vous.

Bernard Julliet Psycom Provence vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération) réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 1010M, 15 rue Massena - 06000 Nice.



Bernard Julliet  
Psycom PROVENCE

Membre de Syntec



BCEOM

#### Société Française d'Ingénierie

offre dans son groupe de Consultants Internationaux de larges opportunités de carrière à plusieurs experts en :

Gestion des entreprises publiques et/ou

Economie du développement  
planification des transports  
analyse des projets

□ Ils agissent en tant que Conseillers auprès des instances dirigeantes, notamment en Afrique francophone, soit en missions de courte durée, soit en séjours, la scolarité et la vie familiale étant assurées.

□ Ingénieurs ou diplômés d'études supérieures, ils s'intégreront dans une équipe performante de 500 personnes, et bénéficieront d'un contrat de droit français auquel s'attachent tous les avantages de l'expatriation.

Pour nous rejoindre : CV + photo + rémunération souhaitée à :

BCEOM

15, Square Max-Hymans - 75141 PARIS Cedex 15







مكتبة النسخ

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 30 octobre 1984 - Page 27



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## Responsable produits financiers

Bretagne

**Bank Populaire d'Armor**

Cette banque - 450 collaborateurs, 36 agences - est implantée dans les Côtes du Nord et le Finistère-nord. Elle met actuellement en place des moyens matériels et humains permettant de mener à bien un nouveau plan pluri-annuel ambitieux. Dans ce contexte, elle recherche le responsable qui, sous la direction des agences et du développement, aura pour mission de développer les produits financiers dans la clientèle des particuliers et des entreprises. Participant dans son domaine à la définition de la politique de la banque, il assurera la mise au point, la promotion et la commercialisation de tous produits d'épargne et de placement existants ou à créer. Il supervisera le service titres, actions et assurances des exploitants, diffuse l'information financière. Cette recherche offre une sérieuse opportunité à un cadre âgé d'environ 30 ans qui souhaite appuyer sa progression de carrière sur le dynamisme d'un établissement indépendant. Il maîtrisera parfaitement les techniques inhérentes aux produits financiers, à la Banque, à la fiscalité et aura, si possible, une formation supérieure universitaire en Banque. Candidatures et rémunération seront fonction de l'expérience. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1294M.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.32

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Jeune contrôleur de gestion

Ouest

**SEB**

Le groupe MATRA et la firme américaine GCA ont mis en commun leurs moyens propres au sein d'une société à vocation européenne, pour développer, fabriquer et commercialiser du matériel de haute technologie destiné à l'industrie électronique. Cette société, qui démarre ses premières productions, recherche un jeune contrôleur de gestion pour assister le directeur du plan et de la gestion. Il participera à la mise en place et au développement du contrôle de gestion ; il assurera la comptabilité analytique en relation avec la gestion de production et effectuera la consolidation au niveau des filiales. Ce poste convient à un jeune diplômé d'une école de commerce, débutant ou ayant déjà acquis une première expérience dans le contrôle de gestion et le reporting. Il pratiquera l'anglais et aura la motivation de s'intégrer dans un jeune groupe multinational au sein de la fonction gestion. Le salaire annuel de départ sera fonction du niveau de compétence déjà acquis. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1294M.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.32

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ce groupe d'entreprises évolue dans le secteur bâtiment, travaux publics et promotion immobilière. Il est très fortement implanté dans la région Rhône-Alpes où il bénéficie d'une excellente image. Il recherche à LYON un

## JURISTE (H/F)

Dépendant directement du Président du groupe et en collaboration avec les services opérationnels, il prend en charge l'ensemble des aspects juridiques de la vie du groupe : suivi des opérations de promotion, assurances, contrats, marchés, droit social, contentieux... Il coordonne l'activité des intervenants extérieurs (avocats, notaires...) et assure les relations avec les Administrations.

Ce poste s'adresse à un jeune professionnel du droit des entreprises d'une trentaine d'années, de niveau DEA/DESS et apportant une première expérience polyvalente. Il requiert une grande adaptabilité intellectuelle pour aborder des disciplines variées et gérer de nombreux dossiers, de front, ainsi que la sensibilité et la rigueur de la négociation.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8413 A à :

REUSSITES  
11, rue Rambaud  
69008 LYON  
Membre de Syntec

Reussites  
groupe AVISO

## emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Soyez N° 2 chez le N° 1

## CONTROLEURS DE GESTION HF

Milan Düsseldorf Barcelone

Cet important Groupe français (2000 personnes, 2 Milliards de Francs de CA) est devenu en moins de 20 ans le leader mondial dans sa spécialité : la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement destinés à un très large éventail de clients : industries, artisans, commerçants... Le développement de ses activités internationales et en particulier de ses filiales italiennes, allemandes et espagnoles conduit le Groupe à renforcer ses structures.

Véritables adjoints des Directeurs de filiales, ces collaborateurs ont pour mission l'élaboration des budgets, leur suivi et l'analyse des écarts. Animant une petite équipe, ils supervisent la comptabilité générale largement informatisée et assurent le reporting auprès de la maison mère. Progressivement, ils prendront en charge les problèmes administratifs, juridiques et fiscaux ainsi que tout ce qui relève de l'organisation au sein large du terme.

Au-delà d'une formation économique supérieure (ESG option finance comptabilité - niveau DECS) et d'une expérience de 5 ans minimum dans la fonction, les candidats que nous recherchons posséderont une très forte capacité de travail, une disponibilité et une autonomie à la mesure des ambitions d'un leader. La pratique courante de la langue des pays concernés est bien évidemment indispensable. Les conditions offertes ainsi que les avantages liés à ces postes sont largement compétitifs. L'importance du Groupe et son fort développement permettent à des candidats de valeur d'envisager de réelles possibilités d'évolution en France et à l'Etranger.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M9/1206 A à :

EGOR SA  
8, rue de Berr, 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

## URGENT

recherches

ANIMATEURS

ELECTROTECHNIQUE - MECANIQUE - INGENIEUR

pour déplacements 4 mois à ABU DHABI (Arabie Saoudite)

EDUVISION

Téléphone : 227-77-10.

## RESPONSABLE DE ZONE EXPORT

Moyen-Orient, Extrême-Orient, USA

Cette entreprise internationale de vente, commerciale des biens de haut de gamme (meuble, cuisine, PAP de marque, boutiques) vend au détail. La direction souhaite adjoindre un nouveau collaborateur pour la grande région. Autonome dans un contexte de large délégation, il est responsable de l'action commerciale générale sur les zones du concerné. Nous recherchons un vendeur de bon niveau ayant une première expérience significative de l'export.

La connaissance de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M13/1206 A à :

EGOR RHONE-ALPES  
Tour Citadelle - 129 rue Servant  
69431 Lyon Cedex 3

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL



## ESO - European Southern Observatory

est une organisation européenne intergouvernementale établie par les gouvernements de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Suède et de la Suisse.

ESO recherche, pour son observatoire de La Silla situé au Chili (statut international spécial accordé par ce pays) à 2.400 m d'altitude à l'extrême sud du désert Atacama et à 600 km au nord de Santiago, un (m/f)

## INGENIEUR ELECTRONICIEN

(réf. CTR1-14)

de niveau universitaire ou technicien supérieur en électronique.

Il possèdera au moins 5 ans d'expérience pratique en conception et entretien d'instrumentation contrôlée par ordinateur, y compris dans le domaine des systèmes de servo-commande et microprocesseurs, électronique analogique et digitale. De même, une bonne connaissance de l'anglais sera indispensable. Au sein du laboratoire électronique de notre observatoire, il prêterait la main aux activités d'entretien, d'essai et d'amélioration des télescopes ainsi qu'à leur instrumentation auxiliaire électronique.

La rémunération pour ce poste sera fonction de la qualification, de l'expérience et de la situation familiale des candidats.

Les candidatures doivent être transmises avant le 20 novembre 1984 en spécifiant la référence du poste, au Service du Personnel, European Southern Observatory, Karl-Schwarzschild-Strasse 2, D-8046, Garching bei München, Bundesrepublik Deutschland. Tél. : (49) 89 320 06 216-8.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats membres de l'ESO, aucune nationalité n'est a priori exclue.



## S.A. SEB RECHERCHE

### Responsable

### Programmation Ordonnancement Lancement

Il sera chargé de planifier les productions d'un établissement industriel de 1000 personnes en conciliant les objectifs en matière de gestion de stocks, moyens disponibles, délais et prévisions de ventes. Les candidats de formation supérieure devront avoir une expérience en production, méthodes et approvisionnement. Réf. P.V/M

### Ingénieur Électronicien

Il sera chargé, au sein du service "Recherche et Développement" de concevoir les fonctions électroniques des appareils électro-ménagers, tant sur le plan technique qu'économique. Les candidats devront être titulaires d'un diplôme d'ingénieur électronicien assorti d'une expérience de 2 à 3 ans en milieu industriel ou débuter dans la vie active avec de fortes motivations. Réf. I.B./M

### Chargé d'Études Outillage

Il sera chargé des projets d'industrialisation et d'introduction de nouvelles technologies jusqu'à la mise en œuvre en respectant les coûts et les délais. Les candidats devront être titulaires d'un DUT/BTS Génie Mécanique et avoir une expérience de 5 ans ou être titulaires d'un diplôme d'ingénieur mécanicien et avoir 2 ans d'expérience en bureau d'études. La pratique de la C.A.O. et des connaissances en commande numérique seront appréciées. Réf. C.H./M

### Automaticien

Il sera chargé d'étudier, de mettre au point et d'assurer la maintenance de systèmes mécaniques dans les diverses techniques d'asservissement. Les candidats devront être titulaires d'un BAC F2 ou F3 plus DUT ou BTS automatique/électronique industriels. Expérience des Micro-processeurs souhaitable. Réf. A.U./M

Lieu de travail : proximité Dijon.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste souhaité à :

S.A. SEB - Direction du Personnel  
21261 SELONGEY CEDEX

L'ÉCOLE INTERCOMMUNALE DE MUSIQUE DE LA VALLÉE DE LA TINE (ALPES-MARITIMES)

2 ENSEIGNANTS

(ADJOINTS D'ENSEIGNEMENT) pour le 1<sup>er</sup> janvier 1985

- Guitare : 10 h ;

- Violon : 10 h ;

- Violoncelle : 10 h ;

CONCOURS : 6, 7 et 8 novembre 1984

Conservatoire municipal de MENTON

Pour toutes candidatures, contacter : DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE À LA MUSIQUE ET À LA DANSE

Téléphone : (93) 72-27-22.

CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ORLÉANS

recherche

INGENIEUR

Organisation et Méthodes

Formation supérieure mathématique souhaitée.

Brut annuel de 112 600 F à 201 400 F, selon expérience.

Ecrire au : Directeur général du Centre Hospitalier S.P. 2 439

45032 ORLÉANS CEDEX

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS

pour adultes étrangers recherche

PROFESSEUR

expérience pratique VIF et DVD exigée, parler bien l'anglais

plein temps, pièces personnelles

Ecrire sous la réf. T 068.95 à M

RÉGIE PRESSE

7, rue de Montesson, Paris-7<sup>e</sup>.



POMAGALSKI S.A.  
GRENOBLE FONTAINE

Leader mondial construction remontées mécaniques

## CONTROLEUR DE GESTION

pour prendre en charge le contrôle de ses filiales. Le poste s'adresse à un HEC/ESSEC/ISG, possédant une bonne pratique industrielle et le goût du technique. La candidature d'un ingénieur connaissant la gestion et ayant acquis une réelle expérience dans ce domaine serait la bienvenue. Agé d'environ 30 ans, ce contrôleur devra être très disponible pour des déplacements en France comme à l'étranger. La maîtrise de l'anglais est indispensable, l'allemand (ou l'italien) serait apprécié.

Adresser candidature à :

Pomagalski S.A.

11, rue René Camphin - 38000 FONTAINE.

## Le bon départ



CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA LOIRE recherche pour renforcer son département développement DES JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT

SUPÉRIEUR DE COMMERCE (Sup. de Co.). Vous êtes dynamique et voulez réussir votre carrière professionnelle. Débuter dans notre banque, sera pour vous l'opportunité et la découverte d'une fonction vivante et pleine d'intérêt.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à Monsieur le Chef du Personnel - CRICAM de la Loire - 94, rue Bergson - BP 524 - 42007 SAINT ETIENNE CEDEX.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



## THOMSON-CSF TUBES ÉLECTRONIQUES D'ÉMISSION

1<sup>er</sup> RANG MONDIAL dans le domaine des Tubes de grande puissance pour la Radiodiffusion et la Télévision.

Nos produits font appel à des technologies complexes très variées que nous devons faire constamment progresser.

Notre service ESSAIS-QUALITÉ souhaite engager

### INGÉNIEUR ESE - ENST - IEG - ERG débutant ou justifiant d'une première expérience.

Ce RESPONSABLE DE PLATE-FORME D'ESSAIS doit entretenir des contacts suivis avec la Fabrication, les Clients et les Utilisateurs.

Nous recherchons des personnes à fort potentiel, désireuses de s'intégrer durablement à l'équipe qui dirige ce service.

Une aptitude pour les langues étrangères et le goût des contacts sont nécessaires pour faciliter les liaisons techniques.

Merci d'adresser C.V. et photo au Chef du Personnel  
THOMSON-CSF - B.P. 84 - 74202 THONON.

THOMSON  
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

Haute-Savoie

## Jeunes ingénieurs généralistes

N'attendez pas 415 ans pour prendre des responsabilités dans les domaines qui vous intéressent : automatique, robotique, informatique industrielle...

Votre diplôme en poche, vous voulez maintenant concrétiser votre acquis scientifique et prendre en charge la totalité d'un projet : le concevoir, en assurer la cohérence avec la stratégie de l'entreprise (technique, financière et humaine), le défendre auprès du Comité de Direction et le gérer jusqu'à sa réalisation au sein de la Direction Technique.

Venez nous rejoindre : Leader sur le marché de la Vente à Distance, nous étudions l'intégration des technologies de demain dans de nouvelles unités d'exploitation.

Pour réaliser nos projets, nous avons besoin de jeunes ingénieurs "Responsables" comme vous.

Merci d'adresser votre candidature s.r.l. 45 à  
Marie-Agnès CAVANIL  
57, rue de Blanchemaille, 59100 ROUBAIX.

La Redoute



Nous sommes un important groupe industriel français (7500 personnes), leader mondial pour les accumulateurs alcalins, les générateurs spéciaux et les piles à usage industriel.

Nous sommes un des plus importants producteurs français de systèmes électroniques de conversion d'énergie. Le développement de ce secteur nous conduit à rechercher pour notre usine de TROYES, spécialisée dans la fabrication de convertisseurs, un

## INGÉNIEUR D'ÉTUDES PRODUCTIQUES

ARTS et MÉTIERS, INSA...

Débutant ou ayant une première expérience industrielle, vous êtes motivé par la productique et vous maîtrisez l'outil informatique.

Nous souhaitons vous confier la responsabilité de l'étude et de la mise en œuvre de moyens de production automatisés et intégrés.

Votre fonction, par la réalisation de projets d'automatisation, permettra d'améliorer les performances de notre outil de production.

Merci d'adresser votre curriculum vitae sous réf. E. 331 à SAFT - Direction des Ressources Humaines - 57 rue de Villiers - 82200 NEUILLY SUR SEINE.

250 000 F +

Cappelle

## La France 2 ans... passeport pour l'export

Nord

Spécialisés dans les pigments minéraux et organiques destinés à l'industrie, nous sommes un des leaders mondiaux dans notre secteur grâce à notre savoir-faire et à la qualité de nos produits.

Afin de renforcer notre pénétration sur le marché français, nous souhaitons intégrer un DIRECTEUR DES VENTES qui, rattaché au directeur marketing, aura pendant 2 ans un crédit pour :

- développer, structurer, animer notre réseau d'agents existant sur la France (6 personnes). Après avoir défini la politique commerciale, il les aide dans la négociation technique et commerciale avec les groupes nationaux et internationaux basés en métropole.

- participer à l'élaboration du marketing-produit grâce à sa connaissance des besoins des clients.

L'objectif France atteint (réseau « musclé », système de gestion commerciale opérationnel, C.A. développé...), il s'attachera alors à accroître notre présence dans certains pays.

Vous avez au moins 30 ans, êtes diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'Ingénieur (Chimie). Excellent négociateur, vous pouvez justifier d'une expérience confirmée dans la vente de produits industriels (si possible chimiques) et de vos aptitudes dans l'animation d'un réseau. Partant pour relever le « défi France » durant 2 ans, vous souhaitez néanmoins, par le même, tirer profit de votre connaissance des marchés export.

Marie-Odile DEBIEVRE, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 1560/LM, à l'adresse suivante :



DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT

517, av. de la République - B.P. 319 - 59701 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex - Tél. : (20) 31.24.80

APCOREM 888

## Responsable de production

### AUX Ets POMPES GUINARD A NEUVY-ST-SEPULCRE (INDRE)

Sous l'autorité du Directeur de l'Établissement, vous aurez la responsabilité :

- de la fabrication en atelier moderne avec objectifs de qualité, de prix et de délai.

- du bureau de méthodes (détermination gammes de fabrication, choix des moyens, organisation).

Animateur de votre personnel (90 ouvriers et 10 A.M.) avec votre maîtrise, vous lui apporterez l'appui nécessaire pour progresser et réussir. Vous serez, avec le B.E., un des moteurs de la conception des produits et de leur évolution.

Ingénieur, diplômé AM de préférence, vous avez compris que nous privilégions vos qualités d'homme de terrain.

Une expérience de 5 années dans le travail de métaux en feuillard (découpage, emboutissage, soudure) sera un atout supplémentaire.

Pour nous apporter votre compétence, veuillez-vous adresser à la Direction des Affaires Sociales, Madame FONTAINE - POMPES GUINARD - 179, bd St-Denis - 82400 COURBEVOIE, en détaillant avec précision le contenu des fonctions assurées. Confidentialité assurée.

POMPES GUINARD

## LABORATOIRES INDUSTRIELS DE VICHY

appartenant à la

## DIVISION PARFUMS ET BEAUTE DU GROUPE L'OREAL

recherche

### ANALYSTE-PROGRAMMEUR hf

de 30 ans environ et de formation supérieure possédant une expérience qui lui permette de maîtriser l'architecture et la philosophie d'un BP 3000 au point de se partager entre les applications et le système.

### ANALYSTE-PROGRAMMEUR hf

de 30 ans environ, de formation supérieure, ayant une expérience en milieu industriel sur BP 3000 et convaincu(e) que l'informatique doit être un outil puissant au service des gestionnaires industriels.

Les candidats intéressés par l'un de ces postes, un lien de travail dans un site agréable et des perspectives d'évolution dans un groupe en expansion devront adresser leur C.V. manuscrit et détaillé, une photo et la rémunération souhaitée à la :

DIRECTION DES RELATIONS SOCIALES  
L.I.D.V.

BP 314 - 03201 VICHY Cédex.

## Florian Mantoux Institut

SSI MONTPELLIER LIE À UN GROUPE NATIONAL, RECRUTE

### Ingénieur conseil

Dépendant directement du directeur, il prend en charge les études d'organisation concernant une importante collectivité locale (schéma directeur, systèmes automatisés de documentation, etc.). Basé à MONTPELLIER, ce poste convient à un ingénieur ayant au moins 5 ans d'expérience et de réelles aptitudes à la communication.

### Responsable division Aude

Dépendant directement du directeur il met en œuvre le schéma directeur de l'informatique du département de l'AUDE, joue le rôle de conseiller en informatique, bureau et réseau et anime son équipe. Il développe l'informatique auprès des collectivités locales, crée et anime son équipe. Basé à CARCASSONNE, ce poste convient à un ingénieur ayant au moins 5 ans d'expérience et de réelles aptitudes aux relations publiques.

### Chef de projet

Après d'un chef de division, il est responsable de la conception et de la réalisation de projets concernant une importante collectivité locale.

Basé à MONTPELLIER, ce poste convient à un ingénieur ayant au moins 5 ans d'expérience. Pour les trois postes, une connaissance des collectivités locales sera appréciée. Les candidats pourront évoluer au sein d'un groupe de 130 sociétés.

Une définition de fonction sera envoyée aux candidats qui adresseront leur CV et photo sous la référence LR 1084 S (en précisant exactement le poste) à Florian Mantoux Institut, conseil en recrutement, route de Lézignan, B.P. 5555, 34050 Montpellier Cedex. Description et réponse assurées.

MONTPELLIER - TOULOUSE - PARIS

## Ingénieur Achat

RHONE ALPES

Avec un CA de plus d'un milliard de francs (70% à l'export), une progression de nos ventes d'environ 20% en 1984, et des résultats très positifs, nous sommes parmi les tout premiers dans notre domaine d'activité (production de biens d'équipement industriel et grand public). Le Jeune Ingénieur que nous recherchons assurera, au sein d'une équipe jeune et motivée, et en tant que responsable technique, la responsabilité d'une section Achat regroupant plusieurs familles de produits dans des domaines aussi divers que les pièces fonte, plastique et caoutchouc, les moteurs électriques, etc... Acheteur confirmé ou débutant mais disposant d'un fort potentiel, il devra être capable de maîtriser rapidement les techniques d'achat sur les marchés internationaux, auprès d'une sous-traitance hautement qualifiée et de fournisseurs performants. Homme de communication, il mènera à l'extérieur une négociation permanente et dans l'entreprise une concertation continue avec les différents services. Il s'exprimera correctement en anglais et, si possible en espagnol. De larges possibilités d'évolution sont offertes à un candidat de valeur au sein de notre Société et du Groupe industriel dont elle est fière.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 41032814.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION  
l'homme et l'entreprise



Parachimie - Transformation Minérale - 200 Km Est Paris.

## INGÉNIEUR PRODUCTION

Agé de 28 ans minimum, Ingénieur diplômé (ENSI, INSA, Mines ou équivalent), vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans minimum dans une fonction d'animation et d'encadrement d'un atelier ou unité de production dans l'industrie (cimenterie, verrerie, argile industrielle) d'élaboration et de transformation de minéraux par voie sèche ou humide et développant une technologie industrielle au processus automatisé. Parfaitement trilingue allemand, anglais.

Notre société fait partie d'un groupe international, notoirement implanté dans cette activité et nous recherchons pour l'une de nos unités (200 personnes) près du Directeur de Production son adjoint agissant par délégation en responsable des moyens de production. Il veille à produire les quantités requises, respecte les standards de qualité et recherche les meilleurs coûts.

Merci d'adresser votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 5995 MO à notre Conseil  
17, rue Courmeaux 51054 REIMS CEDEX  
58, av. de Wagram 75017 PARIS.

MORENO CONSULTANTS  
Recrutement Structures et Communication



SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE  
PROFESSIONNELLE

recherche

## RESPONSABLE GESTION DES STOCKS

Position cadre

Il a pour tâche d'établir et gérer le plan d'approvisionnement à partir d'un système de calculs de besoins (Mopics).

Il assure la responsabilité du niveau optimum des stocks.

Il est responsable du fonctionnement du magasin.

Adresser C.V. à SERCEL - B.P. 64 - 44471 CARQUEFOU Cedex

CONFESSEUR TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (1) 584 1015

هكذا من الأصل



مكاتب التحرير

REPRODUCTION INTERDITE



## emplois régionaux

### Ingénieur ou Assimilé Assistance technique sur chantier pétrolier

Assurer la présence d'une Société de réputation internationale sur les chantiers de forage pour assister et former techniquement les utilisateurs de ses produits à haute technicité.

Une expérience de l'activité pétrolière serait très appréciée, une parfaite utilisation de la langue anglaise est indispensable.

Ce poste basé en province nécessitera une grande disponibilité pour de fréquents déplacements.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. 2398 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTEXTE PUBLICITE - UTILISEZ VOTRE MINUTE (1) 01 46 14 01 01

#### IMPORTANT ETABLISSEMENT INDUSTRIEL DE L'ÉTAT Région Ouest Littoral

##### RECHERCHE

##### un Ingénieur

départ obligations militaires, ayant expérience de quelques années en mécanique ou électricité, dans milieu marin ou Off Shore si possible, et préparé à utiliser informatique, pour assurer responsabilité préparation de la maintenance d'installations complexes (documentation, outillages, rechargement).

##### un Ingénieur Électricien

confirmé, ayant sans effort du commandement et expérience solide du montage et de la mise en route d'installations électriques complexes, pour occuper poste chef atelier électricien.

##### un Ingénieur

diplômé Ecole d'Ingénieurs, ayant promotion méthodes CAO au sein d'un bureau d'études de constructions navales et, en particulier, mise en place d'un système de solidification. Expérience des constructions navales appréciée.

##### un Ingénieur

spécialiste du calcul des structures, ayant une expérience dans le domaine de la construction navale ou de l'Off Shore pour assurer responsabilité dans ce domaine au sein d'un grand bureau d'études.

Envoyer C.V. détaillé et photographie sous n° 8.548 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSÉES 15, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Une société française, 300 personnes, présente dans les domaines des circuits imprimés souples et des claviers à membrane, recherche un

### JEUNE INGÉNIEUR

(A. & M. ou équivalent)

Sa mission : assurer le développement d'un produit porteur à l'échelon Européen.

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé, à partir d'une information systématique sur les besoins des clients à court et moyen terme, de concevoir de nouveaux produits et de nouvelles applications, et d'élaborer des techniques d'industrialisation.

Poste évolutif pour un tempérament entrepreneur, basé dans une Ville Universitaire Centre-Est.

Ecrire à Michel GOYHENETCHE consultants, 18, avenue Parmentier, 75011 PARIS.

#### LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE RÉGION CENTRE

recherche

##### PHARMACIEN (H. ou F.) CHIEF DE FABRICATION

Dépendant du chef de production, il aura la responsabilité de l'ensemble des fabrications. Il sera l'animateur d'une cinquantaine de personnes. En outre, il devra posséder une expérience approfondie des formes solides.

Adresser candidature à : CEPHOPHAR (Laboratoire Amphar Rolland), service du personnel, SEMOY 45600 FLEURY-LES-AUBERTS.

#### SOCIÉTÉ DE SERVICES Région Alsace - Recherche

##### INGÉNIEURS ET PERSONNEL DE HAUT NIVEAU

Expérience dans les liaisons informatiques, les interfaces, les logiciels de base sur mini et micro-ordinateurs.

Une bonne connaissance du matériel et des systèmes d'exploitation digital serait un atout apprécié.

Faire offre avec C.V. détaillé et prétentions s/r 8543, le Monde Pub., Service ANNONCES CLASSÉES, 15, rue des Italiens, 75009 PARIS.



### L'innovation en électronique et informatique

recherche pour son centre d'Alc en Provence plusieurs ingénieurs confirmés en informatique technique, passionnés par leur métier :  
- Logiciels de base, - Logiciels graphiques, - Réseaux, - Applications temps réel.  
Nous apprécierons la maîtrise des problèmes matériels et systèmes. Merci d'envoyer votre C.V. et prétentions à DIGILOG, 21 rue Frédéric Joliot, 21, 13763 Les Milles Cedex.

#### IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES

recherche pour son siège social à Marseille

##### ANALYSTE PROGRAMMEUR DEBUTANT

Niveau MAGE  
Adresser C.V., photo et prét. sous n° 7 068 856 M, RÉGIE PRESSE, 7, rue de Montessuy, Paris 7<sup>e</sup>.

Établissement universitaire recherche

##### JEUNE INGÉNIEUR ÉTRANGER

pour poste d'assistant associé en électronique, automatisme, robotique et informatique industrielle.

Envoyer C.V. à LUT, 3, rue du Marché-Joffre - 44041 Nantes Cedex ou téléphoner au (40) 74-63-71, p. 383 ou 385.

#### ENTREPRISE DE TRANSPORTS DE VOYAGEURS

SARL LYOONNAISE recherche

##### CHIEF DE COMPTABILITÉ GESTION ET FINANCE H. ou F.

Niveau minimum DEC  
- Age souhaité env. 35 ans.  
Ad. C.V. et prétentions sous le n° 088 833 M.

ANNONCES CLASSÉES  
TÉLÉPHONÉES

555-91-82

... LE MONDE - Mardi 30 octobre 1984 - Page 29

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

Pour faire face au développement de sa filiale chargée de la gestion des portefeuilles de valeurs mobilières, une importante banque française renforce son équipe de gestionnaires et recherche

### UN GÉRANT DE PORTEFEUILLES (H/F)

pour son équipe "gestion diversifiée"

chargé de la gestion sous mandat de portefeuilles de clients particuliers et fonds communs de placement. Il participe dans le cadre de l'équipe à l'élaboration de la politique de gestion.

Son expérience de la fonction d'au moins 3 années obtenue de préférence dans une banque, un établissement financier ou une compagnie d'assurances lui permet de bien connaître les différents mécanismes et de posséder une bonne approche de l'ensemble des places boursières.

De formation supérieure, ce jeune cadre possède une bonne connaissance de la langue anglaise.

### UN GÉRANT DE PORTEFEUILLES (H/F)

pour assister le responsable  
de la gestion des obligations françaises

chargé de participer à la gestion de fonds communs de placement en obligations françaises et des comptes gérés, d'effectuer toutes les études nécessaires s'y rapportant et d'assurer une aide technique auprès du réseau ainsi que des relations clientèle. De formation supérieure (si possible d'actuaire) votre première expérience de la fonction a mis à l'épreuve votre sens des contacts.

Ces deux postes s'adressent à des candidats soucieux d'intégrer une structure performante pouvant leur assurer un développement de carrière dans tous les domaines de la gestion de portefeuilles.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions (en précisant le poste choisi) sous réf. 10583 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS qui transmettra.

La bureautique et l'informatique distribuées sont les axes de notre développement. Pour mener à bien nos projets ambitieux, nous recherchons des

### Ingénieurs (H-F)

pour développer des logiciels de pointe dans l'un des domaines suivants :

- Stations de travail multifonctions

- Réseaux : Transpac, SNA, ISO

Au sein de petites équipes motivées par un travail de qualité, vous pourrez valoriser votre expérience (2/3 ans) en mini ou en micro.

Une plus-value à vos compétences pointues peut vous être offerte par l'animation d'une équipe de travail.

Contactez-nous en envoyant vos CV et prétentions, sous référence 2910 à Michèle Corbineau - BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.



### Contrôleur Financier

L'informatique vous attire...

Société américaine, nous valons 140 millions de dollars sur le marché mondial avec une progression de 40% l'an.

En France, au sein d'une organisation jeune et dynamique, nous commercialisons des périphériques compatibles IBM.

Passionnés par notre métier, nous laissons une large place à l'initiative et aux compétences personnelles dans la mesure où elles s'intègrent à nos principes d'actions et à nos objectifs.

Notre réussite dépend en grande partie de la qualité de notre gestion. Vos responsabilités s'étendront à la Comptabilité, au reporting, à la Trésorerie, à la Gestion du Personnel et des stocks. Par ailleurs, vous aurez à collaborer étroitement avec les services Commercial et Technique. Vous saurez utiliser les outils existants en les améliorant, créer de nouvelles procédures de contrôle et de suivi... En un mot, faire la preuve de votre efficacité.

Diplômé de l'enseignement supérieur (gestion + DECS), âgé de 30 environ, vous avez acquis une expérience de 4/5 ans en cabinet international ou au sein d'une Direction Financière pratiquant les techniques de gestion anglo-saxonnes. Pour les contacts au niveau du groupe, la maîtrise de l'anglais est un « must ».

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M34510 à Rudolph von Raesfeldt TEG 18 place Henri Bergson - 75008 Paris.

division de SYSTEMA



### Controller

qui dirigera nos services Finances/Administration (9 personnes).

Auprès du Directeur Général, il assure la comptabilité générale et analytique, le reporting, le contrôle de crédit client, effectue les contrôles budgétaires et l'exploitation des résultats, gère la trésorerie et traite avec nos banques. Il supervise l'informatique, la gestion du personnel et les services généraux. Pour réussir à ce poste largement ouvert à l'initiative, il vous faut être de formation supérieure et comptable (DEC, Sup de Co + DECS), pratiquer un excellent anglais, avoir une expérience ou en cabinet d'audit (4/5 ans) ou en entreprise et bien maîtriser les techniques de gestion anglo-saxonnes.

Personnalité de Manager, vous alliez rigueur professionnelle et esprit d'équipe.

A la rémunération motivante s'ajoutera une voiture de fonction.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. 34310 M à Rudolph von Raesfeldt TEG, 18 place H. Bergson, 75008 Paris

division de SYSTEMA





OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## L'AVENIR EST DANS L'AIR

Les conquêtes de la haute technologie créent chaque jour de nouvelles exigences. Notre métier : les devancer. Filiale française du géant américain AIR PRODUCTS, nous sommes aujourd'hui le deuxième producteur national de gaz industriels.

La qualité de notre recherche et développement et la modernité de nos équipements sont les fondements de notre réussite.

Pour soutenir notre expansion, nous recherchons des hommes et des femmes capables de répondre à l'enjeu technologique de demain.

### CONTROLEUR DE GESTION JUNIOR

PARIS

Titulaire d'une maîtrise de gestion ou équivalent, vous voulez participer au contrôle de gestion d'une société multinationale et vous possédez de bonnes connaissances d'anglais.

Au contact des opérationnels vous assurez au sein d'une équipe le suivi de la comptabilité analytique, l'élaboration et le contrôle des budgets. P. 01

### INGENIEUR DE PROJETS

PARIS

Ingenieur grande école, vous avez une première expérience d'ingénierie dans les industries de pointe telles que la micro-électronique et le nucléaire. Vous parlez bien l'anglais.

Nous vous proposons de concevoir, d'étudier et de réaliser pour notre clientèle des installations d'un haut niveau technologique. Ce poste implique de nombreux déplacements. Très évolutif, il permettra une promotion rapide à un candidat de valeur. P. 02

Votre avenir nous intéresse. Cet enjeu vous concerne, écrivez à Jean-Pierre DEVIGNE, qui sera heureux de vous rencontrer.

# PRODAIR

PRODAIR TOUR PLEYEL - 93521 SAINT DENIS

### CHEF DE PRODUIT POUR L'ELECTRONIQUE

PARIS

Aujourd'hui commercial à formation technique supérieure, vous voulez devenir le responsable d'un secteur d'activité à forte croissance.

Les besoins de nos partenaires de l'industrie électronique évoluent rapidement. Nous vous proposons d'en coordonner l'approche technique et commerciale. Vous évoluerez au sein d'une équipe internationale afin de participer au renforcement de notre leadership mondial. P. 03

### INGENIEURS COMMERCIAUX

PARIS-LYON

Vous avez complété votre formation technique supérieure par une expérience de 3 à 5 ans dans la vente de produits industriels.

Nous vous proposons de rejoindre une de nos équipes commerciales où la négociation d'affaires à haut niveau associée à une large autonomie de décision vous permettront d'exprimer pleinement vos capacités. P. 04

## responsable SAV vidéo professionnelle

Au sein de SONY-FRANCE, la Division "ENTREPRISES" commercialise la gamme complète des équipements de vidéo professionnelle : caméras, magnétoscopes, téléprojecteurs, systèmes complets de communication, information et formation destinés aux entreprises. Le Service Après-Ventes est assuré principalement par un réseau de revendeurs répartis sur toute la France.

La mission que nous souhaitons vous confier consiste, sous la responsabilité du Chef du Département Technique, à animer et supporter ce réseau : visites périodiques pour informer, analyser les besoins, décider des actions à entreprendre, assurer et coordonner la formation des agents techniques. Ces actions sont complétées par un Laboratoire de réparations basé au Siège, composé de 3 techniciens que vous êtes chargé d'animer.

Pour réussir dans cette fonction, vous êtes de formation supérieure en ELECTRONIQUE, avez environ 30 ans et possédez une expérience de quelques années du SAV "terrain" en contact avec la clientèle. Vos interventions sur les produits d'électronique professionnelle vous ont permis d'acquérir des connaissances indispensables en circuits logiques et en microprocesseurs.

Vous pratiquez l'anglais aisément. Vous avez avant tout un sens inné du dialogue et du service, et aimez travailler en équipe.

Vous disposez d'un véhicule de société.

Si vous êtes intéressé par cette proposition, nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite, avec C.V., photo et prétentions, sous référence SAV M

**SONY**  
ENTREPRISES

au Service Recrutement de SONY-FRANCE  
19, rue Madame de Sarzillon  
92210 CLICHY



## COMPTABILITE TIERS

Nous recherchons le chef de ce service (5 personnes) qui contrôlera l'application des procédures internes pour les règlements effectués par la société et sera le garant de la sincérité des écritures des groupes "comptabilité-fournisseurs" et "comptabilité-clients".

Le candidat retenu sera un jeune cadre possédant un D.E.C.S. ou ayant acquis une expérience comptable de bon niveau et qui saura s'intégrer dans une société dynamique de renom dégageant d'excellents résultats financiers. Adressez votre lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à :

BMW France  
J.F. Guthmann Direction du Personnel  
3, avenue Ampère - 78390 Bois d'Arcy

## Plus qu'une fonction, Apple vous propose...

Dans une organisation souple et efficace : des responsabilités larges et évolutives - une ambiance jeune et ouverte - un esprit d'équipe. Vous permettant d'assurer votre réussite en contribuant largement au succès d'APPLE. L'informatique personnelle vous attire. Venez nous voir, nous recherchons pour nos services :

### assistant budget planning

Vous renforcez notre équipe actuelle et participez à la création de nouveaux outils de contrôle budgétaire en liaison avec notre département informatique.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (commercial, gestion), vous avez une expérience similaire de 2 ans en entreprise et vous pratiquez l'anglais. Vous maîtrisez la comptabilité américaine. Réf. JPM-24-LM-12

### assistant finance

Vous êtes responsable du suivi comptable de nos budgets de marketing et de publicité et mettez en place de nouvelles procédures. Vous participez activement au reporting mensuel. DECS, vous maîtrisez le reporting et la comptabilité américaine et pratiquez l'anglais. Vous avez une expérience de 2 ans en entreprise ou cabinet d'audit. Réf. JPM-24-LM-12

### responsable comptable

Vous assumez l'entière responsabilité du suivi comptable et financier d'une association en forte croissance. BTS comptable ou équivalent, vous êtes autonome et bénéficiez d'une première expérience réussie. Vous avez des notions de comptabilité anglo-saxonne et pratiquez l'anglais. Réf. JPM-24-LM-12

### responsable formation

Vous développez et mettez en place le programme de formation interne en collaboration avec notre équipe européenne. Vous établissez et assurez le suivi des déclarations liées à la formation. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (DESS, maîtrise de droit social), et occupez cette fonction dans un secteur identique. L'anglais courant est impératif. Réf. JPM-24-LM-12



Apple

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions (en précisant la référence du poste) à :  
APPLE - J.J. MAUCUER - Service du Personnel - Avenue de l'Océanie - ZA de Courtabœuf  
B.P. 131 - 91944 LES ULIS Cedex

## Contrôleur de gestion parlant anglais et connaissant l'industrie

Des exigences bien légitimes, quand il s'agit de prendre en charge le contrôle de gestion d'une importante division industrielle d'une société rassemblant près d'un millier de personnes dont une centaine à l'étranger, notamment aux Etats-Unis. Ajoutez-y une formation supérieure, et plusieurs années d'expérience de la fonction en entreprise précédées idéalement par un passage en cabinet d'audit.

Profil classique pour un poste complet et évolutif : contrôle budgétaire, comptabilité analytique, montage des dossiers d'investissement, tableaux de bord, procédures, études de rentabilité, mise en place du reporting des filiales, interface avec le service informatique. Tout cela avec l'aide d'une équipe de 4 personnes, dont un adjoint.

Votre professionnalisme sera le meilleur garant de la réussite de votre intégration mais vous savez l'importance du facteur humain dans votre métier. Il faut être ferme sans raideur, ouvert sans laxisme, toujours prêt à informer, expliquer, convaincre. Le poste est basé en région parisienne, de fréquents déplacements sont à prévoir. Merci d'adresser votre dossier sous référence 234 512M aux consultants du cabinet SIRCA en précisant votre rémunération actuelle.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS



SSTI en pleine expansion, pour notre première boutique en micro-informatique dans le centre de Paris, recherchons :

### UNE RESPONSABLE BOUTIQUE

Dynamisme, bonne présentation, connaissances en micro-informatique, sens commercial et de la gestion sont demandés. (B.T.S. commercial, marketing,...)

### UN INGENIEUR COMMERCIAL H-F

de haut niveau, ayant une bonne connaissance de la micro-informatique et fortement motivé par la vente d'ordinateurs personnels. Interlocuteurs : Directions informatiques, Financières,...

### UN TECHNICIEN

possédant un B.T.S. en électronique ou équivalent. Expérience sur micros appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à :  
Christine LAURENT - G.T.I.  
17-18, rue de la Croix Nivart - 75015 PARIS.

SOCIETE FRANCAISE  
L'UN DES LEADERS MONDIAUX DANS SON DOMAINE  
(BIENS D'EQUIPEMENTS, MATERIELS DE TRANSPORTS)  
C.A. 1 MILLIARD DE F. DONT 50 % A L'EXPORT  
recherche son

## RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER EXPORT

rattaché au Secrétariat Général

SA MISSION A L'EXPORTATION SERA :

- fonctionnelle :
  - Assistance aux départements produits de la société dans la préparation des offres commerciales et financières ; études des garanties COFACE, études de cautions, de préfinancement, de financement, rédaction des offres.
  - Etudes générales, analyses économiques et élaboration de règles internes dans les domaines contractuels, juridiques, fiscaux à l'exportation.
- opérationnelle :
  - Relations avec les banques et l'Administration.
  - Mise en place et suivi des dossiers financiers et COFACE des affaires exportation.
  - Participation si nécessaire aux négociations commerciales.

### LE PROFIL :

De formation supérieure, le candidat devra justifier d'une première expérience dans des fonctions soit analogues, soit lui ayant donné accès aux questions financières et juridiques liées aux contrats d'équipement à l'exportation.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste basé à Paris.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous réf. 3157 à  
Cercasse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

مكتبة من العمل



مركز التوظيف

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 30 octobre 1984 - Page 31

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

## Responsable financier et administratif

220.000 F

La filiale française (9 personnes, 27 millions de francs de chiffre d'affaires) d'un groupe de dimension internationale dont la vocation est de fournir à une clientèle industrielle très variée des applications à base de fil d'acier, crée le poste de responsable administratif et financier. Placé sous l'autorité hiérarchique du directeur général France, et en liaison fonctionnelle avec le directeur financier du groupe, il couvrira l'ensemble des problèmes administratifs, comptables, financiers et informatiques de cette filiale. Basé en proche banlieue ouest de Paris, ce poste s'adresse à un cadre âgé d'au moins 25 ans, doté d'une formation supérieure (type ESC + DEC) ou équivalente, parlant couramment l'anglais et justifiant d'une expérience significative (4 années minimum) acquise soit en cabinet d'audit, soit dans une société de distribution (si possible affiliée à un groupe international), et qui lui ait permis de maîtriser l'ensemble des domaines concernés par la fonction. Selon les qualités et les compétences présentées la rémunération annuelle de départ pourra atteindre 220.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R9075M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nancy - Paris - Strasbourg - Toulouse

## élaborer, rédiger.

Pour faire face à son développement constant, une grande Banque de notoriété nationale recherche un

## Rédacteur Concepteur

HF

## en communication

Il sera chargé de participer et de suivre la réalisation de toutes les publications et des différents documents émis par la Banque. Agé de 25 ans ou plus, il sera diplômé de l'enseignement supérieur. Une expérience similaire sera un atout supplémentaire. Lieu de travail : MAGNIE LA VALLEE. Merci d'adresser votre candidature, CV et prétentions s/réf. 51425 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra en toute discrétion.

Département Prévoyance

## Chargé d'études HF

Sa mission principale consistera à rédiger des études juridiques dans le domaine de la protection sociale en entreprise, des notes de synthèse en matière de législation sociale et fiscale.

Ces études sont essentiellement destinées aux chargés de clientèle afin de les aider à résoudre les problèmes juridiques posés par leurs clients.

Fort d'une Maîtrise en Droit des Affaires et d'une expérience similaire de 2 à 3 ans dans le domaine de la prévoyance, le candidat qui saura allier qualités rédactionnelles et relationnelles, aura de sérieux avantages.

Si vous désirez intégrer l'un des tout premiers courtiers d'assurances d'Europe, adressez votre candidature (lettre et CV) en mentionnant vos prétentions sous réf. A.M.P.

Gras Savoye

2, rue Ancoise - 92202 NEUILLY SUR SEINE

L'Assurance aujourd'hui et demain

## ACOR Informatique

Société d'ingénierie informatique, nous devons notre progression à la notoriété de nos clients et à la compétence de nos collaborateurs. Nous souhaitons accueillir :

## 2 INGENIEURS

Grandes Ecoles ou équivalent

Pour étoffer nos équipes, nous recherchons d'authentiques professionnels de l'informatique afin de participer à la conception et au développement de projets d'envergure auprès des grandes entreprises (traitement et bases de données).

## 3 ANALYSTES

Ingénieurs ou universitaires

Vous avez acquis une expérience d'au moins 2 ans dans le développement d'applications de gestion, notamment avec les produits IMS et / ou CICS-DL 1. Nous vous offrons la possibilité d'approfondir vos connaissances et d'évoluer à la mesure de vos ambitions.

Assistance  
Conseil  
Organisation  
Réalisation

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions à :

Gérard CHITRI - Acor Informatique  
26, rue Vivienne 75002 PARIS.

Société  
d'Engineering Offshore  
recherche

## INGENIEUR métallurgie/soudure

Formation ESSA souhaitable.

ayant une bonne connaissance des codes de construction ainsi que des pratiques et règles d'assurance qualité contrôlé.

Il sera chargé de rédiger les spécifications de matériaux et fabrication de structures métalliques offshore, de gérer les programmes d'inspection, de diriger une équipe d'inspecteurs sur les chantiers et chez les fournisseurs.

Expérience : Sans minimum. Anglais : lu, écrit, parlé indispensable.

Adressez CV, photo et prétentions s/réf. 51429 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra.

# QUESTIONS SUR MA FUTURE ENTREPRISE.

"Une check-list utile pour les jeunes diplômés (e) s d'écoles scientifiques ou de commerce intéressé (e) s par la vente et l'informatique."

- Se trouve-t-elle dans un secteur en expansion ?
- Est-elle à la pointe de son secteur ?
- Dispose-t-elle d'une technologie avancée ?
- Ses produits et services jouissent-ils d'une bonne réputation ?
- A-t-elle des résultats financiers appréciables ?
- Est-elle prête à me donner assez tôt des responsabilités importantes ?
- M'assure-t-elle une formation de départ, et continue tout au long de ma carrière ?
- Suit-elle une politique de promotion interne ?
- Tient-elle compte du mérite personnel ?
- Offre-t-elle d'intéressants avantages sociaux ?
- Me mettra-t-elle dans de très bonnes conditions de travail ?
- Respecte-t-elle chaque employé en tant qu'individu ?
- Dans mon travail, serai-je entouré (e) de personnes compétentes ?
- M'apporte-t-elle la possibilité d'y faire carrière en renouvelant périodiquement mon expérience professionnelle ?

Si vous avez de bonnes connaissances en anglais, si vos réponses correspondent à vos exigences prioritaires, nous serons heureux de recevoir votre candidature + CV détaillé : IBM France, département Recrutement-Orient-Orientation-Conseils, 2, rue de Marengo 75001 Paris - Référence ICM - 30/10

Nous la traiterons avec la discrétion qui s'impose, et nous vous rembourserons vos frais de déplacement.

IBM France  
Le bon départ

## UNE CARRIÈRE DANS LE MARKETING

Pour un

## JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE

KODAK recherche pour sa filiale Eastman Chemical International chargée de la commercialisation des produits chimiques, matières plastiques et fibres textiles en Europe, Afrique et Moyen Orient un Jeune INGÉNIEUR CHIMISTE désirant faire carrière dans le MARKETING.

Ce poste s'adresse à des candidats :

• parlant bien anglais

• désireux d'avoir des responsabilités au sein d'une équipe performante.

Une expérience de la vente dans le domaine chimique ou para-chimique serait un atout supplémentaire.

Le poste est à pourvoir à Paris, mais implique de nombreux déplacements en France et parfois à l'étranger.

Formation assurée en France et aux États Unis.

Ecrire avec C.V. et photo (retournée) à :

KODAK PATHÉ - Direction Gestion des Cadres - 8/26, rue Villot - 75394 PARIS CEDEX 12



## LES NOUVEAUX MERCURIENS

Les PTT recrutent  
par voie de concours  
les spécialistes de la communication  
de demain.

INSPECTEUR PRINCIPAL TECHNIQUE  
NIVEAU BAC + 5

Grandes Ecoles d'ingénieurs  
et de commerce ou Universités  
options : • Electronique • Informatique  
• Economie et Gestion Commerciale  
d'entreprises publiques.

Âgés de moins de 30 ans. Epreuves les 6 et 7 décembre 84.

Claque des inscriptions le 14 novembre 84.

64 places disponibles. Régions : Nord, Ile de France, Normandie ou Picardie.

Demandez votre dossier d'inscription et renseignez-vous sur les possibilités que vous offre une carrière à la Poste et aux Télécommunications en téléphonant (appel gratuit) au (1) 543.43.43 et (1) 293.44.10

ministère des PTT



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

## Environnement international

Pour son siège européen situé à Paris, IBM recherche

### CADRES FINANCIERS

### DIPLOMES GRANDES ECOLES

- 2 auditeurs pour Audit Interne  
Déplacements à l'étranger et en France 95 % du temps. (Réf. AU/M)
- 1 analyste chargé de l'évaluation des coûts (Réf. PR/M)
- 2 analystes chargés des études financières  
(l'un d'eux devra posséder une expérience financière internationale dans des établissements financiers, et une connaissance parfaite des langues française, anglaise, allemande) (Réf. FS/M)
- 2 analystes chargés de la planification financière (Réf. PL/M)

Pour les missions ci-dessus, une expérience de 3 ans minimum est exigée.

- 4 cadres comptables  
DECS complet minimum, débutants ou possédant une première expérience professionnelle (Réf. AC/M)

Pour tous ces postes, il est nécessaire d'avoir un très bon sens du contact, une bonne aptitude à la communication, de l'initiative et de savoir travailler de façon autonome avec l'aide de l'informatique.

L'environnement international de notre siège européen implique l'UTILISATION PERMANENTE DE LA LANGUE ANGLAISE.

Adressez votre candidature en ANGLAIS, précisant la référence du poste, à IBM EUROPE  
Service Recrutement - Tour Pascal - Cedex 40 - 92075 PARIS LA DEFENSE

Pour les candidats hors communauté européenne, merci de joindre photo du permis de travail.



Société de CONSEIL et de FORMATION de haut niveau de dimension nationale (40 consultants),  
intervenant auprès des plus grandes entreprises, bénéficiant d'une excellente image de qualité  
doit faire face à un développement important et recherche

## consultants juniors

- Les candidats seront DIPLOMES de GRANDES ECOLES (scientifique ou commerciale) et auront au moins 4 ans d'expérience active et probante en entreprise.
- Ils seront chargés d'interventions ou de missions de coordination auprès des entreprises d'abord sous la conduite de consultants-seniors, puis auront la possibilité d'évoluer rapidement vers une grande autonomie.  
Leurs missions requièrent talent commercial et brillantes qualités d'animateur.

## consultants et formateurs confirmés

de préférence à temps plein, le temps partiel pouvant cependant être envisagé.

SPECIALITES RECHERCHEES

- Informatique • Qualitatif • Relations humaines et management • Organisation et gestion.

Ces postes sont basés à Paris mais supposent néanmoins de fréquents déplacements.

Nous vous remercions d'adresser les éléments de candidature sous référence INS à :

**SCRIBE** 4, avenue Hoche 75008 PARIS

## SATELCOM

international

recherche pour son

### DEPARTEMENT COMMUTATION

### animateur de formation

Sa mission consistera à participer à l'élaboration de documents de stage et à assurer la formation du personnel commercial et technique des revendeurs installateurs.

Une bonne connaissance des matériels de commutation est indispensable.

Lieu de travail : PARIS (déplacements en province de courte durée).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence MOAF à SATELCOM INTERNATIONAL  
68/71, rue du Chevaleret - 75013 PARIS

## GRANDE BANQUE INTERNATIONALE

recherche pour son équipe  
"Formation aux Relations Humaines"

DIPLOMES(ES) DE PSYCHOLOGIE SOCIALE  
(Diplôme complémentaire de Sociologie ou Sciences de l'éducation souhaité).

- pour : - analyse des besoins
- conception et animation de séminaires
- 2 à 3 ans d'expérience en entreprise seraient appréciés.

Adressez C.V., lettre manuscrite de motivations, prétentions, sous réf. M7 à L et A - 33, rue Vernot 75008 Paris.

## Société de promotion Sanders

19, quai de l'Industrie

91200 ATHIS-MONS

recherche

### UN COMPTABLE

### CONTROLEUR DE GESTION

Chargé du suivi de plusieurs filiales.  
Nombreux déplacements en province  
DECS ou équivalent exigé.

Adressez C.V., photo et prétentions.

## THOMSON-TITN

recherche

### INGENIEURS-INFORMATIENS

### CONFIRMES

possédant une solide expérience des  
CALCULATEURS INCREMENTAUX.

Adressez lettre, C.V., photo et prétentions  
sous référence MLA à :  
THOMSON-TITN - 5, rue Gustave Eiffel  
91420 MORANGIS

Organisme parapublic

recherche

## INGENIEUR

## FORMATION

diplômé soit ingénieur  
ENIT/ITA ou équivalent,  
soit diplômé fin de second  
cycle en sciences humaines.

Fonction :  
responsabilité de la préparation  
et de la réalisation  
des actions de formation  
révisées par la CNRH.

Salaires mini 8 300 X 13.  
Envoyer C.V. + photo au

CNRH

Service du Personnel  
BP 308, 94152 Rungis Cedex.

## COMPTABILITÉ

## INDUSTRIELLE ET ANALYTIQUE

Nous sommes la première filiale européenne d'un groupe chimique de dimension mondiale. Notre C.A. en France, filiales incluses, dépasse 2,5 Milliards de francs.

Nous recherchons notre RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ INDUSTRIELLE et ANALYTIQUE.

Au sein de la Direction Comptabilité Finances, ce spécialiste animera une équipe d'une dizaine de personnes et sera responsable, en priorité, de la comptabilisation et du suivi des secteurs :

- Production / Ventes
- Achats / Ventes
- Dépôts Régionaux.

Il travaillera en relation permanente avec les usines, les services du siège et les sous-traitants.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un jeune professionnel diplômé de l'enseignement supérieur, qui nous apportera son expérience de quelques années et à qui nous offrirons la possibilité de valoriser son acquis dans une multinationale en importante évolution.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 2084 M.

**Henkel France**

Direction des Relations Humaines, B.P. 111,  
94250 GENTILLY



## GENERAL MOTORS FRANCE

recherche pour ses Services Financiers  
liés à ses activités d'importation automobile

## ANALYSTE

## FINANCIER

ESTIMATION DE COUT PRODUITS COMMERCIAUX,  
DETERMINATION DES PRIX,  
CONTROLE BUDGETAIRE.

Formation : DUT (Finance - Comptabilité)

Expérience de 2 ans souhaitée

ou : DECS/Gestion ou Ecole de Commerce

Anglais courant.

Ecrire en adressant C.V. détaillé, prétentions et photo

Service du Personnel - Madame LAIGNEL

56/68, Avenue Louis Roche - 92231 GENNEVILLIERS Cedex.

## PB International Management

Patrick BRUNETEAU

Consultant en recrutement financier

8, rue Georges Vils, 75116 PARIS

Une société d'ingénierie, CA 100.000 RF,

250 personnes, recherche son

## CHEF DES SERVICES

## COMPTABLES

Fonction : Rattaché au DAF, il ou elle prendra en charge :

- la comptabilité générale de la holding et de ses filiales
- la consolidation des comptes
- les déclarations fiscales et sociales
- la gestion administrative du personnel (supervision de la paie, caisses de retraite, etc.)
- les tableaux de bord, le contrôle de l'application des procédures comptables
- le suivi des problèmes juridiques, assemblées, relations avec les commissaires aux comptes, etc.
- l'informatique de gestion, développement de nouvelles applications.

Profil : 28-32 ans, formation supérieure + niveau expertise, 3 à 5 ans d'expérience en cabinet sont vivement souhaités.

Quelques déplacements en province sont à prévoir.

Poste à pourvoir rapidement en proche banlieue Est de PARIS.

Adressez lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et

prétentions sous réf. IN/10 à notre Conseil

## L'informatique de demain pour

## une industrie de traditions

Nous sommes l'un des tous premiers spécialistes en France de

l'estampage.

Notre vocation est la réalisation de pièces mécaniques aux formes les plus complexes, en grandes séries du type industrie automobile.

Notre progression constante, en particulier sur les marchés extérieurs, occupe notre effort permanent d'amélioration de la productivité. Nous recherchons notre

### INGENIEUR DEVELOPPEMENT

susceptible de mener à bien cette politique en alliant à nos technologies spécifiques l'apport des derniers développements en matière d'informatique industrielle (CAO, C.A.O., robotique).

C'est un ingénieur de formation mécanique, ayant démontré lors d'une première expérience réussie, sa capacité à relever ce challenge technologique.

Anglais souhaitable.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous référence 408 123 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Département Industrie

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac - 75007 PARIS





مركز التوظيف

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 30 octobre 1984 - Page 33

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Groupe réalisant un C.A. annuel de 15 milliards de Francs

Nombreuses entités juridiques dans des activités très différentes recrute pour son Siège à PARIS

### ATTACHÉ A LA DIRECTION JURIDIQUE

Réf. 8129

Il assistera la Direction pour l'ensemble des travaux juridiques à réaliser au profit du Groupe. Il devra être en mesure de prendre en charge la rédaction d'accords ou de contrats aux implications importantes.

POSTE ÉVOLUTIF

- Formation juridique supérieure (Maîtrise DROIT des Affaires ou DESS). Culture générale étendue type IEP Paris très appréciée.
- Expérience confirmée, particulièrement en élaboration et rédaction de contrats acquise dans un Groupe diversifié ou en Cabinet d'affaires important.

### JEUNE ASSISTANT JURIDIQUE

Réf. 8130

Il se verra confier, au sein de la Direction Juridique, des missions ponctuelles : recherches, études particulières, rédaction de contrats,.... Ce poste très formateur peut ouvrir de nombreuses perspectives.

- Maîtrise DROIT d'Affaires (ou DESS) : absolument indispensable.
- 1<sup>re</sup> expérience professionnelle dans un service juridique de Société ou en Cabinet (Débutant s'abstenir).

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8129 ou 8130 à

**SC** sélection conseil  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Vous, chef d'entreprise ou directeur commercial par exemple, êtes-vous capable de vous imaginer une tout autre

## ORIENTATION

afin d'exploiter encore plus vos ressources personnelles à long terme ?

Vous allez réussir avec nous parce que vous aidez des entreprises de renommée à réussir encore mieux. C'est une tâche fascinante lorsque l'on attend de la vie plus qu'une routine asséchante.

Si le succès pour vous suppose de vous dépasser continuellement alors examinez ce que nous pouvons vous offrir en tant qu'organisme international de perfectionnement en management et en vente depuis 21 ans.

Cette activité exige des qualités exceptionnelles.

Des études universitaires poussées sont souhaitables.

Un certain talent pour inspirer et dynamiser autour représente une condition essentielle.

Une bonne dose de modestie pour vous remettre sans cesse en question et une curiosité toujours en éveil sont d'autres atouts importants.

L'expérience démontre que l'âge idéal pour débiter dans cette nouvelle fonction se situe entre 32 et 36 ans.

Une bonne connaissance de l'allemand vous sera utile.

Une réussite exceptionnelle dans la pratique du management et de la vente est indispensable.

Ce que nos clients attendent de nous pourra être l'objet de notre premier entretien.

A vous d'agir maintenant : faites-vous signe si vous désirez mieux connaître ce que nous pouvons vous offrir concrètement. Adressez votre candidature, C.V. et photo à Maurice Favre. Toute discrétion vous sera assurée.

FORMATION DE CADRES  
GUSTAVE KAESER FRANCE SA  
76-78, Champs-Élysées,  
75008 PARIS.

## COURS GUSTAVE KAESER

AMSTERDAM, BRUXELLES, DUSSELDORF, GENÈVE, HELSINKI, LONDRES, MILAN, MADRID, MUNICH, PARIS, PHILADELPHIE, PRINCETON, SYDNEY, STUTTGART, ZÜRICH

## ASSISTANT RECRUTEMENT CARRIÈRES

Le CAM filiale informatique de la Compagnie des Dépôts et Constitutions recherche, pour la Direction du Personnel UN ASSISTANT RECRUTEMENT/CARRIÈRES. Il aura en charge le recrutement du personnel de la Direction technique et la gestion des carrières d'une population d'informaticiens. Le poste s'adresse à un diplômé (psychopédagogue, CESA, IGE, 3e cycle gestion du personnel) ayant une première expérience professionnelle réussie et une bonne connaissance du milieu de l'informatique. Qualités indispensables : écoute attentive, relations claires, méthode et rigueur, facilité d'expression. Déplacements en province à prévoir. Merci d'adresser votre curriculum vitae détaillé, avec photo et prétentions à : CAM 4, rue Bartholin 94110 Arcueil.

**CAM**  
« GRANDES MISSIONS GRANDS MOYENS »

PARIS

## JEUNE COMPTABLE HF

Titulaire du DECS, il a déjà acquis une expérience professionnelle de 4 à 5 années en cabinet ou en entreprise.

L'équipe, dont il organisera et contrôlera l'activité, assure la tenue complète des comptabilités informatisées de filiales.

Les travaux requièrent une bonne pratique de la comptabilité analytique et budgétaire, ainsi que de bonnes connaissances en fiscalité.

Merci d'adresser votre C.V. avec prétentions sous réf. 317 JC

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  
Service Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

## responsable service clients (customer service)

MEDICAL

PARIS-SUD

Nos produits destinés aux Hôpitaux et aux Cliniques bénéficient de l'apport des dernières technologies de pointe. Aux États-Unis, NOTRE MAISON-MÈRE EST LE N°1 DE SON SECTEUR. En France, notre développement est prometteur : nous exportons plus des 3/4 de notre production. Votre mission : organiser un service clientèle performant ; privilégier l'information et la satisfaction de nos clients.

A la tête de votre équipe, votre rôle est essentiel en support de notre activité commerciale France et Export.

Vous allez sans de l'organisation, esprit commercial et aisance dans les contacts. De formation supérieure, vous avez une expérience réussie dans un domaine analogue et parlez COURAMMENT L'ANGLAIS.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence PL 12 à notre Conseil, qui traitera les candidatures confidentiellement.

**COCEPLAN**

Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

## Account Manager

Dans le cadre du développement de ses activités en France, la Bank of America recherche un cadre d'exploitation de formation universitaire (française et/ou étrangère) possédant 3 à 5 ans d'expérience bancaire ou financière.

Ayant acquis une bonne formation en analyse de crédit et ayant le sens du risque bancaire, il devra pouvoir développer une clientèle d'entreprises internationales sur un marché très compétitif en proposant une gamme complète de produits financiers avec l'aide des filiales spécialisées de la banque ainsi que de son réseau international.

Une excellente pratique de l'anglais est indispensable. Possibilités de développement de carrière en France ou ultérieurement à l'étranger. Rémunération attractive pour un candidat de tout premier plan.

Merci d'envoyer votre C.V. et prétentions à M<sup>me</sup> Etchanchu, Bank of America  
43/47, avenue de la Grande-Armée, 75782 Paris Cedex 16.

**BANK OF AMERICA**

## Jeune ingénieur

THERMIE INDUSTRIELLE

Nous sommes à l'origine d'installations thermiques puissantes à usage collectif et industriel. Notre maîtrise des techniques : eau surchauffée, géothermie, reconversion charbon, et des problèmes d'économie d'énergie, nous place au tout premier plan d'un marché qui nécessite cette constante adaptation.

Pour répondre à l'augmentation du volume de nos affaires et aux besoins spécifiques de nos clients, nous recherchons un

**JEUNE INGENIEUR ETUDES**

Après une période de formation, celui-ci sera chargé de concevoir et de chiffrer des installations complexes de thermie industrielle. Ses qualités techniques et humaines devront lui permettre d'évoluer ultérieurement au sein de la société ou du groupe auquel nous appartenons.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'Ecole d'Ingénieur type ENSAM, ENSAIS, ENSI... option thermique, débutant ou justifiant d'une première expérience dans une fonction similaire.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 3954 à :  
ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

# Un Organisateur

Groupe international (2 milliards de CA) leader européen dans son domaine d'activité, recherche pour sa Direction Organisation et Informatique un Organisateur.

Sa mission :  
- développer les structures et les systèmes de gestion permettant d'optimiser le fonctionnement de la société et des filiales.  
- conduire des projets d'envergure (études, conception, mise en place) en coordination avec les responsables opérationnels et en étroite liaison avec l'informatique.  
- animer un groupe d'organiseurs.

Profil :  
- justifier d'une première expérience de 3/4 ans dans un cabinet de conseil et maîtriser les techniques d'organisation.  
- avoir une formation Grandes Ecoles d'ingénieurs ou de gestion  
- une connaissance de l'anglais/allemand serait un atout.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence 4729 à l'agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS.

DESSEIN



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS



## de la conduite de projet sur minis, à la responsabilité d'un service informatique

Filiale française (110 p.) d'une affaire internationale spécialisée dans les économies d'énergie, nous conseillons 4.000 entreprises.

Venez prendre en main (Paris-La Défense) notre petit service informatique. Vous augmentez la puissance du matériel et développez, dans une approche d'aide à la décision, un projet-clé analysant les tarifications d'énergie.

Ingénieur diplômé ou universitaire, vous avez acquis, en trois ans ou plus une expérience en la conduite d'applications conversationnelles dans un environnement minis et souhaitez élargir vos compétences. Nos relations avec Londres étant fréquentes, votre anglais doit être "fluant". Votre rémunération est de l'ordre de 180.000 F/an +.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4574 LM).



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
Carrières de l'informatique  
10 RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec



## Chefs de projets et analystes programmeurs...

Vous avez une expérience significative sur grands et moyens systèmes IBM (30 XX, 43 XX, 34, 36, 38...), BULL (DPS 7, DPS 8...). De formation grande école ou enseignement supérieur, technicien certes, vous avez de l'ambition, des facultés d'adaptation et le sens du contact. Au sein de notre SSCI, sur notre marché - les grandes entreprises - nos équipes réalisent des missions de conseil et d'assistance sur des applications de gestion (administration, finances et industrie). Notre expansion, nos méthodes de travail vous assureront de réelles perspectives d'évolution.

Adressez lettre, C.V., photo et prétentions à Alain VERNOTTE

Ordina 10, rue Auber 75009 PARIS 266.67.88

## organiseurs concepteurs

### Paris

Cette grande banque d'affaires française vient d'élaborer un vaste plan informatique à 5 ans qui met en œuvre des ressources très importantes. Elle recherche deux organisateurs concepteurs.

Dépendant de la Direction Organisation et Informatique, en liaison constante avec les directions fonctionnelles de la banque, ils ont pour mission, à partir des besoins exprimés et dans le cadre du schéma directeur, de rédiger le cahier des charges des grands projets et de concevoir de nouveaux systèmes d'information avec définition et mise en place des stratégies et procédures.

Les candidats, de formation grande école d'ingénieurs ou de Commerce, âgés d'au moins 28 ans et de fort potentiel, possèdent une expérience minimum de 4 ans dans l'informatique, en réalisation de projets et ils sont motivés pour des fonctions d'organisation et de conception. Une évolution est possible vers les carrières bancaires.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. P182/M à B. Beaunoir, Sema-Selection: Centre Metre 18/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

sema selection

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

### Banque

## SOCIÉTÉ DE SERVICE HAUTE PERFORMANCE

### JEUNE PHARMACIEN

DL ou F3

événementiel, EP ou CERTIF.

LEGIS, anglais courant

indispensable.

Poste : responsabilité développement et dossiers AMM. Ce

poste convient à un candidat dynamique et évoluant selon

ses aptitudes.

Envoyer C.V. et lettre man.

100, 350, rue Saint-Honoré,

75001 Paris.

Organisme professionnel

national recherche

1) COMPTABLE

BTS ou équivalent

1) ASSISTANT(E)

DE DIRECTION

Auprès du directeur général,

leu école supérieure de com-

merce, dont les fonctions à vo-

lontier économique et financier

pourront être complétées

par des études

de nature comptable.

Adr. C.V. manuscrit à G.E.C.

153, bd Hausmann, Paris-8<sup>e</sup>.

Centre socio-culturel

Monde de la Caméra

88300 SAINT-PIERRE

recherche

ANIMATEUR(TRICE)

SOCIO-CULTUREL

Responsable du secteur enfance

et participation

à l'animation globale.

SAF, Suppl. DPA en cours.

Conventions collectives

SNACSO. Envoyer lettre +

C.V. avant le 10 novembre.

EXPERT COMPTABLE

recherche

STAGIAIRE CONFIRMÉ

Plus de 3 ans d'expérience.

C.V. M. MAUX

expert comptable

77, rue Lafayette, Paris-9<sup>e</sup>.

## Allianz

recherche son

## CHEF COMPTABLE

- Vous avez une formation de type DECS ou équivalent.
- Vous avez une bonne expérience de la comptabilité d'assurance.
- Vous avez une personnalité ouverte et dynamique.
- Vos capacités d'encadrement vous permettant maintenant de prendre la responsabilité d'un Service Comptable d'une trentaine de personnes.
- Vous serez responsable de l'établissement de la comptabilité générale jusqu'au bilan, de la comptabilité divisionnaire et vous participerez au contrôle de gestion et à la comptabilité analytique.

Nous vous remercions d'écrire avec photo et prétentions sous réf.

630M à :

J.F. ALLIX - 17, rue de la Baume

75008 PARIS - 359.77.55

HLA conseil

## Ingénieurs Réseaux téléphonie

ARN INFORMATIQUE, société spécialisée en télé-informatique et logiciels de base, compétente dans tous les domaines de transmission (données, voix, image) recherche pour elle-même et pour ses clients, plusieurs ingénieurs expérimentés (les). Ingénieur, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans en informatique et connaissez les réseaux ou la téléphonie (logiciels de base, protocoles de transmission, etc.).

Nous vous proposons d'intervenir sur des projets variés, en réseaux ou téléphonie, au sein d'équipes dynamiques et professionnelles. Chacune de nos équipes est ponctuellement responsable d'un projet de la rédaction du cahier des charges à la livraison de ce projet clé en main.

Et si le poste de chef de projet vous tente, plusieurs opportunités existent actuellement dans notre société, vous garantissant une évolution de carrière rapide et motivante.

ARN informatique

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à ARN INFORMATIQUE - 51-57, r. Jules-Ferry - 93170 BAGNOLET.

## LABO-INDUSTRIE

DIVISION HUILES MOTEURS-BOUGIES K.L.G.  
recrute

## REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS

### VOUS ÊTES :

- Un homme dynamique, d'excellente présentation ;
- Un vendeur de tempérament.

### VOUS POSSÉDEZ :

- Une stature qui vous permet de reprendre un portefeuille important ;
- Une véritable volonté d'aller de l'avant.

### NOUS OFFRONS :

- Les moyens commerciaux conséquents en service de la notoriété de nos produits ;
- Une rémunération motivante et des frais remboursés (statut V.R.P.) ;
- Une formation spécifique de plusieurs mois dans le cadre de nos délégations régionales.

La région d'origine n'a que peu d'importance, mais au terme de la période d'intégration, la résidence sur le secteur d'affectation sera exigée.

EXPÉRIENCE ET MOBILITÉ SERONT LES CRITÈRES DÉTERMINANTS.

Ecrire en joignant C.V. + photo (indispensable) à :  
LABO-INDUSTRIE - Direction Commerciale -  
1, RUE LAVOISIER, 92002 NANTERRE CEDEX.

## Chef du département fiscal

350 000 F+ - Paris  
Direction régionale africaine et sud-européenne

Fiscaliste expérimenté, familiarisé avec la législation et les pratiques fiscales françaises mais également de préférence avec les fiscalités africaine et américaine, et maîtrisant les contextes comptable et financier, ayant pratiqué en conseil ou dans une entreprise internationale impliquée en Afrique, parlant l'anglais couramment, et capable d'animer une petite équipe de spécialistes, de négocier au besoin sur le terrain, habile à communiquer et convaincre, est recherché pour assurer la relève du présent titulaire, promu au siège international du Groupe.

Formation supérieure, expérience professionnelle de 8 à 10 ans, disponibilité à voyager (raisonnablement), qualités personnelles d'ouverture, de caractère, de communication et de détermination sont les attributs indispensables du futur responsable.

Merci d'adresser à MEDIA P.A., en mentionnant sur l'enveloppe la réf. 3212/LM, votre C.V. détaillé, indiquant salaire actuel et coordonnées complètes avec photo, qui transmettra au Conseil international chargé de ce recrutement, qui vous répondra rapidement et confidentiellement.

MEDIA P.A.  
9, Bd des Italiens, 75002 Paris  
01 47 70 00 00

## Société Française d'électronique-informatique

Filiale d'un grand groupe industriel, recherche :

## un ingénieur commercial export

Vous serez chargé de la prospection de marchés potentiels à l'étranger, de l'établissement de propositions et de leur présentation auprès des clients ainsi que de la négociation et du suivi des contrats.

Vous êtes ingénieur électronicien de préférence et possédez une expérience minimum de 5 ans dont une partie dans la fonction commerciale.

Vous connaissez les problèmes liés à l'étude et à la réalisation de systèmes électroniques.

La pratique de l'anglais courant est impérative.

Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Lieu de travail : PARIS OUEST.

Merci d'adresser votre candidature

(lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle)

sous référence 30379 sur enveloppe à

JEAN REGNIER Publicité

39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.



Filiale d'un groupe international, nous sommes le premier organisme français d'études de marché (700 personnes), nous recherchons un

## Assistant Statisticien

Débutant ou première expérience.  
De formation IUT Statistiques ou équivalent.

Intégré à un groupe d'ingénieurs, il assurera la réalisation de projets et développements à caractères statistiques adaptés aux nouveaux services et rationalisations de la société.

Lieu de travail : Cergy.

R.KATTNING examinera votre candidature sous Ref. 904  
A.C. NIELSEN COMPANY 9, Avenue des Trois Fontaines 95000 Cergy Pontoise.

## SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE OUVRIÈRE DE PRODUCTION

850 personnes - C.A. 600 Millions de Francs

Un des leaders de la fabrication de câbles pour l'électronique, l'informatique, la téléphonie et les équipements d'énergie B.T.

recherche

## AGENTS COMMERCIAUX

Ils seront chargés de la prospection et du suivi de la clientèle dans le domaine des biens d'équipement et des services.

- Niveau ingénieur ou BTS
- 28 ans minimum
- Expérience dans le domaine exigée
- Déplacements en France à prévoir

Adressez lettre manuscrite, C.V., références et prétentions à :

ACOME

Service du Personnel

14, rue de Marignan

75008 PARIS

## Service de Neuflier, Kuhnberger, Hottel N.S.M.

dans le cadre du renforcement de son

SERVICE D'ETUDES FINANCIERES

recherche

## UN ANALYSTE FINANCIER (H/F)

de formation supérieure (type HEC, ESSEC, SUP de CO) pour réaliser des études sur les sociétés américaines.

Ce poste nécessite de solides qualités d'analyse et de rédaction, le sens du travail en équipe, de l'aisance dans les contacts et la parfaite maîtrise de la langue anglaise.

De fréquents déplacements aux Etats-Unis sont à envisager.

Une première expérience de deux à trois années dans cette fonction serait très appréciée.

Merci d'adresser CV et prétentions à BANQUE N.S.M. Section Recrutement -

B.P. 466 08 - 75366 PARIS CEDEX 08.

هكذا من الضحل



مركز التوظيف

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 30 octobre 1984 - Page 35

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

organisme financier leader  
du financement automobile  
recherche

## Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur

ayant, de préférence, réussi une première expérience.

Après une période de formation, ils ou elles prendront la responsabilité d'une de nos agences. Une disponibilité géographique sur toute la France (mobilité tous les 3 à 5 ans) est indispensable pour leur promotion au sein de la société.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 9511, à Média-System, 104 rue Réaumur 75008 Paris Cedex 02, qui transmettra.

**T.N.S.C.**, (Groupe McDONNELL DOUGLAS)

leader mondial dans les réseaux de transmission de données, constructeur de TYMNET. Dans le cadre de notre importante expansion, nous recherchons plusieurs

## Ingénieurs support système

Responsabilités : Assistance système de nos clients et différents groupes opérationnels de TNSC. Implantation et suivi des nouveaux logiciels, installations et recettes de réseaux d'entreprises et réseaux publics de transmission de données chez nos clients dans toute l'Europe. Convientrait à ingénieurs ayant acquis une expérience de quelques années en téléinformatique, de préférence au niveau système, chez un constructeur, dans une SSI ou chez un grand utilisateur. Connaissance de procédures de transmission ou d'architectures de réseaux très appréciée. Ces postes sont reliés à des projets importants de dimension internationale. Ils nécessiteront une pratique fréquente de l'anglais pour laquelle une formation complémentaire pourra être donnée si nécessaire. TNSC offre : • Une formation aux techniques de pointe dans le domaine de la commutation de paquets, de réseaux à valeur ajoutée et de la télématique. • Une ambiance de travail favorisant les prises de responsabilité. • Des possibilités réelles de carrière dans un secteur en pleine expansion. • Des déplacements de courte durée en Europe et aux USA (Californie). Envoyer C.V. détaillé photo et prétentions réf. TSG1 à TNSC, 210 bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD.

NOUS RECHERCHONS EGALEMENT SUR PARIS

Réf. 4102M

### 1 chef de zone export

(1/3 du Monde hors Europe) âgé de 35 ans au moins et parfaitement trilingue. (Français/Anglais/Allemand)

Réf. 4103M

### 1 assistant commercial import-export

essentiellement sédentaire, mais ayant beaucoup voyagé et parfaitement trilingue.

Réf. 4104M

### 1 publicitaire

ayant une forte personnalité et des qualités de technicien pour animer, coordonner et gérer les actions hors agence et peaufiner les outils de communication techniques et commerciaux, en anglais et en allemand.

En Europe nous figurons déjà parmi les très grands et nos ambitions sont soutenues par des puissants moyens. Nos clients sont des industriels bien "ciblés" disposant de systèmes de production automatisés (centres d'usinage, etc.) et pour lesquels le mot "productique" est synonyme d'expansion. Pour renforcer notre structure commerciale en France nous recherchons

## 6 ingénieurs commerciaux

basés à Paris, Toulouse, Nantes, Lille et Lyon

Âgés de 30 ans au moins, justifiant d'une solide formation commerciale, d'une ouverture d'esprit technique et d'une expérience de vente chez un grand constructeur de biens d'équipement réputé pour son agressivité commerciale. Si vous êtes un commercial de haut niveau, doublé d'un gestionnaire soucieux des budgets, des objectifs et de la concurrence, vous saurez vous appuyer sur nos techniques et notre structure pour développer personnellement et financièrement.

Nous attachons une grande importance à l'anglais. Nous recherchons C.V., photo et rémunération réf. 4101M.

Après une expérience terrain, devenez notre conseil en concession.

VAG France recherche un

## Inspecteur vente

Votre formation (type ESC) complétée par une expérience de la vente terrain a confirmé votre sens de la rigueur et de la responsabilité. Responsable des résultats des ventes, vous devrez établir un dialogue, développer un conseil auprès des concessionnaires relatifs aux méthodes et structures commerciales, mettre en place et suivre les outils d'aide à la vente.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec C.V., photo et prétentions sous réf. 3198 à VAG France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 62, 02600 Villers-Cotterêts.



VAG France



AVIONS MARCEL DASSAULT  
BREGUET AVIATION  
recherche pour leur centre de  
VILLAROCHE (Seine et Marne)

## INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

Formation ESIEE - ESIEA - Débutant ou maximum 2 ans d'expérience pour étude d'antennes avions, calcul diagrammes.

Merci d'adresser CV, photo et prêt. sous réf. 2884 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

Pour faire face au  
rapide développement de ses activités  
**QUALITE FIABLE**  
dans la réalisation  
de grands projets industriels  
IMPORTANTE SOCIETE DE  
CONSEIL ET  
D'ASSISTANCE TECHNIQUE  
recherche

## 3 INGENIEURS DIPLOMES

• CHEF DE PROJETS électricité-instrumentation  
• INGENIEUR qualité-logiciel  
• INGENIEUR responsable de la mise en place d'un système de gestion automatisée de la qualité.  
3 ans d'expérience et un bon contact sont nécessaires pour réussir dans ces fonctions.

Les compléments d'informations et R.V. sont obtenus en appelant le (1) 766.41.14.

CONTEXTE TELEMATIQUE: UTILISEZ VOTRE MINUTEUR (1) 066.10.10

**SOCIETE  
DES CIMENTS  
FRANCAIS**

La Direction Administrative et Financière  
des CIMENTS FRANCAIS recherche :

## Chef du service comptabilité générale

Directement rattaché au Chef du Département Comptabilité II aura la responsabilité d'animer et d'encadrer une équipe de 6 personnes.

**MISSIONS :**  
- planifier et coordonner tous les travaux liés à la sortie des résultats et des bilans,  
- superviser et améliorer l'ensemble du système comptable,  
- gérer les relations comptabilité-informatique,  
- suivre et appliquer l'évolution fiscale et comptable.  
Le candidat devra avoir 30 ans minimum, une solide formation comptable et fiscale (niveau DEC ou équivalent) il aura acquis une expérience d'au moins 5 ans dans les mêmes fonctions et au même niveau de responsabilité dans une société industrielle à forte organisation comptable et informatique, une bonne connaissance du plan comptable révisé et de la fiscalité.  
Lieu de travail : LA DEFENSE.

**CEGOS**

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé photo et rémunération souhaitée sous référence 73736 M à Mme CLERE, SELE-CEGOS, Tour Chénouaux, 204 Rond Point de Sèvres, 92516 Boulogne Billancourt Cedex.

Ministère de l'Équipement

## adjoint au chef de notre service comptabilité

Société de services internationaux dans le secteur para-pétrolier recherche pour son second notre Chef Comptable

CADRE COMPTABLE

Age 30 ans minimum, disponible rapidement avec profil suivant :  
- S.T.S. comptabilité ou D.E.C.S.,  
- 3 à 5 ans d'expérience,  
- connaissances approfondies en comptabilité générale et dans la centralisation des salaires et charges sociales,  
- connaissances fiscales appréciables,  
- anglais indispensable.

Lieu de travail : PARIS 16<sup>ème</sup>.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. s/réf. 8990 à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75065 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

## Banque Privée inspection générale

Diplômé d'Enseignement Supérieur (HEC, ESSEC, IEP, etc.) votre carrière vous a permis d'abord de maîtriser l'ensemble des opérations bancaires, ensuite de pratiquer les techniques de l'audit et conduite de missions dans un important réseau.

Un groupe bancaire implanté dans près de vingt pays vous propose dans un premier temps un poste d'inspecteur en France, dans un deuxième temps d'assumer des responsabilités élevées au sein de ses filiales.

Compte-tenu d'implantations en pays anglophones, un bon niveau en anglais financier est requis.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 4124/0 M. BRY - 12, rue de Dantzig 75015 PARIS (qui transmettra)

UN GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL  
souhaite recruter

## deux cadres de niveau classe V ou VI

ayant acquis au cours des 5 à 7 dernières années de leur carrière une bonne expérience des opérations et du crédit, pour leur confier dans un premier temps la responsabilité des relations avec certaines filiales étrangères du Groupe.

Une réussite dans ces postes de "Chargé de territoire" débouchera normalement sur l'octroi de responsabilités étendues dans une filiale.

Une solide formation, universitaire (BEC - IEP ou équivalent) ou bancaire (ITB - CERS) la maîtrise de l'anglais, le goût des voyages et l'acceptation d'effectuer une partie de sa carrière à l'étranger sont des conditions nécessaires.

Les candidats intéressés doivent adresser leur CV ainsi qu'une photo sous référence 4104/0 à : M. PANEL - 138, rue du Théâtre 75015 PARIS (qui transmettra)

**hellige-france**

Participez au développement d'un des leaders sur le marché de l'électronique médicale  
**HELLIGE FRANCE**  
Société en expansion permanente offre d'excellentes opportunités de carrière à

## UN PROFESSIONNEL DE LA VENTE

Votre mission consistera à assurer les objectifs de vente fixés dans le cadre d'une gestion autonome. Vous serez responsable de votre budget, et participerez à la définition de notre politique commerciale. Votre activité s'exercera au départ de notre bureau régional de Paris.

Nous vous offrons l'appui d'une technologie de réputation mondiale, d'une formation intensive sur nos produits, d'une rémunération motivante dont l'évolution sera liée aux résultats + primes sur ventes. Professionnel de la vente d'équipement médical, qui désirez apporter votre expérience commerciale à une société jeune, dynamique et en pleine croissance, venez nous rejoindre.

Merci d'adresser votre C.V., photo et souhaits de rémunération à : Monsieur LEMARE - SOCIETE HELLIGE FRANCE 2, rue de Nîmes - 75013 PARIS ou téléphonez pour un 1<sup>er</sup> contact au (1) 583.13.55

MJC SAINT-CLOUD  
cherche

## 2 ANIMATEURS(TRICES)

âge : 2/3 ans au maximum  
1/3 sur la fonctionnalité globale de l'association.  
Expérience continue de plusieurs années en milieu défavorisé.  
T. 003-34-12 de 10 à 12 h.

ORGANISME DE FORMATION  
Délégation ILE DE FRANCE-PICARDIE  
Vous êtes

## INGENIEUR ET/OU TECHNICIEN SUPERIEUR

Vous êtes actuellement en poste en entreprise minimum 5 ans.

Vous assurez des responsabilités dans l'organisation et la gestion de production, et notamment dans un ou plusieurs des domaines suivants :  
- Conception de produits (analyse de la valeur).  
- Industrialisation et méthodes.  
- Gestion et amélioration de la qualité.  
- Informatisation de la gestion de la production.  
- Ordonnancement et gestion des stocks.  
- Maintenance industrielle.

Il vous est proposé d'assurer une activité de formation dans le cadre de ses stages pour les entreprises industrielles, tout en continuant votre activité principale dans votre entreprise.

Nous vous demandons :  
- Une disponibilité annuelle minimum de 15 jours.  
- D'habiter la région parisienne ou la Picardie.  
- Une possibilité d'intervention dès le premier trimestre 1985.  
- Une bonne connaissance technique de votre spécialité.

Nous assurons :  
- Une formation accélérée technico-pédagogique.  
- Un suivi et soutien pédagogique dès les premières actions.

Merci d'envoyer votre CV détaillé sous réf. 3034 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

CONTEXTE TELEMATIQUE: UTILISEZ VOTRE MINUTEUR (1) 066.10.10

"Les progrès de l'électronique sont liés à ceux de la métallurgie"

## TREHIMETAUX GROUPE PECHINEY

leader européen, dans son secteur, fournisseur de l'industrie électronique, désire renforcer sa position en proposant de nouveaux produits, lui permettant d'améliorer ses performances techniques et économiques.

Nous recherchons dans l'optique de la commercialisation et du développement de ces produits

## UN INGENIEUR VENTE/DEVELOPPEMENT

(réf. A)  
responsable de la promotion et de la vente de produits haut de gamme, destinés à l'industrie électronique. Diplômé grande école, ayant l'expérience de l'utilisation des divers matériaux métalliques et non métalliques dans l'électronique et connaissant la technologie de leur mise en œuvre.

## DES INGENIEURS METALLURGISTES

(réf. B)  
diplômés grande école, chargés au sein du service recherche, de la conception et de la mise au point des alliages.

Ces postes nécessitent une expérience de quelques années de laboratoire en thermodynamique des alliages et de leurs aptitudes potentielles à des caractéristiques déterminées.

L'anglais courant est demandé pour ces différents postes.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV sous référence correspondante à :

**BAILLY CONSEIL**  
128, bd Hausmann  
75008 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**INGENIEUR  
ELECTROTECHNICIEN  
ELECTRONICIEN**  
E.S.I.E.E. ou équivalent  
Expérience de générateurs de puissance à semi-conducteurs.  
Cet ingénieur est recherché par importante société, 1.000 personnes, proche banlieue Sud de Paris, spécialisée dans la fabrication de biens d'équipements lourds et dans le soudage.  
Ecrire avec C.V. manuscrit et prétentions sous réf. N°151 à PUBLIAE G.R., 27 Faubourg Montmartre 75009 Paris, qui transmettra.

**HILL AND KNOWLTON**  
leader mondial dans le conseil en relations publiques et en communication recherche  
**UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES (M/F)**  
pour son département « High Technologies » (connaissance de l'informatique ou télématique appréciée).  
**UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES (M/F)**  
pour prendre en charge les activités de communication dans l'entreprise (audit, stratégie de communication interne, mise en place des moyens, etc.).  
Ces deux postes offrent initiative et responsabilité dans un groupe de renommée internationale. Ils exigent une formation supérieure, la pratique de l'anglais courant, des capacités à rédiger, une expérience réussie (6 ans minimum) des relations publiques et de la communication acquise en qualité de consultant.  
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M. Jean-Pierre PARRY, Hill and Knowlton France 64 bis, rue La Botz, 75006 PARIS.

Monsieur est une Société Française de prestation d'importance  
Nous recherchons  
quelques  
**PERSONNES DE CARACTERE**  
capables, après un stage d'essai d'un an en 10.000 F à 15.000 F mensuel  
Nous leur offrons :  
- une formation complète ;  
- une activité permanente ;  
- un plan de carrière précis.  
Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »  
Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 4.220  
Publicité Réunis  
112, bd Voltaire, 75011 Paris  
La préférence sera donnée à candidats ayant fait :  
- SOIT de bonnes études ;  
- SOIT la preuve de leur personnalité.  
SSR recherche  
**INGENIEURS  
« LOGICIEL »**

Organisme professionnel (industrie de biens de consommation durables) 2° part Montceau  
recherche pour ses services généraux  
**ASSISTANT(E)  
ADMINISTRATIF(VE)**  
- Formation juridique en entreprise ;  
- Expérience 2/3 ans en entreprise ou en administration ;  
- Poste nécessitant rigueur, sens de l'organisation et capacité d'adaptation à activités variées.  
Situation évolutive en fonction de la compétence et de l'efficacité personnelle.  
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et photo à Monsieur le Maire, secrétaire général de la Mairie, sous le n° 296.748 M  
RÉGIE-PRESSE  
7, rue de Montessuy, Paris-7°

**RECHERCHONS  
PROFESSEURS  
DE PIANO**  
Envoyer C.V. avec photo. Ecrire sous le n° 68.646 M  
RÉGIE-PRESSE  
7, rue de Montessuy, Paris-7°  
Monsieur est une société spécialisée dans le commerce extérieur offre à  
**UN(E) JEUNE  
JOURNALISTE**  
(2 ANS D'EXPERIENCE)  
de formation économique ou école de commerce le poste de secrétaire de rédaction avec responsabilité.  
Adresser C.V., réf. à SOREP, 18, rue de la République, 75116 PARIS.

PUBLIAS recherche avec contrat pour service postes emplois Députés, Stages 1 an emploi Formation, 10-25 ans, sans limite d'âge pour certains candidats. Soc. sec. C.V. 121, C. Néron, PARIS-2°.  
Etablissement privé, sous contrat d'association recherche  
**SURVEILLANT  
PLEIN TEMPS**  
Tél. : 753-46-36  
Jouir de 8h30 à 12h30.  
La ville des BUREAUX (Yvelines), 35 000 habitants, 40 km ouest de Paris, C.E.S. LYCEE L.E.P., recrute de toute urgence.  
**UN SOUS-BIBLIOTHECAIRE**, titulaire du C.A.F.E., option « Lectures publiques » pour responsabilité d'un secteur.  
**UN SOUS-BIBLIOTHECAIRE**, titulaire du C.A.F.E., option « Lectures publiques » pour responsabilité d'un secteur.  
Adresser candidatures avec curriculum vitae et photo d'identité à Monsieur le Maire, conseiller général des Yvelines, 75135 LES MUREAUX Cedex.

**POUR DEPARTEMENT FINANCIER  
d'un important groupe industriel La Défense**  
**UN CORRESPONDANT  
INFORMATIQUE**  
Formation exigée d'analyste programmeur sur gros systèmes.  
Expérience nécessaire sur applications financières en milieu bancaire ou industriel. Sans des relations indispensables. Déplacement Province de courte durée. Position : Chef de bureau assimilé Cadre. Libre rapidement.  
Adresser C.V., photo et prétentions à :  
**Cabinet Avenir Services**  
92, rue St Lazare, PARIS 9°

**LE GROUPEMENT DES AUTORITÉS  
RESPONSABLES DE TRANSPORT**  
ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS LOCAUX  
RESPONSABLES DE TRANSPORTS PUBLICS  
recrute  
**UN CHARGÉ  
DE MISSION**  
Formation juridique.  
Expérience des problèmes des collectivités locales et des transports de voyageurs.  
Adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions AVANT LE 20 NOVEMBRE 84 à Monsieur le Président du G.A.R.T., 77, bd de Montparnasse, 75006 PARIS.

Dans les domaines suivants :  
- Logiciel de base ;  
- Mécanique ;  
- Temps réel ;  
- Temps réel à intervalle ;  
- Bureau ;  
- Première expérience souhaitée.  
Conditions moyennes.  
Adresser C.V. et photo à LEMMI, 22, av. E.-Zola, 75018 PARIS.

**VILLE DE SEVRES (82)**  
recherche pour ses services généraux  
**ATTACHÉ COMMUNAL**  
chargé de la Direction du Service du Personnel (expérience confirmée)  
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et photo à Monsieur le Maire, secrétaire général de la Mairie, sous le n° 296.748 M  
RÉGIE-PRESSE  
7, rue de Montessuy, Paris-7°

Société recherche  
**1 ou 2 AGENTS  
COMMERCIAUX**  
en publicité de recrutement, de préférence avec portefeuille. Age minimum 25 ans, homme de terrain, gains importants.  
LEROUX, 8, square Léon-Blum, 92000 PUTEAUX.  
Collaborateur journal cherche jeune fille pour s'occuper d'articles (9 ans) à la sortie de l'école D.P. arrondissement. Soc. n° 6 689 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**secrétaires**  
HOLMAG AGRO ALIMENTAIRE recherche  
**SECRÉTAIRE  
DE DIRECTION**  
BILINGUE ANGLAIS.  
Tél. pour R.V. 563-81-47.

**IMPORTANTE  
SOCIÉTÉ DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE**  
recherche  
**INGÉNIEUR SYSTÈME**  
responsable du service informatique  
Vous serez à l'origine du Service Informatique. Ce service aura pour mission la mise en œuvre et l'exploitation de matériels informatiques (VAX 730, PDP 11, IBM PC/AT), et l'implantation du premier système existant de synthèse et de manipulation d'images 3D en temps réel.  
Vous êtes attiré par un milieu créatif. Vous êtes issu d'une école d'ingénieurs, et parlez couramment l'anglais, vous avez une expérience de 2 à 3 ans en environnement DEC.  
Votre poste sera basé à PARIS.  
Envoyer C.V. à : PROSPECTIVE et DÉVELOPPEMENT Cedex 1901, 75819 PARIS-BRUNE.

**FIDUCIAIRE JURIDIQUE  
ET FISCAL DE FRANCE**  
recherche un  
**JURISTE  
SPÉCIALISÉ EN CONTRATS  
COMMERCIAUX**  
Expérience dans les divers types de contrats et formalités auprès des Organismes Administratifs Français et Européens.  
Envoyer lettre manuscrite C.V. et prétentions à FIDAL PARIS 18 bis rue de Villiers 92300 LEVALLOIS PERRET

**SOCIÉTÉ PHONOGRAPHIQUE  
Région Ouest de Paris**  
activité industrielle principale  
Moulage, PVC, recherche  
**INGENIEUR  
MECANICIEN**  
5 à 10 ans d'expérience pour prendre en charge la production et l'entretien de l'atelier de presse.  
Anglais indispensable.  
Ecrire avec C.V., photo et prétentions, réf. 2835 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

**Bureau d'Etudes  
FRANCIS LEFEBVRE**  
NEUILLY-SAINT-LOUIS  
recherche pour son  
DEPARTEMENT  
INTERNATIONAL  
**FISCALISTE  
CONFIRMÉ**  
Pour ce poste d'avenir, une formation de haut niveau, le sens du contact et la pratique de l'anglais sont nécessaires.  
Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à 3, villa Emile-Bergerat, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex.

**♦ INFORMATIENS ♦**  
*la passion et la raison*  
Impliquant, passionnant, captivant : tous ces adjectifs sont fréquemment utilisés par les informaticiens lorsqu'ils parlent de leur métier. Mais cette passion survivra-t-elle aux mutations qui se font jour dans l'industrie informatique ?  
Métier d'avenir intégré aux réalités actuelles, où la position de demandeur d'emploi est souvent confortable, le choix d'une carrière informatique est d'abord un choix de raison : rémunérations élevées, offres très nombreuses. Mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur les besoins des entreprises ?  
L'informatique : métier du temps présent, métier du futur ? Une étude réalisée par Régie-Presse le Monde, apporte sans doute un éclairage nouveau sur l'informatique.  
Destinée aux Informaticiens, Responsables d'entreprises, Responsables du personnel et de recrutement, elle fait le point sur ce métier : les Informaticiens en France aujourd'hui, la mobilité de l'emploi, le recrutement, les annonces, leur lecture, l'informatisation des P.M.E....  
Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite de préférence professionnelle, accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre de Régie-Presse Inf., 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

**Le Monde**  
**Emplois  
Cadres**  
CHAQUE MERCREDI  
LE PANORAMA  
DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES  
Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.  
Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.  
En vente chez les marchands de journaux : 6 F

**BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :**  
Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Nombre d'exemplaires \_\_\_\_\_ x 7 F (frais de port inclus)  
Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09  
Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

formation  
IAE  
ANALYSES  
DE HA  
MESSAG  
ENTREPRISE  
remunération  
DE DIRECTION

هكذا من الأصل







Le Monde

# économie

## ÉNERGIE

### La réunion de l'OPEP

(Suite de la première page.)

Le hic est que, pour régler ces problèmes de fond, l'OPEP ne peut, dans les circonstances présentes, éviter de remettre en cause le niveau de ses prix. Le Nigeria, en abaissant unilatéralement ses tarifs, a en effet placé ses partenaires devant le fait accompli. Pour fixer une nouvelle grille de tarifs plus conforme aux cours du marché - où l'écart « normal » entre les bruts lourds et les bruts légers s'est réduit de moitié depuis deux ans - il faudrait que le pays africain, dont les meilleures qualités de brut ont des prix désormais inférieurs à celui du brut pivot de l'OPEP (29 dollars par baril), accepte de relever ses tarifs. Or M. Tam David-West a été clair sur ce point, liant la décision éventuelle du Nigeria en ce sens à des mouvements analogues des producteurs de la mer du Nord. « Nous n'avons pas été les premiers à baisser nos prix. Nous avons réagi à une situation qui est dynamique », a-t-il dit; la Norvège a indiqué qu'elle relèverait graduellement ses tarifs en novembre et en décembre. La Grande-Bretagne après le 29 octobre réexaminera la situation. Nous aussi, mais nous ne pouvons pas fixer de date limite.

#### Seize millions de barils par jour

Refusant a priori une baisse du prix de référence, et ayant manifestement échoué à convaincre les trois pays fauteurs de troubles de relever dans l'immédiat leurs tarifs, tant que les cours du marché au jour le jour restent inférieurs aux anciens prix officiels, l'OPEP est donc plus ou moins contrainte de tenter une

action psychologique pour faire remonter les cours sur le marché, en jouant sur le seul paramètre sur lequel elle peut aisément intervenir : la production. Ceci en acceptant pour un temps de faire une exception pour le Nigeria, considéré comme un cas particulier.

C'est le sens de l'accord de principe conclu la semaine passée entre six des principaux membres de l'Organisation, réunis à Genève autour du ministre saoudien du pétrole, accord qui, selon la revue spécialisée *Middle East Economic Survey*, sera « presque certainement » adopté. Il consisterait à abaisser le plafond de production de l'Organisation de 17,5 à 16 millions de barils par jour, soit 1,5 million de barils par jour en moins, le plus gros effort provenant de l'Arabie saoudite (environ 1 million de barils par jour) et le reste de cinq autres pays membres (Koweït, Émirats arabes unis, Venezuela, Libye, Algérie). Le Mexique, pays non membre de l'Organisation, s'associerait également à cette tentative, ainsi - éventuellement - que l'Égypte, pour des quantités symboliques.

Accord réel ? Ou « simple spéculation », comme l'assure un membre de la délégation irakienne. Toujours est-il que ce plan, destiné à parer au plus pressé en espérant que la situation du marché se redressera assez vite pour permettre d'ici à la fin de l'année d'aborder les problèmes de fond dans un environnement plus favorable, ne sera pas facile à mettre en œuvre. La condition *sine qua non* de sa réussite est sa crédibilité vis-à-vis du monde pétrolier. Il doit donc faire l'objet d'un accord unanime, ce qui n'est pas évident à obtenir, compte tenu de la méfiance réci-

proque qui règne à l'intérieur de l'OPEP. Les pays acceptant de réduire leur production veulent, en effet, être certains que les autres membres ne vont pas profiter de l'abaissement pour augmenter plus ou moins rapidement leur part de marché.

Le cas le plus difficile est, bien entendu, celui du Nigeria, favorisé par des tarifs désormais plus attractifs que ceux de ses concurrents. Or M. Tam David-West est resté ambigu quant au respect par le Nigeria de son quota. Affirmant en préliminaire qu'il était hors de question que le Nigeria accepte de réduire sa production (1,4 million de barils par jour actuellement), il s'est contenté d'assurer : « Nous respecterons notre quota si cela sert l'économie du Nigeria », ajoutant : « Nous ne ferons rien qui risque de trop secouer le bateau de l'OPEP ».

« Le fait d'accorder au Nigeria un statut privilégié n'est pas sain. C'est du accommodement. Mais que faire d'autre ? S'il reste dans l'OPEP nous pouvons au moins exercer un contrôle sur sa production », expliquait dimanche le membre d'une délégation des pays du Golfe. Tenu de s'entendre pour gagner au moins un sursis, dans la mesure où le temps - et l'approche de l'hiver - joue pour eux, les treize membres de l'OPEP devront, en outre, convaincre les observateurs du sérieux de leurs engagements. Ce n'est pas le plus simple, compte tenu de l'instable désordre qui règne actuellement, que ce soit au niveau des prix réellement pratiqués ou à celui de la production.

Où ignore même le niveau réel de la production actuelle (les chiffres varient de 17 à 18 millions de barils/jour selon les estimations),

alors que de ce niveau dépend l'importance de la ponction qui sera opérée sur le marché. Un pays comme les Émirats arabes unis, qui, actuellement, produit beaucoup moins que son quota, faute de prix attractifs, peut, certes, aisément accepter de réduire le niveau officiel de ce quota, mais cela n'aura aucun impact sur le niveau réel de ses ventes.

Complication supplémentaire, le ministre des Émirats arabes unis, M. Al Otaiba, a répété, dimanche, que le problème des différentiels de prix devait être résolu et que, s'il n'y avait pas de solution, il résoudrait ce problème seul, en retirant chez lui. « Je ne vais pas attendre d'avoir atteint le niveau zéro pour mes exportations pétrolières et fermer mes puits », a-t-il précisé.

Les Émirats arabes unis sont donc plus déterminés que jamais à obtenir un adoucissement des prix permettant aux bruts légers de retrouver leur place sur le marché, et menacent, si on ne tient pas compte de leur demande, de réduire seuls leurs tarifs, après la conférence, ce qui aurait un effet désastreux sur le marché.

VÉRONIQUE MAURIS.

« Reprise de la consommation d'énergie en France. — La reprise des consommations d'énergie se poursuit : la consommation totale de l'année mobile, c'est-à-dire entre septembre 1983 et septembre 1984, corrigée des données climatiques, progresse de 2,5 % en données brutes. Ce résultat s'accompagne d'une légère progression de la facture énergétique qui s'inscrit pour les douze derniers mois à 180,2 milliards de francs.

## ÉTRANGER

### INAUGURATION DU BARRAGE D'ITAIPU

#### Les « pharaons » du Parana

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Le barrage d'Itaipu, l'un des plus grands du monde, a été inauguré, le 25 octobre, par les présidents du Brésil et du Paraguay. Il est situé sur le fleuve Parana, qui fait frontière entre les deux pays et se trouve à proximité des célèbres chutes d'Iguazu. Ce barrage est à la dimension du magnifique paysage — jusqu'ici inviolé — qui l'entoure et d'un Brésil qui compte tirer de ses dix-huit turbines presque la moitié de l'énergie électrique dont les régions les plus industrialisées du pays auront besoin dans la prochaine décennie.

Quelques chiffres donnent la mesure de l'ouvrage, dont le coût est estimé actuellement à 15,3 milliards de dollars. Le barrage lui-même a près de 4 kilomètres de long et l'intérieur est un véritable labyrinthe avec des murs qui ont jusqu'à 40 mètres de haut. La retenue d'eau a un volume de 29 milliards de mètres cubes pour une surface de 1350 kilomètres carrés.

Au plus fort des travaux, quarante mille ouvriers ont travaillé sur le chantier dans les conditions difficiles du climat tropical. Il en reste encore douze mille à pied d'œuvre. Quand l'usine sera terminée, il suffira de douze techniciens pour la faire tourner. Les deux premières turbines sont entrées en fonction, qui fournissent 1,2 million de kWh. Les seize autres seront installées l'une après l'autre jusqu'en 1990 et la capacité d'Itaipu sera de 12,6 millions de kWh.

Itaipu appartient à la longue liste des « ouvrages pharaoniques » que le régime militaire a

mia en chantier au temps du « miracle économique » : il a été commencé il y a dix ans, à une époque où la croissance industrielle était de 15 % par an. Les responsables de l'économie extrapolent ce chiffre sur les années suivantes, faisant alors des besoins énergétiques du pays une estimation qu'il a fallu réviser à la baisse par la suite. De cette époque date un accord nucléaire avec l'Allemagne fédérale qui prévoyait la construction de huit centrales nucléaires dont aucune n'a encore vu le jour.

Le calendrier des travaux d'Itaipu a été retardé de presque deux ans. Le coût dépasse de six fois les prévisions initiales (2,5 milliards de dollars). Les intérêts des emprunts qui le Brésil avait contractés à l'étranger pèsent lourd — pour près de 40 % — dans le compte financier. On craint que l'électricité fournie par le barrage ne coûte trop cher à ses principaux consommateurs, les industries installées dans le Sud et le Sud-Est du pays.

Selon le traité signé entre Brasília et Asunción, le Paraguay a droit à la moitié de l'énergie produite. Mais, comme les besoins de ce pays de 3 millions d'habitants sont modestes comparés à ceux de son voisin (130 millions), le traité prévoit que le Brésil devra lui acheter l'énergie excédentaire. L'affaire est surtout intéressante pour le régime du général Sarney. C'est brésilien, l'opposition s'est préoccupée dès le début du projet d'un ouvrage qui lui paraissait « surdimensionné ».

CHARLES VANHECKE.

### La Turquie adopte la TVA

De notre correspondant

Ankara. — Après quinze ans d'hésitations, la Turquie a finalement adopté, elle aussi, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), à l'exception des pays de la Communauté économique européenne, dont elle est membre associé. Versé le 25 octobre à l'Assemblée nationale, la réforme, qui prévoit une taxe de 10 % sur la valeur ajoutée à chaque étape de production et de distribution des produits et des services, s'appliquera à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1985.

Grâce à la TVA, le gouvernement de M. Özal, soucieux entre autres d'accroître l'intégration de l'économie dans le système international, espère améliorer le rendement du fisc en Turquie où l'évasion et la fraude fiscale demeurent un fléau national, d'autant qu'il reste de nombreux domaines économiques qui échappent encore à l'imposition. Selon les calculs de l'Institut de statistiques, la TVA rapporterait « au moins le double » des pertes environ 500 milliards de livres turques (10 milliards de francs) provoquées par l'abandon de certains impôts indirects existants.

Les pouvoirs publics espèrent aussi que la TVA, soulageant quelque peu les grandes entreprises, ne manquera pas de susciter de nouveaux investissements et d'encourager les exportations. Bref, en restaurant l'équilibre des opérations économiques insuffisamment imposées jusqu'à présent, on vise à réduire le déficit et à freiner l'inflation. Toutefois, les consommateurs, eux, craignent de payer 10 % plus cher, à partir de janvier prochain, tout ce qu'ils achèteront, alors que la hausse des prix est toujours loin d'être jugulée et risque d'atteindre au moins 45 % à la fin de 1984.

Lors des débats, les élus de la majorité ont repoussé une proposition émanant de l'opposition préconisant l'exemption pure et simple de TVA sur tous les produits de première nécessité. La loi cependant autorise le gouvernement à procéder aux réductions qu'il jugera nécessaires à l'égard de ces produits et ce jusqu'à 0 %, si besoin se faisait sentir.

L'opposition devait également échouer dans sa tentative de faire reporter la date d'entrée en vigueur de la réforme à janvier 1985. Elle estime qu'il fallait permettre aux agents du fisc, dont le nombre et la formation sont loin de répondre aux exigences d'un système de contrôle moderne et efficace, de s'y mieux préparer.

De leur côté, plusieurs universitaires jugent le taux de 10 % de TVA « excessif » et susceptible de provoquer une nouvelle hausse des prix, surtout au cours de la première période de son application. Ils soulignent aussi que les exemptions de TVA sont des plus limitées et concluent que tôt ou tard « les nouvelles taxes fiscales seront les grands perdants ». D'aucuns encore estiment que les récents impôts supplémentaires imposés par le gouvernement ne pourront pas se réaliser facilement, notamment en raison de la « tradition de production au noir », d'autant que le système de contrôle va d'aval en amont, contrairement à la pratique de la TVA dans plusieurs autres pays où ce système fonctionne en sens inverse. De même font-ils remarquer que le secteur agricole, fournisseur de l'industrie, est en général imposé au forfait, ce qui risque de contrarier le nouveau système adopté.

Pour sa part, le gouvernement, optimiste, déclare que, grâce à la présente réforme, le système fiscal turc, qui ne réussit actuellement à drainer que seulement 16 % du revenu national, pourrait en récupérer 20 %. Cela implique également le relèvement, en accord avec le Fonds monétaire international, de certains impôts fixes, comme par exemple celui appliqué à l'achat des véhicules ou la vignette.

ANTUN UNAL.

#### Après treize jours de grève ACCORD SALARIAL CHEZ GENERAL MOTORS AU CANADA

Un accord de principe a été conclu le 27 octobre entre la direction de General Motors au Canada et les responsables syndicaux des Travailleurs unis de l'automobile (UAW/UAW). Il doit encore être ratifié — vraisemblablement le 29 octobre — par les 36 600 salariés de la firme américaine travaillant au Canada.

Cet accord intervient après treize jours de grève et la fermeture aux États-Unis de trente usines du fait de la forte intégration des activités du constructeur automobile en Amérique du Nord.

Les travailleurs canadiens ont obtenu une augmentation salariale supérieure à celle de leurs homologues américains : à la fin de la convention collective, qui couvre trois années, leur salaire horaire aura progressé de 1,95 dollar américain contre 1,60 dollar pour les salariés américains.

# PRINTemps

Hausmann  
Nation/Parly 2  
Vélizy 2/Italie  
Ternes  
République

# LE SCOOP DU JOUR !

LE MOUTON LEOPARD

7/78 mouton léopard façon leopard

## LES SCOOPS DU PRINTEMPS

هكتان من الذهب



## AFFAIRES

### LA BATAILLE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

#### CIT-Alcatel et la société italienne Italtel signent un accord de coopération

Les sociétés française CIT-Alcatel et italienne Italtel ont signé le 28 octobre un accord de coopération technique sur les futurs réseaux téléphoniques publics. Il s'agit de développer en commun des pièces essentielles de ces réseaux comme les « cartes d'abonnés », qui représentent quelque 30 % de leur valeur, et des logiciels.

Cet accord, selon les signataires, est « ouvert à d'autres partenaires », et l'on songe à l'allemand Siemens et au britannique Plessey.

CIT-Alcatel, filiale de la CGE, détient plus de 90 % du marché français des réseaux publics (achetés par les PTT) depuis la reprise de Thomson Télécommunications début 1983. Italtel, filiale du groupe public STET en Italie, emploie 20 500 personnes, pour un chiffre d'affaires attendu pour 1984 de 1 250 milliards de francs (6,2 milliards de dollars), et détient 52 % du marché italien, mais 70 % grâce à un accord avec la filiale italienne de l'américain GTE et la société Telettra, du groupe Fiat.

L'accord signé avec CIT-Alcatel s'inscrit d'ailleurs dans un cadre plus large, même si les sociétés tiennent à préciser qu'il ne s'agit pas d'un accord à quatre. Italtel et CIT-Alcatel vont en effet converger leurs gammes respectives de réseaux, ETO pour CIT et UT10 pour Italtel, nous a précisé M<sup>me</sup> Bellisario, administrateur délégué d'Italtel (dont on lira l'interview ci-contre), ajoutant : « Il y aura 20 ou 30 % de parties communes dès 1987. » D'autre part, Italtel travaille avec GTE et Telettra au développement d'un futur central UT100 qui devrait voir le jour d'ici deux ou trois ans. Comme, de son côté, CIT-Alcatel a besoin d'un successeur pour son ETO, la logique de l'accord signé le 25 octobre voudrait que celui-ci soit le UT100 ou un système très proche. Auquel cas, la coopération franco-italienne, loin d'être limitée, serait de grande ampleur : Italtel, Telettra, GTE-Italie et CIT-Alcatel seraient, dans un futur proche, le même central d'abonnés.

Cette stratégie a sa cohérence, elle peut entraîner l'adhésion d'autres partenaires européens, est-elle est certainement préférable à celle qui a effleuré l'aspect des dirigeants de la CGE de passer un accord avec ATT ou avec une autre société américaine. Mais il faudrait l'exposer clairement, aux PTT françaises qui préféreraient que le successeur de l'ETO soit un tout autre système : le MT25 hérité de Thomson. La discussion avec laquelle M. Pabreux, PDG de la CGE, a annoncé cet accord s'explique sans doute pour cette raison.

E. L.B.

#### « Un acte de confiance dans l'Europe »

nous déclare M<sup>me</sup> Bellisario administrateur délégué d'Italtel

Vous venez de signer un premier accord avec CIT-Alcatel, quelles en seront les conséquences ?

C'est un choix stratégique et un acte de confiance dans l'Europe. Il s'agit d'un cadre qui prévoit des développements en commun pour les réseaux téléphoniques publics. Pour s'entendre entre Européens, on ne pouvait ni dire à l'une des deux sociétés d'abandonner son système actuel pour adopter celui de l'autre, ni attendre vainement l'an 2000. Il fallait donc un accord très simple, pragmatique, qui signifie qu'à partir de novembre prochain nous travaillerons ensemble sur des « modules » des réseaux prévus pour 1987. Pour l'instant, le nombre des modules est limité, mais ils sont importants.

Déjà, cela nous permettra de réduire nos coûts. Ensuite, pour chaque nouveau développement nécessaire, nous regarderons si nous pouvons le faire ensemble.

J'ajoute que cet accord est ouvert aux autres constructeurs européens. Siemens nous a déjà fait connaître son intérêt pour l'opération.

Vous êtes déjà lié par un accord avec l'Américain GTE et Telettra, la filiale de Fiat. Pourquoi, alors, ce nouveau contrat avec CIT-Alcatel ?

Ces modules que nous développons avec CIT-Alcatel serviront à un système national, comme nous l'appelons, sur lequel nous travaillerons en pool avec GTE-Italie et Telettra. Il n'y a pas de contradiction.

Êtes-vous favorable à une « ouverture croisée » des marchés des PTT européennes, comme le demandent les responsables de la CEE et comme la France a souhaité la faire, sans y parvenir, avec la Grande-Bretagne ?

En principe oui, mais cette approche n'a de sens que s'il y a convergence des réseaux téléphoniques, eux-mêmes. Sinon, cela nous coûte de l'argent pour nous adapter aux normes de chaque pays, et la part que je vais gagner sur le marché français, je vais la perdre en Italie. Au total, cela ne me rapporte rien. Avec CIT-Alcatel, nous suivons une démarche inverse : les parties communes de nos réseaux vont former les PTT européennes à adopter des normes communes. C'est un objectif essentiel auquel il faut parvenir.

Que pensez-vous de la déregulation des télécommunications en Europe ?

Cela ne servirait que les firmes américaines et japonaises. Regardez : les États-Unis n'ont déregulé que les communications dites « longues distances ». Ils ont conservé des monopoles régionaux pour les communications locales. En France, en Europe, chaque pays est une région. Faisons l'Europe des télécommunications d'abord, puis nous pourrions nous poser la question. Ce serait une folie d'inverser les choses.

Quand on observe la parole d'IBM et d'ATT, n'est-il pas trop tard pour vouloir faire l'Europe ?

#### Stratégie de cocktail

Pourtant, votre maison mère nationalisée, la STET, vient de signer un accord avec IBM ?

Cette coopération concerne la robotique et les composants. De mon côté, j'ai des contacts avec IBM, mais aussi Siemens, ATT-Olivetti et d'autres, dans la bureaucratie. Aucune décision n'est prise. Mais, dans ce domaine, une stratégie de « cocktail » est nécessaire, il faut être flexible. En revanche, dans les télécommunications publiques, secteur stratégique, il faut, là, être européen. L'Italie défendra à ce sujet les normes de réseaux OSI développées par les Européens (1) devant les instances internationales de normalisation.

On parle justement d'un accord de l'Italie avec IBM sur les réseaux ?

Rien n'est décidé. Le gouvernement va réexaminer cette question. Je crois personnellement que c'est nécessaire...

Propos recueillis par Eric LE BOUCHER

(1) Open System Architecture. Elles s'opposent aux normes SNA développées par IBM.

M. CHARLES MILLON AU GRAND JURY «RTL-Le Monde»

#### « Le problème n'est pas de dénationaliser mais de redéfinir le rôle de l'Etat »

« Le problème n'est pas de dénationaliser ou de nationaliser ; il est de redéfinir le rôle de l'Etat. Nous ne souhaitons pas que l'Etat produise des casseroles, des parfums, de l'aluminium. (...) Au niveau de la volonté, il faudra que le gouvernement qui émanera de la nouvelle majorité, annonce clairement qu'il veut redéfinir le rôle de l'Etat et qu'il souhaite dénationaliser les activités qui ne relèveront pas de la mission de cet Etat dans les années qui viennent », a indiqué M. Charles Millon, lors de l'émission du Grand Jury RTL-Le Monde, le 28 octobre.

« Après la volonté, il y a l'action, la méthode », a ajouté le secrétaire national du Parti républicain. « On ne pourra pas remettre du jour au lendemain sur le marché financier toutes les entreprises qui ont été nationalisées. J'ai eu l'occasion d'aller étudier le problème en Grande-Bretagne avec le ministre qui est chargé de la privatisation des activités économiques. Alors que le marché boursier de ce pays est dix fois plus important que le nôtre, on

m'a expliqué qu'il n'était pas possible d'introduire constamment sur le marché le capital des sociétés nationalisées. Il faudra donc établir un calendrier, sans pour autant renoncer, sur le fond, à notre volonté de redéfinir le rôle de l'Etat », a-t-il précisé.

Interrogé sur la question du remboursement des intérêts liés à la dette publique - à l'horizon 1986 - M. Millon a rappelé la solution préconisée par M. Edmond Alphandéry, député du Maine-et-Loire (UDF) pendant la discussion budgétaire. « Pour alléger le poids de cette dette et faciliter l'épargne et l'investissement en France, il faudra mettre en application la loi sur la « respiration ». Cette loi permet aux sociétés nationalisées de se décharger de toutes leurs filiales qui ne relèvent pas de leurs activités traditionnelles », a-t-il rappelé, estimant que la revente de ces activités « dégageait environ 20 milliards de francs ».

(Publié)

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Société centrafricaine de développement agricole (SOCADA), S.P. 987 à Bangui - République Centrafricaine - lance un appel d'offres pour la fourniture de matériel d'équipement industriel en lot technique à savoir :

- Lot n° 1 : Groupe électrogène
- Lot n° 2 : Machine à coudre, machine à bois
- Lot n° 3 : Ségadora Défilé de Buralon : 6 mois lots 1, 2, 3 et 4
- 3 mois lots 5 et 6

Participation : Concurrence ouverte à tous les fournisseurs n'étant pas frappés par le boycott en vertu des résolutions des organes de la Ligue des États Arabes, de l'Organisation de l'Unité africaine et de l'Organisation des Nations unies.

Offres : Les offres en langue française doivent parvenir à la SOCADA, S.P. 987 Bangui (RCA) ou être déposées au bureau pour le 20 décembre 1984 à 12 heures - heure et délai de rigueur.

Donner d'appel d'offres : Les documents peuvent être obtenus auprès de la SOCADA S.P. 987 Bangui Tél. 5212 - République Centrafricaine.

## LOGEMENT

EN 1983

#### Le 1 % patronal a aidé 268 000 familles à se loger

M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, a obtenu vendredi 26 octobre à Lille (Nord) le huitième congrès de l'UNIL (Union nationale interprofessionnelle du logement) en affirmant qu'il n'était « pas normal que les seuls logements locatifs qui se construisent en France soient réalisés grâce à des financements

## AGRICULTURE

« Trois cent mille vaches britanniques détruites par des éleveurs bretons. »

Dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 octobre des manifestants ont découvert à Ambrières (Mayenne) un semi-remorque contenant six cent mille vaches de provenance de Grande-Bretagne. Le chargement a été détruit. Cette action est revendiquée par le nouveau syndicat breton des producteurs d'oie créé le 26 octobre à Plérin (Côtes-du-Nord) et qui a entrepris de visiter les différents centres de conditionnement pour vérifier s'ils détournent des produits d'importation. Les agriculteurs ne comprennent pas qu'on achète des oies à l'étranger au moment où la surproduction est telle que les cours sont au plus bas, entraînant dans leur chute celle de nombreux éleveurs, pour lesquels le gouvernement et le Crédit agricole ont mis en place une procédure de liquidation.

« Dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 octobre des manifestants ont découvert à Ambrières (Mayenne) un semi-remorque contenant six cent mille vaches de provenance de Grande-Bretagne. Le chargement a été détruit. Cette action est revendiquée par le nouveau syndicat breton des producteurs d'oie créé le 26 octobre à Plérin (Côtes-du-Nord) et qui a entrepris de visiter les différents centres de conditionnement pour vérifier s'ils détournent des produits d'importation. Les agriculteurs ne comprennent pas qu'on achète des oies à l'étranger au moment où la surproduction est telle que les cours sont au plus bas, entraînant dans leur chute celle de nombreux éleveurs, pour lesquels le gouvernement et le Crédit agricole ont mis en place une procédure de liquidation.

En 1983, l'UNIL a aidé 267 989 familles à se loger, soit une augmentation de 2,7 % par rapport à 1982. Sur un total de 11,4 milliards de francs utilisés à cet effet, en particulier 4,6 milliards l'ont été pour des prêts complémentaires à l'accession à la propriété par des salariés, 4,1 milliards pour des versements à des HLM ou à des sociétés d'économie mixte et 1,9 milliard à des sociétés filiales des adhérents de l'UNIL.

La construction neuve bénéficie de 77 % des utilisations (soit 8,5 milliards de francs), dont plus de la moitié (5,2 milliards) provient des organismes d'Ile-de-France. Le montant moyen du prêt est de 31 840 F en Ile-de-France et de 25 040 F en province pour la construction neuve. Dans le secteur ancien (amélioration ou modification ou aménagement seul), le montant moyen du prêt est de 22 280 F en Ile-de-France et de 20 280 F en province.

#### Le Monde

#### ABONNEMENTS

| 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|--------|--------|--------|---------|
| 341 F  | 605 F  | 869 F  | 1 080 F |
| 310 F  | 490 F  | 670 F  | 860 F   |

Prêt de joindre le règlement à la commande (chèques bancaires ou chèques postaux 3 virements).

LE MONDE Service Abonnements  
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09  
C.C.P. PARIS 4207-23

Je m'abonne au Journal Le Monde pour ..... mois.

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint mon virement ..... F

#### L'ORDINATEUR PERSONNEL

Au sommaire du N° 10

- 170 machines, 84 logiciels : lequel acheter ?
- Minitel, ça sert aussi à travailler.
- MS/DOS : la résistante ascension d'un système.
- Cahier spécial : l'informatique et la pub.

Chez votre marchand de journaux

## LISEZ SAFE INTERNATIONAL: TOUS LES DEUX MOIS LE TOUR DU MONDE DES AFFAIRES ET DE L'ECONOMIE

SAFE INTERNATIONAL, C'EST L'UNIVERS DES AFFAIRES VU SOUS UN ANGLE DIFFÉRENT

Il n'est plus possible désormais de limiter à l'hexagone nos préoccupations d'entrepreneur ou d'investisseur. SAFE International vous aidera à mieux comprendre les multiples phénomènes qui sont à la base de la nouvelle donne économique mondiale.

A l'initiative du Groupe Robeco

Le Groupe hollandais Robeco est l'un des plus grands organismes financiers au monde. Il investit en actions, en obligations et dans l'immobilier, pour des dizaines de milliers d'investisseurs de nombreux pays.

Dans son premier numéro:

Paul Volcker: Le barreau de l'économie mondiale

Derrière le dollar il y a un homme: Paul Volcker, le président du Federal Reserve Board. Pratiquement, toutes les cartes sont entre ses mains. Un personnage à la hauteur de sa réputation...

Australie:

Une île exotique, où se cachent les plus fabuleuses réserves de minerais du monde. Une terre d'élection pour les investisseurs qui savent prendre les bons paris.

**SAFE INTERNATIONAL**

**NUMERO GRATUIT**

Bon pour recevoir gratuitement le 1er numéro français de SAFE International. A renvoyer sous enveloppe affranchie à SAFE International, Service Abonnements, 146-148 rue de Picpus, 75012 PARIS.

OUI, je désire recevoir sans engagement de ma part le premier numéro de l'édition française de SAFE International pour examen. Une proposition d'abonnement à des conditions spéciales de lancement accompagnera ce numéro.

Nom M. Mlle ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

777 55



# SOCIAL

## APRÈS LA GRÈVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

LIBRES OPINIONS

### Langage de vérité

par JACQUES POMMATAU (\*)

Un conflit vient d'éclater entre le gouvernement et les fonctionnaires. Le premier prétend maintenir le pouvoir d'achat des seconds. Ceux-ci affirment une perte de 4 % à 5 %.

Le gouvernement raisonne « en masse » : il considère globalement l'évolution des rémunérations dans la fonction publique, en tenant compte des effets de report, c'est-à-dire de l'incidence des mesures prises au cours de l'année 1983 sur les rémunérations de 1984. Les fonctionnaires, eux, voient cette réalité très simple et tout à fait indiscutable, à savoir que leurs salaires auront augmenté de 3 % au cours de l'année 1984, tandis que les prix auront fait un bond de 7 à 8 %.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1985, leur salaire ne sera relevé « en niveau » que de 3 % par rapport à celui du 1<sup>er</sup> janvier 1984. Les prix à la consommation, eux, seront plus élevés de 7 à 8 %.

Qui a raison dans un tel débat ?

Sans vouloir entrer dans des considérations techniques compliquées (1), on peut faire les remarques suivantes :

1) Le raisonnement dit « en masse » est tout aussi valable — il est même scientifiquement plus exact — que le raisonnement « en niveau ». Mais à condition de partir sur des bases saines, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

2) Si l'on se situe dans un raisonnement en masse, il faut appréhender le rapport prix/salaires dans sa continuité, et, dans ce cas, il est légitime de tenir compte des effets de report. Mais si un accord en masse est bien conduit, les effets de report des salaires et les effets de report des prix s'annulent à peu près, et la question reste marginale.

3) Les 5,61 % d'effets de report, dont fait état le gouvernement, procèdent d'une tout autre origine :

a) Ils procèdent d'abord des mauvaises habitudes de tous les gouvernements — de droite comme de gauche — qui, tel un mauvais payeur, ont toujours cherché à reporter le plus tard possible dans l'année le paiement de ce qu'ils devaient aux fonctionnaires.

De ce point de vue, l'attribution de 2 % le 1<sup>er</sup> novembre, alors que le décalage prix/salaires remonte au printemps, relève de la même démarche.

b) La décision du gouvernement Pierre Mauroy de bloquer les prix et les salaires en 1982 a eu pour conséquence d'accroître très sensiblement l'écart entre le report des prix que le blocage diminue, et le report des salaires que le blocage augmente, en retardant la date des ajustements nécessaires.

Le différentiel s'accroît donc, d'où les 5,61 % constatés en 1984, qui ne sont pas autre chose que le signe visible du décalage croissant entre l'évolution des prix et l'évolution des salaires.

4) En arguant de ces 5,61 %, qui sont, nous venons de le voir, le fruit de sa politique, pour dire aux fonctionnaires : « Je ne vous dois rien », le gouvernement use d'un raisonnement qui s'apparente à celui d'un locataire mauvais payeur, qui n'aurait pas réglé son loyer de 1983, et qui, apportant la somme due à son propriétaire en 1984, lui tiendrait ce langage : « Puisque, de toute évidence, je préleve cette somme sur mon budget de 1984, je ne vous dois plus rien pour 1984 ! »

5) Maintenir le pouvoir d'achat en masse et en moyenne, selon la formule de Pierre Mauroy, reprise par Pierre Bérégovoy et par Laurent Fabius, est un raisonnement purement économique. Cela signifie que la masse monétaire distribuée en salaires reste constante. Peu importe, dans ce raisonnement, ce que touche Pierre, ce que touche Paul. Seule compte l'addition.

6) Une telle notion ne peut absolument pas fonder une négociation salariale. Le syndicat doit défendre et le salaire de Pierre, et le salaire de Paul. Négocier les salaires, c'est défendre le salaire de chaque fonctionnaire pris individuellement. Même si le syndicat accepte — votre revendication — une évolution différenciée entre les salaires les plus bas et les salaires les plus élevés.

7) Pour que la négociation en masse soit acceptable, il faut, nous l'avons vu, que les bases de départ soient saines. Il faut aussi que le mode de calcul de la masse soit correct. De ce point de vue, la tentative du gouvernement d'inclure dans la masse ce qu'en jargon technique on appelle le GVT est tout à fait inacceptable. En clair, cela revient à financer sur le dos de l'ensemble des fonctionnaires la promotion de quelques-uns !

La encore, il y a confusion entre un raisonnement économique (le coût salarial de la fonction publique) et une base possible de négociation.

8) Dans une situation économique difficile, un gouvernement peut certes décider de réduire le pouvoir d'achat de ses fonctionnaires. A lui d'en mesurer les risques.

Après tout, cela s'est produit dans presque tous les pays voisins, y compris par des baisses nominales de rémunération.

Si le gouvernement avait eu le courage d'annoncer sa politique, sans doute personne n'aurait été content, et les organisations syndicales auraient légitimement pris leurs responsabilités. Mais au moins le débat aurait été clair ; et tous les gens raisonnables auraient pu y participer en toute connaissance de cause.

En revanche, vouloir démontrer à toute force, par un raisonnement tordu, à celui qu'on gruge qu'on lui donne son dû ne peut provoquer qu'exaspération et révolte.

Telle est la réalité, en 1984, du conflit salarial dans la fonction publique. Or est donc dans cette affaire le langage de vérité prononcé, à juste titre, par le premier ministre ?

(1) Voir cependant étude CRES n° 102, 1, rue Pasteur, Paris-8. Pour mieux comprendre la négociation salariale.

\* Secrétaire général de la FEN.

### Les transports pris en otage

par ALAIN FAUJAS

C'est dans le secteur des transports que la grève de la fonction publique et des entreprises nationales a été le plus durement ressentie par l'opinion publique. Ce sont aussi les transports qui servent, de plus en plus, d'otage aux protestataires qui veulent populariser leurs revendications ou leurs combats : des personnels de Creusot-Loire menacés de licenciement stoppent la circulation ferroviaire entre Lyon et Paris ; des ouvriers des chantiers navals bloquent un cargo porte-conteneurs à Saint-Nazaire ; les grévistes des Ateliers français de l'Ouest (AFO) paralysent des décharges du port de Dunkerque ; les personnels au sol d'Aéroports de Paris barrent les voies d'accès aux deux aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle ; les contrôleurs aériens mécontents de la limitation de leur droit de grève retardent les décollages des avions de plusieurs heures.

Les périphéries de la vie sociale des entreprises et des administrations trouvent un soutien, chaque jour plus important, dans le monde des transports. De tout temps, les syndicats ont cherché à faire connaître leurs thèses au gouvernement ou à l'opinion publique. Quelquefois, il s'agit pour eux de créer le désespoir de leurs mandants. Le plus souvent, leur attitude est tactique : dans une société pétrée par les médias, il est vital de faire parler de soi. Les caméras, les micros, les stylos se mobilisent aisément lorsque la thronomique économique et sociale menace une société devenue très mobile.

La TGV est une cible de choix : à cause de son image de marque ; les gens de Creusot-Loire ont été précédés, sur ses voies, par les ouvriers des Chantiers navals de La Seyne. Les vacances sont devenues sacrées : les bacheliers retardent des plaisanciers britanniques, en juillet, et les routiers arrêtent, en février, les Parisiens en chemin vers les stations de sports d'hiver, trouvant un écho immédiat.

« Bien joué », dirait-on devant ces actions spectaculaires. Les usagers des aéroports, des gares et des routes manifestent, d'ailleurs, un certain étonnement ; et parfois même de la sympathie en apprenant qu'ils subissent des retards. Il est normal, pensent-ils, que chacun se batte comme il peut pour défendre ses intérêts. Toutefois, pas trop d'abus, dit-on, car il y a passé plusieurs heures dans sa voiture, devant un mur de camions, ou celui qui voit le

troisième itinéraire ferroviaire de Lyon à Paris bouché lui aussi, en venant à s'enrayer. Les usagers de la gare Saint-Lazare prennent à partie les cheministes en grève. Des coups de feu sont échangés, sur la Seine, entre marins et plaisanciers. Un conducteur exaspéré tente de forcer, en Savoie, un barrage de routiers et provoque le mort d'une personne.

Tels sont les risques de l'engrenage : l'autodéfense et les exactions qui en résultent inévitablement. Le transport, vital pour la collectivité comme pour les particuliers, risque, dans quelques cas pathologiques, de connaître des affrontements jusqu'ici limités à l'arène des entreprises, mais plus graves. En effet, les grévistes n'affrontent pas une maîtrise ou bien une direction assistée de quelques « gros bras », mais des usagers en colère.

Même s'il ne s'agit pas des prémices d'une guerre civile, on voit bien le piège auquel les pouvoirs publics se trouvent confrontés. S'ils laissent un conflit paralysier l'économie et le corps social, ils éprouveront de la difficulté à faire respecter l'ordre public, et l'opinion publique se solidifiera avec les usagers rendus furieux. S'ils font donner la force publique, ce s'ill légitimement les grévistes. Ils provoqueront, là encore, des troubles de l'ordre public et deviendront de facto partie prenante au conflit social concerné.

Face à ce dilemme, les gouvernements successifs naviguent à l'estime. Sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, on a peaufiné un réseau postal de remplacement placé sous la responsabilité des chambres de commerce en cas de grève prolongée des PTT. Sous la présidence de M. Mitterrand, on est en train de rétablir le droit de grève des contrôleurs de la navigation aérienne, mais en l'assurant d'une obligation de service minimal. On tolère que les salariés de Creusot-Loire bloquent la voie du TGV à Montchanin, mais on les pousse lorsqu'ils interrompent le trafic sur la voie ferrée classique.

Selon toute vraisemblance, le courant de plan de la SNCF a du mal à voir le jour pour les mêmes raisons. Si le gouvernement s'accroît, il en profiterait pour démanteler plusieurs milliers de postes de cheministes. Ce n'est pas manquant pas de se croiser les bras. Un jour — le 26 octobre — ce suffira.

### A BOURG-SAINT-ANDÉOL (ARDÈCHE)

#### La population se mobilise contre la fermeture d'une usine de Villeroy et Boch

De notre correspondant

Anbesse. — Le groupe Villeroy et Boch dispose de six unités de production en France ; trois fabriquent essentiellement du matériel sanitaire à La Ferté-Gaucher (Seine-et-Marne) ; à Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne) et à Oiry (Marne), trois autres des carreaux de grès-cérame à Haubourdin et à Feignies (Nord) et à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), spécialisée dans le haut de gamme.

C'est cette unité ardéchoise qui devrait être fermée à la fin de mois de mars 1985 (deux cent vingt personnes). Déjà, en 1983, elle a supprimé une centaine de postes pour redresser une situation financière devenue déficitaire à la fin de 1982. La crise économique touche durement le bâtiment et réduit la demande de carrelage. Les Italiens, de plus, proposent des carreaux émaillés à des prix deux à trois fois inférieurs à ceux du grès-cérame rustique de grande qualité. Un ouvrier italien peut produire 2000 m<sup>2</sup> carreaux de carrelage par mois ; un ouvrier ardéchois, 330 m<sup>2</sup>.

Pour faire face, les experts évaluent à 50 millions de francs les investissements nécessaires à une modernisation de l'usine. La CGT et la CFTC ne manquent pas de souligner que les bénéfices, de 1955 à 1982, ont servi à investir ailleurs : un seul four construit en 1974.

Comment contraindre Villeroy et Boch à revenir sur une décision éminemment économique ? Bourg-Saint-Andéol a perdu quatre cents emplois en moins d'un an du fait de la fermeture d'une chaudronnerie nucléaire, d'une papeterie et de la première diminution d'effectifs chez Villeroy. Si la décision n'était pas revue, c'est 25 % de la population active qui serait touchée contre 18 % présentement.

Il y a quelques jours, mille cinq cents manifestants ont occupé le centre-ville, bloqué les routes, arrêté les taxis, vidé les épiceries et fermé tous les magasins et ateliers. Un appel a été lancé aux pouvoirs publics et à l'ensemble des élus pour obtenir des aides afin d'éviter le départ des petites entreprises vers des zones plus privilégiées des cantons.

Envers et contre tout, on veut croire en l'avenir. Délégué du personnel CGT, M. Charles Merleux, qui sera en préretaire en février prochain, a décidé, le 2 octobre dernier, par une grève de la faim, de sauver l'emploi de ses salariés. « La plus dure pour moi, dit-il, a été de convaincre ma femme et mes enfants. »

ANDRÉ GRIFFON.

(Publié)

### SCIENCES DU JEU

D.E.S.S. consacré au jeu et aux jouets

Université PARIS-NORD  
Département des Sciences du Jeu  
Avenue J.-B. Clément  
93430 Villetaneuse  
Tél. : 821-81-70, poste 6051

## RESEAU LOCAL. DANS LE MONDE. 6000 SOCIÉTÉS ONT DÉJÀ FAIT LA REVOLUTION ARCNET.

ARCNET, N°1 DU RESEAU LOCAL EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE.

200 réseaux locaux installés en France, 500 en Europe, 6000 réseaux locaux ARCNET opérationnels dans le monde... Plus de millions de grandes sociétés ont choisi ARCNET, et ce choix s'explique par notre expérience :

- en 1977, nous étions les premiers à déclencher la révolution du réseau local, et aujourd'hui, alors que beaucoup de réseaux locaux n'en sont encore qu'au stade du concept, ARCNET, lui, a déjà fait ses preuves.
- Informatique traditionnelle, micro-informatique, bureautique et télécommunications sont désormais en symbiose totale dans l'univers professionnel : informatique répartie, partage des ressources, disponibilité des informations, liberté et spontanéité des actions, avec ARCNET, vous vivez déjà l'avenir dans votre société.
- Traitement de texte, gestion de télex, courrier électronique, gestion des temps, du personnel, analyses financières, télématique, etc., le réseau local ARCNET intègre la totalité des innovations de votre entreprise, et vous permet de moduler en souplesse vos investissements en fonction de vos besoins croissants.
- Une architecture simple, une fiabilité à toute épreuve, une puissance « à la carte », autant de raisons pour faire, à votre tour, la révolution en toute confiance.

Vous désirez en savoir plus sur ARCNET ?

Contactez DATAPOINT MATRA INFORMATIQUE, le spécialiste du réseau local au (1) 687.31.24.

**DATAPOINT MATRA INFORMATIQUE**

## NOUS AVONS DECLENCHE LA REVOLUTION

مكتبة من الكتب



مكتبة المصطفى

# SOCIAL

LIQUE  
sports pris en

## AU COMITÉ DE COORDINATION DE FORMATION PROFESSIONNELLE

### Les conseils régionaux ont accepté une liste unique majorité-opposition

La formation professionnelle ferait-elle l'objet d'une entente, annonciatrice d'une description politique, ou bien faut-il croire que ce dossier, très technique, favorise le rapprochement au-delà des clivages traditionnels ?

Toujours est-il qu'à l'occasion de l'élection prochaine, par les conseils régionaux, des membres du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue, une liste commune et unique a été établie par les élus de la majorité et de l'opposition. D'ici la fin de l'année, les assemblées régionales auront donc à désigner leurs représentants dans cet organisme, sans se soucier de leur appartenance politique puisque l'accord est intervenu entre les différents partis. Ensemble, elles éliront douze titulaires et douze suppléants parmi lesquels on retrouve : pour l'UDF, MM. Jean-Pierre Soisson (Bourgogne), François d'Aubert (Pays de la Loire), Paul Granger (Champagne-Ardenne) ; pour le RPR, M. Hélène Missoffe (Île-de-France), MM. Jacques Legendre (Nord-Pas-de-Calais), René Conan (Bretagne) ; pour le PS, MM. Walter Amsellem (Picardie), Michel Charasse (Auvergne), Marcel Delhoux (Nord-Pas-de-Calais) ; pour le PCF, M. Lucien Villate (Limousin).

Hormis la Haute-Normandie, la Franche-Comté, la Corse, la Martinique et La Réunion, toutes les régions auront au moins un représentant et quelquefois davantage, comme c'est le cas pour le Nord-Pas-de-Calais (3) et le Limousin (2), pour tenir compte des tendances.

Mieux, il apparaît clairement que les conseillers régionaux retenus ont été sur des critères de compétence, en raison de leur connaissance du dossier. Ainsi, on ne compte pas moins de trois anciens ministres ou secrétaires d'Etat (MM. Soisson, Legendre et Granger) qui, de par leurs fonctions, ont eu à s'occuper de formation professionnelle.

Déjà, lors du vote à l'Assemblée du projet portant réforme de la loi de 1971 sur la formation continue, présenté à l'époque par M. Marcel Rigout, et qui devait devenir la loi du 24 février 1984, on avait pu constater la quasi-unanimité des députés sur le sujet, les abstentions n'étant que le fait d'une réserve tactique. Plus tard, à l'occasion de l'adoption des schémas régionaux pour la formation professionnelle qui consacraient le transfert de compétence territoriale, on avait pu observer que les clivages sur des dossiers aussi techniques ne recoupaient pas nécessairement les divergences politiques (le Monde du 5 octobre). C'est ainsi, par exemple, que le schéma du Languedoc-Roussillon, à majorité socialiste, a été voté par M. Jacques Blanc (UDF) et par la CFDT, la FEN s'abstenant et la CGT s'y opposant.

En acceptant de composer une liste commune et unique pour le comité de coordination, les conseillers régionaux sont donc allés dans le même sens avec l'efficacité pour leur souci. Les problèmes de formation leur sont apparus trop importants pour qu'ils puissent donner lieu à des affrontements partisans.

Pour autant, et bien que cela représente un signe évident de désescalade, il serait hasardeux de croire que, sur d'autres thèmes moins prioritaires, le consensus puisse être aussi facilement atteint.

## NOUVEAU SYSTÈME DE CLASSIFICATION CHEZ CITROËN

### Des postes ouvriers enrichis

Au terme de huit mois de négociations, la direction de Citroën a conclu un accord avec la CFDT, la CGC, FO et la CSI sur un nouveau système de classification applicable au 1<sup>er</sup> novembre. La CGT a refusé ce texte tandis que la CFDT réserve encore sa réponse. Pour M. François Cusey, directeur central du personnel, s'exprimant le 24 octobre devant la presse, « l'automobile, hier industrie de main-d'œuvre, se transforme peu à peu en industrie de technologie », ce qui entraîne une certaine rupture avec le taylorisme et « une nouvelle manière de travailler fondée sur plus de participation et plus de responsabilité ».

L'accord doit permettre une nouvelle gestion des carrières, une évaluation plus sophistiquée des postes de travail et un élargissement des carrières ouvrières. « Dès la conception d'une voiture, a souligné un responsable de la direction du personnel, M. Migon, il faudra penser comment on enrichira les tâches au montage ».

Une des caractéristiques du nouveau système est la création de « postes ouvriers enrichis qui vont se multiplier dans les années à venir » et « qui intègrent, à côté des activités d'exécution proprement dites, des fonctions de contrôle, de réglage, de changement d'outils ». Citroën a donc mis en place une nouvelle évaluation des postes visant à établir leur niveau de « complexité » (de 1 à 5).

La « pose » de chaque poste, effectuée conjointement par l'encadrement et des analystes spécialisés, vise à définir un coefficient minimum à partir de la formation, de l'initiative, de la responsabilité, de la diversité du travail et des capacités opérationnelles de chaque ouvrier. Ainsi le niveau 1 de complexité qualifie des « tâches d'exécution répétitives et invariables », tandis que le niveau 5 est attribué à des ouvriers pouvant procéder à un changement d'outil et à un réglage complexe.

Citroën s'est fixé l'objectif de faire passer d'ici cinq ans le tiers des 21 000 ouvriers employés actuellement dans la filière technique de fabrication à un niveau d'ouvriers professionnels qualifiés, au-delà du coefficient 180. Les ressources

brutes (incluant salaire de base, prime de conditions de travail, primes d'ancienneté et d'équipe, cases-croûtes, mais hors treizième mois) du coefficient 180 vont du minimum de 6 300 francs au maximum de 7 400 francs. Une nouvelle méthode d'évaluation (avec six critères d'analyse) a également été mise en œuvre pour les employés, les techniciens et les agents de maîtrise. Le nombre de niveaux d'agents de maîtrise va diminuer mais la population de cette catégorie devrait augmenter.

La direction de Citroën voit donc surtout dans cet accord « l'apparition d'une filière professionnelle de fabrication », résultant des nouveaux postes enrichis, et des carrières ouvrières « plus ouvertes, diversifiées et concertées ». « Si les besoins de l'usine le permettent, indique la firme, un professionnel de fabrication pourra à partir du coefficient 180 passer dans la filière maintenance-outillage et vice-versa ». Par ailleurs la notion de « bivalence » apparaît : un fraiseur voulant devenir ajusteur pourra exercer les deux métiers en complémentarité. Des « primes de bivalence » (de 300 à 750 F) pourront être versées.

Chaque année, les ouvriers auront avec leur hiérarchie un entretien individuel d'évaluation, leur progression étant prévue en fonction de leur aptitude technique, de leur polyvalence et de leur ancienneté. La direction a annoncé un « important programme de formation » (variable selon les postes de 150 à 480 heures). Le coût de ce nouveau système de classification a été évalué entre 1 et 2 % de la masse salariale chaque année et sera pris en compte dans l'enveloppe consacrée annuellement à la promotion. « On espère que cet enrichissement en qualifiant les salariés va nous permettre d'attirer des sureffectifs », a souligné M. Cusey qui parle plus de résorption des sureffectifs futurs que de séparation. Il a rappelé que les licenciements demandés récemment avaient concerné des ouvriers ayant des coefficients inférieurs ou égaux à 175.

## Un accord est signé pour améliorer la formation professionnelle des immigrés

L'accord a été signé le mercredi 24 octobre en fin d'après-midi par MM. Paul Bouchet, président du Fonds d'action sociale (FAS), et Gabriel Migon, délégué à l'emploi, afin de faciliter la formation professionnelle des travailleurs immigrés, notamment ceux des secteurs en reconversion, en tenant mieux compte de leurs handicaps (connaissance souvent insuffisante du français, inadaptation culturelle).

L'accord permet le financement de formations en commun par le FAS (pour un tiers) et par le FNE (pour deux tiers), qui n'étaient pas possibles auparavant. Les crédits accordés pour l'ensemble doivent être portés à 140 millions de francs en 1985 (+ 12 %).

Le système de formation est assoupli, pour permettre une formation professionnelle dès le départ, au lieu d'obliger le travailleur à suivre un circuit alphabétisation - préformation (financée par le FAS) - formation professionnelle (financée par le FNE) et laissant plus de liberté pour les horaires et l'organisation de la formation. L'accord incite aussi les organismes de formation à tenir compte davantage du savoir-faire du salarié, à développer les formations utiles pour plusieurs métiers ou types de métiers, et à employer les acquis des nouvelles pédagogies.

Il prévoit enfin un meilleur suivi des actions de formation : un bilan systématique des acquisitions à l'issue des stages (sous le contrôle du FAS et de l'AFPA) et deux examens du placement des salariés, au bout de trois mois puis au bout de six, sur le plan quantitatif et qualitatif.

● M<sup>me</sup> Dufoux : quatre mille cinq cents aides au retour d'ici fin 1984.

— Sous le titre « Pas d'insertion sans contrôle » le journal *Sans Frontière*, mensuel de l'immigration, publié dans son numéro d'octobre une interview de M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, qui rappelle que de grandes étapes ont été franchies dans le domaine de l'immigration depuis 1981, notamment avec la carte unique de dix ans. M<sup>me</sup> Dufoux précise que quatre mille cinq cents travailleurs étrangers devraient bénéficier de l'aide au retour d'ici la fin de l'année. Pour ceux qui souhaitent rester en France, « le choix, ajoute le ministre, est en tout cas ouvert, même si les perspectives d'emploi en France restent difficiles qu'une réinsertion au pays réussisse ».

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

|            | COURS DU JOUR |        | UN MOIS        |                | DEUX MOIS      |                | TROIS MOIS     |                |
|------------|---------------|--------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|            | + base        | + haut | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. | Rep. + ou dép. |
| SE-11      | 9,375         | 9,385  | + 35           | + 50           | + 20           | + 45           | - 300          | - 200          |
| SE-12      | 7,144         | 7,150  | - 103          | - 75           | - 100          | - 100          | - 671          | - 575          |
| Yen (100)  | 3,583         | 3,517  | + 129          | + 140          | + 245          | + 263          | + 675          | + 725          |
| DM         | 3,670         | 3,657  | + 119          | + 120          | + 230          | + 252          | + 621          | + 646          |
| Franc      | 2,719         | 2,725  | + 98           | + 106          | + 180          | + 190          | + 493          | + 532          |
| F.R. (100) | 15,101        | 15,119 | - 66           | - 17           | - 104          | - 75           | - 681          | - 422          |
| F.S.       | 3,738         | 3,730  | + 100          | + 103          | + 315          | + 335          | + 877          | + 935          |
| L (1 000)  | 4,940         | 4,942  | - 218          | - 197          | - 461          | - 429          | - 1387         | - 1300         |
| L          | 11,390        | 11,344 | - 33           | - 4            | - 60           | - 2            | - 261          | - 93           |

## TAUX DES EUROMONNAIES

|            | 9/9/16 | 9/15/16 | 9/11/16 | 10/1/16 | 9/7/8   | 10/1/4 | 10/1/2 | 10/7/8  |
|------------|--------|---------|---------|---------|---------|--------|--------|---------|
| SE-11      | 5 3/8  | 5 3/8   | 5 3/8   | 5 3/8   | 5 3/8   | 5 3/8  | 5 3/8  | 6 3/8   |
| DM         | 5 3/8  | 5 7/8   | 5 7/8   | 6 1/4   | 6 1/4   | 6 1/4  | 6 1/4  | 6 3/8   |
| F.R. (100) | 10 3/2 | 11 1/4  | 10 5/8  | 11 1/4  | 10 5/8  | 11 1/4 | 10 7/8 | 11 7/16 |
| F.S.       | 0 3/8  | 1 1/8   | 4 9/16  | 4 15/16 | 4 5/8   | 5      | 5      | 5 3/8   |
| L (1 000)  | 14 1/4 | 16 1/4  | 15 1/4  | 15 3/4  | 15 5/16 | 15 7/8 | 15 5/8 | 16 3/16 |
| L          | 10 3/8 | 11      | 9 5/16  | 9 11/16 | 9 3/8   | 9 5/4  | 9 5/8  | 10      |
| F. Banque  | 10 1/4 | 10 3/4  | 7 7/8   | 10 5/8  | 10 1/4  | 10 3/4 | 11 1/8 | 11 5/8  |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

M.N.

Grand Manitou  
veut ce document à Marseille  
immédiatement.

Blaireau Astucieux  
télécopie.



Avoir l'esprit télécopie, c'est offrir la possibilité à chacun, sans formation préalable, de transmettre un document écrit, texte ou schéma, à n'importe quelle distance, en toute simplicité, en toute sécurité, en 1 ou 2 minutes seulement.

Avoir l'esprit télécopie, c'est se demander combien ça coûte, mais surtout combien ça rapporte. C'est choisir l'efficacité à tout prix, surtout quand il s'agit de 700<sup>000</sup> francs par mois !

Avoir l'esprit télécopie, c'est avoir l'esprit d'entreprise.

C'est donner à chacun de ses collaborateurs les moyens de sa dynamique.

Avoir l'esprit télécopie, c'est avoir l'esprit d'initiative. C'est être plus compétitif en exploitant une technique qui permet de répondre plus vite et mieux aux besoins du monde professionnel.

Quand une entreprise se veut efficace, moderne et rentable, elle a l'esprit télécopie.

Pour en savoir plus, appelez tout de suite le

**NUMERO VERT** Appel gratuit 16.09.30.25.30



**Ayez l'esprit télécopie.**

THOMSON-CSF  
TELECOPIERS



# FAITS ET CHIFFRES

## Affaires

● **M<sup>me</sup> Marie-José Bobet** - femme d'affaires de 1984 - Le prix Veuve Clicquot de la femme d'affaires de l'année 1984 a été remis le 23 octobre à M<sup>me</sup> Marie-José Bobet, PDG du complexe de thalassothérapie de Quiberon (groupe ACCOR) et du centre de beauté Marie-José Bobet. Elle succède à M<sup>me</sup> Annette Roux, PDG des chantiers Bénéteau. En la distinguant ainsi, un jury composé de quelques cinquante personnalités du monde des affaires et de la presse a tenu à souligner « une réussite dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme, traditionnellement masculin, une gestion rigoureuse et une diversification imaginative ayant permis le rétablissement rapide de son entreprise ».

● **Une convention entre la Côte d'Ivoire et l'IFREMER** - M. Lamine Fadika, ministre ivoirien de la marine, a annoncé le 26 octobre, à Nantes, l'attribution de son pays de signer une convention avec l'Institut français de la recherche et de l'exploitation de la mer (IFREMER) pour dresser un « inventaire systématique » de la zone côtière de la Côte d'Ivoire. « Nous comptons négocier une convention générale de coopération », a déclaré le ministre. L'IFREMER serait pour la Côte d'Ivoire « un partenaire important pour la mise en œuvre d'une politique globale de la mer ».

## CEE

● **PRÉCISION** - Dans l'article sur le vote du budget de la CEE publié dans le Monde du 27 octobre, il fallait lire au début du troisième paragraphe : « Le Conseil, faute de disposer des ressources nécessaires, a proposé un budget pour 1985 (bien pour 1985) dont personne ne conteste... », le reste sans changement.

## Etranger

### ÉTATS-UNIS

● **Le montant des prêts à l'accession à la propriété a doublé en 1983** - Le montant des prêts immobiliers à l'accession à la propriété a atteint le chiffre record de 205,2 milliards de dollars en 1983, soit plus du double du montant enregistré l'année précédente, indiquent des statistiques officielles publiées lundi 21 octobre. La Californie a été de loin l'Etat américain qui a enregistré le plus fort montant de prêts de ce genre : 43,8 milliards de dollars, soit 192 % de plus qu'en 1982. Près de la moitié (47,6 % de l'ensemble) des prêts immobiliers accordés l'an dernier ont été dans six Etats : Californie, Texas, Floride, Illinois, New-York et Virginie. - (AFP.)

## Social

● **La CFDT s'oppose à toute réduction d'emploi chez Bull** - Le syndicat CFDT du groupe Bull « dénonce le plan de réduction d'emploi » que la direction devrait présenter au comité central d'entreprise le 30 octobre. Le syndicat déclare dans un communiqué qu'il « refusera toutes formes de licenciements, déguisés ou non ». Il critique globalement les « choix industriels de la direction », la « dépendance croissante vis-à-vis de l'extérieur », « la politique sociale en régression », et s'élève contre la réduction d'emploi « au moment où l'on fait miroiter aux salariés des entreprises traditionnelles en difficulté des possibilités de reconversion dans l'informatique ».

Bull, qui emploie 25 000 personnes, a mis en place depuis sa nationalisation une « stratégie de redressement » à l'efficacité quasiment constante. L'effort porte sur l'amélioration de la productivité et la qualité des produits. Il semble désormais que la direction veuille introduire une réorganisation interne qui concerne pour l'essentiel les services administratifs.

● **Grèves : forte baisse des journées perdues en août** - Les grèves ont entraîné en août dernier la perte de 14 900 journées de travail, soit moitié moins que le nombre de journées perdues en août 1983 (34 100), selon les statistiques du ministère du travail.

● **La grève du 25 octobre et le projet de budget des PTT** - Après la grève du 25 octobre dans la fonction publique, la fédération CGT des PTT affirme à propos de ce mouvement qu'il s'agit d'un « événement considérable » : « En fin d'après-midi, plus de 150 000 grévistes ont été recensés, ce chiffre sera très largement dépassé au moment du bilan définitif. Une telle participation a été rarement égalée. Dans la presque totalité des grands services de la poste, des services financiers des télécommunications, les pourcentages oscillent entre 60 % et 100 %. Ainsi, malgré les campagnes de dénigrement et les pressions de l'administration, le personnel a démontré sa volonté de défendre son pouvoir d'achat, le service public, les revendications spécifiques aux PTT ». Pour la CGT, la journée du 25 octobre est « une nouvelle et éclatante motion de censure » contre le projet de budget 1985 des PTT.

Le Syndicat national des cadres de la direction générale des impôts CGC « propose que les retenues opérées sur les salaires des grévistes du 25 octobre ne soient pas gardées par l'Etat mais versées à des associations ayant pour objet de secourir les pauvres et les déshérités. Telle sera la réponse des fonctionnaires au vœu de l'abbé Pierre ».

● **Technip demande un premier train de 290 licenciements** - La société Technip, numéro un de l'ingénierie en France, a précisé le 27 octobre qu'elle avait demandé le licenciement de 290 personnes. Elle se réserve de déposer une seconde demande de 145 licenciements à la fin de l'année, en fonction des discussions sur le volet social du plan de redressement et compte tenu du résultat des commandes en cours de négociation.

● **M. Maire : « Tous les Français n'ont pas de problèmes de pouvoir d'achat »** - Interviewé le 28 octobre à RMG, M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, a contesté l'affirmation de la CGT selon laquelle tous les salariés ont les mêmes problèmes : « Tous les Français n'ont pas de problèmes d'emploi, tous les Français n'ont pas de problèmes de pouvoir d'achat. Ce n'est pas vrai. Il y a des situations difficiles et très difficiles pour deux millions et demi de chômeurs, pour quelques millions de salariés en difficulté, à l'emploi menacé dans des petites entreprises. Mais il y a aussi, heureusement, c'est la majorité de l'action syndicale, des millions de salariés qui sont dans une situation honnête, et où le problème n'est pas d'aller revendiquer plus de pouvoir d'achat au détriment des autres, ou plus d'emplois ».

● **Des salariés d'une entreprise de l'Oise renouent à leur treizième mois** - Au cours d'une assemblée générale, le 26 octobre, le personnel des établissements Kuom de Rantigny (Oise) a décidé à 65 % de renouer pour cette année et pour 1985 à leur treizième mois de salaire. Par cette décision, ils espèrent que leur société, qui connaît de graves difficultés, ne procédera pas à une nouvelle réduction des effectifs.

Cet établissement représente la plus grande surface commerciale de vente de meubles du département de l'Oise. En deux ans, les effectifs sont tombés de quatre cents à deux cent soixante salariés et, cette année, le chiffre d'affaires a chuté de plus de 10 %. La concurrence, très importante dans le sud de l'Oise et dans le nord du Val-d'Oise en matière de meubles, pourrait être une raison des difficultés de cette société. - (Corresp.)

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SIMCO

Le conseil d'administration de SIMCO, réuni le 23 octobre 1984, sous la présidence de M. Maurice GONTIER, a procédé à l'examen des comptes du premier semestre et à ceux, prévisionnels, de l'exercice 1984.

Les loyers émis pour les dix premiers mois de l'exercice s'élèvent, hors indemnité due au titre de la garantie de l'Etat, à 146 000 000 F contre 139 000 000 F pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats prévisionnels permettent d'envisager une nouvelle progression du dividende.

Le domaine immobilier est loué dans sa totalité, tant en ce qui concerne les immeubles d'habitation que les locaux commerciaux.

**Vente d'immeubles :**  
Les ventes d'appartements se poursuivent de façon satisfaisante, elles atteignent :  
- 85 % du nombre d'appartements de l'immeuble de Vitry-sur-Seine ;  
- et 47 % du nombre d'appartements de celui de Rungis.

Les premières cessions ont été enregistrées sur les immeubles de Saint-Cyr-l'Ecole et Orange, récemment mis en vente.

**Nouveaux immeubles :**  
Le troisième immeuble de bureaux de Saint-Quentin-en-Yvelines a été livré au mois de juillet, les premiers locataires sont entrés dans les lieux, de nombreux contacts sont en cours pour la location des 3 000 m<sup>2</sup> encore disponibles.

## UNIBAIL

CONSEIL D'ADMINISTRATION du 23 octobre 1984

|  |             |
|--|-------------|
| 30-9-83  | 30-9-84     |
| - Nouveaux contrats de crédit-bail ali-gés (H.T.)      | MF107 MF 56 |
| - Chiffre d'affaires (H.T.)                            | MF164 MF184 |
| - Charges d'exploitation, amortissements et provisions | MF114 MF125 |

Résultat d'exploitation MF312 MF318  
Résultat net MF312 MF318

Les résultats confirment qu'une nouvelle augmentation du dividende par action pourra être proposée à l'assemblée générale, sauf événement imprévu.

## BIS S.A.

Le conseil d'administration de BIS S.A., société holding du groupe BIS, réuni le 23 octobre 1984, a pris connaissance des comptes du premier semestre de l'exercice 1984.

**GROUPE BIS**  
Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'élève à 988 141 137 F contre 986 548 524 F pour la même période de 1983, soit en augmentation de 0,2 %.

Le résultat consolidé avant impôt, participation et provision pour investissement dotée, enregistre un recul de 21,9 %. Il s'élève à 17 984 400 F contre 23 036 762 F pour la même période de 1983.

Le résultat net consolidé s'élève à 5 221 241 F : il enregistre un recul de 9,1 % par rapport au premier semestre 1983 où il atteignait 5 742 160 F.

**SOCIÉTÉ HOLDING**  
Les produits de BIS S.A. s'élèvent à 52 392 393 F contre 70 803 931 F pour la même période de 1983.

Le résultat net s'élève à 16 469 654 F contre 23 832 992 F l'année précédente.

Le conseil a, par ailleurs, analysé les conséquences sur les comptes de l'exercice en cours de la prise de contrôle par BIS France d'un groupe de quatre entreprises de travail temporaire. Il a en outre étudié les conditions dans lesquelles BIS a demandé aux tribunaux compétents l'annulation des accords intervenus le 9 août 1984 entre sa filiale et ce groupe.  
Les provisions exceptionnelles qui seront passées dans les comptes de l'exercice pour les avances en trésorerie et les cautions accordées par BIS France (environ 24 millions de francs) se trouveront partiellement compensées par l'augmentation des résultats constatés au cours du troisième trimestre 1984 qui devraient se poursuivre jusqu'au 31 décembre 1984.

## SYDNEY DE SWANN

Canapé-lit 2 ou 3 places cuir pleine fleur (tous coloris), se fait également en canapé fixe.

**CAPELOU**  
DISTRIBUTEUR  
37 AVENUE DE LA REPUBLIQUE  
75011 PARIS - M<sup>me</sup> Parmentier  
TEL. 357.46.35

## LOUIS VUITTON

### RÉSULTAT CONSOLIDÉ À FIN JUIN 1984

Le Conseil, introduit en juin dernier, sur les Bourses de Paris et de New York (O.T.C.), présente désormais des comptes intermédiaires consolidés.  
Pour le premier semestre 1984, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 446 MF, en augmentation de 36,2 % sur celui du premier semestre 1983 de 322 MF.  
Le résultat avant impôt et charges exceptionnelles liées à l'introduction en Bourse s'élève à 178 MF, faisant ressortir une marge d'exploitation de 37 %, égale à celle de l'exercice 1983.  
Le bénéfice net consolidé (part du Groupe) s'élève à 76 MF, avant les charges exceptionnelles mentionnées plus haut, et à 66 MF après déduction de celles-ci. Enfin, les dépenses de la première

## SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

### CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 23 OCTOBRE 1984

Le conseil d'administration de la Société Foncière Lyonnaise, réuni le 23 octobre 1984, sous la présidence de M. de Fontaine de Chaligny, a pris connaissance des résultats provisoires au 30 juin 1984, présentés selon les nouvelles normes comptables.

Les loyers émis au cours du premier trimestre ont atteint 36 604 000 F contre 32 575 000 F au cours de la période correspondante de 1983, soit une augmentation de 12,37 %.

Le résultat d'exploitation en progressé que de 4,30 % en raison d'une charge à caractère exceptionnel et d'une

importante majoration de la dotation aux amortissements.  
Le résultat consolidé avant impôt s'élève à 22 944 000 F, contre 21 057 000 F, soit une augmentation de 8,96 %.

Après la prise en compte de résultats exceptionnels, mesurés par une réduction des plus-values de cession, le résultat du premier semestre est de 14 915 000 F contre 14 119 000 F, soit une progression de 5,64 %.

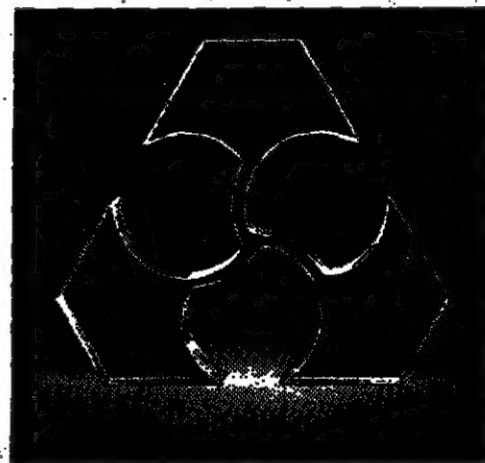
Les résultats attendus du second semestre devraient confirmer les tendances constatées au premier trimestre.

## BICM BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS

Le conseil d'administration de la Banque Industrielle et Commerciale du Marais (BICM), qui s'est tenu le 24 octobre 1984 sous la présidence de M. Jean-Marie Vermet, a décidé de proposer à une assemblée générale extraordinaire, qui sera convoquée dans les plus brefs délais, d'augmenter le capital de 20 millions de francs à 100 millions de francs par souscription en numéraire.

Cette opération a pour but d'aider au développement de la Banque dont par ailleurs l'exercice social se poursuit favorablement ; sans événement imprévu, le bénéfice de l'année 1984 devrait être en hausse très sensible.

# La Caisse Centrale du Crédit Mutuel émet deux emprunts obligataires



## 560 Millions de F à taux fixe 180 Millions de F à taux variable

- |   |  |
|---|--|
| <p><b>en obligations de 5 000 F.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Prix d'émission: le pair, soit 5 000 F par titre.</li> <li>● Taux d'intérêt: <b>12,80 %</b></li> <li>● Taux de rendement actuariel brut au règlement: <b>12,80 %</b></li> <li>● Jouissance et règlement: 19 novembre 1984.</li> <li>● Durée: 8 ans.</li> <li>● Amortissement: au pair en totalité à la fin de la 8<sup>e</sup> année, sous réserve de rachats en Bourse.</li> </ul> | <p><b>en obligations de 5 000 F.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Prix d'émission: 98,60 %, soit 4 930 F par titre.</li> <li>● Taux d'intérêt annuel: égal à 95 % de la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés, établis par l'INSEE, avec un minimum garanti de 6,50 %.</li> <li>Sur la base du TMO à 12,50 %, ces conditions de rémunération font ressortir une marge actuarielle brute de - 0,34 %.</li> <li>● Jouissance et règlement: 19 novembre 1984.</li> <li>● Durées: 8 ans.</li> <li>● Amortissement: au pair en totalité à la fin de la 8<sup>e</sup> année, sous réserve de rachats en Bourse.</li> </ul> |
|---|--|

Note d'information (visa COB n° 84-258 en date du 23 octobre 1984) disponible sur simple demande. BALG du 29 octobre 1984.

Souscriptions reçues dans toutes les Caisses de Crédit Mutuel

**Crédit Mutuel**

## NAISSANCE D'UN RESTAURANT DE MER À LA DÉFENSE: LA SAFRANÉE

Que la fête gourmande commence! La Safranée-sur-Mer vous y convie.  
L'adresse? Prestigieuse. Dans la perspective de Neuilly et de l'Étoile. La carte? Un hymne à la mer, joué avec ferveur par deux chefs inspirés.  
Rendez-vous le 26 octobre à La Défense, pour la découverte délectable de ce qui sera bientôt, pour le Tout-Paris, l'un des meilleurs restaurants de poissons: La Safranée. La voie (VD) mène aux portes de l'ascenseur. Le chasseur s'occupera de votre voiture.

12, place des Reflets, Défense 2.  
93400 Courbevoie - Tél. 778.75.30

**SAFRANÉE**  
sur mer



# MARCHÉS FINANCIERS

## En Suisse LES « COUTS DE BOURSE » SERONT PASSIBLES DE POURSUITES PÉNALES

Les personnes qui profitent d'informations confidentielles obtenues grâce à leurs fonctions pour faire des « coups de Bourse » seront passibles de poursuites pénales, a annoncé, à Berne, le département fédéral de justice et de police. Les peines prévues, emprisonnement ou amende, pour ce genre d'opérations, appelées « opérations d'intérieur », seront également applicables aux tiers (appelés « tippees » en anglais) qui, en ont profité, ajouta-t-on de même source.

Le département, saisi par le conseil fédéral (gouvernement), à ce sujet, doit présenter un projet de loi d'ici au printemps 1985. Une large consultation auprès des cantons et des partis politiques avait été lancée sur cette question par le conseil fédéral, de novembre 1983 à février 1984. Un avant-projet a été rédigé à partir des résultats de cette consultation, et ce document servira de base de travail.

D'autre part, le conseil fédéral a décidé de ne pas prévoir dans la nouvelle loi d'autorité chargée de contrôler les opérations boursières, comme il en existe une en France (Commission des opérations de Bourse), ni en RFA ou aux États-Unis. (A.F.P.)

## DÉMATÉRIALISATION DES TITRES

Les titulaires de valeurs mobilières cotées en Bourse (actions, obligations, parts de SICAV...) ont été informés, par le biais de la presse, que les titres de la Bourse de Paris sont en cours de dématérialisation. Cette opération, qui sera terminée en 1985, permettra de supprimer les doubles et triples cotations, et de faciliter les échanges. Les titulaires de titres de la Bourse de Paris sont donc invités à se rapprocher de leur banque ou de leur courtier pour effectuer la dématérialisation de leurs titres.

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**PEUGEOT.** - Au cours du premier semestre 1984, la société Peugeot SA a subi une perte nette de 406 millions de francs, contre un déficit de 800 millions pour la période comparative de l'exercice précédent. Ce résultat a été obtenu après pertes et profits et, notamment, dotation d'une somme de 325 millions de francs (contre 905 millions) pour dépréciation des stocks de véhicules défectueux en portefeuille. En ce qui concerne les produits d'activités pures durant cette période, ils ont été de 225 millions de francs au lieu de 223 millions pour la même période de 1983. Dans le même temps, les charges d'activités ont atteint 220 millions de francs, au lieu de 134 millions en 1983, « la cause principale de ces variations provenant des opérations financières réalisées par la société au second

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 en 1980

15 oct. 25 oct.

Valeurs françaises, à retenir variable

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

Valeurs étrangères

Valeurs françaises, à retenir variable

Dont valeurs industrielles

## BOURSE DE PARIS Comptant

26 OCTOBRE

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

## SECONDE MARCHÉ

26 OCTOBRE

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

VALEURS % de variation

## INDICES QUOTIDIENS

(base 100 : 31 oct. 1983)

Valeurs françaises 120,4 120,2

Valeurs étrangères 96,3 95,8

C° DES AGENTS DE CHANGE

(base 100 : 31 oct. 1981)

Indice général 122,8 123,



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

2. EUROPE
  - Après l'annonce de la mort du Père Popieluszko en Pologne.
3. DIPLOMATIE
  - La réunion de l'UEO.
  - Le sommet franco-allemand.
5. ASIE
- 5-6-7. AFRIQUE
- 7-8. PROCHE-ORIENT
8. AMÉRIQUES

### POLITIQUE

9. La congrès du CDS.
10. La réunion du comité central du RPR.
10. La réunion du conseil national du CNRP.
- La marche pour la paix à Paris.

### SOCIÉTÉ

11. Un entretien avec Mgr Villot.
12. EDUCATION : à quel sert l'école ? La « maternelle » des jeunes cerveaux.
- MÉDECINE : le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'INSERM.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

13. Paribas optimiste malgré l'écroulement de son rêve américain.
15. A travers les revues étrangères : « Croissances comparées de la production agricole et de la population », par Daniel Vité.

### SPORTS

16. Le marathon de New-York.
- Les championnats d'Europe de judo.

### CULTURE

17. THÉÂTRE : « L'Ouest, le vrai », de Sam Shepard.
- MUSIQUE : le Côté de Luc Bondy à Lille.
- EXPOSITIONS : la culture de la FIAC.

### SUPPLÉMENT

- 21-24. Regards sur l'Amérique.

### ÉCONOMIE

38. ÉNERGIE
  - ÉTRANGER : la Turquie adopte la TVA.
39. AFFAIRES : CIT-Alcatel et la société italienne ITALTEL signent un accord de coopération.
- 40-41. SOCIAL : après la grève dans la fonction publique : « Les transports pris en otage », par Alain Faugier.
- Libres opinions : « Langage de vérité », par Jacques Pommatou.
42. Faits et chiffres.

**RADIO-TÉLÉVISION (19) INFORMATIONS - SERVICES (20) :**

Toussaint : les services ouverts ou fermés; Météorologie; Mots croisés; « Journal officiel »; Loto.

Annonces classées (25 à 37); Carpet (12); Programmes des spectacles (18-19); Marchés financiers (43).

● **Explosion de la voiture d'un militant communiste.** - Une explosion, probablement d'origine criminelle, a endommagé lundi 29 octobre vers 3 heures, l'avant de la voiture d'un ancien conseiller municipal communiste d'Antony (Hauts-de-Seine), M. Jacques Mirronet.

● **Revalorisation des garanties de ressources de 2 % au 1<sup>er</sup> octobre.** - Le conseil d'administration de la structure financière chargée de la gestion des garanties de ressources a décidé d'augmenter de 2 % à compter du 1<sup>er</sup> octobre le montant des garanties de ressources pour les retraités. L'allocation minimale de garantie de ressources a été portée de 115,12 francs par jour à 116 francs par jour. La CGT a voté contre cette décision ayant pour sa part demandé un relèvement de 3,6 %.

Le numéro de « Monde » daté 28-29 octobre 1984 a été tiré à 412 928 exemplaires

### CRÉATEURS D'ENTREPRISES

**VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS à partir de 180 F HT par mois**

- Réception et réexpédition du courrier;
- Permanence téléphone/télex;
- Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12  
55 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

A B C D E F G

### Au Liban

## Les bombardements du Grand Beyrouth traduisent les profondes divergences au sein du gouvernement

De notre correspondant

Beyrouth. - La capitale libanaise a renoué avec les obus. Les bombardements des quartiers résidentiels, interrompus depuis la trêve du 4 juillet dernier, ont brusquement repris dimanche soir 28 octobre, traduisant de profondes divergences au sein du gouvernement dit d'« union nationale ». Le quotidien *l'Orient-Le Jour* rend compte de l'événement en titrant : « Polémique ministérielle au bruit du canon ».

Les obus qui se sont abattus sur le Grand Beyrouth ont atteint les zones chrétiennes sans faire de victimes. Les bombes qui sont tombées sur Beyrouth-Ouest et sur la banlieue sud y ont par contre fait un mort et six blessés. Selon les radios chrétiennes, ce sont des erreurs de tir de la part des artilleurs de M. Jomblatt qui sont à l'origine des obus tombés à Beyrouth-Ouest, ce que conteste vigoureusement le parti de ce dernier, affirmant que de nombreuses localités druzes de la montagne avaient été pilonnées avant qu'il ne riposte contre les sources de tir à Beyrouth-Est.

Ces bombardements interviennent au moment où le gouvernement s'emploie à sauvegarder la valeur de la livre par rapport au dollar. Un train de mesures économiques ont été prises à cet effet, samedi, par le conseil des ministres. La hausse des prix décriée a été admise par la population, parce que inéluctable. C'est en particulier le cas de l'essence, dont le prix était singulièrement bas : le litre est passé de 1,5 à 2,2 livres (soit 1,80 à 2,75 F). Pour éviter la banqueroute, l'Etat devait arrêter l'hémorragie de la caisse des carburants, déjà déficitaire de 600 millions de dollars.

Autre mesure de choc : la fermeture des ports illégaux, au nombre de quinze le long d'une côte de 200 kilomètres, répartis en quatre groupes : ceux du nord (huit, petits sauf celui de Tripoli) en territoire sous contrôle syrien, ceux de la zone

chrétienne, trois, mais les plus rentables puisqu'ils permettaient aux forces libanaises de tirer profit du trafic du port de Beyrouth, et deux dans la zone islamique-progressive, à l'état embryonnaire, et enfin deux au sud, sous la totale dépendance d'Irak.

L'Etat, spolé de la quasi-totalité de ses recettes douanières, paraît déterminé à agir puisqu'il a menacé de faire bombarder - après les récalcitrances - la brusque dégradation de l'état de sécurité, dimanche soir, menace à ce délicat échafaudage. Peut-être, ainsi que le note la presse, le gouvernement a-t-il voulu trop bien faire et trop vite, après une longue période de léthargie. Ce ne sont d'ailleurs pas les mesures économiques qui ont mis le feu aux poudres, mais la titularisation d'instituteurs qui pose le problème du sacro-saint dosage confessionnel. Tout de suite, le ton est monté et des accusations véhémentes ont été échangées entre les ministres maronites d'une part, chiites et druzes de l'autre. Les sunnites font, en la circonstance, figure de modérateurs et d'arbitres, ce que M. Jomblatt leur reproche quasi ouvertement.

Malgré l'iniquité suscitée par les événements des dernières quarante-huit heures, on veut considérer à Beyrouth que, le message ayant été transmis une fois de plus à coups d'obus, ce ne sera en définitive qu'une péripétie à laquelle Damas saura mettre bon ordre, au moment où les diplomates américains et britanniques, agissant de concert, ont écarté le spectre d'un retrait israélien au sud, qui risquait d'être suivi d'une guerre civile entre chiites et chrétiens.

Lundi matin, tout était apparemment normal dans les rues de Beyrouth, où les autobus scolaires procédaient au ramassage des élèves.

LUCIEN GEORGE.

### M. MOHAMED MASMOUDI NOMMÉ AMBASSADEUR DE LIBYE A L'ONU

L'ancien ministre tunisien des affaires étrangères, M. Mohamed Masmoudi, a été nommé ambassadeur de la Jamahiriya libyenne à l'ONU.

Dans un communiqué diffusé à Paris, M. Masmoudi déclare notamment : « Au moment où Kadhafi s'engage résolument dans une œuvre de progrès, d'union et de paix chez lui, au Maghreb, en Afrique et au Tchad notamment, je serai heureux d'apporter à cette œuvre ma modeste et loyale contribution. (...) En représentant le pays frère et voisin, je continue une belle tradition de la diplomatie tunisienne qui, depuis 1973, avait eu l'honneur de prêter ses diplomates à certains autres pays frères, dont le Qatar et le Sultanat d'Oman. Je souhaite que ma désignation corresponde chez les frères libyens à une volonté de mieux faire encore (...), particulièrement avec la Tunisie et dans les autres pays du Maghreb. En ce qui me concerne, je prends l'engagement de continuer à travailler pour le renforcement de la détente, de l'entente et de la coopération. »

A Tunis, les milieux officiels se refusent à tout commentaire. Cependant, rapporte notre correspondant Michel Duré, on fait remarquer dans les milieux politiques que la Libye s'est livrée à un acte inusité en nommant M. Masmoudi sans l'accord préalable du gouvernement tunisien.

Quant à M. Masmoudi, s'ajoutant dans ces milieux, il est libre d'accepter le poste qui lui convient : il n'en reste pas moins qu'il s'est mis au service d'un Etat étranger. C'est M. Masmoudi lui-même, à l'époque où il était ministre des affaires étrangères, rappelle-t-on encore, qui avait autorisé des Tunisiens à travailler pour des gouvernements arabes. Actuellement, aucun diplomate tunisien n'occupe des fonctions officielles dans un pays arabe. M. Masmoudi avait également joué un rôle important pour favoriser la signature de l'accord moro-égyptien - concernant l'union entre la Libye et la Tunisie, en janvier 1974.

### En République fédérale d'Allemagne

## Pas de répit pour le chancelier Kohl

Le prochain épisode de l'affaire Flick doit normalement se jouer le 7 novembre prochain, lorsque la commission d'enquête parlementaire chargée de cette affaire entendra le chancelier Kohl lui-même. Il est peu probable cependant que le chancelier bénéficie jusqu'ici d'un véritable répit. La démission, le jeudi 25 octobre, du président du Bundestag, M. Rainer Barzel, directement mise en cause, semble n'avoir rien calmé l'impétuosité de l'opinion, des milieux politiques et de la presse ouest-allemande.

Tandis que dans certains milieux politiques on évoque prudemment l'« après-Kohl », en spéculant sur les chances respectives de M. Gerhard Stoltenberg, ministre des finances, et Lothar Späth, ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg, les sociaux-démocrates, par la voix de M. Vogel, chef de leur groupe parlementaire, réclament une « intensification du travail de la commission » et déplorent que le chancelier n'ait pas encore répondu aux questions qui lui sont posées. Les Allemands de l'Ouest guettent fébrilement chaque nouvelle livraison du *Spiegel* (celle de ce lundi contient de nouveaux détails sur l'affaire Flick) et la presse dans son ensemble n'a pas l'intention, si l'on en juge par les titres de ce début de semaine, d'attendre passivement le 7 novembre.

Nul ne soupçonne le chancelier Kohl d'avoir fait un usage personnel de l'argent qu'il a reconnu avoir reçu du groupe Flick (650 000 deutschemarks selon la presse). Mais l'on veut savoir dans quelle mesure M. Kohl était impliqué dans le marché dont a profité financièrement M. Barzel, et l'on attend de lui qu'il apporte des éclaircissements sur tous les points restés obscurs dans cette affaire. Samedi, le quotidien *Frankfurter Rundschau* affirmait que M. Kohl avait reçu de l'argent

du groupe Flick « en liquide, ce qui était inhabituel, et des mains mêmes du fondé de pouvoir de la firme ». Le *Spiegel* réitère ses attaques en affirmant que « l'affaire Barzel est depuis le début l'affaire Kohl » et en faisant état d'« annotations mystérieuses portant le nom de Kohl » sur les documents saisis par la justice dans les locaux du groupe Flick.

Mais, surtout, la réaction du chancelier au dernier rebondissement de l'affaire Flick a été mal reçue. On s'attendait à une déclaration nette, à une déclaration de ce que soit pris l'engagement de mettre un terme, à l'avenir, à ces relations troubles entre milieux économiques et milieux politiques. Rien n'est venu, sinon une mise en cause de la presse, le chancelier ayant affirmé jeudi que « toute cette affaire n'est qu'une campagne destinée à déstabiliser la coalition ». Dimanche, le journal *Welt am Sonntag*, citant l'entourage de M. Kohl, annonçait que le chancelier avait l'intention de convoquer pour le début du mois de décembre un débat extraordinaire au Bundestag sur le financement des partis. Contre-offensive tardive qui a peu de chances de calmer d'ici là les impétiosités.

### Succès des Verts dans le Bade-Wurtemberg

Les élections communales du Bade-Wurtemberg de dimanche permettent de mesurer les premiers effets de ce rebondissement de l'affaire Flick. Six millions et demi d'électeurs étaient en effet appelés aux urnes. Ce scrutin, d'après les premiers résultats partiels, s'est traduit par un succès des Verts, un tassement de la CDU et un net recul des sociaux-démocrates. Les Verts recueillent en moyenne 8 à 10 % des voix ; ils dépassent 20 % dans la ville universitaire de

Tübingen, soit plus que le SPD. L'Union chrétienne-démocrate, bien qu'enregistrant une perte de 2,7 points par rapport aux élections communales de 1980, reste de loin la première formation avec environ 37 % des suffrages. Il est d'ailleurs intéressant de noter que, dans l'affaire Flick, ce fut le chrétien-démocrate un effet négatif, il a été compensé par la forte personnalité de M. Späth, très populaire localement notamment pour le combat qu'il mène en faveur de la défense de l'environnement, et qui apparaît comme étranger aux accusations qui pèsent actuellement sur le parti au niveau fédéral.

Les libéraux ajoutent un nouveau revers électoral à une liste déjà longue et n'atteindront pas, en moyenne sur le Land, le pourcentage de 5 % des voix. Mais c'est le parti social-démocrate qui est le grand perdant de ce scrutin, il ne recueille que moins de 30 % des voix. Là encore, les considérations locales expliquent ce mauvais score, plus que des considérations générales et notamment l'attitude adoptée par le SPD à propos de l'affaire Flick.

Le SPD n'est d'ailleurs pas épargné par le scandale, et le *Spiegel* révèle dans sa dernière édition qu'il a lui aussi reçu du groupe Flick 4,3 millions de deutschemarks entre 1975 et 1982. Toutefois cette somme est beaucoup moins élevée que celles dont ont été crédités la CDU et le Parti libéral pendant la même période. Elle a d'autre part été des chemins moins compromettants puisque cet argent correspond pour l'essentiel à des dons à la Fondation Friedrich Ebert, proche du parti, mais qui n'est pas un acteur direct de la vie politique, et à des abonnements à certaines publications du parti comme le journal *Vorwärts*.

C. T.

### Sur le vif

## Champagne !

Dans quel monde vivrions-nous ? Enfin, c'est insensé ! Vous avez vu à la télé ce qui se passe en Ethiopie : six millions d'êtres humains en train de mourir de faim, de crever la bouche ouverte, les yeux, les dents, les ongles, les poils saignent. L'Occident mobilisé dans un sursaut de solidarité émue, empressé, qui multiplie les appels, les secours, les dons, les envois, les ports aériens.

Et pendant ce temps-là, savez-vous à quoi ils emploient leurs sous, les gens au pouvoir à Addis-Abeba ? A acheter du whisky. Non, je ne plaisante pas, c'est tout ce qu'il y a de plus sérieux. Ils en ont importé cinq cent mille bouteilles le mois dernier. Et, aujourd'hui même, un nouveau chargement de cent cinquante tonnes de scotch et de sherry a quitté les côtes britanniques pour un bateau hollandais affrété par la marine marchande éthiopienne. Il y en a pour neuf millions de francs. Lourds.

Les Anglais, ce les a scandalisés. Ils ont posé un tas de questions, à ce sujet, à la Chambre

des communes. Ils ont demandé à l'ambassade d'Ethiopie à Londres à qui étaient destinés ces fûts d'alcool. Est-ce que c'était pour célébrer le dixième anniversaire du régime ? Oui, enfin, non, les fêtes, somptueuses, je le tiens en passant, qui ont marqué cet événement sont terminées, il s'agit maintenant de réorganiser les besoins sans cesse croissants, je cite, de la nourriture et des diplomates en poste à Addis-Abeba. Ils ne risquent pas de mourir de soif, eux, dit-on dans la capitale.

Moi, ce que je ne comprends pas, c'est le goût inné pour le whisky, boisson habituellement très mal vue des gouvernements marxistes. Elle pure l'impérialisme détesté et décadent. Carleton d'ailleurs lui préférerait pas le vodka. Ou le champagne. Ce serait l'occasion ou jamais de le savoir, le champagne, liban. C'est pas tous les jours qu'on peut se débarrasser d'un coup sans lever le petit doigt, de millions de pauvres dans le monde.

CLAUDE SARRAUTE.

### En Grande-Bretagne

## Les contacts de M. Scargill avec le régime libyen font scandale

De notre correspondant

Londres. - M. Arthur Scargill, le président du syndicat des mineurs, est sans doute devenu le personnage le plus controversé de Grande-Bretagne. Cela n'est pas toujours pour lui déplaire. Mais il se serait certainement passé du tollé qu'il vient de provoquer en reconnaissant, après des révélation du *Sunday Times*, qu'il avait rencontré, au début du mois d'octobre à Paris (1), un représentant du gouvernement libyen et envoyé à Tripoli, la semaine dernière, un administrateur du syndicat (NUM), qui a été reçu par le colonel Kadhafi.

Cela fait particulièrement mauvais effet en Grande-Bretagne. L'opinion se souvient, en effet, de la fusillade déclenchée en avril par les membres de l'ambassade de Libye à Londres, au cours de laquelle un agent de police avait été tué. Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été rompues après ce drame, qui avait été précédé au Royaume-Uni d'une série d'attaques contre des opposants au régime libyen. Celui-ci a, d'autre part, été accusé à plusieurs reprises d'assoir l'IRA provision.

M. Scargill est d'autant plus embarrassé qu'il semble avoir voulu prévenir de son initiative les autres dirigeants de la NUM, si bien que son attitude est quasi unanimement dénoncée, y compris au sein de son organisation. « Je suis consterné et écœuré d'apprendre que nous sommes en relation avec des meurtriers et des terroristes », a déclaré le dirigeant de la NUM pour le pays de Galles, M. Norman Willis, secrétaire général de la Confédération générale des syndicats (TUC), à la suite de sa condamnation catégorique à la rencontre avec le colonel Kadhafi, même si elle n'a pas donné lieu à une promesse d'aide financière. A ce propos, M. Scargill a aggravé son cas en disant qu'il était prêt à accueillir toute aide d'« où qu'elle vienne ». Le leader du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, s'est montré plus sévère encore en affirmant que le seul fait d'être en contact « avec ce régime infâme » était une « injure au mouvement syndical britannique tout entier ».

Cette affaire contribue à affaiblir la position de M. Scargill au sein du mouvement des mineurs, même si, à l'heure de la lutte pour le soutien des contre-démocrates et agents de sécurité des mines, qui ont remporté la semaine dernière à se joindre à la grève. Elle pourrait entraîner de la part de la Confédération une initiative visant à mettre fin à la grève en proposant un compromis, même si cela doit déplaire à M. Scargill, dont le jusqu'au-boutisme est de plus en plus fréquemment dénoncé. Des négociations entre la NUM et la direction des Charbonnages doivent reprendre au cours de cette semaine.

FRANCIS CORNU.

### AU CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1

## M. Georges Fillioud plaide contre l'anarchie des télévisions privées

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a chaleureusement plaidé, le dimanche 28 octobre devant le « Club de la presse » d'Europe 1, contre une libéralisation de la télévision par voie hertzienne qui aboutirait à une anarchie « à l'italienne ». Il a notamment indiqué que, sur la base du coût, prévu de l'expérience, grevée de la dette de novembre - 600 000 francs pour quatre jours, une télévision privée coûterait 100 millions de francs par an et cinquante antennes 5 milliards de francs, « c'est-à-dire une ponction absolument extraordinaire sur le marché publicitaire français. Personne n'y résisterait » (...). Ce serait la mort pour notre industrie de programmes, pour notre cinéma (...). Ce ne sont pas seulement des considérations de caractère économique, qui sont importantes, mais ce sont des considérations de caractère

culturel et d'identité nationale », a ajouté M. Fillioud.

Le secrétaire d'Etat a aussi déclaré que si le cour d'appel confirmait l'ordonnance de non-lieu prononcée par le juge d'instruction à l'égard de Canal 5 (qu'animait M. Jean-Louis Bessis), son « devoir était de demander au Parlement de réformer la loi du (29 juillet 1982) par voie d'amendement, de telle manière qu'il s'agisse bien de laisser à l'Etat la responsabilité d'accorder les autorisations d'émettre en matière de télévision par voie hertzienne ».

M. Fillioud a annoncé que l'unique décret d'application de la loi du 23 octobre 1984 sur la presse - qui organise le fonctionnement de la commission pour la transparence et le pluralisme - est actuellement examiné par le gouvernement et devrait être publié prochainement.

**BIBLIOTHEQUE A COLONNADES**  
170 collections différentes  
Demandez notre documentation (L) gratuite  
modèles dépliant

**paringer**  
PARIS : 12, rue du Cherche-Midi  
75005 Paris tél. 01 22 22 08  
14 244 10 11

**CHABLIS**  
Grand Vin de Bourgogne

### HAUSSE DU DOLLAR

Poursuivant son mouvement de reprise, le dollar a gagné du terrain le 29 octobre sur les places européennes. A Paris, le devise américaine s'est traitée à 9,390 F en fin de séance contre 9,315 F à la précédente séance, tandis que le mark allemand s'établissait à 3,8910 F contre 3,8661 F.

مكتبة الشعب